

L'Institut Grand-Ducal, calqué – mutatis mutandis – sur le modèle de l'Institut de France, a été créé en 1868, dans le «but de cultiver les sciences, les lettres et les arts». Il groupe six sections: Histoire – Sciences naturelles – Médecine – Linguistique – Arts et Lettres – Sciences morales et politiques. Cette dernière section ne remonte qu'à 1966 et couvre «notamment la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques ainsi que les sciences juridiques». Conformément à son règlement organique: «La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif de ces branches du savoir».

L'activité des membres est purement bénévole et ne donne lieu à aucune rémunération. Ils s'engagent à participer aux travaux, faute de quoi leur exclusion est automatique d'après le règlement. Leurs travaux font l'objet de communications orales dont les textes sont réunis annuellement en un volume appelé «Actes». Le présent volume comprend 12 études présentées entre 1985 et 1990.

ISBN 2-9599794-0-5
© 2005 Institut Grand-Ducal
Section des Sciences Morales et Politiques

Adresse pour la correspondance:
c/o M. Georges Als, Secrétaire Général, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

Institut Grand-Ducal

ACTES

de la Section
des Sciences Morales et Politiques

Volume III B
(1985-1990)

Luxembourg
2005

ACTES

de la Section
des Sciences Morales et Politiques

Volume III B
(1985-1990)

Publication réalisée par Georges ALS

2005

Table alphabétique des auteurs

(entre parenthèses date de la communication)

Ahlborn Henri:	Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)
Arendt Ernest:	Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)
Goedert Georges:	Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)
Harpes Jean-Paul:	La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du « Capital » (4.12.1984)
Hausemer Hubert:	La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)
Hausemer Hubert:	Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905- 1950) (14.5.1990)
Kremer Paul:	Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)
Lesourne Jacques:	L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)
Ries Adrien:	L'agriculture lux. à l'orée du XXI ^e siècle (30.6.1986)
Ries Adrien:	J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)
Stoffels Jules:	Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)
Thill André:	La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

Présentation

La série des Actes, annuelle depuis 1999, avait été interrompue entre 1979 (volume III) et 1999 (volume IV), parce qu'on avait jugé plus expédient de publier les communications sous forme de fascicules individuels. Cette idée s'est révélée peu opportune, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de petites brochures peu maniables et ... de leur publication souvent tardive! Pour combler le «trou» de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV, et pour cette raison appelés III A (années 1978 - 1984), III B/(années 1985 - 1990) et III C (années 1990 (2^e sem.) - 1997).

Le présent livre constitue le second de ces volumes intercalaires. Pour des raisons de coût il n'a pu être édité qu'en 25 exemplaires composés par agrégation des tirés à part des communications individuelles. Celles-ci sont présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. Les communications de Monsieur Edmond Wagner, ancien président de la Section, seront réunies dans un ouvrage spécial, et ne sont donc pas reprises ici. D'autre part, quatre Cahiers ont été publiés entre 1985 et 1990 sur les sujets suivants:

«Enseignement public et éducation morale (1987)»

«Commémoration Descartes (1988)»

«Réflexions sur la réforme de la constitution (1988)»

«Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg, Vol. I 1989, Vol. II 1990»

Comme les communications y relatives existent déjà sous forme de livre, elles ne sont pas non plus reprises dans le présent volume.

Septembre 2005

INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des Sciences Morales et Politiques

Henri AHLBORN

Directeur de la Chambre de Commerce
du G.-D. de Luxembourg
Chargé de cours au Centre Universitaire

Luxembourg — Ses défis en l'an 2000

Edmond WAGNER: Avant-propos

Henri AHLBORN: Luxembourg - ses défis en l'an
2000

Georges ALS: Observations sur l'exposé de
M. Ahlborn

Carlo HEMMER: Intervention à propos de la
communication de M. Ahlborn

I

1

21

25

Avant-propos

Autour de nous des voix autorisées nous mettent en garde contre des défis multiples et sérieux que devra affronter notre économie nationale dans les prochaines décades et qui se révéleront sans doute décisifs pour l'avenir de notre pays.

D'abord la perspective planétaire ne s'annonce pas trop rassurante pour les nations industrielles de l'ouest obligées de soutenir la concurrence de peuples vigoureux, entreprenants, intelligents et travailleurs, ne négligeant aucun risque ni aucun effort pour activer leurs potentiels économiques afin de récolter, eux aussi les fruits du progrès et d'améliorer leur niveau de vie tout en dépassant les pays dits riches, mais, malheureusement, quelque peu en perte de vitesse. L'économie mondiale connaîtra certainement de nouvelles répartitions des foyers de prospérité et la vieille Europe, donc aussi notre Luxembourg, ne supportera guère sans accroc ni cures peut-être douloureuses l'essor fulgurant de ces peuples en croissance vertigineuse.

A son tour, l'économie européenne ne tardera pas à subir, du moins à l'intérieur de la Communauté, des modifications, adaptations et harmonisations sérieuses. Dans cette perspective, l'année 1992 s'annonce cruciale pour notre pays et la réalisation du marché unique entraînera certainement des répercussions profondes pour l'avenir de notre communauté nationale. Déjà bon nombre de spécialistes lancent des cris de Cassandre et prédisent la fin d'une situation privilégiée dont à la fois les dirigeants politiques et les citoyens tiraient des avantages, sinon des bénéfices parfois substantiels. Il est vrai que ce sujet préoccupera notre section dans une série de séances dont les thèmes précis seront fixés après notre rencontre avec plusieurs responsables de la Commission, mais il importe d'esquisser, dès à présent différents risques et incertitudes que comportera un proche avenir.

Enfin, bien que certains problèmes angulaires résultent de notre intégration dans la Communauté européenne, d'autres défis relèvent des particularités politiques et économiques de ce petit pays jugé communément fort aisé dans lequel nous vivons. Dans cette perspective se présentent p.ex. des problèmes démographiques inquiétants, une évolution significative de la gamme des différentes professions, une situation bien particulière de notre industrie traditionnelle, des habitudes de vie et de travail de larges parties de la population, une dépendance presque totale de notre économie par rapport aux grands voisins voire aux autres continents, une situation monétaire fort spéciale,

l'absence d'un véritable marché intérieur, un isolement relatif par rapport aux grands axes de transport, une forte dépendance d'une main-d'oeuvre étrangère et de services de la Communauté, une concurrence sérieuse que rencontrent nos petites et moyennes entreprises de la part de sociétés non indigènes, et bien d'autres encore.

Tous ces défis seront évoqués, commentés et appréciés dans une communication de valeur que présente un confrère averti et bien initié aux problèmes qui nous préoccupent. En tant que directeur de la Chambre de Commerce, Monsieur Henri Ahlborn participe, avec le sérieux et la compétence qu'on lui connaît, à tous les organismes et commissions qui décident de l'avenir de notre pays. Il est donc bien habilité à brosser, en connaissance de cause et en toute objectivité, sans optimisme ni pessimisme de circonstance, le tableau des défis réels qui nous guettent dans un proche avenir et qui doivent nous inciter à une réflexion sérieuse, car, dans le domaine économique et politique, pas plus qu'ailleurs, les solutions valables ne demeurent guère le fruit du hasard.

Edmond WAGNER
président de la Section

Henri AHLBORN

Luxembourg - Ses défis en l'an 2000

Il me tient à coeur de remercier notre Président et vous tous, mes chers confrères, d'avoir bien voulu vous associer à mes efforts de réflexions sur l'avenir de notre pays.

Faut-il invoquer votre indulgence si je confine mon propos aux seuls défis économiques que le Grand-Duché de Luxembourg aura à affronter à l'aube du XXI^e siècle, alors que, de par ma formation, je suis tout naturellement porté vers les sciences économiques et que je suis ressortissant à cette sous-section-là de l'Institut. Faut-il encore relever que mes occupations journalières m'amènent à parler pour l'ensemble des entreprises de notre pays, à l'exception de celles de l'artisanat. Mes réflexions, tout en étant personnelles et tout n'engageant pas mon employeur, s'orienteront donc au critère de l'intérêt économique général.

La prise de conscience des défis économiques auxquelles il faudra faire face à l'avenir est d'autant plus nécessaire, alors qu'au cours des douze dernières années toutes nos énergies ont été mobilisées pour résoudre les problèmes inhérents à la restructuration du secteur industriel et plus particulièrement de la sidérurgie et que le marché unique européen pointe à l'horizon.

1. L'effort du passé et son résultat

L'évolution de la structure de l'économie luxembourgeoise qui se dégage du tableau joint montre l'ampleur de cet effort:

Structure économique en % du PIB

Années	Luxembourg		CEE	
	Industries	Services	Industrie	Services
1974	53	44,7	41	54
1985	37,5	60	36	61
Variation	(-14,8)	(+14,5)	(-5)	(+6,3)

Structure de l'emploi par secteurs

Années	Luxembourg		CEE	
	Industries	Services privés	Industrie	Services
1974	45	48	40,5	48
1985	33	63	34	57
Variations	(-11,3)	(+14,1)	(-6,2)	(+8,9)

Si les chiffres montrent l'inversion industrie/services, ils cachent cependant l'envergure réelle de la mutation qui s'est opérée, car ils représentent un solde.

Ainsi ces chiffres ne font apparaître

- ni la diversification de la structure industrielle telle qu'elle s'est concrétisée dans des branches comme l'aluminium et le verre
- ni la diversité des services qui s'est faite par l'éclosion d'activités à haute valeur ajoutée relevant en dehors des services financiers, de l'informatique, de la bureautique, de la révision d'entreprises, de l'aviation et des télécommunications.

Pour ce qui est de l'évolution de l'emploi en douze ans, ce solde se compose d'environ 15.800 pertes d'emplois et 23.000 emplois nouveaux, ce qui fait apparaître un emploi additionnel de l'ordre de 7.200 personnes.

Dans quels secteurs ces emplois ont-ils été perdus et créés? Un regard sur l'évolution de l'emploi intérieur nous l'apprend:

Emploi intérieur (moyenne annuelle)

	1970	1975	1980	1981	1986
			x 1.000		
Total (y compris frontaliers, non compris fonctionnaires internationaux)	140,2	157,5	158,2	158,7	165,1

Statut:

- Salariés	112,6	132,8	137,0	138,7	146,6
- Agriculture	1,1	0,9	1,0	1,0	0,9
- Industrie	46,1	50,0	42,3	41,7	39,1
- Construction	12,4	15,3	15,1	14,7	13,0
- Services	39,8	51,3	61,5	64,1	74,2
- Administr. publiques	13,1	15,3	17,1	17,2	19,4

- Employeurs, indépendants, aidants familiaux	27,6	24,7	21,2	20,0	18,5
---	------	------	------	------	------

Agents et fonctionnaires internationaux

	2,8	4,5	6,1	6,6	7,7 (*)
Frontaliers (au 1.10.)	7,4	11,4	11,9	13,4	18,2
- de France	(2,1)	(4,4)	(4,7)	6,0	7,8
- de Belgique	3,8	5,7	5,7	5,7	7,8
- d'Allemagne (R.F.)	1,5	1,3	1,5	1,7	3,2

Chômeurs	0,0	0,3	1,1	1,6	2,3
----------	-----	-----	-----	-----	-----

(*): Estimation

On constate:

- * une augmentation entre 1975 et 1986 du nombre des salariés de 13.800 au détriment des indépendants,
- * un recul de l'emploi dans l'industrie, malgré l'implantation d'industries nouvelles qui, tout en contribuant à équilibrer la structure industrielle, n'ont pas pu compenser les pertes d'emplois notamment dans la sidérurgie,
- * une forte croissance de l'emploi dans le secteur des services dont les services marchands (financiers et non-financiers),
- * un doublement de l'effectif dans le secteur public en 25 ans!

L'ampleur des mutations socio-économiques saute mieux aux yeux si l'on se réfère à une plus longue période, telle l'évolution par groupes socio-professionnels, de la population active de 1960 à 1985:

Population active (moyenne actuelle)

	1960	1975	1986
Agriculture	16%	7%	4%
Industrie	45%	43%	33%
Services	39%	50%	63%
Catégories			
salariés	71%	84%	89%
indépendants	29%	16%	11%

Le recul continue de la part des indépendants dans notre structure socio-professionnelle est inquiétant. S'il est vrai que la part relative des indépendants par rapport à la population active totale a subi l'influence de la mutation agricole, il ne faut pas méconnaître que ce taux est un des plus bas de tous les pays du monde et qu'il se situe nettement en dessous de la moyenne de la CEE, qui est de l'ordre de 18%. L'on reviendra sur cette faiblesse de notre économie plus loin.

La diversification des structures économiques qui s'est traduite par un renversement de la relation industrie (60%) et services (40%) et un excédent croissant de la balance des paiements, a pu se faire sans les moindres remous sociaux grâce notamment à l'exiguïté du pays qui, d'une part, favorise le consensus social et, d'autre part, comporte l'impossibilité conventionnelle et matérielle de pratiquer une politique monétaire autonome, laissant aux pouvoirs publics essentiellement le moyen de la politique budgétaire et fiscale pour accompagner cette importante mutation.

La politique budgétaire caractérisée par la recherche permanente de l'équilibre des finances publiques, essentiellement au moyen d'une extrême prudence dans les prévisions des recettes fiscales, a pu dégager au fil des années des réserves budgétaires appréciables. Cette marge budgétaire a permis au cours de la dernière décennie d'accompagner la restructuration notamment au point de vue social dans la mesure où elle a permis d'augmenter les dépenses budgétaires, les impôts et l'endettement. La corrélation entre la croissance économique et l'évolution des recettes budgétaires est ainsi illustrée.

L'excédent de la balance des paiements, la gestion en bon père de famille des finances publiques qui s'est traduite dans une marge budgétaire appréciable et dans le consensus national articulé au niveau de la tripartite, sont des éléments clés du succès de la politique de restructuration menée par tous les gouvernements en place au cours des douze années écoulées.

La maîtrise de la crise structurelle pour remarquable qu'elle soit, n'a toutefois pas changée les caractéristiques fondamentales de notre petit espace ouvert sur l'étranger. Aussi importe-t-il de les rappeler brièvement pour dégager

- les contraintes macroéconomiques,
- les forces et les faiblesses de la structure de production de biens et de services,
- les risques latents qui menacent les équilibres économiques.

2. Les contraintes macro-économiques permanentes

2.1. Les données permanentes du petit espace

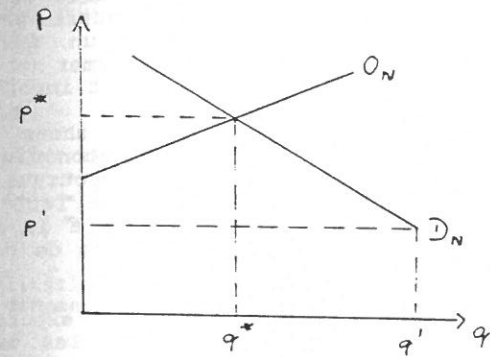
L'économie du Grand-Duché de Luxembourg reste une économie de très petit espace qui peut être caractérisée par:

1. un volume trop réduit de la demande intérieure à la suite de l'exiguïté du pays d'où découle la nécessité d'exporter en vue de développer un potentiel de production techniquement réalisable et économiquement rentable;
2. des ressources intérieures quantitativement limitées et qualitativement peu diversifiées, qui sont insuffisantes pour satisfaire les besoins nationaux de la production et de la consommation, d'où découle la nécessité d'importer;
3. pour être rentable, il faut pouvoir exploiter les économies d'échelle et donc atteindre une échelle de production minimale qui inévitablement va absorber une grande partie des facteurs de production, d'où une tendance à la spécialisation du petit espace; (encart 1)

Qui dit tendance à la spécialisation dit également tendance à la concentration de la production.

Un pays importe des produits, soit parce qu'il n'arrive pas à les produire, soit parce qu'il ne peut pas les fabriquer dans des conditions compétitives.

Soient par exemple la demande nationale (D_N) et l'offre nationale (O_N) de magnétoscopes. On pourrait produire q^* unités à un prix p^* .



Or ce prix est trop élevé par rapport au prix p' exigé par les Japonais de sorte que le Luxembourg importera finalement toute sa consommation ($q' > q^*$) à un prix moins élevé ($p' < p^*$). Le consommateur luxembourgeois peut donc se procurer plus de magnétoscopes et à un prix inférieur.

De plus, on assiste également de par la base peu diversifiée des ressources naturelles et humaines à un influx proportionnellement plus important que dans des pays à dimension plus grande de facteurs de production venant de l'étranger pour compléter la gamme des facteurs nationaux existants.

Compte tenu de ces trois caractéristiques qui se vérifient d'autant plus que le pays est plus petit (cf encart 2), il n'est pas téméraire de conclure que la micro-économie luxembourgeoise se distingue par une non-coïncidence quasi absolue - abstraction faite de quelques branches naturellement ou artificiellement abritées - entre l'offre nationale, d'une part, et la demande nationale, d'autre part.

Bien entendu ce clivage ne s'explique et ne se maintient que grâce au rôle important joué par les échanges extérieurs qui permettent la dissociation entre les structures de production, d'une part, et de consommation, d'autre part. Les exportations sont donc en quelque sorte un facteur de production polyvalent qui permet de transformer un produit national donné en n'importe quel autre produit importé.

Les importations ne sont pas une mauvaise chose en soi, puisqu'on perçoit mal comment une micro-économie fermée pourrait atteindre un niveau de vie élevé, dépourvue qu'elle est de tout un ensemble de ressources, de facteurs, de technologies et de demi-produits nécessaires à la fabrication de produits finals ainsi que de produits de consommation finals.

Afin de se procurer les importations, il faut exporter. Les exportations sont le prix à payer - et plus les termes de l'échange (cf encart 3) sont favorables, moins ce prix est élevé - pour pouvoir s'insérer dans l'espace économique international et profiter de la division internationale du travail.

Faute d'un marché intérieur suffisant, la croissance, c'est-à-dire l'augmentation du revenu réel national ainsi que l'emploi dépendent largement de l'évolution des exportations en valeur. La croissance est dès lors partiellement "export-led".

Cependant, il convient de ne pas perdre de vue qu'elle comprend également une composante qui est "import led", en ce sens que le Luxembourg, soit à travers les importations de biens d'investissements, soit à travers les facteurs de production attirés, importe le progrès technique ou le savoir-faire qui lui font défaut et qui sont essentiels à l'augmentation de sa productivité et/ou au développement d'activités spécifiques.

Les exportations et les importations peuvent donc devenir un flux circulaire vertueux qui s'élargit.

Il est difficile d'établir quantitativement la limite entre pays à différentes dimensions donc entre des économies qu'on appelle communément grandes, petites et très petites.

Toute évaluation ne peut être faite qu'en termes relatifs donc par comparaison selon une classification ordinale.

Ainsi peut-on par exemple utiliser le critère de la trinité PSP (population, surface, produit intérieur brut) et synthétiser ces informations dans l'indice de Jalan.

Ces indices sont définis comme suit:

$$I_i = \frac{100}{3} \left(\frac{P_i}{P_{\max}} + \frac{S_i}{S_{\max}} + \frac{PIB_i}{PIB_{\max}} \right)$$

avec $0 < I_i < 100$

P_i = population du pays i

S_i = surface du pays i

PIB_i = produit intérieur brut (en monnaie commune) du pays i

et l'application aux pays de la CEE (Portugal et Espagne exclus, données 1983) permet de dégager la classification suivante:

1. France	$I_i = 89$
2. RFA	= 82
3. UK	= 68
4. Italie	= 67
5. Pays-Bas	= 17
6. Grèce	= 15
7. Belgique	= 11
8. Danemark	= 8
9. Irlande	= 7
10. Luxembourg	= 0,5

Cet exemple illustre parfaitement la minuscule dimension de l'économie luxembourgeoise et montre qu'elle occupe un rang tout à fait à part.

Termes de l'échange

Les termes de l'échange sont d'habitude représentés par ce que l'on est convenu d'appeler les "termes de l'échange nets", qui sont le rapport entre les prix à l'exportation et à l'importation, exprimés en indices se référant à une même période de base

Indices des prix à l'exportation
ou

Indices des prix à l'importation

Les termes de l'échange devraient permettre d'évaluer les effets combinés des variations des prix à l'exportation et à l'importation sur les transactions commerciales.

Une amélioration des termes de l'échange peut signifier une croissance du pouvoir d'achat national puisque les produits exportés valent plus à volume constant que les produits importés; elle peut traduire aussi, et en sens inverse, une certaine perte de compétitivité si elle est le reflet d'une inflation interne plus élevée que l'inflation externe.

Source: STATEC, évolution des termes de l'échange de 1980-1983 bulletin no 2, 1985

Ces contraintes structurelles déterminent le fonctionnement du circuit macroéconomique à Luxembourg. Ce dernier ne fonctionne pas (comme dans les grands espaces économiques, tels les Etats-Unis) sur la base de la demande, mais sur l'offre qui, de son côté, sera à l'origine de la demande.

Cette affirmation ne s'inspire aucunement d'une quelconque théorie économique du genre "supply side economics", mais est un constat accepté par quiconque qui veut se donner la peine d'étudier la structure du système de nos flux macroéconomiques. Le père des théories de relance conjoncturelle par l'accroissement du pouvoir d'achat, Lord Keynes, lorsqu'il aurait constaté que les multiplicateurs au Luxembourg sont plus près de 0 que de 1, aurait abouti à la même conclusion.

C'est donc l'exportation de notre production de biens et de services qui génère les revenus et ce sont ceux-ci qui, après avoir été distribués au facteur travail sous forme de salaires, à l'Etat sous forme d'impôts et au capital sous forme d'intérêts et de dividendes, permettent aux agents économiques de se procurer les produits qu'on ne peut pas ou qu'on n'a pas intérêt à produire au Luxembourg.

2.2. Les forces et les faiblesses de la structure économique du petit espace

Ce rappel de la dépendance de l'étranger soulève évidemment la question de savoir si les désavantages et les avantages qui en découlent se compensent?

S'il est vrai que le Grand-Duché est largement tributaire de la donne internationale et des variations de celle-ci, perméable et vulnérable qu'il est aux chocs extérieurs qui risquent de le heurter plus sévèrement que d'autres pays, il est toutefois difficile d'estimer si la dépendance extérieure se solde par un avantage ou désavantage net.

Certes, l'absence de débouchés intérieurs comporte un inconvénient majeur dans la mesure où vendre à l'étranger est en règle générale plus difficile que vendre à l'intérieur.

Les firmes exportatrices supportent un coût supplémentaire pour vendre sur les marchés étrangers. Ce coût de transfert international regroupe les coûts de transport, les charges financières liées au commerce extérieur, mais surtout les différentiels de marketing. Ces derniers sont imputables aux études de marchés étrangers (goûts locaux, normes institutionnelles).

Mais une telle contrainte peut également se révéler bénéfique dans la mesure où elle incite les entreprises au dynamisme et à l'efficacité.

La dimension des entreprises n'est probablement pas sans influence sur la capacité de surmonter la contrainte de la recherche de débouchés étrangers.

Pour les petites et moyennes entreprises, le fait de devoir exporter risque de s'accompagner de tout un ensemble d'obstacles spécifiques, tandis que les firmes transnationales, implantées sur le territoire luxembourgeois, conscientes lors de leur décision de localisation de la nécessité d'écouler leur production en dehors des frontières luxembourgeoises et bénéficiant de la structure de distribution de leur groupe, ne devraient guère rencontrer les mêmes problèmes à l'exportation.

De même, il est vrai que l'obligation d'écouler la production à l'extérieur rend le pays dépendant de la conjoncture internationale sur laquelle il n'a aucune emprise. Les économies étrangères sont les locomotives qui tirent les exportations luxembourgeoises. Celles-ci, à leur tour, sont le moteur de la croissance intérieure qui dès lors suit de près la conjoncture internationale.

Dans une telle situation, il serait déplacé de parler d'interdépendance. En effet, dans le cas luxembourgeois, la relation de dépendance est asymétrique, le Luxembourg subissant l'extérieur, mais n'ayant aucun impact sur lui.

La constellation des rapports de forces comporte le risque que les partenaires du Luxembourg ne tiennent pas compte de ses besoins. Mais il est vrai que cette constellation peut comporter également des avantages. Aussi le Luxembourg pourrait-il tirer profit d'un programme de relance conjoncturelle mis en oeuvre à l'étranger, sans devoir y contribuer et sans devoir en supporter les risques éventuels (p.ex. un déficit public) en cas d'échec du programme.

La menace que fait peser cette dépendance sur le Luxembourg est bien évidemment l'émergence d'un protectionisme accru qui inévitablement frapperait le Luxembourg plus que tout autre pays en le coupant de la quasi totalité de ses débouchés.

La permanence de ce danger fatal explique que le Grand-Duché a toujours été libre-échangiste.

Les Gouvernements successifs ont été conscients de la nécessité de satisfaire une double condition pour développer l'économie luxembourgeoise, à savoir: l'ouverture du petit espace fermé au départ et son intégration simultanée dans un espace économique plus large pour ainsi surmonter le handicap de la petite dimension en étendant son marché intérieur au-delà des frontières nationales.

Pour ces raisons, l'on comprend que le Grand-Duché a adhéré en 1842 au Zollverein allemand, s'est allié en 1921 avec la Belgique pour former l'UEBL, a participé après la deuxième guerre mondiale à la constitution de l'Union Economique Belgo-Néerlandaise-Luxembourgeoise et qu'il a mis du zèle à favoriser la création de la CECA d'abord, et de la Communauté Européenne ensuite.

L'inconvénient relatif dû aux relations internationales asymétriques - produit inévitable des caractéristiques dimensionnelles et, par ricochet, économiques du Luxembourg - est donc en partie compensé par une politique continue visant l'intégration dans des espaces plus larges.

Le désavantage relatif qui résulte des relations internationales asymétriques est encore en partie compensé par le fait que le Luxembourg peut de par sa dimension minuscule atteindre un seuil d'insignifiance qui, combiné à l'exercice de sa souveraineté internationale, lui permet d'essayer des pratiques d'easy rider ou de free rider international.

La raison en est que toute velléité d'empêcher la micro-économie de profiter, sans participation financière notable de sa part, de certains services publics, d'activités ou de programmes économiques financés par les grands pays, engendrerait pour ces derniers des coûts qui dépasseraient de loin les avantages qu'ils pourraient tirer de l'exclusion des petits Etats.

3. Les défis latents

Si la structure économique du petit espace, en s'appuyant sur trois secteurs dont le poids dans le PIB est avec près de 15% identique, est plus équilibrée actuellement comme par le passé, et si les désavantages résultant de la petite dimension sont sans doute maîtrisés comme par le passé, des défis latents apparaîtront à l'avenir:

- Ils découlent - de la structure de l'économie dépendante de la conjoncture internationale
- de la démographie
- du rythme de croissance du déséquilibre entre recettes et dépenses des CFL
- du doublement d'ici 1992 de la contribution au financement des Communautés européennes
- de la menace à l'horizon 2000 sur la souveraineté fiscale
- de la rapidité de la croissance du volume des connaissances scientifiques
- de l'effritement du goût du risque
- de la croissance du secteur non marchand

3.1. La structure de l'économie

Deux phénomènes viennent d'attirer au cours des derniers mois notre attention sur les insécurités inhérents à la structure de notre économie.

Le récent effondrement des prix et des quantités sur les marchés sidérurgiques et les combats d'arrière garde qui sont menés au niveau du Conseil des Ministres des CE en prévision des futures réductions de capacité, nous ont rappelé que la restructuration de la sidérurgie n'est pas encore achevée. D'autre part, la dégringolade, le lundi

19 octobre 1987, des cours des actions cotées dans les principales bourses du monde nous incite à nous interroger sur les limites de la croissance des activités déployées par la place financière qui procure d'importantes recettes fiscales et qui contribue à générer l'excédent de la balance des paiements.

En outre, la réorientation de la politique agricole commune vers une réduction progressive des dépenses budgétaires de la CEE consacrées à l'encouragement de la production agricole, ne manquera pas d'avoir des répercussions sur les structures agricoles au Luxembourg.

3.2. La démographie

Un autre défi qu'il s'agira de relever trouve son origine dans l'évolution démographique. En effet, comme notre confrère Charles Ruppert et M. R. Kieffer l'ont écrit dans leur récent mémoire "Quelques réflexions sur le défi démographique et la sécurité sociale au Luxembourg", les luxembourgeois se meurent. La population luxembourgeoise a diminué de 273.373 en 1960 à 269.400 en 1986 et cela malgré l'incorporation de 11.674 personnes ayant pris la nationalité luxembourgeoise par option ou par naturalisation - ce qui correspond à la population de Pétange.

Le Conseil économique et social a illustré le mieux le défi démographique dans son avis de 1977 sur la réforme globale de l'assurance pension, lorsqu'il a chiffré l'évolution de la population totale, y compris les étrangers, par tranches d'âge à l'état stable hypothétique comme suit:

	1971	état stable
moins de 20 ans	28%	16%
de 21 à 64 ans	58%	59%
de 65 ans et plus	14%	25%

Les deux phénomènes observés qui sont, d'une part, la réduction de la population des jeunes qui sont l'élément dynamique d'une société et, d'autre part, l'accroissement de la population âgée qui est préoccupée par la sécurité, en engendrant des charges accrues dans les régimes de sécurité sociale, poseront des problèmes financiers ardues au point de risquer de mettre en cause la solidarité entre générations.

Pour s'en rendre compte, l'on n'a que se reporter à l'évolution des coefficients de charge (nombre de pensions pour 100 assurés actifs) des régimes de pension qui en moyenne sont passés d'environ 30 en 1960 à environ 50 en 1986 et continueront à croître à l'avenir.

Les coefficients de charge des régimes de pension en 1985

Régimes contributifs	Coefficient de charge
AVI (ouvriers)	57,6
CPEP (employés privés)	21,7
CPACI (indépendants)	90,4
CPA (agriculteurs)	122,5
Régimes non-contributifs	Coefficient de charge
CFL (chemins de fer)	116,5
Communes	54,4
Etat et parastataux	42,9

Le nombre moyen des assurés actifs, le nombre moyen
des pensions, et le coefficient de charge

Année	Tous les régimes		
	Actifs	Pensions	Coefficient de charge
1960	119.982	39.406	32,8
1965	126.332	46.822	37,1
1970	133.064	56.998	42,8
1975	154.371	69.001	44,7
1980	156.749	78.303	50,0
1985	162.445	82.505	50,8
1986	166.369	83.325	50,1

Si le phénomène ne s'est pas encore répercuté d'une façon dramatique après 1978, l'explication en est que:

- certaines mesures législatives, prises au cours des années soixante dix (complément différentiel, pension de vieillesse anticipée obligatoire, etc.) ont ralenti la croissance des charges,
- dans les années quatre-vingt sont arrivées à l'âge de la retraite les générations à faibles effectifs nées entre 1915 et 1918 (lière guerre mondiale) et entre 1920 et 1926 (enrôlés de force),
- le nombre des assurés actifs a augmenté par l'immigration.

Si toutes choses restent égales par ailleurs (croissance économique identique), le coefficient de charge augmentera à l'avenir irrémédiablement. Les calculs montrent qu'à législation constante, c'est-à-dire sans une amélioration du niveau des prestations ou des conditions d'octroi de pension, le seul facteur démographique entraînera une augmentation des coûts de l'assurance pension.

Si le taux de cotisation global actuellement nécessaire pour garantir l'équilibre financier se situe aux alentours de 24% de la masse salariale cotisable, les calculs actuariels publiés par le Conseil économique et social (avis des experts, dont notre confrère Charles Ruppert, 1977) ainsi que par l'inspection générale de la sécurité sociale montrent que ce taux global de cotisation augmentera à l'avenir pour dépasser, à l'état stationnaire, 35% de la masse salariale cotisable.

Pour les régimes de pension non-contributifs, une étude actuarielle concernant le coût actuel et l'évolution future des charges fait complètement défaut. Toutefois, des calculs exploratoires réalisés pour le compte du Conseil économique et social en 1976-77 avaient montré que la prime de répartition pure dépasserait largement les 60% de la masse des salaires à l'état stationnaire.

L'impact sur l'assurance maladie qui résulte du vieillissement de la population sur les trois postes de dépenses que sont les soins médicaux, les frais pharmaceutiques et les frais d'hospitalisation, seront considérables. Cette "dynamique intrinsèque" des dépenses sera encore renforcée par le progrès et la sophistication de la médecine.

Alors qu'à ce jour l'important découvert de 670 millions de F de 1982 n'est pas encore résorbé entièrement, les seules prestations en nature sont passées de 5,5 milliards de F en 1979 à 10,6 milliards en 1986.

L'impact financier prévisible du vieillissement peut aisément être imaginé si l'on sait qu'en 1986 le montant moyen de la consommation en prestations en nature atteignait 19.500 pour l'assuré actif et 57.900 pour le pensionné!

Il s'y ajoute, en raison de la forte proportion de la population active étrangère, le problème du transfert des fonds à l'étranger. Le montant des prestations transférées à l'étranger est passé de 1.339 millions de F en 1975 à 4.286 millions de F en 1986, soit plus du triple dans l'espace de 12 ans.

Les dépenses en prestations de l'ensemble de la sécurité sociale sont passées de 8,8 milliards de F en 1970 à plus de 55 milliards en 1985, ce qui représente 21,2% du Produit Intérieur Brut (version luxembourgeoise). Ces montants croîtront encore considérablement du seul fait de la maturation démographique, de sorte que le relèvement, éventuellement inconsideré, du niveau actuel des prestations, risque de conduire à un niveau futur de protection sociale guère compatible avec nos capacités économiques futures et les impératifs de compétitivité de nos entreprises.

La population luxembourgeoise continuera à se rétrécir. L'impact en sera épongé par le solde net des migrations, ces dernières dépendant des potentiels économiques futurs. Aussi le débat sur l'impact démographique se ramène-t-il, en dernière analyse, à un défi économique, abstraction faite des problèmes épineux d'intégration. A cet égard, le rôle des entreprises, à travers leur fonction de sauvegarde et création d'emplois, sera dès lors décisif.

3.3. L'incidence budgétaire des CFL

Si le budget de l'Etat supporte près d'un tiers des dépenses des régimes de sécurité sociale, un autre risque latent inhérent au budget de l'Etat est illustré par le rythme sans cesse accéléré de la croissance des dépenses nécessaires pour équilibrer le budget de la société nationale des chemins de fer. Si au début des années soixante-dix les subventions couvraient 37%, elles atteignent en 1986 déjà 74% des dépenses des CFL. Ces chiffres du budget des dépenses de l'Etat n'illustrent pas seulement la menace qui

pèse sur le budget de l'Etat, mais révèle le problème structurel auquel les chemins de fer sont confrontés du fait des changements qui sont intervenus suite à la régression du volume de transport de produits de masse, notamment en provenance ou à destination de la sidérurgie et à l'apparition d'une demande de transport autrement structurée et composée de produits fabriqués par les nouvelles industries implantées à Luxembourg.

3.4. L'évolution du poids de la contribution luxembourgeoise au financement des Communautés européennes

Une autre source des inquiétudes au niveau du budget résulte de la croissance continue de la contribution du Grand-Duché de Luxembourg au budget des Communautés européennes. Comme la recherche d'une solution durable et automatique aux problèmes du financement de la Communauté s'oriente à l'augmentation des ressources de la Communauté plutôt qu'à celle de la recherche d'économies, il est à craindre que les crédits inscrits au budget de l'Etat grand-ducal au titre de la contribution aux CE ne doublent jusqu'en 1992 pour dépasser 5,5 milliards de F.

Le problème financier évoqué ci-avant est intimement lié à la réforme de la politique agricole commune qui affectera également les structures de production agricole à Luxembourg.

3.5. Les menaces à l'horizon 2000 sur la souveraineté fiscale

Qui évoque l'année magique de 1992 pense au programme ambitieux de la Commission des Communautés européennes visant la création d'un marché unique de près de 350 millions de consommateurs.

Ce marché, qui fonctionnerait sans barrières de quelque nature qu'elles soient, et sous des normes techniques, sanitaires et de sécurité identiques, en atténuant durablement les contraintes permanentes inhérentes à la dépendance extérieure économique de notre pays, sera, sans conteste, bénéfique pour notre économie dans la mesure où le facteur de stimulation peut devenir sous certaines conditions un moteur puissant de notre croissance économique.

Dans la mesure toutefois où le Conseil des Ministres des Communautés Européennes imposera l'harmonisation proposée des taux de la TVA et des accises dans le document de la Commission, le Luxembourg se trouvera confronté à une perte en recettes fiscales évaluée à 3,6 milliards de F, et à une augmentation des prix estimée à l'aide d'une fourchette allant de 4,6% à 7,5%.

La compétitivité notamment du commerce et de l'artisanat se trouverait compromise d'un seul coup sous le double effet de la hausse des prix à la vente et par le jeu de l'indexation des salaires. La rigidité du mécanisme de l'échelle mobile répercuterait la hausse des taux via l'augmentation du coût salarial sur les prix à l'exportation des biens industriels et des services.

Les velléités d'harmonisation des taux de la TVA et des accises de la Commission des CE ne touchent pas seulement à des aspects de souveraineté fiscale, mais nous rappellent les dangers de rigidités qui découlent de textes légaux et réglementaires.

3.6. La rapidité de la croissance du volume des connaissances scientifiques

Il y a quelques semaines, M. Visse Dekker, le Président du Conseil d'administration de Philips rappelait à son auditoire luxembourgeois les défis de l'année 2000 pour l'Europe en ces termes:

"When one considers that about 90% of all scientific knowledge has been generated in the last 30 years, and that the knowledge pool is expected to double again by the end of this century, it is clear that this pace of change presents us with a daunting challenge. We do not have the luxury of time as European or as business leaders to be cautious or conservative in the actions we must take."

Cette fourdroyante évolution place sans nulle doute nos systèmes actuels de formation tant au niveau de l'école que de l'entreprise devant un grand défi.

3.7. L'effritement progressif du goût du risque

Dans l'étude évoquée plus haut, notre confrère Charles Ruppert et M. Robert Kieffer ont évoqué le défi auquel le pays devra faire face à la suite de la régression dramatique des naissances et partant du nombre des jeunes qui sont l'élément dynamique d'une société. Quel en sera l'incidence sur l'esprit d'entreprendre?

La part des indépendants qui est déjà tombée avec 11% de la population active au niveau le plus bas au monde, continuera-t-elle à se rétrécir, et affecter ainsi toutes nos institutions et les entreprises par un manque d'expérience des affaires et du risque dans l'évaluation des décisions?

3.8. La croissance du secteur non marchand

Les statistiques retraçant l'évolution de l'emploi intérieur entre 1970 et 1986, dont il a été question au début de cette étude, ont relevé que les effectifs du secteur public ont doublé en 25 ans. Ces chiffres traduisent, entre autres, l'importance croissante prise par l'Etat dans l'économie et s'ajoutent aux chiffres d'emploi additionnel créé dans le domaine des services tels les soins de santé, l'enseignement privé, la culture, les sciences, les loisirs et les oeuvres sociales qui sont fournis essentiellement par des associations sans buts lucratifs conventionnées par l'Etat.

Les économistes classent ces activités-là dans le secteur non marchand, du fait que les biens et les services produits par ce secteur sont mis, soit gracieusement, soit à un prix administré, à la disposition des clients, sans que ceux-ci doivent fournir directement une contrepartie monétaire ou une contrepartie monétaire intégrale. N'étant pas négociés sur le marché, les coûts engendrés par le secteur non marchand sont répercutés sur l'économie toute entière, sans lien immédiat au recours à ces produits, par le biais de contributions forcées (impôts) ou volontaires (donations, cotisations bénévoles).

La croissance continue de ces activités "quaternaires" pose à moyen terme le problème de l'équilibre entre le secteur non marchand et le secteur marchand, alors qu'il appartient à ce dernier, qui produit des biens et des services échangés à des prix formés sur le marché concurrentiel, de créer en dehors des ressources pour le financement de ses propres coûts, également ceux nécessaires à la couverture par le budget ou par la contribution bénévole, des coûts du secteur non marchand.

En dernière analyse, ce problème se ramène à poser la question des potentialités de l'économie luxembourgeoise.

* * *

Si certains défis esquissés ci-avant - telles les contraintes externes de la petite dimension - sont soustraits à l'influence des décideurs luxembourgeois, ces derniers disposeront tout de même d'atouts pour relever les défis, notamment ceux qui ont été esquissés dans la partie 3 de cet exposé, et pour maintenir la protection sociale et le niveau de vie acquis.

4. Les objectifs et les moyens de la politique visant à relever les défis connus et inconnus

Les objectifs d'une politique visant à relever ces défis doivent s'articuler essentiellement autour de la croissance économique par la diversification et le renforcement de la compétitivité des entreprises.

Sous ce rapport, une responsabilité particulière incombe aux entreprises de veiller au maintien de leur compétitivité par le choix judicieux des investissements, par l'innovation de leurs produits et de leurs services, et par leurs efforts dans la conquête de nouveaux marchés. Toutefois, les pouvoirs publics partagent cette responsabilité, dans la mesure où ils ont pour mission de créer et de garantir un cadre propice à la compétitivité et à l'éclosion d'activité nouvelles.

Définir l'objectif de la diversification ne revient pas à faire du "snobisme de structure". Au 18^e siècle, on pensait que seule l'agriculture pouvait créer des richesses. Un siècle plus tard, nombreux étaient ceux qui prétendaient que l'unique source de richesse était l'industrie. Or, la vérité est qu'à la fois les secteurs primaire, secondaire et tertiaire peuvent potentiellement créer des richesses, c'est-à-dire créer des produits demandés par le marché.

Plus un pays est petit, plus sa structure tend à dévier des structures moyennes des autres pays. Aussi est-il dangereux d'utiliser des termes normatifs du type sous- ou surindustrialisé ou tertiarisé. Ce faisant, il faudrait pouvoir définir la structure par rapport à une structure de référence et préciser pourquoi cette structure de référence serait la bonne, c'est-à-dire la plus adaptée pour garantir la croissance de l'économie.

Pour le petit espace, il faut dès lors s'interroger si, en termes de stratégie économique, le premier impératif n'est pas finalement d'être capable d'offrir continuellement des produits demandés sur les marchés internationaux et si, par rapport à cet objectif, il n'est pas secondaire de savoir s'il s'agit de biens ou de services qui sont exportés pour gagner les devises nécessaires aux paiements des importations.

Ainsi, l'objectif de la diversification doit être poursuivi en cherchant à créer des entreprises nouvelles, à encourager la diversification d'entreprises existantes et en cherchant à attirer des entreprises étrangères, compte tenu évidemment des contraintes découlant de la protection de l'environnement.

La protection de l'environnement devient, au même titre que la croissance économique, la stabilité des prix, le plein emploi, les équilibres extérieurs et la redistribution du produit national, un des objectifs de toute politique économique. Il n'est pas possible qu'une priorité absolue soit accordée à la réalisation d'un de ces objectifs aux dépens de tous les autres, mais il faut, au contraire, procéder à un arbitrage réfléchi et pondéré entre ces différents objectifs partiellement contradictoires, compte tenu évidemment des priorités de l'heure.

Sur cette toile de fond et compte tenu des défis évoqués ci-avant, il s'agira pour le Luxembourg de continuer à attirer les entreprises étrangères, à condition notamment que:

- la branche ne soit pas encore représentée dans notre structure économique et est source de valeur ajoutée retenue au pays,
- l'entreprise, qu'elle relève d'une branche high ou low tech, soit à la pointe du progrès dans sa branche, qui bien évidemment ne doit pas fabriquer un produit en déclin,
- l'entreprise n'absorbe pas une quantité de main-d'œuvre dépassant les capacités du marché de travail défini comme étant celui de la région Sarre, Lorraine et Luxembourg belge, augmenté de l'apport d'immigrés provenant d'autres pays de la CEE au taux acceptable enregistré au Luxembourg,
- l'entreprise ne dépasse pas les normes européennes de pollution.

Toutes choses restant égales par ailleurs, seule la croissance économique permettra, par la création d'emplois nouveaux occupés essentiellement par des travailleurs frontaliers et immigrés, de résoudre les problèmes financiers auxquels se trouvent confrontés les régimes de sécurité social.

La diversification devra se faire au niveau de la structure des branches et des produits par l'implantation d'activités nouvelles, par l'extension et par le renouvellement des programmes de production de biens et de services produits par les entreprises existantes, et cela par une action concertée entre l'Etat, les patrons et les syndicats.

Aussi, pour réaliser une croissance économique continue, le Luxembourg devra-t-il veiller jalousement à maintenir et à renforcer sa compétitivité au niveau de la localisation d'activités nouvelles.

Cette compétitivité est le mieux garantie par un environnement qui est favorable à l'éclosion et l'extension d'activités économiques et qui, à travers les éléments de coût que sont, entre autres, les charges fiscales, parafiscales, salariales et autres frais de production pris globalement, se situent à un niveau tels qu'ils permettent d'escompter d'un capital investi à Luxembourg un rendement plus élevé que chez nos principaux concurrents. Outre que cette approche est plus efficace que celle qui, en se fondant sur les aides directes grèvent le budget et aboutissent à une augmentation de la pression fiscale, elle assure également le renforcement de la compétitivité des entreprises face à l'échéance européenne de 1992.

A cette fin, l'Etat grand-ducal, en étant dans l'impossibilité de pratiquer une politique monétaire autonome, ne peut créer les conditions favorables sur lesquelles se fondera le renforcement de la compétitivité qu'à travers une amélioration et un assouplissement du cadre législatif et réglementaire et qu'à travers la politique fiscale et financière. Or, cette dernière dérive de la marge budgétaire disponible.

Ce n'est qu'en assurant la rentabilité des entreprises, de la plus petite à la plus grande et indépendamment de leurs branches d'activité, que celles-ci peuvent rester compétitives du point de vue prix, tout en ayant une rentabilité suffisante nécessaire aux investissements nouveaux incorporant le progrès technique et partant indispensable pour maintenir les entreprises à la pointe du progrès technique.

Il faut encore pratiquer une politique de redistribution intelligente. Ni trop, pour éviter de saper le soubassement de notre richesse, la volonté d'entreprendre et la rémunération du risque et de l'engagement, ni trop peu, pour maintenir le consensus social, atout important de notre économie.

Il s'agira donc de trouver le niveau optimal de redistribution et de préférence non pas en mettant en oeuvre des mécanismes de redistribution rigides avec effet de loquet du genre "indexation" ou "dépenses sociales incompressibles", mais en utilisant des mécanismes flexibles permettant d'agencer le degré de redistribution au gré des possibilités économiques.

Quant à la politique fiscale et financière, il importe de se donner les moyens. A cette fin, il devient impérieux de continuer à renforcer à un rythme accéléré la marge budgétaire par une politique résolue d'économies budgétaires visant la compression des dépenses de consommation, notamment par une plus grande sélectivité dans l'octroi des subventions, entre autres, au secteur non marchand. L'augmentation de la marge est d'autant plus nécessaire et utile qu'elle fournit la base pour mettre en oeuvre une nouvelle diminution des impôts, notamment ceux grevant les entreprises, et pour assurer le financement soit par la voie budgétaire, soit par l'emprunt des infrastructures.

En effet, la maîtrise des défis esquissés plus haut requiert également un effort conséquent en matière d'infrastructure, entre autres, des transports, des télécommunications et de la formation.

Si le Luxembourg veut continuer à jouer la carte d'une localisation au centre d'un marché européen de près de 320 millions de consommateurs, il doit chercher avec tous les moyens possibles à être raccordé au réseau des trains à grande vitesse dont les contours apparaissent au niveau de l'Europe. En ce mois de janvier 1988, les Chambres de Commerce de la région Sarre-Lor-Lux ont lancé un appel aux autorités compétentes de leurs pays pour voir se réaliser une liaison GTV-Est avec le TGV allemand, comportant également la réalisation d'une ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg qui, à partir d'une gare TGV située entre Nancy et Metz à construire au nord du futur aéroport régional de la Lorraine, desservirait, d'une part, Strasbourg, le Sud de l'Alsace, le territoire de Belfort et la Suisse et, d'autre part, Luxembourg et Bruxelles.

Si le Luxembourg ne réussit pas cette opération, il ne disposera plus à moyen terme d'une voie ferrée performante. Aussi les CFL devront-ils, tout comme la sidérurgie, adapter leur entreprise aux nouvelles données du marché et ainsi dégager au niveau du budget de l'Etat une partie des sommes nécessaires à financer le raccordement notre pays au futur réseau de trains à grande vitesse.

Quant à l'aviation, elle doit pouvoir répondre aux besoins croissants d'un pôle de croissance au milieu de 320 millions d'habitants. A court terme, elle doit moderniser en conséquence sa flotte pour être à même de transporter confortablement sur les liaisons de Francfort, Paris et Londres, en dehors des passages habituels, une délégation composée d'une vingtaine de personnes. A moyen terme, elle doit également desservir de nouvelles destinations. L'Etat serait bien inspiré s'il encourageait cette évolution par les moyens appropriés.

Le réseau des autoroutes est à compléter par les raccordements au réseau allemand vers Trèves et vers Sarrebrücken, alors que la République Fédérale d'Allemagne est notre principal partenaire commercial.

Quant à l'effort budgétaire visant l'amélioration des télécommunications, il ne doit pas seulement être continué, mais il doit être régulièrement renforcé. La consolidation de la place financière et des activités connexes telles qu'elles sont exercées par les producteurs d'images synthétiques, les assureurs, les ingénieurs conseils, les réviseurs d'entreprises, les gestionnaires de fortunes est à ce prix.

Les mutations économiques récentes, les changements qui ont eu lieu et qui sont escomptées dans la structure de l'emploi par secteurs et la croissance du volume des connaissances scientifiques, nécessitent de prendre des initiatives hardies à tous les échelons de la société.

L'on peut partager l'opinion de notre confrère Charles Ruppert et de M. R. Kieffer lorsqu'ils écrivent que les changements dans la structure socio-professionnelle, associés aux phénomènes démographiques, ont des interactions multiples avec nos structures, notamment dans l'éducation nationale (infrastructure appropriée, programmes adaptés, planification des besoins en hommes et en locaux), dans l'économie et l'emploi (population décroissante et immigration massive, taux d'activité des femmes et taux de fécondité, activité professionnelle des femmes et infrastructure d'accueil pour les enfants, rationalisation technologique et réduction d'emploi).

Les systèmes de formation devront en tenir compte. L'école devra offrir de nouvelles formations et les entreprises devront envisager d'intensifier la formation continue. Conclure que la compétitivité se mesure également à la qualité des biens et des services équivaut à reconnaître qu'une importance accrue revient à l'effort de formation et de recyclage permanents qu'il s'agira d'organiser et de financer.

Le défi constitué par la régression continue du nombre des indépendants dans la structure socio-professionnelle et par l'effritement du goût du risque, appelle à un changement des mentalités qu'il faut amener, même s'il s'agit d'un processus à long terme. L'expérience britannique des dix dernières années devrait nous encourager à persévérer dans un tel effort, la détermination en la matière paraissant être un élément déterminant.

A moyen terme, l'objectif ne devrait-il pas consister à alléger la procédure des naturalisations afin de profiter non seulement du savoir-faire importé, mais de l'intégrer dans nos structures de population. Le corollaire en serait d'encourager les jeunes luxembourgeois et les jeunes ayant opté pour la nationalité luxembourgeoise de se former pour remplacer dans une seconde étape les cadres étrangers qui ont dirigé la mise en route des entreprises nouvelles.

Ce faisant, on pourrait augmenter la capacité créatrice et la disposition d'accepter des risques. Ces qualités - difficiles à sauvegarder dans une population en vieillissement et trop éprise de sécurité - seront pourtant essentielles dans le monde de demain.

Ce changement de mentalité doit également porter sur une prise de conscience de l'envahissement croissant de l'Etat dans la vie d'un chacun à travers le budget et le conventionnement budgétaire des services non marchand.

Face aux défis qui ont été décrits dans cet exposé, il sera hasardeux de vouloir en déduire les contours de l'économie luxembourgeoise au seuil du prochain siècle. Cet exercice sera d'ailleurs d'autant plus téméraire que notre économie de petit espace est sujette à de nombreux facteurs externes qui restent soustraits à notre influence.

Conscient du danger inhérent aux prévisions économiques dans le petit espace, mais convaincu de la nécessité de préparer l'avenir économique du Grand-Duché de Luxembourg, il a été fait l'essai de comprendre les phénomènes et les tendances du passé et du présent, d'attirer l'attention sur certains problèmes et d'éclairer l'opinion, pour que les orientations futures soient prises en tenant compte des contraintes, et cela dans une optique cohérente à moyen et long terme.

En se fondant sur l'expérience du passé, l'on peut avoir confiance dans la volonté des luxembourgeois de maîtriser ces défis et partant leur destin.

Luxembourg - ses défis en l'an 2000

Georges ALS

Observations sur l'exposé de Monsieur Henri Ahlborn

L'exposé très stimulant de M. Ahlborn appelle de ma part 4 catégories d'observations:

1. Perte d'importance de l'Europe

Nous ne sommes pas seuls. Les autres pays européens sont logés à la même enseigne face à l'émergence de pays jeunes, de nouveaux pays industriels bénéficiant d'une abondante démographie et des avantages qu'elle peut éventuellement conférer: dynamisme, prix de revient favorables. Il sera de plus en plus difficile d'assurer le plein emploi dans les vieux pays industriels et on assistera à une perte d'importance de l'Europe dans le Monde.

2. Handicaps particuliers du Luxembourg

Si le Luxembourg bénéficie, comme l'auteur l'a relevé, d'une certaine souplesse due à sa faible dimension, il souffre par contre de quelques handicaps particuliers.

D'abord la charge excessive des CFL dont le déficit représente 8% des dépenses ordinaires de l'Etat, soit un multiple de ce qu'il représente dans d'autres pays, déficit qui résulte essentiellement de décisions politiques.

La crise sidérurgique qui affecte de nombreux pays touche chez nous une industrie particulièrement importante.

Enfin, la question démographique est très grave chez nous, comme d'ailleurs aussi en Allemagne.

3. Défis européens

Ils semblent peut-être les moins redoutables. M. Ahlborn en a cité deux:

- le doublement d'ici 1992 de la contribution au financement des Communautés européennes

Il appartient aux Gouvernements des 12 pays membres de veiller à ce que cette contribution ne monte pas trop rapidement et surtout qu'elle soit utilisée à bon escient. Dans ce contexte se pose aussi une question statistique, celle de l'indicateur de référence: la contribution sera-t-elle calculée par rapport au PIB, au PNB ou à un autre agrégat? Cette question est importante, étant donné l'écart particulièrement marqué chez nous entre le PIB et le PNB.

- la menace sur la souveraineté fiscale

Ceci mériterait évidemment une étude approfondie. Si on se limite à la seule harmonisation des impôts indirects envisagée à l'horizon 1992, on peut faire deux observations:

a) le relèvement du taux moyen de la TVA sera moins important qu'il ne semblait d'abord, la Commission ayant fait des concessions. Elle affectera surtout le niveau des prix intérieurs, la TVA étant neutre à l'exportation, mais sous trois réserves:

- notre tourisme pourrait en souffrir, étant donné que nous sommes actuellement encore un pays relativement bon marché;
- un relèvement des prix se répercute chez nous sur les salaires à travers le mécanisme de l'échelle mobile et peut donc donner lieu à des problèmes de compétitivité;
- en ce qui concerne les accises sur l'essence, les tabacs et alcools, l'harmonisation de ces droits ferait disparaître notre avantage compétitif et supprimerait un grand nombre de postes de travail. On voit difficilement comment on pourrait défendre l'avantage dont nous jouissons actuellement, étant donné qu'il s'agit en majeure partie d'un commerce portant sur des articles nuisibles à la santé. Il en résulterait également un déchet d'impôts.

b) L'harmonisation des impôts indirects aurait également certains avantages. La charge fiscale globale devant rester constante, l'occasion attendue depuis longtemps serait ainsi offerte de réduire le poids des impôts directs en contrepartie de l'augmentation des impôts indirects.

4. Démographie

C'est sans doute le défi le plus grave. La très forte réduction de la natalité a au moins 4 catégories de conséquences:

- d'abord le vieillissement dont l'auteur a indiqué les coûts sociaux en termes de cotisations exprimées en pourcentage de la masse salariale;
- la réduction du goût du risque et le renforcement du conservatisme qui s'expriment dans la salarisation de la population et la très forte réduction de la part des indépendants;
- la réduction des facultés d'adaptation aux innovations. Les technologies et les méthodes nouvelles s'introduisent en général à l'occasion de l'entrée de générations jeunes dans le processus de production; si ces générations sont très faibles, il devient difficile d'innover;
- enfin, le manque de main-d'oeuvre et le vieillissement constitueront une tentation de forcer l'immigration. Face au tarissement de nos sources traditionnelles d'immigrants, il faudrait alors recourir aux nouveaux réservoirs de main-d'oeuvre d'Afrique du Nord et de la Turquie. Ce faisant on créerait à la longue de graves tensions sociales.

On peut aussi se demander si nous pouvons encore alléger davantage la naturalisation, comme le suggère M. Ahlborn. Nous avons fait beaucoup en ce domaine. Le délai de résidence est réduit à 10 ans et la condition d'assimilation n'est pratiquement pas observée. Si nous persistons dans cette voie, quelle sorte de nouveaux Luxembourgeois allons-nous créer?

Le défi le plus grave

=====

Intervention à propos de la communication de M. Henri Ahlborn,
"Luxembourg, ses défis en l'an 2000."

Notre confrère Henri AHLBORN nous a présenté une analyse fort perspicace de la situation et des perspectives de l'économie luxembourgeoise. Il a, en même temps, mis en lumière certains phénomènes qui habituellement ne sont pas perçus avec suffisamment de clarté. Ainsi, on vit généralement sous l'impression que le développement extraordinaire du secteur financier, l'afflux d'institutions internationales, l'importance prise par l'industrie des media, la prolifération des administrations publiques ont gonflé, dans notre pays, les activités de service dans une mesure hors du commun. Or, les chiffres présentés par notre confrère montrent que la part des services dans le PIB reste, en 1985, au Luxembourg légèrement inférieure à celle qu'elle occupe dans l'ensemble de la Communauté Européenne. Nous serions donc, sous ce rapport, en retard de tertiarisation.

Au point de vue emploi, par contre, la part des services est au Luxembourg sensiblement supérieure à celle qu'elle occupe dans l'ensemble de la Communauté Européenne, ceci à la suite du prodigieux développement de notre secteur bancaire pendant la période de référence. Le rapprochement des deux paramètres - PIB et emploi - montre que les activités de service sont générateurs d'emplois dans une mesure particulièrement forte et méritent donc, pour peu qu'on préconise une politique active et volontariste de création d'emplois, de bénéficier de toutes les mesures d'encouragement.

Notre confrère a tracé une image très réconfortante de l'économie et des finances publiques luxembourgeoises. Celle-là a surmonté sans trop de dommages la crise grave qu'avait causé le déclin de la sidérurgie et a montré depuis lors un développement continu. Celles-ci dégagent en permanence des excédents de recettes permettant de financer un développement constant des infrastructures publiques, une politique sociale généreuse et, grâce à des aides diverses, l'implantation d'établissements industriels nouveaux. Notre confrère a dressé l'inventaire d'une série de défis que

malgré ce développement favorable, des problèmes surgissant à l'horizon 2000 risquent de poser à l'économie luxembourgeoise. Les problèmes qui soulèvent ces défis sont d'importance inégale; aucun cependant ne paraît a priori insoluble. Certains, tels que la déficience démographique ou l'effritement du goût du risque, ont pu être résolus dans le passé par le recours à l'immigration, renforcé par un appel aux capitaux et aux initiatives d'origine étrangère.

Il subsiste cependant un défi, grave entre tous, et qui mérite beaucoup d'attention si l'on veut maintenir la qualité de la vie dans notre pays à un niveau tolérable. Sous ce rapport nous avons à faire face à un grave déficit, et il ne suffit certainement pas pour le combler, de demander aux entreprises nouvelles qui viendraient s'établir chez nous, de ne pas dépasser les "normes acceptables de pollution".

Il faut, au contraire, faire de la protection de la nature et de l'environnement un objectif essentiel de notre politique nationale. Il convient d'examiner l'incidence de chaque mesure politique, de chaque implantation d'entreprise, de chaque extension d'agglomérations sur le milieu ambiant. La situation est grave à maints égards. Dans le pays qui autrefois portait le nom évocateur de Département des Forêts, la forêt dépérit, menacée par la pollution atmosphérique, par des mutilations constantes qui lui sont imposées au profit de l'extension du réseau routier et des zones industrielles. Venues à bout de croissance, beaucoup de nos magnifiques forêts de hêtres, faute d'avoir été régénérées à temps, sont condamnées à disparaître à courte ou moyenne échéance et seront remplacées, au mieux, par de jeunes plantations incapables de remplir la plénitude des fonctions écologiques assumées par les massifs forestiers disparus (purification de l'air, retenue des eaux de surface, protection contre le vent).

L'eau aussi donne lieu à des inquiétudes. Si des résultats remarquables ont pu être obtenus quant à la pureté des cours d'eau, la qualité de la nappe souterraine souffre considérablement de l'excès d'apport de fumure, d'engrais et d'herbicides, notamment à la suite de l'extension excessive des cultures de maïs. Dans de nombreuses localités la teneur en nitrate de l'eau potable dépasse le taux maximum de 25 mg au litre admis par la directive afférente des Communautés Européennes.

En quelques décennies notre société aura réussi la triste performance de détériorer fondamentalement l'incomparable réservoir d'eau de haute qualité que recelait notre sous-sol, notamment dans la formation du grès du Luxembourg qui agit comme un filtre puissant. Les incidences du recours massif à la nappe phréatique, pour suppléer à l'absence temporaire des eaux du lac de barrage de la Haute Sûre ne paraissent pas pouvoir être évaluées avec certitude à l'heure actuelle. Les ménages, l'industrie et surtout le trafic automobile concourent à une pollution de l'atmosphère qui ne manque pas d'être inquiétante, même si les taux établis se maintiennent encore au niveau moyen des taux européens.

Le sol, sous son double aspect d'espace vital et de facteur de la production agricole, présente à bien des égards un aspect affligeant. J'ai déjà parlé de la détérioration qualitative des sols arables en rapport avec les effets des excès de fumure et d'apport d'herbicides. Mais la configuration du territoire même subit des atteintes de plus en plus brutales par les constructions de routes, de parcs de stationnement et par le remembrement agricole. Celui-ci peut être utile s'il est pratiqué de manière raisonnable et avec un minimum d'égard aux impératifs écologiques. Mais la transformation de larges parts du paysage mosellan autrefois riants en une terre lunaire, d'où les éléments naturels sous forme de haies et d'arbres ont été bannis, fait penser à la vision que John-Stuart Mill, en 1848, avait évoquée: "... on n'éprouve guère de satisfaction à contempler un monde, où rien ne serait laissé à l'activité spontanée de la nature; où chaque arpent de terre susceptible de produire de la nourriture pour les êtres humains serait soumis à la culture; où toute terre labourée et tout pâturage naturel seraient cultivés où tous les quadrupèdes et oiseaux qui ne sont pas domestiqués pour l'usage de l'homme seraient exterminés comme étant ses rivaux dans l'appropriation de la nourriture, où toute bordure de haie et tout arbre superflu auraient été déracinés et où resterait à peine une place où un arbrisseau et une fleur sauvage pourraient pousser sans être détruits comme mauvaise herbe au nom de l'agriculture améliorée".

J'ai ainsi énuméré un certain nombre de valeurs menacées par un développement économique effréné et désordonné. J'ai été loin d'être complet et je voudrais renvoyer pour un inventaire plus étendu et pour beaucoup de détails au remarquable "Umweltatlas für Luxemburg", publié

par MM. Dulli Früauf et René Kollwelter aux Editions RTL. On y trouve aussi énoncées les principales mesures qui s'imposent pour la sauvegarde de l'environnement.

Mais pour qu'il y ait une amélioration fondamentale de notre situation écologique, pour que nous conservions une chance d'échapper à long terme à une dégradation fondamentale et irréversible de notre environnement, il ne suffit pas de prendre des mesures ponctuelles pour indispensables qu'elles soient, il faudrait que se transposât jusque dans la stratégie économique et jusque dans les considérations des autorités politiques le changement de mentalité qui heureusement paraît gagner de plus en plus la population et qui se traduit par une prise de conscience se manifestant sous des formes diverses: initiatives civiques pour la réduction du trafic motorisé dans les localités, ainsi que du bruit, de la pollution atmosphérique et des accidents corporels qui l'accompagnent, actions pour introduire plus de verdure dans les agglomérations et pour y sauvegarder le patrimoine architectural et naturel, nettoyage collectif des espaces publics, notamment des forêts et des cours d'eau. Cette évolution de la mentalité finira par mettre en cause l'idéal de la croissance économique inconditionnelle et illimitée.

Cet idéal trouve son expression dans le recours constant à la notion du produit social, le plus fréquemment exprimé sous la forme du produit national brut (PNB). Notre confrère Fernand RAU a fort judicieusement caractérisé cette notion en soulignant l'"insuffisance d'ordre conceptuelle, méthodologique et statistique inhérente à la notion du PNB comme indicateur économique". Le produit national brut ne tient compte que des transactions qui dans une économie s'opèrent à titre onéreux; il néglige les valeurs inestimables et indispensables qui n'ont pas de prix de marché, comme les cours d'eau et l'air, de même il ne tient aucun compte des prestations et services qui à l'intérieur de la famille, du voisinage ou de la communauté locale s'effectuent à titre gratuit. Comment, dans ces conditions, le PNB pourrait-il être un instrument fiable de mesure des valeurs et comment son évolution pourrait-elle servir valablement pour orienter une politique économique et sociale?

Et pourtant la politique économique de la plupart des Etats industriels, et la nôtre aussi, s'oriente d'après cette notion qui reflète la réalité de façon si fragmentaire.

On doit se demander si notre politique industrielle ne mériterait pas d'être repensée. Est-il raisonnable d'attirer à coup de subventions publiques, dans n'importe quel endroit du pays des entreprises de tout genre qui, pour fonctionner, doivent faire appel à la main-d'oeuvre étrangère et qui sont sources de pollution et d'encombrement du trafic et génératrices de dépenses d'infrastructure coûteuses?

Il faut se résigner à admettre que les possibilités d'expansion industrielle d'une économie de petit espace sont limitées, qu'on ne peut multiplier à l'infini les autoroutes et les communications aériennes, que notre parc automobile a atteint une densité qui dans l'intérêt de l'hygiène publique et de la sécurité ne devrait pas être dépassé, que les problèmes causés par les avalanches de déchets ménagers et industriels deviennent de plus en plus insolubles. Ne faut-il pas en tirer la conclusion que l'aide publique à l'industrialisation devrait être réservée à des entreprises s'établissant dans des endroits qui offrent des possibilités de recrutement de main-d'oeuvre, c'est-à-dire de préférence dans une région ayant subi des pertes d'emploi à la suite de la crise et à des implantations qui ne portent pas atteinte au milieu naturel? Il me paraît plus que douteux que l'affluence déjà massive de main-d'oeuvre étrangère puisse assurer l'assainissement de la sécurité sociale dont les charges sont de plus en plus péniblement assumées par les cotisations de la population active.

En conclusion, je dirai que, même d'un point de vue strictement économique, il ne faut pas négliger les coûts externes du développement économique, c'est-à-dire les charges qui ne sont pas supportées par les agents de l'activité économique, mais par la collectivité. L'incidence de telles expansions, notamment par la création d'industries nouvelles, mais aussi par des investissements d'infrastructure devraient être évaluées soigneusement et objectivement par des analyses utilité-coût et leur effet sur le milieu naturel et humain par des études d'impact. En outre, la stricte application du principe pollueur-payeur serait de nature à empêcher la naissance de beaucoup de problèmes.

Carlo HEMMER

Imprimerie Centrale, société anonyme, Luxembourg

INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des Sciences Morales et Politiques

Ernest ARENDT
Avocat-Avoué

Aspects nouveaux de la responsabilité
de la puissance publique

Communication faite le 6.11.1989

Avant-Propos

=====

Même une comparaison superficielle retient une différence fondamentale et significative entre l'attitude américaine et la conception européenne en matière de responsabilité. Aux Etats-Unis prédomine la responsabilité individuelle, que ce soit dans l'exercice de la profession, dans les rapports avec les autres citoyens, même à l'égard de ce que nous appelons force majeure, p.ex. à l'occasion de catastrophes de la nature. Chacun prend donc les mesures requises pour ne pas être, le cas échéant, pris au dépourvu.

Chez nous, par contre, l'évolution politique et sociale tend à charger, dans la mesure du possible, la Communauté, et surtout l'Etat, d'un maximum de responsabilité, de sorte que, en dernière instance, la puissance publique couvre de plus en plus les inadver- tances, les négligences, voire les fautes commises par les individus, en dépit d'un droit de recours de l'Etat contre ses agents ou ses citoyens responsables.

Le présent exposé ne sera pas l'occasion de soumettre à une discussion critique les raisons profondes de cette situation ni de souligner d'éventuels abus et insuffisances des deux concep- tions, quelque'intéressante, voire utile qu'une telle analyse puisse être.

Nous nous en tiendrons aux faits qui nous révèlent que, ces derniers temps, notre législation concernant la responsabilité de la puissance publique s'est considérablement développée. Quel est le point de départ de cette évolution importante? Dans quelles directions s'est-elle orientée? quelles réflexions fondamentales ont canalisé ces progrès? Quels en demeurent les bénéficiaires? Quelles considérations nouvelles pourront guider l'évolution ultérieure?

Voilà donc le sujet crucial que traitera Maître Ernest ARENDT, juriste éminent dont les connaissances profondes en la matière s'appuient sur une étonnante habileté d'analyse jointe à un vigoureux pouvoir de synthèse. Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats, ancien Président de l'Union Internationale des Avocats, Président honoraire du Conseil d'Etat, Maître Arendt nous a déjà présenté plusieurs communications dont chacune a laissé une profonde impression par la netteté de l'exposé, la rigueur de raisonnement et de l'agencement, la justesse de l'argumentation et la valeur des propositions avancées.

A titre d'exemple, je relève "L'origine et la portée de l'article 23, alinéa 4, de la Constitution" et "Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution".

En outre, chacun apprécie ses interventions qui se révèlent nombreuses, précises et touchent toujours le coeur du sujet.

Edmond WAGNER
Président de la Section

A

Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique

SOMMAIRE

	<u>No.</u>
I. Introduction	1 - 5
II. Lois antérieures à la loi du 1.9.1988	
- Loi du 30.04.1981	7
- Loi du 30.12.1981	8
- Loi du 12.03.1984	9
III. La loi du 1.9.1988	
- Origine	10
- Commentaires de doctrine	11
- But de la loi	12
IV. Examen critique de la loi du 1.9.1988	
- Notion des "collectivités publiques"	14-17
- <u>1er cas</u> Base: fonctionnement defectueux d'un service	18-21
Dualité ou omnicité de la notion de faute et d'illégalité	
L'arrêt de cassation du 24.11.1977	22
Résistance des juges du fond	23
Responsabilité de l'Etat pour ses actes à portée réglementaire	
Quid de la présomption de responsabilité (art. 1384 al. 1, 1385, 1386 du Code civil)	25-29
Appréciation générale:	
favorable: Responsabilité en cas de	30
Fonctionnement defectueux du service judiciaire	31
Quid en cas de violation des articles 177 et 169 du traité de Rome	32-33
- Réserves	34-36

Responsabilité civile des communes

abrogation de l'article 11 de la loi du
29.7.1930

2e cas: Responsabilité pour risque

- Première hypothèse: art. 1er, al. 2
cas de solidarité, et non de
responsabilité
- Deuxième hypothèse: art. 2
actes de dévouement
- Troisième et quatrième hypothèse: art. 3 et 4
cas des - délinquants et malades
 - mineurs
 - malades internés

Difficultés d'interprétation
Conditions d'application

- Cinquième et dernière hypothèse: art. 5 et 6
Responsabilité de l'élève

V. Appréciation globale

1. La récente loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques (Mém. A no. 51 p. 1000) m'a semblé être un prétexte valable pour une communication à notre section des sciences morales et politiques. Elle sera en même temps une mise à jour de mes exposés antérieurs parus, l'un en 1949 dans la Pasicrisie Tome 14, l'autre en 1967 dans une publication du Max-Planck-Institut de Heidelberg. Je devrais simultanément analyser la jurisprudence de nos Cours et Tribunaux durant les 25 dernières années, mais à cet égard, les avis très fouillés du Ministère de la Justice et surtout du Conseil d'Etat publiés dans les documents parlementaires constituent une anthologie complète qui me dispensera de m'appesantir rétrospectivement sur l'évolution jurisprudentielle.

_____ o _____

2. Il me semble inutile de rappeler devant cet auditoire que chez nous, contrairement à ce qui se passe en France, la responsabilité de la puissance publique relève toujours et nécessairement de la compétence judiciaire, qu'elle soit délictuelle ou contractuelle. Ce ne sera donc jamais le juge administratif qui connaîtra d'une demande en dommages et intérêts, même s'il est amené, en tant que juge d'appel ou de l'excès de pouvoir, à réformer ou à annuler une décision administrative.

3. S'agissant de la violation d'un droit civil, l'article 84 de la Constitution exige en effet qu'un tel litige soit porté devant les tribunaux de l'ordre judiciaire. Il en est de même en Belgique depuis le fameux arrêt de 1920.

4. Soulignons cependant que la responsabilité de la puissance publique en droit luxembourgeois, tout en se basant sur des textes constitutionnels identiques à ceux en vigueur en Belgique, procédait cependant de concepts juridiques partiellement différents. Cette constatation s'expliquait par des considérations historiques et le fait que le droit public luxembourgeois a longtemps été inspiré par les principes constitutionnels de la Confédération germanique.

Les différences d'origine historique avaient comme conséquence d'une part, la limitation de la responsabilité étatique aux actes de gestion, d'autre part, l'extension de cette responsabilité dans un cadre rigoureusement circonscrit, pour les décisions administratives exécutoires.

5. Mais, que le fondement de la responsabilité de l'Administration soit comme en France, la faute de service, ou, comme en Belgique et chez nous, la violation d'un droit, nous retrouvons toujours l'antinomie entre la notion de souveraineté et la notion de responsabilité. Partie du proverbe anglais: "le Roi ne peut mal faire", la jurisprudence antérieure à la loi du 1.9.1988 a fini par opposer au pouvoir de l'Etat une limite ondulante, mais une limite quand même. Dans cet éternel conflit entre l'autorité étatique et la liberté individuelle, le droit public moderne s'efforce, dans une mesure toujours croissante, de restreindre l'arbitraire administratif et d'assurer aux particuliers des garanties efficaces contre les abus de pouvoir dont ils seraient les victimes.

II.

6. Le principe admis par la jurisprudence que l'Etat et les autres personnes morales de droit public répondent, dans le cadre de leur mission de service public, de tout dommage causé par le fonctionnement défectueux de leurs services, a été consacré par la loi du 1er septembre 1988: j'y reviendrai d'une façon plus approfondie dans quelques instants.

Dès avant cette loi, dont la date récente ne permet pas encore d'en mesurer la portée, d'autres dispositions législatives de date récente avaient aggravé la responsabilité de l'Etat dans différents domaines.

Citons dans l'ordre chronologique:

7. 1° la loi du 30.04.1981 concernant la révision des procès criminels et correctionnels et les indemnités à accorder aux victimes d'une erreur judiciaire (Doc. parl. 2105). Ce texte permet à la Cour de Cassation, statuant sur une demande en révision et constatant l'innocence totale ou partielle d'un condamné, d'allouer des dommages et intérêts à charge de l'Etat en raison du préjudice qu'a causé la condamnation au condamné, victime d'une erreur judiciaire.

8. 2° La loi du 30.12.1981 portant indemnisation en cas de détention préventive inopérante (Doc. Parl. 2351) ouvre un droit à réparation:

a) à toute personne qui a été privée de sa liberté dans les conditions incompatibles avec les dispositions de l'article 5 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

b) à toute personne qui a été détenue préventivement pendant plus de trois jours sans que cette détention ou son maintien a été provoquée par sa propre faute:

- si elle a bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu;

- si elle a été acquittée par une décision judiciaire définitive ou si elle a été mise hors cause indirectement par une décision judiciaire définitive;

- si elle a été arrêtée ou maintenue en détention après l'extinction de l'action publique par prescription.

C'est le Ministre de la Justice qui statue sur la demande en dommages et intérêts. Si l'intéressé n'accepte pas la décision du Ministre, il peut introduire une action en fixation de la créance contre l'Etat devant le tribunal d'arrondissement qui en connaît en dernier ressort.

9. 3° La loi du 12.03.1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse (Doc. parl. 2350) confère le droit à indemnité à charge

de l'Etat au profit de tout Luxembourgeois ou toute personne résidant régulièrement et habituellement au Grand-Duché, ayant subi un préjudice résultant de faits volontaires qui présentent le caractère matériel d'une infraction lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) ces faits ont causé un dommage corporel et ont entraîné soit la mort, soit une incapacité permanente, soit une incapacité totale de travail personnel pendant plus d'un mois.

b) Le préjudice consiste en un trouble grave dans les conditions de vie résultant d'une perte ou d'une diminution de revenus, d'un accroissement de charges, d'une inaptitude à exercer une activité professionnelle ou d'une atteinte à l'intégrité physique ou morale.

c) La personne lésée ne peut obtenir, à un titre quelconque, une réparation ou une indemnisation effective et suffisante.

Toutefois, l'indemnité peut être refusée ou son montant réduit en raison du comportement de la personne lésée lors des faits ou de ses relations avec l'auteur des faits.

Ici également, c'est le Ministre de la Justice qui statue sur la demande en indemnisation avec possibilité d'un recours devant le tribunal d'arrondissement qui en connaît en dernier ressort.

III.

10. Après cet aperçu rapide des lois antérieures à 1988 ayant une incidence directe ou indirecte sur la responsabilité de la puissance publique, il m'incombe d'analyser en détail la loi du 1er septembre 1988.

10. Signalons que sa gestation s'est étendue de 1980 à 1988 et que le Conseil d'Etat a été appelé à émettre un avis principal le 18.05.1982 et quatre avis complémentaires datés respectivement des 12.10.1982, 20.06.1985, 13.01.1987 et 26.04.1988, tous publiés dans les documents parlementaires no. 2665 à 2665/7.

L'origine de la loi doit être recherchée dans un projet de loi datant de 1959 qui avait pour objet la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public. Le projet s'inspirait des rapports de la Commission d'études législatives du 2.06.1956 et 11.04.1957 (Doc. Parl. 749).

La loi du 1er septembre 1988 règle ce problème délicat dans son article 5; l'article 6 qui modifie les deux derniers alinéas de l'article 1384 du Code civil en supprimant chaque fois dans le texte les termes "les instituteurs".

_____ o _____

11. Il convient de mentionner au titre des commentaires doctrinaux de la loi la note circonstanciée de Monsieur le Premier Juge RAVARANI, à l'intention des avocats-stagiaires de 3e année dans le cadre pratique du stage judiciaire ainsi qu'une chronique qui vient de paraître dans notre pasicrisie sous la signature de Monsieur Fernand SCHOCKWEILER, ancien premier conseiller de Gouvernement au Ministère de la Justice, actuellement Juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes, intitulée "La responsabilité extra-contractuelle de l'autorité publique et la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité de l'Etat et des collectivités publiques".

12. Le but avoué de la loi est, selon l'exposé des motifs, de renforcer la protection du citoyen en mettant fin aux incertitudes résultant de la jurisprudence, abondante certes, mais fluctuante de nos tribunaux judiciaires dans le domaine de la responsabilité de la puissance publique.

Le Gouvernement, suivi sur ce point par la Commission juridique de la Chambre des Députés n'a pas pu se rallier à l'opinion du Conseil d'Etat lequel avait insisté avec force sur l'inutilité et le caractère dangeureux d'une cristallisation de la question par un texte législatif.

Le législateur a donc pensé pouvoir fixer, d'une façon indiscutable et claire, les contours, la portée et le fondement de la responsabilité de l'Etat.

En outre, la loi règle certains cas spéciaux de responsabilité de l'Etat et des collectivités publiques.

J'examinerai au cours de cet exposé si et dans quelle mesure le but poursuivi par le législateur a été atteint.

_____ o _____

13. Commençons par le titre de la loi qui parle de la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques.

14. Qu'entend-on par "collectivités publiques"?

15. Cette notion est d'usage courant en droit administratif français, mais inconnue au Luxembourg. C'est à juste titre que le Conseil d'Etat avait suggéré de remplacer les termes "collectivités publiques" par "personnes morales de droit public".

16. La commission juridique de la Chambre maintient le titre original sans examiner l'objection de la haute corporation.

17. Selon Monsieur le Premier Juge RAVARANI, tombent sous la notion de "collectivités publiques":

- les communes, et non les cantons ou les districts,
- les syndicats de communes,
- les chambres professionnelles,
- les établissements publics, (p. ex. Caisse d'Epargne de l'Etat, les Hospices civils, l'Office du ducroire, Mondorf Thermal, le Centre Hospitalier).

Par contre, certaines administrations étatiques, bien que dotées d'une certaine autonomie interne (p. ex. l'Administration des P&T, l'Administration des Douanes, l'Administration des Travaux Publics) ne jouissant pas de la personnalité juridique, engagent la responsabilité civile directe de l'Etat en cas de fonctionnement défectueux.

_____ o _____

Examinons maintenant les différents cas de la responsabilité de la puissance publique:

1er cas: Responsabilité pour faute,

2e cas: Responsabilité pour risque.

18. Ad 1er cas: Responsabilité pour faute

L'alinéa 1er de l'article 1er de la loi est de la teneur suivante "l'Etat et les autres personnes morales de droit public répondent, chacun dans le cadre de ses missions de service public, de tout dommage causé par le fonctionnement défectueux de leurs services, tant administratifs que judiciaires sous réserve de l'autorité de la chose jugée."

19. Je viens de relever que le Conseil d'Etat, estimant que la jurisprudence garantissait mieux que le texte les intérêts légitimes des particuliers, avait proposé de biffer cet article, mais le Gouvernement, suivi par la Commission juridique, faisant état de "la grande marge d'insécurité et des possibilités de revirement de la jurisprudence" a préféré la solution d'un texte positif à la solution préconisée par le Conseil d'Etat.

20. A cela vient s'ajouter l'intention de la commission juridique d'innover par un texte positif en écrivant que "l'alinéa 1er de l'article 1er a pour but de consacrer la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques, sur base non plus d'une faute, mais d'un simple fonctionnement défectueux du service, c'est-à-dire d'une sorte de faute anonyme au lieu de la faute imputable à un agent précis."

21. Or, une telle exigence n'a jamais existé en jurisprudence luxembourgeoise.

En réalité, sur le plan de la faute et de sa preuve, la loi n'innove pas, mais elle supprime sans doute l'insécurité qui résultait de la notion de faute administrative en rapport avec une décision dont l'illégalité avait été constatée par un arrêt d'annulation du Conseil d'Etat.

22. L'insécurité résultait d'un arrêt de la Cour de Cassation du 24.11.1977 (Pas. Lux. Tome 24 p. 360) rejetant un pourvoi contre un arrêt de la Cour d'appel du 23.03.1976 dans les termes suivants:

"Considérant que, d'une part, l'annulation par le Conseil d'Etat d'une décision administrative n'exprime pas nécessairement un caractère fautif à cette décision;

"Considérant, d'autre part, qu'il serait excessif de rendre responsable l'Administration de toutes les erreurs de droit qu'elle commet."

La Cour de Cassation consacrait ainsi la théorie de la dualité de faute et d'illégalité.

Cette théorie a fait l'objet de critiques doctrinales: voir notamment R. DALQ dans RCJB 1984, 5.

23. Par la suite, les juges de fond se sont ralliés à la notion d'unité de fautes qui, même si elle n'est pas reprise expressis verbis par le texte qui se réfère à un "fonctionnement défectueux du service" résulte cependant indubitablement des travaux préparatoires.

Je fais référence à un jugement du tribunal du 4.12.1981 confirmé par arrêt de la Cour d'Appel du 13.12.1983 (Pas. Lux. Tome 26 p. 252).

On lit dans l'arrêt: "qu'un acte administratif annulé par le Conseil d'Etat est un acte illicite même s'il est imputable à une simple erreur d'interprétation ou d'appréciation et constitue une faute de nature à engager la responsabilité de l'Etat, une fois établie la relation entre l'acte fautif et le préjudice subi."

Citons encore, pour terminer cet ordre d'idées, un jugement du tribunal de Luxembourg du 19.12.1984 (Pas. Lux. Tome 26, p. 285) qui est particulièrement clair en retenant que: "les pouvoirs publics que la loi attribue à l'Administration dans un intérêt général ne soustraient pas celle-ci au devoir de prudence qui s'impose à tous."

"Or, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil, toute faute ou négligence, même légère, engage la responsabilité des particuliers, notamment en cas de fausse application d'une disposition légale ou réglementaire. On ne saurait excepter de cette règle générale l'administration sous peine d'apprécier de façon plus indulgente les erreurs d'interprétation et d'application commises par les auteurs des normes obligatoires que celles commises par ceux qui subissent ces normes."

Quoique la Cour de Cassation n'ait plus eu l'occasion depuis 1977 de se pencher sur la question, l'on peut penser qu'elle finira notamment en raison de la nouvelle loi par se rallier à la jurisprudence des juges du fond établie depuis 1984.

Deux questions restent à examiner:

- l'une concerne la responsabilité de l'Etat pour ses actes à portée réglementaire;

- l'autre consiste à se demander si la nouvelle loi a supprimé la présomption de faute à charge du gardien d'une chose inanimée (art. 1384 al. 1er du Code civil), du propriétaire d'un animal (art. 1385) ou d'un immeuble (art. 1386).

24. Quant à la première question:

Citons un arrêt de la Cour de Cassation du 21.01.1981 qui, à propos d'une décision administrative à portée générale, affirmé le principe que l'Etat peut engager sa responsabilité civile: "en raison des fautes commises par ses organes dans l'exercice des diverses fonctions, sans qu'il y ait lieu de distinguer à priori entre actes d'autorité et actes de gestion, ni même entre l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire et l'exercice d'une compétence liée."

Mais certains arrêts et jugements (Cour 13.12.1983) déjà cités (Pas. Lux. Tome 26 p. 252); (Tribunal Luxembourg 10.7.1985 confirmé par Cour 30.10.1986) semblent exclure les décisions administratives susceptibles d'engager la responsabilité des pouvoirs publics, les décisions à portée générale puisqu'il y est question de "décisions individuelles et exécutoires du pouvoir exécutif entravant l'exercice d'un droit individuel administratif."

Ni la nouvelle loi, ni les travaux préparatoires ne permettent de résoudre la question. A mon sentiment, il n'y a aucune raison pour transposer dans le domaine de la responsabilité la distinction traditionnelle que fait le juge administratif. Je pense donc que le pouvoir exécutif pourrait engager sa responsabilité en ne promulguant par exemple pas un règlement nécessaire pour l'exécution d'une loi.

25. La deuxième question est plus délicate encore. Elle consiste à se demander si la nouvelle loi n'a pas purement et simplement supprimé les présomptions de responsabilité que les articles 1384 al. 1, 1385 et 1386 du Code civil mettent à charge du gardien d'une chose inanimée, d'un animal ou d'un bâtiment.

La jurisprudence appliquait ce texte à l'Etat dans les mêmes conditions qu'aux particuliers.

Le Conseil d'Etat, en suggérant la suppression de l'al. 1er de l'article 1er avait spécialement attiré l'attention du Gouvernement sur ce problème et avait été pour cette raison particulièrement d'avis que "loin d'aboutir à des solutions inévitables, la jurisprudence actuelle garantit donc certainement mieux que le texte proposé les intérêts légitimes des particuliers."

26. Mais le Ministre de la Justice, suivi par la Commission juridique, s'était formellement opposé à cette conception en parlant de "recours artificiels" ou de "responsabilité objective discutable."

27. Faut-il en conclure que la loi du 1.9.1988 a entendu faire régir la responsabilité de l'Etat par un système de la faute prouvée, de sorte que les articles 1384 al. 1er, 1385 et 1386 ne seraient plus applicables à l'Etat?

C'est surtout l'applicabilité de l'art. 1384, al. 1er qui est en cause.

Ce serait une conséquence grave de conséquences, car l'on se trouverait en présence d'une dualité de régimes de la responsabilité de l'Etat. Ainsi, par exemple en cas d'accident de circulation (collision d'une voiture appartenant à l'Administration des P & T avec une voiture d'un particulier s'étant produite dans des conditions telles qu'aucune faute ne peut être établie par témoins, expertise ou indices), la jurisprudence actuelle de nos tribunaux qui applique la règle de l'application cumulative de la présomption, ne serait plus valable. Les compagnies d'assurances RC deviendraient de ce fait le grand bénéficiaire du nouveau régime!

28. Monsieur le Juge SCHOCKWEILER tente dans sa chronique démontrer que telle ne saurait être l'intention du législateur et que par conséquent, les articles 1382 à 1386 n'ont pas été abrogés, mais se superposent au régime de responsabilité découlant de la loi du 1er septembre 1988.

29. Je ne saurais me rallier à cette façon de voir, car le Ministre de la Justice, dans sa prise de position à l'égard de l'avis du Conseil d'Etat du 18.5.1982 écrit textuellement "le fait de la chose ne saurait être invoqué que si la chose a échappé au contrôle de l'homme".

Appréciation générale:

Mon appréciation générale quant à l'al. 1er de l'article 1er de la loi du 1.9.1988 sera nuancée et normande. Je dirai "oui, mais

30. Oui, car en substituant la notion de "fonctionnement défectueux" du service à la notion de "faute", le législateur a, à mon sentiment, sans innover fondamentalement la responsabilité civile de la puissance publique basée sur la faute, réalisé l'unicité de la faute administrative face à une décision illégale.

Du moins peut-on espérer que la Cour de Cassation se départisse de sa position équivoque adoptée en 1977 et se ralliera aux vues plus sévères des juges du fond.

31. Oui, car en englobant formellement non seulement les services administratifs, mais également les services judiciaires dans la notion d'un fonctionnement défectueux, le législateur a levé une insécurité que le Conseil d'Etat qui prônait la suppression de cet alinéa n'avait sans doute pas réalisée dans son ampleur.

Ainsi, par exemple, en cas d'une exécution provisoire d'une décision réformée en appel ou rétractée qui a causé un dommage irréparable à une partie, celle-ci aura droit à indemnité, nonobstant l'opinion divergente sur ce point du Conseil d'Etat.

Ainsi, en cas de mesure d'instruction ordonnée par une autorité judiciaire, le tiers lésé, non impliqué dans l'affaire, pourra demander réparation du préjudice subi. C'est la fameuse affaire de la saisie des wagons-citernes contenant du vin frelaté qui a été à l'origine de l'extension de la responsabilité de l'Etat au fonctionnement du service judiciaire. Le Ministre de la Justice écrit:

"Il ne paraît que juste qu'un tiers innocent soit indemnisé par la collectivité du préjudice qu'il a indirectement subi à la suite d'une mesure prise dans l'intérêt de l'action publique."

Mais là s'arrête la responsabilité du service public de la justice. La loi elle-même dit que le fonctionnement défectueux du service de la justice ne saurait être invoqué, lorsqu'une décision judiciaire est couverte par l'autorité de la chose jugée.

Cela semble évident, puisque le pouvoir judiciaire est considéré par la Constitution comme le troisième pouvoir, indépendant des deux autres. Il n'y a donc pas place pour ce que le premier juge RAVARANI qualifie de "super appel".

32. Mais quid, lorsque l'on se trouve en présence d'une violation flagrante de l'article 177 du Traité de Rome, c.à.d. lorsqu'une juridiction de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif refuse ou omet de renvoyer un problème en interprétation préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés Européennes, alors qu'elle était obligée de le faire.

Ce n'est pas seulement en France où le Conseil d'Etat a fait application de la théorie de l'acte de clair, mais également chez nous, que la chose s'est produite, le Conseil d'Etat ayant appliqué en matière de police des étrangers et en matière d'allocations familiales des textes légaux réglementaires internes dont la conformité avec la réglementation communautaire était contestée.

L'autorité de la chose jugée s'oppose à une remise en cause d'un tel arrêt. Sous la pression de critiques doctrinales véhémentes, le Gouvernement a modifié la réglementation interne et le Conseil d'Etat dans des arrêts subséquents antérieurs à la modification législative s'est racheté en prenant le contrepied de ce qu'avaient dit les arrêts plus anciens, critiqués à juste titre.

33. L'hypothèse d'une violation de l'article 177 du Traité ne saurait être confondue avec l'hypothèse résultant de l'application de l'article 169 du Traité qui prévoit une action en manquement que la Commission des Communautés Européennes peut engager contre un Etat. Si le manquement constaté par la Cour de Justice consiste dans la non-conformité avec le droit communautaire de la réglementation interne, (par exemple absence de transposition par voie de règlement grand-ducal en droit interne d'une directive) l'on sera en présence d'un "fonctionnement défectueux du service administratif".

Mais, lorsque le manquement ne peut être réparé que par un acte du législateur, l'on se trouve en présence d'une responsabilité de l'Etat législateur. La loi du 1.9.1988 n'a pas envisagé cette hypothèse, pas plus d'ailleurs que celle résultant d'une violation de l'article 177 du Traité.

34. Mais: il y a le revers de la médaille.

Ainsi, il y a incertitude sur le principe de la responsabilité de l'Etat dans l'exercice de sa fonction réglementaire.

Le pouvoir réglementaire du Grand-Duc peut-il être assimilé à "un service administratif"?

L'on peut en douter, car il s'agit plutôt d'un organe constitutionnel. Ce ne serait à mon avis que si le pouvoir exécutif n'obtempère pas à un ordre reçu du législateur en négligeant de prendre les mesures nécessaires à l'exécution d'un acte législatif, que le fonctionnement du service pourrait être considéré comme défectueux.

35. Le deuxième "mais" - sans doute le plus important - consiste dans la suppression probable - de la présomption de responsabilité à charge du gardien d'une chose inanimée. L'application à l'Etat de l'article 1384 al. 1er prive le particulier d'une protection supérieure à celle que lui confère le nouveau texte, car il aura à rapporter en toute hypothèse la preuve du fonctionnement défectueux du service.

J'ai cité à titre d'exemple le cas d'une collision entre une automobile appartenant à l'Administration des P & T ou des Travaux Publics avec une voiture ou un cycliste particulier dans laquelle, par hypothèse, il n'est pas possible d'établir une faute à charge de l'une quelconque des parties engagées ou d'un tiers.

36. Dans cette mesure, l'opinion du Conseil d'Etat était fondée et il faudra attendre que la jurisprudence clarifie le problème. Si celle-ci devait confirmer ma façon de voir qui semble aussi être celle de Monsieur le Premier Juge RAVARANI, il en résulterait une regrettable dualité de régime de la responsabilité de la puissance publique, les articles 1384 al. 1er, 1385 et 1386, n'étant pas applicables à celle-ci. Ce résultat hautement regrettable et dommageable ne pourrait être corrigé que par une réforme législative prenant la forme d'une loi interprétative.

_____ o _____

36a. Avant d'examiner le deuxième cas, celui de la responsabilité pour risque c'est-à-dire sans faute, je voudrais relever - pour ne pas l'oublier, - que la responsabilité civile des communes, en cas de dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, telle qu'elle résultait de l'article 11 de la loi du 29.7.1930 concernant l'étatisation de la police locale, - disposition reprise du décret de la période révolutionnaire du 10 vendémiaire an IV, - a été soumise au droit commun, l'article 7 de la loi du 1.9.1988 ayant abrogé formellement l'article 11 de la loi du 29.7.1930.

_____ o _____

Deuxième cas: Responsabilité pour risque

C'est dans le domaine de la responsabilité pour risque c'est-à-dire sans faute que la promulgation des articles 1er al. 2, 3, 4, 5 et 6 constitue une véritable innovation.

37. Première hypothèse:

Art. 1er al. 2

Il ne s'agit pas, à vrai dire, d'une hypothèse de responsabilité objective, mais d'un acte de solidarité, toutes les fois qu'il serait inéquitable, eu égard à la nature et la finalité de l'acte générateur du dommage, de laisser le préjudice subi à charge de l'administré.

La loi dit qu'une indemnisation est due, même en l'absence de preuve d'un fonctionnement defectueux du service, mais elle exige que le dommage soit spécial et exceptionnel et qu'il ne soit pas imputable à une faute de la victime.

Le cas des wagons-citernes immobilisés en raison de la saisie de leur contenu frelaté aurait été un exemple d'école pour l'application du nouveau texte, la Cour d'appel, confortée par la Cour de Cassation ayant refusé toute indemnisation du propriétaire des wagons.

38. Le Conseil d'Etat s'était montré, dans un premier temps, assez réticent, mais a fini par se rallier à l'idée en s'inspirant de l'article 7 de la loi belge du 23.12.1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

39. Le texte que proposait le Conseil d'Etat exigeait que le dommage soit spécial et anormalement grave, mais restait pour le surplus ancré dans le domaine de la responsabilité puisqu'il faisait état de "l'absence de toute faute prouvée ou présumée".

40. D'ailleurs, dès avant l'entrée en vigueur de la loi, la Cour d'appel, par un arrêt du 19.12.1985 (Pas. Lux. Tome 1, p. 220) avait dégagé le principe de la responsabilité sans faute de l'Etat. Les faits, il est vrai, se prêtaient à une telle solution. Il s'agissait d'un dommage causé à un particulier qui avait été blessé au cours de l'aide qu'il avait apportée aux agents de la force publique qui tentaient de maîtriser un évadé de la prison qu'ils avaient repéré.

La Chambre des Députés, se ralliant aux vues du Ministre de la Justice, fait de l'indemnisation un cas d'équité, c'est-à-dire de solidarité nationale et exige que le dommage soit spécial et exceptionnel.

41. C'est un des très rares cas où la notion d'équité fait son apparition dans notre droit positif, de sorte que l'adage "dura lex, sed lex" est mis en échec. DE PAGE s'en réjouit, RIPERT qui restait un adversaire de la socialisation du risque sans doute moins.

42. Personnellement, je crois que le principe de l'égalité du citoyen devant les charges publiques, quoique n'ayant pas la même valeur constitutionnelle chez nous qu'en France, justifie le texte adopté par le législateur.

43. Il appartiendra aux tribunaux de l'ordre judiciaire de préciser la notion d'équité ainsi que celle de dommage spécial et exceptionnel.

44. Quelques décisions récentes, l'une du tribunal de Luxembourg (19.12.1984; 27.4.1988 Pas. Lux. Tome 26, p. 285), l'autre de la Cour d'appel déjà citée (19.12.1985 Pas. Lux. Tome 27, p. 220) permettent de dire que nos juges resteront économes des deniers du contribuable, puisqu'ils exigent que le particulier ait subi, non une simple gêne qui est ressentie par toute la collectivité, mais un dommage spécial consistant dans un inconvénient anormalement important par rapport à celui occasionné à l'ensemble des administrés.

Deuxième hypothèse

(art. 2 de la loi du 1er septembre 1988)

45. L'article 2 vise le cas d'une collaboration bénévole d'une personne agissant pour un service public dans laquelle une personne agissant spontanément, soit à la suite d'une sollicitation ou d'une réquisition a collaboré d'une manière désintéressée à un service public et a de ce fait subi un dommage.

L'Etat devra réparer si, en cas de collaboration spontanée, celle-ci a été commandée par une urgente nécessité.

La faute éventuelle d'un tiers ne pourra être invoquée comme une cause d'exonération par l'Etat qui conservera néanmoins son droit de recours contre ce tiers.

Le texte adopté par la Chambre est celui proposé par le Conseil d'Etat

46. La jurisprudence n'a pas encore eu, à ma connaissance, l'occasion de se prononcer sur le nouveau texte. La portée des termes "de manière désintéressée" ou "d'urgente nécessité" devra être définie par nos cours et tribunaux. Cependant, les exemples cités dans les travaux préparatoires sont significatifs pour caractériser les intentions des promoteurs du texte.

47. Ainsi, par exemple, l'exposé des motifs mentionne que le sauvetage d'un chat ne saurait justifier que le sauveteur mette en péril sa vie dans une maison en flammes. Les membres de la SPA ne seront sans doute pas satisfaits et d'aucuns penseront que l'exemple est peu compatible avec la loi du 15.03.1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et du bien-être des animaux.

48. Quoiqu'il en soit de cette condition de "proportionnalité" non inscrite dans la loi et du désir de la Commission juridique de voir les tribunaux accorder une interprétation large de la notion d'urgente nécessité, il n'en reste pas moins que, selon le droit commun, il n'y aura indemnisation ou indemnisation partielle que si le collaborateur bénévole et occasionnel à un service public n'a pas commis de faute.

Ici également le voeu de l'exposé des motifs et repris par la Commission juridique selon lequel seule la faute lourde devrait entraîner l'exonération totale ou partielle de l'Etat, devra subir l'épreuve d'un procès concret.

Troisième et quatrième hypothèse

(articles 3 et 4 de la loi du 1er septembre 1988)

49. S'il est vrai que la loi du 12 mars 1984 a prévu l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction, du moment que ces victimes ne se trouvaient pas, au moment des faits, à un titre quelconque sous l'autorité de l'Etat, les articles 3 et 4 de la loi de 1988 envisagent au contraire ces hypothèses de dommages occasionnés par des personnes se trouvant, à un titre ou à un autre, sous l'autorité de la puissance publique. Nous sommes donc, dans l'hypothèse incontestable d'une responsabilité pour risque créé.

Les articles 3 et 4 visent les dommages causés par des personnes faisant l'objet d'une mesure privative de liberté (délinquants et malades).

50. Trois catégories de personnes sont visées:

a) La loi parle des prisonniers bénéficiant d'une permission de sortie.

Sont concernés:

- les condamnés qui par application d'un mode d'exécution des peines prévu par la loi du 26 juillet 1986 relatifs à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté sont admis à purger leur peine en milieu ouvert;
- les prisonniers se trouvant placés sous le régime des sursis probatoire;
- les prisonniers qui exécutent des travaux dans l'intérêt général.

Quid des libérés sous condition?

Selon l'exposé des motifs, ils seraient exclus, la Commission juridique insiste cependant, sans modifier pour autant le texte pour que la loi s'applique également à cette catégorie de délinquants. Il appartiendra à la jurisprudence de trancher.

51. b) La loi vise encore:

- les mineurs placés dans une maison de rééducation publique ou privée ou chez un particulier par décision judiciaire.

Le Conseil d'Etat avait été d'avis qu'en l'absence d'une mesure judiciaire, le dommage causé par des mineurs placés dans des institutions privées par mesure sociale ou d'assistance publique n'engagerait pas la responsabilité de l'Etat.

Ainsi par exemple, la Croix Rouge Luxembourgeoise resterait responsable des dommages causés par les mineurs accueillis dans la fondation de Colnet d'Huart à Bertrange.

52. c) Finalement, la loi cite les malades internés dans un hôpital psychiatrique.

En effet, il est de pratique courante, souvent même dans un but thérapeutique, que les malades mentaux internés bénéficient de sorties pour se rendre à leur lieu de travail ou pour rendre visite à des parents.

Ici également, il faudra que l'on soit en présence d'une décision d'internement, judiciaire ou administrative, prise sur base de la loi du 11.8.1982 sous le régime des aliénés, ou de collocation prise par l'autorité communale sur base de la loi communale.

Les aliénés gardés dans leurs familles ne tombent donc pas sous l'application de la loi.

53. En raison de l'imprécision des formules utilisées par les articles 3 et 4 de la loi, leur application ne manquera pas de donner lieu à des difficultés sérieuses en ce qui concerne les catégories de personnes qui y sont visées.

54. La loi énonce deux conditions auxquelles l'indemnisation est soumise:

- un lien de causalité;
- l'absence de faute dans le chef de la victime ou l'absence de force majeure.

La première condition a donné lieu à un échange de vue prolongé entre le Conseil d'Etat et la Commission juridique laquelle proposait de substituer aux termes "un lien de causalité" les termes "un rapport suffisant".

55. Si finalement la proposition du Conseil d'Etat a été retenue, il ne faut pas perdre de vue que les notions de temps et de lieu doivent être prises en considération.

Quant à la deuxième condition, elle est de droit commun.

Cependant, tout comme c'est le cas pour l'hypothèse des actes de dévouement visés par l'article 2, la faute du tiers ne pourra pas être invoquée à titre de cause exonératoire.

56. L'on doit se poser la question si l'intervention d'un tiers n'exclut pas celle de la victime. Ou bien a-t-on voulu instaurer par cette disposition une possibilité de partage de responsabilité entre l'Etat et le tiers, partage qui semble cependant exclu en droit commun?

Cinquième et dernière hypothèse

(articles 5 et 6 de la loi du 1.9.1988)

57. Il s'agit du dommage causé par les élèves pendant le temps qu'ils sont sous la surveillance des enseignants, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

58. L'histoire de ces deux articles est longue puisqu'elle remonte à 1956. Depuis fort longtemps en effet, le corps des enseignants insistait pour que la responsabilité de l'Etat se substitue à celle que les deux derniers alinéas de l'article 1384 du Code civil mettent à leur charge.

Un projet de loi avait été élaboré à cet effet dès 1956 par la Commission d'études législatives et avait fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat du 17.4.1959. Il est publié dans les documents parlementaires de la Session 1959 sous no. 749.

Un deuxième projet de loi tendant à modifier l'article 1384 al. 4 et 5 a été soumis au Conseil d'Etat le 17.5.1978 et avisé par celui-ci le 10.7.1979.

59. Un premier allègement de la responsabilité des enseignants a été réalisé par les règlements grand-ducaux des 24.4.1973, 30.5.1974 et 8.9.1976. Ces règlements avaient déclarés indemnisables par l'Association d'Assurances contre les Accidents le dommage causé par un élève à un condisciple ou par l'instituteur à ses élèves. Cette réglementation reste inchangée.

60. Mais le problème des dommages causés par un élève à un tiers autre qu'un condisciple restait entier. C'est pour cette raison que le Conseil d'Etat s'était prononcé en 1979 contre la suppression de la présomption de responsabilité édictée par l'article 1384 al. 4 et 5.

Le délicat problème a pu enfin trouver sa solution dans le cadre de la loi de 1988.

61. D'un côté, lorsqu'un dommage est causé par un élève, majeur ou mineur, à un tiers autre qu'un condisciple ou un enseignant pendant le temps qu'il était sous la surveillance de son enseignant, c'est l'établissement d'enseignement qui devra réparation, peu importe qu'il soit public ou privé, qu'il dépende de l'Etat ou des communes. Si le tiers est un condisciple ou un enseignant, les dispositions du code des assurances sociales seront applicables.

62. D'un autre côté, aucune preuve de la faute de l'auteur de l'enseignant ou d'un tiers ne devra être rapportée par la victime et l'établissement ne pourra invoquer cette cause d'exonération. La présomption édictée par l'article 1384 al. 4 et 5 à charge de l'enseignant devait en bonne logique être supprimée. Evidemment, l'établissement conserve son recours contre l'enseignant et le tiers, mais il sera obligé de rapporter la preuve d'une faute.

C'est cette solution proposée par le Conseil d'Etat et acceptée par le Gouvernement qui fut finalement adoptée par la Chambre des Députés.

La référence faite à la législation sociale à pour conséquence que l'indemnisation se fera selon les modalités spécifiques du CAS: indemnisation forfaitaire, exclusion de l'indemnisation du dommage moral, exclusion des recours entre assurés (art. 115 et 116 CAS).

V.

Appréciation globale

63. Il faut reconnaître que la loi du 1er septembre 1988 constitue un monument législatif de grande importance.

Rarement son élaboration qui s'est étendue sur plus de deux ans a donné à un échange de vue aussi approfondi entre les autorités.

La loi est un produit autochtone qui ne se fonde sur aucun modèle de l'étranger. Il faut dire que, contrairement à l'opinion de la commission juridique de la Chambre des Députés, ce n'est pas le recours à la notion de "fonctionnement défectueux d'un service" se substituant à la notion traditionnelle de faute qui constitue l'innovation, exception faite peut-être que la notion de service englobe également le fonctionnement du service public de la justice et va ainsi à l'encontre d'une résistance traditionnelle de la jurisprudence judiciaire. Ce qui constitue la réelle innovation est la consécration de la responsabilité sans faute.

La question épineuse de la responsabilité présumée de l'instituteur édictée par l'article 1384 al. 4 et 5 a trouvé une solution satisfaisante.

64. Mais les zones d'ombres ou douteuses restent nombreuses et le champ d'action de la jurisprudence reste considérable.

A cet égard, il faut redouter que l'opinion du Ministre de la Justice et celle de la commission juridique de la Chambre des Députés selon lesquels un texte positif serait de nature à mettre fin à l'insécurité juridique résultant soi-disant des fluctuations de la jurisprudence ne s'avèrent trop optimistes.

65. L'on peut cependant espérer que nos juges de l'ordre judiciaire qui jouissent de la compétence exclusive pour statuer sur un problème de responsabilité, - l'appréciation de la légalité d'un acte administratif étant réservé, malgré la tentative d'un jugement isolé de mettre en cause le monopole, - continueront, comme dans le passé à faire preuve de compréhension du Conseil d'Etat à l'égard des problèmes

des particuliers vis-à-vis d'un acte administratif et incite
ainsi l'administration à une circonspection accrue, la peur
du gendarme, en l'espèce une condamnation à des dommages et
intérêts, étant, ici comme en toute matière, une incitation
à la prudence et une barrière à tout excès.

INSTITUT GRAND-DUCAL

Section des Sciences Morales et Politiques

Georges GOEDERT

Anlässlich des 200. Geburtstages Arthur Schopenhauers

SCHOPENHAUERS WILLENSMETAPHYSIK
UND MITLEIDSETHIK

Betrachtung und Kritik

Communication faite le 24 octobre 1988

1989

V o r w o r t

Arthur Schopenhauer wurde 1788 in Danzig als Sohn eines Grosskaufmanns geboren. Die philosophische und literarische Welt feiert also zur Zeit seinen 200. Geburtstag. Von seiner Mutter, die damals vielgelesene Romane verfasste, erbte unser Denker wohl die Neigung zur Schriftstellerei. Nach dem Tode des Vaters verliess er die kaufmännische Laufbahn und studierte in Göttingen beim Kantianer Schulze, sowie in Berlin bei Fichte. Bereits 1813 veröffentlichte er die originelle Schrift "Ueber die vierfache Wurzel des Satzes vom zureichenden Grunde", dann, als Dreissigjähriger, vollendete er 1819 sein Hauptwerk "Die Welt als Wille und Vorstellung", in dem bereits alle Hauptthemen seines Denkens festgelegt sind. Erwähnen wir noch das 1840 erschienene Werk "Die beiden Grundprobleme der Moral", sowie Parerga und Paralipomena mit den bekannten Aphorismen über die Lebensweisheit (1851), in denen er seine pessimistische Ethik vertiefte. Sein Hauptwerk blieb lange unbeachtet.

Auch konnte Schopenhauer keinen durchschlagenden Erfolg als Privatdozent in Berlin verbuchen. Von 1831 ab, bis zu seinem Tode (1860) lebte er als Privatgelehrter in Frankfurt, ergänzte und vertiefte die Grundthemen seines Hauptwerkes, das bereits den Höhepunkt seiner philosophischen Entwicklung darstellt. Eine Gesamtausgabe von 6 Bänden erschien in der Reclamschen Universitätsbibliothek, eine weitere kritisch-wissenschaftliche Ausgabe in 14 Bänden, die auch den Nachlass veröffentlichte, wurde von Paul Deussen seit 1911 herausgegeben.

Schopenhauers philosophisches System ist sicherlich beeinflusst von Kant, von Plato, von Buddhismus und indischer Literatur, aber es spiegelt ziemlich getreu den Charakter seines Autors wieder. "Nach dem eigenen Ich", schreibt A. Messer, "deutet er die Welt. Das dumpf Drängende und Unersättliche eines leidenschaftlichen Temperaments, eine hochgesteigerte Empfindsamkeit für eigenes und fremdes Leid, daneben die Seligkeit des reinen Erkennens und des künstlerischen Geniessens - all diese Momente seiner Persönlichkeit treten uns auch in seiner Philosophie entgegen, die nicht nur das Produkt seines Intellekts, sondern zugleich die Schöpfung seiner genialen, intuitiven Künstlernatur ist".

Mit Kant unterscheidet Schopenhauer die Erscheinungswelt, Gegenstand menschlicher Erfahrung, vom Ding an sich. Die Welt der Erfahrung ist aber nicht ein Abbild der Wirklichkeit, sondern eine Vorstellung, ein geordnetes Werk des Intellekts. Als solche verlangt sie einen zureichenden Grund, ein Organisationsprinzip zur Erklärung der Ordnung. Eine Sache erklären aber heisst, einen Bestand oder Zusammenhang zurückführen auf das Prinzipium vom zureichenden Grund, und dieser zureichende Grund kennt eine vierfache Wurzel: die biologische, die physische, die mathematische und die moralische Notwendigkeit, welche die vier Aspekte der Vorstellung begründen: (Empfindung, Begriff, a priori sche Wahrnehmung, Gefühl des Daseins). Die Erscheinungswelt kommt zustande, wie bei Kant, durch die Verarbeitung der Empfindungen durch den Intellekt, mit Hilfe der Anschauungsformen Raum und Zeit und der, im Gegensatz zu Kant, einzigen Kategorie der Kausalität, ebenfalls eine Anschauungsform, die uns in der wissenschaftlichen Erkenntnis die Kette der Ursachen immer weiter nach rückwärts verfolgen lässt, ohne bei einer ersten Ursache zu bleiben. Auch der Mensch als Erscheinung, d.h. alle beobachtbaren Willensakte und Handlungen, unterliegen dem Kausalgesetz und sind durch seinen sogenannten empirischen Charakter völlig determiniert.

Diese Welt ist erkennbar durch diskursive Intelligenz, aber kein Erkenntnisvorgang führt über die Vorstellung hinaus. Aber zugleich ist die Erscheinungswelt, anders als bei Kant, Schein, Trug, Illusion, denn unsere Augen sind umhüllt vom täuschenden Schleier der Maja, der uns die Einheit alles Seins darbietet in Form einer Vielfalt individueller Wesen.

Wer aber die Wirklichkeit an sich erfassen will, darf sich nicht dem diskursiven Fortschreiten des Verstandes hingeben, sondern muss durch geniale Intuition die echte Wirklichkeit im Erleben erfühlen. Die Vielfalt der Dinge entspringt gewöhnlich den Anschauungsformen Raum und Zeit, principia individuationis, aber alle sind im Grunde Erscheinungen eines Wesens. Das eigene Ich liefert uns den Schlüssel zu dieser monistischen Wirklichkeitsdeutung durch geniale Intuition. Zwar sehen und erkennen wir uns selbst als Leib, als Objekt unter Objekten, aber in unserer Selbstanschauung erfassen wir uns als Wille,

als blindes Drängen und Streben, der alle einzelnen Organe, Regungen, Triebe und Wünsche, Sehnsüchte, Leidenschaften bis zum Erkennen prägt und durchwaltet. Der Willensakt und die Aktion des Leibes sind nicht zwei objektiv erkannte verschiedene Zustände, stehen nicht im Verhältnis der Ursache zur Wirkung, sondern Eines und dasselbe, nur auf zwei verschiedene Weisen gegeben.

Desgleichen ist die Substanz der Erscheinungswelt, die wir uns als Materie vorstellen, in ihrem tiefsten Wesen Wille, kosmischer Wille. Er ist das "Ein und Alles", primär gegenüber dem Intellekt, aber ein blindes, unvernünftiges, unseliges Wesen, ausgezeichnet durch beständiges Unbefriedigtsein, durch dauernde Unlust. Es ist ein blinder, unaufhaltender Drang, ohne Ursache, ohne Zeit, ohne Sinn. Und diese eine Ursache "objektiviert" sich in drei Hauptstufen: im Anorganischen, das der mechanischen Kausalität unterworfen ist, im Organischen und im Bewusstsein, wo die Ursache in Form von Reiz und Motiv wirkt. Die Einzelwillen der Individuen sind nur Erscheinungen des einen Unwillens. Das Wesen der Welt ist also nicht Ratio, Logos, Idee, Vernunft, sondern Drang, Trieb, Leben, Wille, ein widersprüchliches Drängen ohne Erfüllung.

Welche Folgen ergeben sich daraus für die Welt der Dinge, für das menschliche Leben, für unser Handeln, für unsere Beziehungen zum Mitmenschen? Wie kann der Mensch dem Trug der Illusion entkommen, wie kann er von Leid dieses Daseins erlöst werden? Wie kann dieser widersprüchliche, lebende Urwille eine Antwort auf unser Bedürfnis nach Sinn und Bedeutung sein? Hält Schopenhauers Metaphysik und Ethik einer ernsten Kritik stand? Was sagt diese Philosophie des 19. Jahrhunderts unseren Zeitgenossen?

Diese und andere Fragen beantwortet das Referat von Herrn Georges GOEDERT, Professor der Philosophie am "Centre Universitaire" und im Atheneum.

Zu Beginn seiner Lehrtätigkeit galt sein Interesse Bergson und der Ethik. Im Jahre 1969 veröffentlichte er ein vielbeachtetes Werk "Albert Camus et la question du bonheur". Dann konzentrierte er seine persönliche Forschung auf Nietzsche. Sie führte zu einer Doktorarbeit in Nancy und zur Publikation einer Neubearbeitung seiner These unter

dem Titel: "Nietzsche, critique des valeurs chrétiennes" (Beauchesne, 1977). Die Hauptthemen beziehen sich auf eine Analyse des Leidens und des Mitleids bei Nietzsche, hauptsächlich auf ihre Beziehungen und ihre Bedeutung für Nietzsches Kritik der christlichen Werte. In diesem Zusammenhang erscheint unweigerlich Schopenhauers Einfluss auf Nietzsche. In welchem Masse konnte Nietzsche sein eigenes Denken durch die Ueberlegungen Schopenhauers entwickeln? Das Studium dieser Frage führte zu der soeben erschienenen Schrift: "Nietzsche, der Ueberwinder Schopenhauers und des Mitleids (Würzburg, 1978).

Edmond WAGNER
Président de la Section

Anlässlich des 200. Geburtstages Arthur Schopenhauers

Georges Goedert

SCHOPENHAUERS WILLENSMETAPHYSIK UND MITLEIDSETHIK

Betrachtung und Kritik

Will man die Bedeutung der Mitleidsethik Schopenhauers erfassen, so kann man nicht umhin, zuerst seine Willensmetaphysik zu betrachten. Hat er doch selbst geschrieben, bereits 1813, kurz vor der Dissertation und zwei Jahre ehe er das Hauptwerk in Angriff nahm: "Unter meinen Händen und vielmehr in meinem Geiste erwächst ein Werk, eine Philosophie, die Ethik und Metaphysik in Einem seyn soll, da man sie bisher trennte so fälschlich als den Menschen in Seele und Körper." (1)

Deshalb soll hier zuerst die Rede sein von der Welt als "Wille" und "Vorstellung". Daraus wird sich ergeben, dass der Wille essentiell Leiden bedeutet, dass somit diese Willensmetaphysik eine Art Pathodizee ist. Anschliessend werden wir die beiden Wege der Erlösung erörtern, den ästhetischen und den asketischen, bevor wir uns mit dem Mitleid selbst befassen, das die "Grundlage" bildet für die Gerechtigkeit und die tätige Menschenliebe. Es folgen dann am Schluss einige kritische Fragen, die wir stellen werden in bezug auf die Natur und die Funktion dieses Mitleids.

I. Die Welt als "Wille" und "Vorstellung"

Fragt man nach den Anfängen von Schopenhauers Denken, dann richtet sich die Aufmerksamkeit fast unweigerlich zuerst auf den Einfluss Kants, allein schon wegen der Bedeutung der Dissertation Ueber die verfälschte Wurzel des Satzes vom zureichenden Grunde, deren Inhalt ausserdem im erkenntniskritischen ersten Buch des Hauptwerks Die Welt

als Wille und Vorstellung als bekannt vorausgesetzt wird. Es ist in Göttingen sein erster philosophischer Lehrer gewesen, der skeptisch Kantianer Gottlob Ernst Schulze, der Schopenhauer vertraut machte mit Kants Transzendentalismus und dessen revolutionärer Tat, die umlenkt von der "Welt an sich", d.h. insbesondere von der traditionellen Metaphysik, zu der konstruktiven Potentialität unserer Vernunft, die in der Erkenntnis eine "Welt für uns" schafft.

Abgesehen jetzt von der als Anhang beigefügten Kritik der Kantischen Philosophie sowie den in einem zweiten Band nachgelieferten Ergänzungen, umfasst das Hauptwerk drei weitere Bücher, entsprechend den damals als klassisch anerkannten philosophischen Fachrichtungen: auf die Erkenntnistheorie folgen Naturphilosophie, Ästhetik und Ethik, alle wohleingefügt in eine systematische Ordnung monolithisch sich darbietend und beherrscht von einem einzigen grossen Grundgedanken, nämlich dem der Welt als der Selbsterkenntnis des Willens. Die Niederschrift hat Schopenhauer im März 1818, als Dreissigjähriger, abgeschlossen. Damit stand sein System ein für allemal fertig da, und die noch folgenden Schriften brachten wohl reichhaltige Zusätze, rührten aber nicht an die Grundfesten.

"Die Welt ist meine Vorstellung" (2), so heisst es gleich zu Beginn. Erinnerung an die Kantische Erscheinung, aber Schopenhauer vereinfacht und radikalisiert Kant. Das Apriori lässt er auf ein einziges Prinzip zusammenschrumpfen: den Satz vom zureichenden Grunde, was allerdings genauer gesehen heisst, auf dessen "vierfache Wurzel". Insofern also Sein Vorstellung-Sein ist, d.h. ein von unserem erkennenden Bewusstsein, das aus äusserer und innerer Sinnlichkeit, sowie aus Verstand und Vernunft besteht, Wahrgenommenes, zeigt es diese ihm vom vorstellenden Subjekt verliehene Gestaltung auf. Hinzu kommt, dass die empirische Anschauung eine verständige, eine intellektuale ist: sie ist in der Hauptsache das Werk des Verstandes, der mittels der ihm eigentümlichen Form der Kausalität und der dieser untergelegten der reinen Sinnlichkeit, also Raum und Zeit, die objektive Aussenwelt hervorbringt. (3) Solch einen intellektual-anschaulichen Vorgang gibt es übrigens auch beim Tier, wohingegen der Mensch das einzige Wesen ist, das Ver-

stand besitzt. Diese jedoch, die einst so stolze und in der damaligen Zeit sogar in den Kern alles Seienden verlegte, bei Hegel - "Unsinnschmeiher" nennt ihn Schopenhauer -, ist hier herabgewürdigt zur blossen Fähigkeit, die Anschauungen in Begriffe zu übersetzen und mit diesen "Vorstellungen von Vorstellungen" Kombinationen zu bilden, einfach nur weil das instinktartige Verhalten zum Überleben nicht ausreicht. Sie führt nicht jenseits der anschaulichen Vorstellungen.

Überhaupt öffnet sich dem Vorstellenden kein Weg über die Vorstellung hinaus. Das Wesen der Welt, ihr Ansich, ist nur erfassbar durch das Erleben des Leibes. Dem als Individuum erscheinenden Subjekt des Erkennens ist nämlich der eigene Leib auf zwei grundverschiedene Weisen gegeben: einmal als Vorstellung, als Objekt unter Objekten, unterworfen dem Satz vom Grunde; sodann als jenes uns unmittelbar Bekannte, das wir mit dem Wort Wille bezeichnen. Mein Leib ist die Objektität meines Willens, und dieser wiederum ist der Name für die Selbsterfahrung des eigenen Leibes. Wir sind verkörperter Wille, der sich ausserdem noch seiner selbst bewusst wird.

Willensakt und Aktion des Leibes sind somit eines und dasselbe, bloss auf zwei gänzlich verschiedene Weisen gegeben: einmal total unmittelbar und einmal in der Anschauung für den Verstand. Es heisst, der Wille sei "die Erkenntnis a priori des Leibes, und der Leib die Erkenntnis a posteriori des Willens" (4). Derartige Aussagen implizieren auch, dass wir von unserem Willen in einer doppelten Perspektive reden: teils erleben wir ihn von innen als eine primäre, vitale Strebung, teils erkennen wir ihn mittels unseres Verstandes und unserer inneren Sinnlichkeit als unser von Motiven geprägtes Wollen.

Nur die Erscheinung des Willens ist dem Satz vom Grunde unterworfen, nicht er selbst, denn an und für sich ist er grundlos, ein blinder Drang, ein dunkles Treiben, das gänzlich der Intentionalität entbehrt. Der absichtsvolle Wille ist nur ein Grenzfall, der sich bei Mensch und Tier zu ereignen vermag, und zwar dank der Erkenntnis, die jedoch ausschliesslich eine Begleiterscheinung ist. Somit kann mein individueller Wille auch nicht seinem wahren Wesen

nach aus seinen Motiven erklärt werden; diese bestimmen bloss seine Äusserung zu einem gegebenen Zeitpunkt, sind bloss der Anlass, bei dem mein Wollen sich ereignet.

Der durch Motive bewegte Wille ist ein Objekt unter Objekten, ein Bestandteil also der "Welt als Vorstellung". Der von ihm erlebte Wille dagegen, der unseren Leib belebende und von unserem Bewusstsein als das Unmittelbarste erfasste, ist das ausserhalb des Geltungsbereichs des Satzes vom zureichenden Grunde befindliche "Ding an sich", das Schopenhauer anschliessend anhand eines Analogieschlusses überall in der Natur feststellt, in der gesamten empirischen Realität auch ausserhalb unseres eigenen Leibes. Dass dieses Ausserhalb gibt, hat er nie leugnen wollen, obgleich er infolge der Position des Vorstellungseins, von der er ausging, hätte einschliessen können in einen recht exklusiven erkenntnistheoretischen Idealismus, ja in den Solipsismus. Der von ihm vertretene Willensrealismus macht aus dem "Ding an sich" die Substanz der Welt. Das Sein ist im Grunde "blinder Wille"; es ist ohne Sinn, sinnlos, weil der Wille keinen Zweck, kein Ziel verfolgt. Er ist "Wille zum Leben", jedoch enthält diese Bezeichnung eine sprachliche Verdoppelung, da Wille nichts anderes ist als Leben. Er ist diejenige Kraft, die in allem Seienden pulsiert.

Schopenhauer nennt den Willen auch das "Realissimum", wobei er einen Terminus gebraucht, den die Scholastik auf Gott anwandte, aus dem sie alle anderen Gewissheiten ableitete. Hierzu ist aber erstens zu bemerken, dass der Wille nicht aufgefasst werden darf als die Substanz-Ursache der Vorstellungen. Der Satz vom Grunde gilt weder für das "Ding an sich" selbst, noch für dessen Beziehung zu den Erscheinungen. Schopenhauer wiederholt nicht das bekannte, von ihm als fehlerhaft gerügte Verfahren Kants. Ontologisch betrachtet, ist der Wille für ihn lediglich eine Art Innenansicht der Beziehungen zwischen den vorgestellten Objekten. Er darf nicht als "Grund" derselben angeführt werden. Hierin zeigt sich übrigens ein durchaus fundamentaler Charakterzug dieser Philosophie: nicht auf das "Warum" kommt es letzten Endes an, sondern auf das "Was". Bedeutung versus Erklärung!

Und zweitens muss gesagt werden, dass Schopenhauer einen konsequenten Atheismus vertritt. Der Wille ist nicht Gott, auch nicht in einer pantheistischen Version. Höchstens dürfte man, allerdings nur im übertragenen Sinne, von einem Pandämonismus sprechen, weil das alles belebende, allmächtige Weltprinzip, wie wir noch sehen werden, weit mehr teuflischen als göttlichen Charakter hat. Es spannt sich über unsere Welt kein schützendes Jenseits, und das metaphysische Staunen wird zum Entsetzen über das dunkle, gnadenlose Gebaren des rein immanenten, an unserem eigenen Leib gespürten Lebenswillens.

Keine Transzendenz also, dagegen aber eine transzendental-kritische Ausrichtung auch was den Willen betrifft. Wie die Manuskriptbücher zeigen, hat Schopenhauer in der Zeit zwischen Dissertation und Hauptwerk seine Position des Vorstellungseins allmählich ausgebaut, indem er pochte auf die gegenseitige Durchdringung von Wille und Vorstellung. Die ursprünglich-synthetische Einheit der anschaulichen Vorstellungen, schlichter gesagt, ihre Sichtbarkeit, und darüber hinaus ihre Allgemeinverbindlichkeit werden gewährleistet durch die Platonischen Ideen. Diese bilden nicht nur die absolute adäquate Objektität des Willens und werden somit bestimmend für die ästhetische Kontemplation, sondern der Wille ist auch, wie sich später ergibt, die transzendente Bedingung ihrer Möglichkeit.

Es bleibt vor allem noch hinzuzufügen, dass das "Ding an sich" selbst frei ist von aller Vielheit: es zeichnet sich aus durch Einheit, und wir dürfen deswegen behaupten, dass alles Seiende "an sich" untereinander identisch ist. Für die Mitleidsethik eine folgenreiche Voraussetzung, da ich fortan in meinem Mitmenschen "an sich" meinen eigenen Selbst "an sich" begegne. Vielheit herrscht ausschliesslich auf dem Gebiet der Erscheinungen vor. Der Satz vom zureichenden Grunde - zuerst waren es nur Raum und Zeit - bildet das principium individuationis. Für Schopenhauer, der sich seit seinem 26. Lebensjahr eingehend mit den indischen Upanishaden beschäftigte, ist dies der Schleier der Maja, der über das Sein gebreitet ist, den wir aber mittels eines intuitiven Erkennens, das zugleich Spüren und Einfühlen ist, so ganz besonders im Mitleiden, zu lüften vermögen. Die sich gegenseitig bekämpfenden und vernichtenden

Einzelwesen sind "an sich" alle der eine Weltwille. Der Quäler und der Gequälte sind eins.

II. Eine Pathodizee

Für äusserst aufschlussreich zu halten ist die Tatsache, dass, wie der handschriftliche Nachlass zeigt, Schopenhauer sich bereits als Achtzehnjähriger explizite mit dem Theodizeeproblem auseinandergesetzt hat. (5) Wir wissen ausserdem, dass er bereits vor der grossen Europareise in Begleitung seiner Eltern, die am 3. Mai 1803 begann, den Voltaire'schen Candide, bekanntlich eine Satire auf Leibnizens "beste aller Welten", im väterlichen Bücherschrank hatte entdecken können. Die Reise selbst liess ihn den ganzen Jammer des Lebens erkennen, speziell während des Besuches im grossen Arsenal von Toulon, dem Quartier der Galeerensklaven. Später, im Jahre 1811, trägt er in eines seiner Manuskriptbücher ein, er sei "vom Jammer des Lebens so ergriffen" worden, "wie Buddha in seiner Jugend, als er Krankheit, Alter, Schmerz und Tod erblickte." Sein "Resultat" sei gewesen, "dass diese Welt kein Werk eines allgütigen Wesens seyn könnte, wohl aber das eines Teufels, der Geschöpfe ins Daseyn gerufen, um am Anblick ihrer Quaal sich zu weiden" (6).

Schopenhauers Werk sollte keine Theodizee sein, ganz im Gegenteil. Erinnern wir daran: Theodizee, bei Leibniz die Rechtfertigung der Güte Gottes entgegen den Argumenten, die auf der Existenz des Übels in der Welt beruhen. Schopenhauer, im zweiten Band der Parerga und Paralipomena, kurz nach der Behauptung, die Welt sei "eben die Hölle, und die Menschen" seien "einerseits die gequälten Seelen und andererseits die Teufel darin", erklärt, "die Leibnitzische Demonstration, dass unter den möglichen Welten diese immer noch die beste sei," gäbe auch dann noch "keine Theodizee", wenn sie richtig wäre. "Denn", so meint er, "der Schöpfer hat ja nicht bloss die Welt, sondern auch die Möglichkeit selbst geschaffen: er hätte demnach diese darauf einrichten sollen, dass sie eine bessere Welt zuliesse." Und es folgen darauf die ganz kategorischen Worte: "Ueberhaupt aber schreiet gegen eine solche Ansicht der Welt als des gelungenen Werkes eines allweisen, allgütigen und dabei allmächtigen Wesens, zu laut einerseits das Elend, dessen sie voll ist

und andererseits die augenfällige Unvollkommenheit und selbst burleske Verzerrung der vollendetesten ihrer Erscheinungen, der menschlichen." (7)

Aber bereits im Hauptwerk hat es eine bedeutungsvolle Stellungnahme zu Leibniz gegeben. Im zweiten Band nennt Schopenhauer ihn, mit vollem Recht übrigens, den "Begründer des systematischen Optimismus" (8). Wir wissen, dass mit Leibniz die optimistische Grundhaltung des Zeitalters der Aufklärung eingeleitet wurde. Erkenntnis ward zur Pflicht, da sie Glück und Fortschritt verhies. In derselben Passage ist dann auch die Rede von der Theodizee, "dieser", so heisst es, "methodischen und breiten Entfaltung des Optimismus". Schopenhauer gesteht ihr kein anderes Verdienst zu, als dasjenige, "dass sie später Anlass gegeben hat zum unsterblichen Candide des grossen Voltaire". Und er fügt bissig hinzu: "wodurch freilich Leibnizens so oft wiederholte, lahme Exküse für die Übel der Welt, dass nämlich das Schlechte bisweilen das Gute herbeiführt, einen ihm unerwarteten Beleg erhalten hat." (9)

Schliesslich impliziert ja die Aufklärung in ihrer Gesamtheit, bis hinein in unsere Zeit, eine Art Theodizee, eine säkularisierte natürlich, in der aber eigentlich nur der Glaube an die Allmacht der Vernunft den Platz des Vertrauens auf die Güte Gottes eingenommen hat.

Den Optimismus nennt Schopenhauer eine "wahrhaft ruchlose Denkungsart" (10), und sein Urteil klingt brandaktuell heutzutage, da wir das Scheitern der Moderne erleben, wo die Angst vor dem Omnizid umgeht, wobei es übrigens ganz gleichgültig sein dürfte, ob dieser mittels Atomkraft oder infolge der Verseuchung unserer Umwelt sich ereignen könnte. Die Machbarkeit der Apokalypse mag als der Schlussstein so mancher "moderner" Errungenschaften erscheinen, die den Schopenhauerschen Pessimismus sich profilieren lassen als ein genialer Vorgriff auf die Realität des späten 20. Jahrhunderts.

Ein Pessimismus, der jegliche Theodizee ablehnt, dagegen eine Pathodizee beinhaltet ("pathos", das griechische Wort für Leiden). Man hat diesen Terminus geprägt, um eine Rechtfertigung zu bezeichnen, natürlich nicht des Leidens selbst, sondern vielmehr der

Behauptung, das Sein sei wesentlich Leiden, entgegen jeder Art von Optimismus, die das entweder nicht wahrhaben will oder etwa von der Annahme ausgeht, es sei möglich, diesen Zustand zu kurieren. Somit überrascht es auch nicht, zur Kenntnis zu nehmen, was Schopenhauer 1858 dem französischen Philosophen Morin in einem Gespräch anvertraute: "Eine Philosophie, in der man zwischen den Seiten nicht die Tränen, das Heulen und Zähneklappern und das furchtbare Getöse des gegenseitigen allgemeinen Mordes hört, ist keine Philosophie". (11)

Schopenhauer zeigt, "wie wesentlich alles Leben Leiden ist" (12), und dass die Tiefe und die Zahl der Leiden mit dem Grade der Erkenntnis wachsen. Deswegen habe das Genie am meisten zu leiden - "Genie" ist der Name für den Künstler und den Philosophen - denn bei ihm ist das Bewusstsein ein optimales.

Das Leiden stellt notgedrungen ein fundamentales ontologisches Charakteristikum dar, weil das Sein Wille ist. Denn Streben ist untrennbar verbunden mit Mangel und Not, ohne die es ja nicht bestehen würde. Die Befriedigung, die Glück und Wohlsein bedeutet, kann nicht dauerhaft sein, sondern bildet stets den Ausgangspunkt eines neuen Strebens. Dabei ist die Frustration bedingt durch die Hindernisse, die dem Willen im Wege stehen, selbst aber wiederum Objektivationen des alleinigen Weltwillens sind, der sich somit in der durch Vielheit gekennzeichneten Welt der Individuation selbst bekämpft. Besonders schrecklich an diesem ontologischen Treiben ist die Tatsache, dass das Leiden, absolut betrachtet, mit derselben Ziellosigkeit behaftet ist wie der blinde Wille selbst. Also kein Ausgerichtetsein auf ein letztes Ziel, das imstande wäre, Mühe und Not einen Sinn zu verleihen, sie gewissermassen zu legitimieren.

Nicht genug aber damit, dass das Dasein von Grund auf leidvoll sein muss, es ist auch noch mit Schuld belastet. Schopenhauers Metaphysik ist eine panmoralistische. In der Vielheit seiner in der empirischen Welt erscheinenden Objektivationen ist der Weltwille mit sich selbst entzweit, was auf einen mysteriösen Sündenfall zurückzuführen sei, der der ursprünglichen Einheit ein Ende versetzte. Wenn auch in der gesamten Schopenhauerschen Doktrin der Judaismus durch die Bevorzugung der altindischen Weisheit ver-

drängt wird, so erfolgt doch hier eingestandenermassen eine Ausnahme hinsichtlich der Erbsünde. Jedes lebendige Seiende ist schuldig, zwar nicht in seiner Individualität und als Erscheinung, aber in seinem Ansich, wobei die Leiden des Daseins als die Strafe für die Schuld betrachtet werden müssen. Der universale Wille bestraft sich damit selbst. In der Tat ein furchterregender, deprimierender Vorgang. Mit Recht hat man von Schopenhauers "Schuld- und Selbstverdammungsmetaphysik" gesprochen. (13)

Und dazu erst die These von der "ewigen Gerechtigkeit", die besagt, dass in der Welt das Mass des Leidens so hoch ist wie das der Schuld. Schopenhauer meint, man möge das Schicksal der Menschen "im Ganzen und Allgemeinen" betrachten, um zu erkennen, was sie, "moralisch betrachtet, im Ganzen und Allgemeinen werth sind". Die Welt selbst bezeichnet er als Weltgericht. "Könnte man allen Jammer der Welt in eine Waagschale legen, und alle Schuld der Welt in die andere; so würde gewiss die Zunge einstehn." (14) Nur das Befangensein im Schleier der Maja hindert uns daran, einzusehen, dass jeder von uns die ganze Schuld trägt, indem er, "an sich", der eine Weltwille in seiner Allheit ist, und auch dafür büsst, ganz gleich wie hoch das genaue Ausmass an Leiden ist, das seine individuelle Existenz ihm beschert. Die Verstrickung in die Welt der Individuation hindert uns insbesondere auch daran, zu erkennen, dass das Böse, d.h. die Verursachung fremden Leidens, und das Übel, das einem durch dasselbe zugefügt wird, nur zwei verschiedene Aspekte in den Erscheinungen des einen und einzigen Willens sind: der Übeltäter und der Gepeinigte, der Henker und sein Opfer sind ihrem Wesen gemäss identisch untereinander. Der Wille weiss nur gewöhnlich nicht, dass er die Zähne in sein eigenes Fleisch schlägt. Der Quäler irrt, soweit er sich der von ihm hervorgerufenen Qual nicht teilhaftig glaubt, der Gequälte, indem er meint, er habe nichts mit der Schuld seines Peinigers zu tun.

Die Bejahung des Willens zum Leben ist demnach unter all ihren Formen stets ein Teilhaben an dem durch die interne Spaltung des Willens verursachten Bösen in der Welt und folglich auch an der damit verknüpften universalen Schuld. Sie ist essenziell unmoralisch. Und nirgends manifestiert sie sich evidenters als

in der Sexualität, die damit zum eigentlichen Kern unseres Lebens wird. Die Genitalien werden die "Sichtbarkeit des Geschlechtstriebes" genannt, besonders aber auch "der eigentliche Brennpunkt des Willens" (15). Verliebtheit ist nur Trug, nur eine List der Natur, die damit ihren Gattungszweck, die Fortpflanzung, unbittlich verfolgt. Schopenhauer hat vieles von der Tiefenpsychologie vorweggenommen. Und es ist eine bekannte Tatsache, dass Freud sich weitgehend von ihm beeinflussen liess, wenngleich eher uneingestandenemassen.

Angesichts dieses weltweiten Schuldigseins des Willens trüge jeder Einzelmensch bereits bei seiner Geburt die Schuld sämtlicher Vergehen, die es je auf Erden gegeben hat. "Die grösste Schuld des Menschen" - so Calderon, zitiert von Schopenhauer - "ist, dass er geboren ward" (16).

Ein Mythos der Schuld? so könnte man fragen. Keineswegs, denn das widerspräche dem allgemeinen Charakter dieser Philosophie, die stets zurückgeht auf Anschauung und Erfahrung. Die Bezeichnung "positive Metaphysik" - den Ausdruck prägte Bergson für sein eigenes Denken - trafe durchaus auf Schopenhauer zu. Der Mensch fühlt sich verantwortlich und schuldig, obgleich sein Handeln ganz durch den Weltwillen bestimmt wird, also seinem individuellen Willen prinzipiell keine Freiheit zukommt. Dieses Paradox löst sich jedoch auf, sofern wir einsehen, dass sowohl die Freiheit als auch die Schuld dem "Ding an sich", dem Weltwillen anhaften und deswegen das Ansich eines jeden einzelnen Wesens prägen.

III. Kunst und Askese: die Wege der Erlösung

Erlösung von der Nichtswürdigkeit des Daseins - es ist im wahrsten Sinne des Wortes würdig, dem Nichts zu verfallen -, kann nur geben durch Befreiung vom Lebenswillen, in der Kunst und in der Askese. Erstere ist nur ein Ausweg, letztere dagegen der Weg hinaus hinaus ins Nichts.

Das ästhetische Phänomen bestimmt Schopenhauer primär von der Anschauung her, nicht vom künstlerischen Schaffen. Objekt sind dabei die ewigen Ideen, die Platonischen, Urformen also, welche die unmittelbare und daher adäquate Objektität des Willens darstellen

und in der Kunst zum Ausdruck gelangen, sofern dafür die nötige Gestaltungskraft vorhanden ist. Ein ganz besonderer Wert wird der Musik beigemessen: sie sei nicht, wie die anderen Künste, Abbild der Ideen, sondern unmittelbare Objektivation des Willens selbst. (17)

In der ästhetischen Kontemplation ist das erkennende Subjekt "klares Weltauge" (18), "rein", d.h. losgelöst vom Willen und von den empirischen Interessen der Individualexistenz. Für Augenblicke sind wir, so Schopenhauer, "des schnöden Willensdranges entledigt, wir feiern den Sabbath der Zuchthausarbeit des Willens, das Rad des Ixion steht still." (19)

Auch der Philosoph vermag dieser Art der Erlösung teilhaftig zu sein. Er ist demgemäss engstens mit dem Künstler verwandt. Schopenhauer hat den Ausdruck "Philosophie als Kunst" geprägt. Entgegen der "Philosophie als Wissenschaft", die mit der Individuation verstrickt ist und beherrscht wird vom Satz vom zureichenden Grunde, basiert diese, wie die Kunst, auf der ästhetischen Welterfahrung. In den Manuskripten von 1814 heisst es, die Philosophie sei "so lange vergeblich versucht" gewesen, "weil man sie auf dem Wege der Wissenschaft, statt auf dem der Kunst suchte." (20) Das in der ästhetischen Anschauung Gegebene wird zur abstrakten Erkenntnis der Vernunft gebracht, es wird in die Sprache der Begriffe übersetzt und mit Hilfe derselben gedeutet.

In der "reinen" Erkenntnis bejaht der Wille sich aber immer noch selber, auch wenn der Vorgang ein über-individueller ist. Ausserdem kann die Erlösung hier nur eine vorübergehende sein. Endgültige Befreiung erfolgt erst mittels der Willensverneinung, d.h. der asketischen Praktik, die ins Nirwana, ins Nichts mündet. Die ästhetische Kontemplation befreit bloss für Augenblicke von der Mühsal und Qual des Daseins, nimmt somit aber einiges von dem Frieden vorweg, den die Askese dauernd gewährt.

Übrigens ist die Verneinung des Lebenswillens - in einem gewissen Masse ebenfalls die "ästhetische Anschauung" - schon impliziert in dem Begriff des "besseren Bewusstseins", ein Ausdruck, der erstmals auftaucht in den Berliner Aufzeichnungen von 1812 (21), um aber bereits im Hauptwerk zu verschwinden. Was nun dieses

"bessere Bewusstsein" betrifft sowie dessen Unterschied zu dem "natürlichen Bewusstsein", so ist der Einfluss Platons, dessen Lektüre zusammen mit der Kants, dem jungen Schopenhauer von seinem Lehrer Schulze empfohlen wurde, weitgehend bestimmend gewesen. Besonders das Höhlengleichnis aus der Politeia hat der Philosophiestudent immer wieder gelesen.

Das "bessere Bewusstsein" hebt uns über alles Irdische hinaus. Es ist der Weg ins Freie, ans Licht, in die Freiheit des Lichts, eine Wachheit jenseits der Ansprüche und Plagen des Alltäglichen, jenseits der Unzulänglichkeiten der Empirie, ein Untergehen der zum Sich-Behaupten herausfordernden Welt, eine Propädeutik des Nichts. Bestätigung dieser Auffassung werden die indischen Weisheiten lehren und die altdeutschen Mystiker, insbesondere Jakob Böhme, geben. Man denke an den Zustand der Entrückung, an die innerweltliche Transzendenz der Ekstase, ganz der Gegenpol des Dionysischen dem Nietzsche später huldigen wird, der Flut des Begehrens, worin der eigene Körper zum Weltkörper sich weitet. Denn die Steigerung der Begierden bedeutet ja eine Intensivierung der Schmerzen. Das Leiden, die Pein, darf nur Voraussetzung sein. So heisst es denn auch: "Damit der Mensch eine erhabene Gesinnung in sich erhalte, seine Gedanken vom Zeitlichen auf das Ewige richte, mit einem Wort damit das bessere Bewusstseyn in ihm rege sey; ist ihm Schmerz, Leiden und Misslingen so notwendig wie dem Schiffe der es beschwerende Ballast, ohne welchen es keine Tiefe ermisst" (22).

Und vom Augenblick an, wo Schopenhauer das Leiden mit dem Wollen verbindet und aus dem "besseren Bewusstsein" die Antithese zu letzterem macht, hat die Geburtsstunde seiner Willensmetaphysik geschlagen. Dann kann die Willensverneinung den Platz des "besseren Bewusstseins" einnehmen.

Woraus besteht nun konkreterweise die Willensverneinung und wie kommt sie zustande? Der Selbstmord richtet in dieser Beziehung nichts aus, da durch ihn nur eine bestimmte Individualexistenz ausgelöscht wird, der Wille selbst dagegen, als das "Ding an sich", ungeboren bleibt. Er ist eine aus Enttäuschung erwachsene Aggression gegen das eigene Leben und somit ein Phänomen starker Willensbejahung. Der Selbstmörder gibt nicht den Willen zum Leben auf son-

dern nur das Leben, indem er es zerstört in einer einzelnen seiner Erscheinungen, nämlich dem eigenen Leib.

Nicht auf die Tötung des Leibes aber kommt es an, sondern auf die Abtötung des Eigenwillens, d.h. auch des Weltwillens in uns. Diese erfolgt in der gänzlichen Resignation, auch Heiligkeit genannt, in der freiwilligen Entsagung, der entschiedenen Absage an alles, was das Leben angenehm macht und uns an dasselbe fesselt. Ausserungen hiervon sind die asketischen Praktiken: die Keuschheit, die absichtliche Armut, das Üben von Geduld und Sanftmut, die Kasteiung und die Selbstpeinigung. Willentlich wird hier Verzicht geleistet, Enthaltsamkeit gepflegt.

Dafür findet Schopenhauer Beispiele zur Genüge bei den Christen und den Hindus. Und wenn diese Lebensweise auch eine vorsätzliche ist - es heisst die "vorsätzliche Brechung des Willens" (23) -, so kann sie doch nicht durch einen Vorsatz erzwungen werden. Denn genausowenig wie auf dem Gebiet der eigentlichen Moral gibt es für das asketische Verhalten ein Sollen. Nur was ist zählt, und wie es ist. Nein der Anlass zur Askese ist die Erkenntnis der Identität des Willens in all seinen Erscheinungen und damit der endlosen Leiden alles Lebenden als der eigenen. Der einzelne Mensch nimmt gewissermassen den Schmerz der ganzen Welt auf sich mittels dieser Einsicht, die nicht eine abstrakte Erkenntnis ist, sondern eine intuitive, unmittelbare. Sie vermag ganz plötzlich zum "Quiescentiv" allen Wollens zu werden: der Wille wendet sich gegen sich selbst, der Prozess seiner "Selbstaufhebung" beginnt. Schopenhauer fügt allerdings hinzu, dass in den meisten Fällen das unmittelbar selbst empfundene Leiden mehr auszurichten vermag, als die blosser Erkenntnis. (24)

Zur Verdeutlichung des plötzlichen Eintretens der Willensverneinung wird die "Gnadenwirkung" angeführt, auch die "Wiedergeburt". Letztere erinnert natürlich an die damalige pietistische Bewegung innerhalb des Protestantismus, mit der Schopenhauer, dank dem Einfluss seines Vaters, durchaus vertraut war und deren Rolle für seine Philosophie nicht unterschätzt werden darf.

Die Willensverneinung ist der einzige Weg wahren Heils. Zugleich auch der wahren Freiheit, denn hierin allein gelangt der universale Wille zur Tat der Freiheit auf dem Gebiet der Erscheinungen. (25) Die endgültige Erlösung erfolgt mittels des sich daraus ergebenden Eingehens ins Nichts.

IV. Mitleidsethik

Dieselbe Durchschauung des principium individuationis, aber nicht in demselben Masse gesteigert, bildet auch den Kern des Mitleids, der Schopenhauerschen "Grundlage" der Moral. Nur wird im Mitleid, das hier im wahrsten Sinne des Wortes ein Mit-Leiden ist, die Erkenntnis zum Motiv des Wollens, nicht zu dessen Quietiv: sie regt an zum Handeln, nicht zur Resignation. Dennoch ist sie im Grunde dieselbe, d.h. sie erlaubt uns, die Leiden unserer Mitmenschen als die eigenen zu erfahren infolge der Intuition von der Identität des Willens in all seinen Erscheinungen. Deswegen bildet das Mitleid, und mit ihm die Tugend, eine Vorstufe zur Askese.

Nach Schopenhauer gibt es drei verschiedene "Grund-Triebe der menschlichen Handlungen". Zuerst den Egoismus, das Trachten nach dem eigenen Wohl, der als "gränzenlos" bezeichnet wird. Er bewirkt zum Teil moralisch indifferente Handlungen, führt jedoch zum Bösen, falls er so heftig ist, dass daraus Unrecht gegen andere entsteht. Dann die Bosheit, die bis zur "äussersten Grausamkeit" geht - der Philosoph spricht auch von "Uebelwollen" und "Gehässigkeit". Ihr Ziel sei das "fremde Wehe", und alle aus dieser Triebfeder hervorgehenden Handlungen seien "moralisch verwerflich". Schliesslich wird eine einzige wahrhaft moralische Kraft genannt, das Mitleid. Von ihm wird gesagt, es wolle das "fremde Wohl", wobei es "bis zum Edel-muth und zur Grossmuth" gehe. (26)

Die moralische Bedeutsamkeit einer Handlung ist einzig und allein bedingt durch die ausserhalb aller selbstsüchtigen Motivation sich manifestierende, auf das Wohl unseres Nächsten gerichtete Zweckmässigkeit. Das Wohl des anderen vermag für mich Motiv meines Handelns zu werden, wie sonst genaugenommen nur mein eigenes, ich setze ihm sogar dieses eigene, persönliche Wohl nach, da ich sein Leiden fühle, als ob es meines wäre. Ich habe mich mit meinem

Nächsten identifiziert, d.h. die Trennung zwischen ihm und mir ist insofern aufgehoben, als ich erkannt habe, dass es die Vielheit der Individuen nur in meiner Vorstellung gibt, dass mein Sein "an sich" dagegen identisch ist mit dem einen Weltwillen, der in allen lebenden Wesen so existiert, wie er sich in meinem Selbstbewusstsein nur mir selber offenbart. Diese Einsicht, für die es im Sanskrit die Formel "tat-tvam asi" - "dies bist du" - gebe, sei es, "die als Mitleid hervorbricht" (27).

Dank der Identifikation mit dem Nächsten wird dessen Leiden insofern das meinige, als ich in ihm leide, als ich mich für Augenblicke von meiner eigenen Individualität und ihren Ansprüchen abwende, um eigentlich, leidend, der andere zu sein. Dies ist die wahre "Grundlage" der Tugendhaftigkeit, die Schopenhauer in der Hauptsache einteilt in freiwillige Gerechtigkeit und uneigennütziges Menschenliebe. Obgleich in beiden das Leiden des Nächsten unmittelbar das Motiv des Handelns ist, hat die Gerechtigkeit ausschliesslich einen negativen Charakter, indem sie verhindern soll, dass dem andern Schaden zugefügt werde, die Liebe dagegen einen positiven, insofern sie Hilfe leistet und dazu beiträgt, vom Leiden zu befreien.

Diese Art der Liebe, grundverschieden vom Eros, der nur rein egoistisch zu sein vermag, ist in Europa vom Christentum verbreitet worden. In Asien, so Schopenhauer, sei "schon tausend Jahre früher die unbegrenzte Liebe des Nächsten eben so wohl Gegenstand der Lehre und Vorschrift, wie der Ausübung gewesen" (28). Und hier die lapidare Formel: "'Alle Liebe (ἀγάπη, caritas) ist Mitleid.'" (29)

Es gibt allerdings einen nicht unwichtigen Unterschied zwischen dem Hauptwerk und der 22 Jahre später vollendeten Preisschrift über die Grundlage der Moral. In der Welt als Wille und Vorstellung wird die Gerechtigkeit nämlich nur als "Zwischenstufe" angesehen und nicht mit dem Namen Tugend bezeichnet. Als "die blosse Negation des Bösen" rangiert sie zwischen diesem und der eigentlichen Güte. (30) Sie entspricht somit einem geringeren Grad der Durchschauung des principium individuationis, wohingegen sie in der Grundlage der Moral für eine aus dem Mitleid resultierende Kardinaltugend gehalten wird. Gemäss dem Hauptwerk wiederum ist die "reine Liebe"

identisch mit dem Mitleid und wird als die Tugend schlechthin dargestellt. In ihr sei die Durchschauung des principium individuationis vollkommen. Die Preisschrift hingegen macht aus der tätigen Liebe die andere dank dem Mitleid hervorgebrachte Kardinaltugend. Zuerst bestimmt das Mitleid also ausschliesslich die Eigenart der "reinen Liebe", dann wird es zur einzigen Quelle allen moralischen Handelns.

Dieser Unterschied hat schon seine Bedeutung, u.a. weil die Gerechtigkeit in der Preisschrift ebenfalls als ein Produkt des Mitleids behandelt wird, was auch heisst, dass sie in ihrem Kern Mitleid ist. Gerechtigkeit üben heisst ja, das tun, was vom Recht her verlangt wird. Der Begriff "Recht" ist nach Schopenhauer die Negation des Unrechts - letzteres sieht er an als den eigentlich positiven Begriff. Demgemäss umfasst das Recht sämtliche Handlungen, die nicht den fremden Willen verneinen, um dadurch den eigenen stärker bejahen zu können. Der Begriff bezieht sich also ausschliesslich auf ein Tun, nicht auf ein Erleiden, da letzteres keine Ausübung des Willens ist und dieser allein das Objekt der moralischen Betrachtung bildet. Die reine Rechtslehre ist folglich ein Kapitel der Moral, und Schopenhauer zieht dementsprechend die Bezeichnung "moralisches Recht" dem Namen "Naturrecht" vor.

Demgegenüber vollzieht die Staatslehre, oder die positive Gesetzgebung - der Staat ist nämlich das Instrument zur Aufrechterhaltung des positiven Rechts -, eine Umkehrung: falls wir nicht Unrecht erleiden wollen, haben wir das Recht, nicht zu dulden, dass andere unseren Willen verneinen zugunsten der Bejahung ihres eigenen. Hiermit wird der Rechtsbegriff vom Erleiden her bestimmt, nicht vom Tun. Der juristische Standpunkt ist also verschieden vom moralischen, was aber nicht heisst unabhängig, denn die staatliche Gesetzgebung wird eigentlich erst zum positiven Recht, wenn sie im Einklang steht mit dem moralischen Recht. Um nicht zu positivem Unrecht zu führen, müsste sie sozusagen angewandte Moral sein.

Das heisst auch, dass bis hinauf in die Staatslehre die "Grundlage" der Moral, also das Mitleid, spürbar sein müsste. Ganz egal wie man auch immer dieses Mitleid bewerten mag, eines steht jedenfalls fest, nämlich dass die dasselbe tragende Willensmetaphysik die prinzipielle Gleichheit aller Menschen impliziert. "An

sich" sind wir nämlich nicht nur alle gleich, sondern sogar eins. Die Förderung demokratischer Zielsetzungen, insbesondere der Gleichheit der zivilen und politischen Rechte, dürfte sich somit auf diese Philosophie stützen können, eine Tatsache, die weder beeinträchtigt wird durch Schopenhauers Pessimismus hinsichtlich der Applikation des "moralischen" Rechts, noch durch den Umstand, dass er als Sohn seiner Zeit die Verwirklichung einer wahrhaft demokratischen Ordnung nicht ins Auge zu fassen vermochte.

Und denkt man diese Lehre durch bis in ihre letzten, von Schopenhauer selbst allerdings nicht zur Sprache gebrachten Konsequenzen, dann gelangt man sogar zum Schluss, dass letztlich selbst die Erfüllung gleicher Ansprüche, oder zumindest die Schaffung eines korrekten sozialen Ausgleichs, in seiner Auffassung der Gerechtigkeit impliziert ist. Gerecht sein heisst ja, im Wesen unserer Mitmenschen unser eigenes erkennen und es deswegen nicht verletzen. Wenn wir uns dann auch noch das soziale Elend des vorigen Jahrhunderts vergegenwärtigen und dabei bedenken, dass Mitleid sich ja naturgemäss am Anblick des Leidens entzündet, so erkennen wir erst recht, dass Schopenhauers Philosophie die Fähigkeit besitzt, nicht nur die politische Gerechtigkeit, sondern auch die soziale zu legitimieren.

4. Die "Grundlage der Moral"?

Fragen an Schopenhauer jetzt, trotz aller Faszination, die seine moralphilosophische Freske, ja überhaupt seine Metaphysik der Willensverneinung auszulösen imstande ist, fünf Fragen in bezug auf das Mitleid, die "Grundlage" seiner Ethik.

Erscheint es erstens nicht a priori fraglich, eine Moral ganz auf den Affekt aufbauen zu wollen? Ist hierzu die emotionale Basis stabil genug? Erkenntnis gibt es im Mitleid wohl, denn jede Gemütsbewegung beinhaltet ein kognitives Moment. Im Falle des Schopenhauerschen Mitleids ist es die Durchschauung des principium individuationis, eine unmittelbare und intuitive Erkenntnis vom Ansehen der Welt. Aber wo bleibt die Vernunft? Ist Schopenhauer doch überzeugt, dass in der Praktik das vernunftmässige Denken nur auf

die Eigenliebe einzuwirken vermöge. (31) Diese aber fasst er entweder als, moralisch betrachtet, indifferent auf oder als immoralistisch, denn moralischer Wert und Egoismus schlossen sich gegenseitig aus. Wie kann aber der Mensch, als Person, das Gute verwirklichen ohne dabei seine höchste Kraft, die Vernunft, zu gebrauchen?

Wie können wir uns überhaupt, unter solchen Voraussetzungen, schützen gegen ein gefährliches Abgleiten in Sentimentalisierung, ja Gefühlsduselei, in eine weichliche, um nicht zu sagen weibliche Moralität oder gar Religiosität?

Zweite Frage: Wenn wir das Mitleid, das echte, also wahres Mitgefühl, das uns durchaus zum Helfen anzuregen vermag, phänomenologisch untersuchen, dann entdecken wir darin doch ein Gerichtetsein auf den Mitmenschen, der leidet, nicht aber eine Identifikation mit ihm. Wir fühlen den Schmerz des anderen mit, sind uns dabei jedoch voll und bewusst, dass es nicht originär der unsrige ist. Dazu wird mein Gefühl, das sich nur am Anfang als blosser Zustand erweist, zur Funktion, gerichtet auf das Fühlen des anderen. Das Erlebnis der Distanz ist damit impliziert.

Müssen wir in der Tat nicht schlicht sagen, dass das Mitleid als sozialer Akt die reale Beziehung zwischen zwei konkret-wirklichen Einzelmenschen einschliesst? Wird es nicht eher aufgehoben oder gar von vorneherein unmöglich gemacht, wenn wir das Individuationsprinzip durchbrechen sollten? Wie kann ich überhaupt helfen wollen, falls ich ganz benommen bin durch die Identifizierung mit dem andern, ja durch die Verschmelzung mit seinem Ansich und ... mit meinem?

Das aber bedeutet in Wirklichkeit Gefühlsansteckung, und zwar in einem Grade, der nicht nur das Helfen, sondern selbst das Verstehen des fremden Leidens ausschliesst. Die "Einsfühlung" ist nach Max Scheler "ein Grenzfall der Ansteckung"; wir würden dann von dem Gefühl des anderen ganz einfach überwältigt, so dass es weder eine "Gefühls-Intention auf (...) das Leid des Anderen, noch irgendein Teilnehmen an seinem Erleben" gibt. (32) Beides ist aber unverzichtbar, wenn Hilfe zustande kommen soll.

Muss unter solcher Voraussetzung Nietzsche nicht recht

bekommen, der dem Mitleid unerbittlich den Prozess machte? Teils sieht er in ihm die Tätigkeit, was natürlich dessen grundsätzlich reaktivem Charakter nichts anhaben kann; unter diesem Gesichtspunkt führt er es auf eine Vielzahl egoistischer Beweggründe zurück, innerhalb derer, nach ihm, das Ressentiment besonders hervorsticht. Teils betont er hauptsächlich dessen affektives Moment, das ihn auf Ansteckung schliessen lässt, also auf ein leidvolles Befangensein durch fremdes - oder selbst eigenes - Leiden. Er ist sogar der Ansicht, dass eine durch Schwäche, ja Entartung erzeugte Verzärtelung und Hypersensibilität uns dafür anfällig macht. Also ein unter der Voraussetzung der Krankhaftigkeit sich verbreitendes und sich steigendes Übel.

Und jetzt die dritte Frage an Schopenhauer, wohl die schwerwiegendste. Leiste ich wirklich meinem Mitmenschen einen Dienst, falls ich ihm aus Mitleid helfe? Besteht doch der Wert des Leidens in seiner Heilsfunktion, d.h. darin, dass es zur Askese, also zur praktischen Willensverneinung überredet. Muss es folglich nicht eher schädlich für meinen Nächsten sein, wenn ich ihm gegenüber gerecht bin und ihm gar durch tätige Liebe beistehe? Dadurch wird doch die Abtötung des Willens bei ihm zumindest verzögert. Von der höheren Warte der Heiligkeit aus betrachtet, wäre das doch meinerseits sogar unmoralisch. Ich dürfte nicht dazu beitragen, dass der andere weniger leidet oder sogar zu leiden aufhört; viel eher müsste ich bemüht sein, seine Schmerzen zu vermehren.

Demgegenüber sollte aber für den Mitleidigen das Mitleid ein Schritt dem Heil entgegen sein. Als eine Art des Leidens sicherlich, nur müssen wir unterscheiden. Als hilfebringendes Mitgefühl ist das Mitleid ein Hindernis für die Resignation. Es verstrickt uns in die Welt des Wollens und lässt die Stimmung, die zum Aufgeben des Lebenswillens führen soll, gar nicht einmal aufkommen. Das Nachfühlen dagegen, das kein Leiden beinhaltet, auch nicht unter der Form des Mitleids, vermag tatsächlich zur Resignation zu führen. Hierbei handelt es sich um blosses Erkennen und Verstehen des fremden Leidens, gegebenenfalls auch des eigenen. Es ist tatenlos, was natürlich auch heisst, dass es, rein moralisch gesehen, also auf dem engeren Gebiet der Tugendhaftigkeit, keinen Wert

besitzt. (33) Sofern also das Mitgefühl im Falle des Leidens unserer Mitmenschen zum Nachfühlen beiträgt, bildet es ein Mittel unter mehreren, um zum Heil zu gelangen. Daraus erfolgt jedoch eine Widersprüchlichkeit zwischen der eigentlichen Tugend und der Askese.

Viertens möchten wir fragen, ob der Wille wirklich wesentlich gemäss nur Unlust impliziert. Sicher setzt das Streben stets einen Mangel voraus, aber die Entfaltung der Kräfte zugunsten eines Ziels sowie das Verwirklichen desselben bedeuten doch Glück. Demzufolge ist es fraglich, ob eine Willensmetaphysik der Mitfreude wirklich keine ontologische Dimension einräumen darf. Könnte es ausserdem nicht sein, dass wir gerade in der tätigen Liebe auch die Mitfreude suchen, die doch eintritt, wenn der andere sich über den Erfolg freuen kann, unsere Bemühungen zwecks Linderung seiner Schmerzen bei ihm geteilt haben?

Dies wäre allerdings ein Stück Egoismus. Sind wir aber nicht genötigt, was letzteren betrifft, ebenfalls zu fragen, ob die zumindest implizite Ausrichtung auf das eigene Heil beim Mitleben des fremden Leidens wirklich so völlig selbstlos zu sein vermag. Auch wenn das Mitgefühl nicht unmittelbar zur Erlösung führt, hierzu bedarf es, wie gesagt, eines Nachfühlens der Leiden -, so bildet es dennoch dafür eine Art Vorbereitung. (34) Ist übrigens die innerhalb der Askese sich vollziehende Abtötung unserer Begierden nicht auch imstande, einen Glückszustand zu erzeugen? Bedeutet die Vorwegnahme des Nichts doch nach Schopenhauer einen Zustand des Friedens und der heiteren Gelassenheit. (35)

Darüber hinaus macht das Schopenhauersche Mitleid sich sogar der Bosheit verdächtig. Findet doch der Mitleidige im Leid seiner Mitmenschen eine Art Trost, indem dieses ihm die Bestätigung bietet, wie verbreitet das Leiden in der Welt sei. Bedeutet das also in Wirklichkeit nicht eine gewisse Genugtuung, die keineswegs ganz Unrecht den Verdacht erregt, in Verbindung zu stehen mit dem Ressentiment? Geraten wir dabei nicht offensichtlich in die Nähe der Schlechtigkeit, genauer der Schadenfreude und des Übelwollens?

Und schliesslich die Identifikation der christlichen Caritas mit diesem Mitleid. Hiermit kommen wir zu unserer fünften und letzten Frage. Schon die Gleichstellung von "Menschliebe" und "Caritas"

kann nicht so einfach hingenommen werden, da letztere eine spezifische Form der Liebe zum Mitmenschen, d.h. eine auch auf Gott selbst ausgerichtete, ausmacht. Wenn aber alle Nächstenliebe wesentlich Mitleid sein sollte, hiesse das nicht, dass ich auf die Weise nur leidende Menschen wahrhaft lieben kann, ja dass ich meinem Nachbar sogar Unglück wünschen müsste, damit ich ihn auch richtig zu lieben bekäme, dadurch tugendhafter wäre und meine Aussichten auf Erlangen wahren Heils vermehrte?

Mitleid ist immer nur ein grundsätzlich reaktives Verhalten, eine Reaktion auf das Leiden des anderen, manchmal auch auf eigenes, und es unterscheidet sich deshalb prinzipiell von der Liebe, die zwar durch das Erkennen vom Wert einer Person entzündet werden kann, jedoch ein der inneren Fülle entstammender geistiger Akt ist, für den die äussere Anregung keinesfalls den eigentlichen Ausschlag gibt, da in Wirklichkeit der Liebende aus eigener Kraft heraus ein Objekt sucht, um sich mitzuteilen, und zwar im wahrsten Sinne von Mit-Teilen.

Wie sollte folglich das Mitleid die Quelle oder gar das Wesen der Liebe sein? Ist es nicht vielmehr umgekehrt die Liebe, die unter bestimmten Umständen sich im Mitleid zu äussern vermag? Ja sind wir nicht gezwungen, überhaupt in ihr die unverzichtbare Bedingung des Mitleids zu sehen, sofern dieses mehr sein soll als eine blosser Ansteckung, von der wir befallen werden gegen unseren Willen, wie von einer Krankheit? Muss also nicht das Mass unserer Liebesfähigkeit die Qualität unseres Mitleids gewährleisten?

Schwierigkeiten bereitet stets auch die Willensverneinung selbst, das eigentliche Hauptteil in Schopenhauers praktischer Philosophie. Ist es überhaupt denkbar, so wird häufig gefragt, dass ein Wille nicht will? Dazu hat vor allem Schopenhauers bedeutendster Schüler und zugleich heftigster Gegner, Nietzsche, entschieden nein gesagt, indem er dem "Willen zum Leben" den "Willen zur Macht" entgegensetzte.

Zitiert wurde nach:

1. Arthur Schopenhauer, Sämtliche Werke (7 Bände). Nach der ersten von Julius Frauenstädt besorgten Gesamtausgabe, neu bearbeitet und herausgegeben von Arthur Hübscher, Wiesbaden, 1946 ff.
2. Arthur Schopenhauer, Der handschriftliche Nachlass (5 Bände). Herausgegeben von Arthur Hübscher, München, 1985.
3. Arthur Schopenhauer, Gespräche. Herausgegeben von Arthur Hübscher, Stuttgart, 1971.

- (1) HN 1, 55
- (2) W I, 3
- (3) Vgl. G, 36
- (4) W I, 120
- (5) Vgl. HN 1, 9
- (6) HN 4, I, 96
- (7) P II, 319 f.
- (8) W II, 668
- (9) Ibid., 669
- (10) W I, 385
- (11) Ge, 325
- (12) W I, 366
- (13) Vgl. Heinz Heimsoeth, Metaphysische Voraussetzungen und Antriebe in Nietzsches "Immoralismus", in: Akademie der Wissenschaften und der Literatur, Abhandlungen der geistes- und sozialwissenschaftlichen Klasse, Wiesbaden, 1955, Band 6, 52
- (14) W I, 415 f.
- (15) Ibid., 476; ibid., 390
- (16) Ibid., 419
- (17) Vgl. ibid., 304
- (18) Ibid., 219
- (19) Ibid., 239
- (20) HN 1, 154
- (21) Ibid., 23
- (22) Ibid., 87
- (23) W I, 463
- (24) Vgl. ibid., 463 f.
- (25) Vgl. ibid., 471

- (26) E II, 196, 199 u. 210
- (27) Ibid., 271
- (28) Ibid., 226
- (29) W I, 443
- (30) Ibid., 437
- (31) Vgl. ibid., 434 ff.
- (32) Max Scheler, Wesen und Formen der Sympathie, 2. Auflage der "Phänomenologie der Sympathiegefühle", Bonn, 1923, 12 ff.
- (33) Ibid., 60
- (34) Vgl. bspw. W I, 442
- (35) Vgl. ibid., 486

Die angewandten Siglen:

- G Ueber die vierfache Wurzel des Satzes vom zureichenden Grunde
- W Die Welt als Wille und Vorstellung
- E Die beiden Grundprobleme der Ethik
- P Parerga und Paralipomena
- Ge Gespräche
- HN Der handschriftliche Nachlass



INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des Sciences Morales et Politiques

Jean-Paul HARPES

La méthode dialectique
de Marx à l'époque de
la genèse du «Capital»

Communication faite le 4. 12. 1984

1986

La notion de dialectique demeure certainement une des plus mystérieuses, des plus déroutantes, mais aussi des plus fascinantes de toutes les notions qui ont marqué l'évolution de la pensée humaine.

Elle se rapporte d'abord au discours, au dialogue, à la description de faits ou de relations. Or, dans un dialogue, les deux interlocuteurs ne sont pas forcément d'accord. Ils peuvent voir, décrire, interpréter le même objet sous des points de vue différents, mais néanmoins adéquats. Ainsi le dégel de la glace apparaît comme une disparition de la neige ou comme la formation de l'eau et ici les évocations différentes n'excluent pas l'existence d'un objet réel et valable.

Dans d'autres cas, des descriptions différentes, voire incomplètes entraînent plutôt la reconnaissance d'une ignorance commune, d'une problématique qui nous défie. Ainsi, le mouvement d'une flèche se laisse décrire tantôt d'une manière statique, comme une suite de tous les points sur lesquels la flèche se trouve aux différents moments de son envol, tantôt, d'une manière dynamique, comme le passage d'un point de la trajectoire vers un autre. Les descriptions n'aboutissent pas à une conclusion commune, mais à la délimitation d'un problème, à la constatation de leur ignorance de la nature du mouvement, en dépit de la validité des descriptions. Et cette constatation d'un paradoxe fait en fait avancer la recherche.

Voilà la source de ce qu'on appellera la pensée dialectique ou la saisie dialectique de choses ou d'états de choses. Alors que la pensée logique prend soin d'éviter la contradiction et de résoudre un problème, voire de le résoudre, par les seuls procédés reconnus logiquement valables, la pensée dialectique s'obstine à embrasser les contradictions et à en dégager, en les résolvant, une problématique propre. En tout cas, une première description d'une chose ou de relations doit être complétée par une deuxième de nature opposée et les deux, la thèse comme l'antithèse, demeurent conformes et indispensables. La vérité concernant les choses ne s'énonce donc point dans une proposition unique, mais dans une conjonction thétique - antithétique de propositions et l'intuition des états de choses ainsi obtenue trouve sa performance spécifique dans l'union des contradictions réalisée dans une synthèse. Cette synthèse est d'abord résorption de l'altérité par la négation. Mais cette

réabsorption n'est pas totale, l'état de choses nié sera conservé, maintenu d'une certaine façon, et dans la synthèse, les deux pôles contradictoires seront réunis dans une unité dialectique, élevés à un niveau supérieur. Ainsi s'établit la connaissance spécifique dont la puissance et l'extension sont souvent censées dépasser celle de la pensée logique orthodoxe.

Mais, ajoute-t-on, la raison de l'efficacité de la pensée dialectique réside dans la nature des choses elles-mêmes. En d'autres termes, de la pensée, les choses décrites ou leurs relations portent en elles-mêmes les contradictions et leurs structures internes se montrent conformes à celle de la pensée dialectique. Pour cette raison, l'investigation scientifique des choses et de leurs relations, qui évite soigneusement la contradiction, se montre incapable de saisir la vraie nature du réel. D'autre part, puisque la pensée dialectique suppose saisir la vérité quand elle procède dialectiquement, dans la pensée dialectique, maint état de choses paraît vrai, alors que la pensée logique juge pas seulement faux, mais qu'elle ne saurait même le concevoir.

Au cours de l'histoire de la philosophie, la pensée dialectique a été appliquée sans restriction à l'ensemble du réel, qu'il fût de nature matérielle ou spirituelle, en état de mouvement ou de repos, à l'évolution historique et extrahistorique. Présente dans l'Antiquité depuis Zénon d'Elée et tout dans l'oeuvre platonicienne, la pensée dialectique a connu, tout au long des siècles, deux sens bien opposés: l'un, élogieux, assimile la dialectique à un raisonnement serré, alors que l'autre se veut péjoratif et rabaisse la dialectique à des subtilités ingénieuses peut-être, mais spécieuses au fond. Mais la pensée dialectique a fêté sa grande période de domination avec Hegel, figure de proue de l'idéalisme allemand, et avec Marx, père spirituel des multiples idéologies "marxistes" qui ont alimenté tant de mouvements révolutionnaires et qui, sous l'égide du "matérialisme dialectique et historique" constituent actuellement le credo politique officiel d'une partie importante de l'humanité.

C'est donc à Karl Marx qu'est consacrée la communication de ce soir. Mon confrère Jean-Paul Harpes. Où en est actuellement la recherche sur la dialectique marxienne? Dans quelle mesure s'inspire-t-il de Hegel dont la dialectique revêt des caractères propres? Qu'est-ce qui distingue la méthode marxienne de celle de Hegel? Dans quel sens Marx prétend-il articuler dialectiquement la matière du "Capital"? C'est la synthèse schématisée des catégories de valeur d'argent qui illustrera le procédé réel de la dialectique marxienne.

Comme vous le savez, M. Jean-Paul Harpes est professeur de philosophie au Centre Universitaire et à l'Athénée et il assume, avec compétence et dévouement, les fonctions de président de la Commission Nationale pour les programmes de philosophie. Depuis plus de 30 ans, J.P. Harpes concentre ses efforts intellectuels, avec intelligence, amour et enthousiasme, sur l'étude des grands courants et des problèmes anguleux de la pensée philosophique.

Nous conservons un souvenir vif des trois conférences qu'il a présentées dans cette enceinte:

"Harpes sur la notion kantienne de 'Erfahrungserkenntnis'"

"Jean Bédouin: Philosophie - sympathie et éthique"

"Wittgenstein: philosophie et langage"

Je m'empresse donc de lui céder la parole.

E. Wagner

président de la section

La méthode dialectique de Marx à l'époque de la
genèse du "Capital."

Remarques préliminaires

Il y a une vingtaine d'années à peine - ou une trentaine tout au plus - que la méthode dialectique de Marx, telle qu'elle s'articule dans les ouvrages économiques de la maturité, est explicitement thématisée et examinée par une recherche de niveau appréciable. La chose peut paraître étrange. Elle se comprend toutefois si on considère la façon dont l'oeuvre de Marx était, très longtemps, reçue un peu partout: dogmatisée par les uns, vilipendée et guère prise au sérieux par d'autres, elle était examinée, par d'autres encore, dans des contextes plutôt restreints. Le manque d'intérêt de certains pour la dialectique marxienne trouve, par ailleurs, une explication plausible dans le texte même de l'auteur. Dans la postface à la seconde édition du 1^{er} livre du Capital, Marx suggère, semble-t-il, qu'il ne faut pas trop prendre au sérieux certaines formulations d'allure hégélienne. "Ich bekannte mich . . . offen als Schüler . . . (Hegels) und kokettierte sogar hie und da im Kapital über die Werttheorie mit der ihm eigentümlichen Ausdrucksweise" (1). Marx a beau souligner dans la même postface, que sa méthode est dialectique: du moment qu'il avoue, semble-t-il, que la tournure hégélienne, que prend souvent l'articulation de la matière économique, est pure coquetterie, comment prendre au sérieux une telle déclaration? Ajoutez-vous, dans le Capital, du moins depuis la seconde édition du livre 1^{er}, la tournure hégélienne des formulations s'efface. Par ailleurs, certains auteurs, qui prenaient Marx au sérieux - certains scientifiques non marxistes en particulier - jugeaient qu'il valait mieux ignorer, chez l'économiste Marx, une méthode d'origine métaphysique et donc, sans doute, pas très recommandable. "Marx liebt es, écrit Schumpeter, 'von seinem Hegelianismus Zeugnis abzulegen und die hegelsche Ausdrucksweise zu gebrauchen. Dies ist aber auch alles. Nirgends hat er die positive Wissenschaft an die Metaphysik verraten" (2). L'interprétation marxiste de Marx, à l'époque de la Seconde Internationale, suit, grossièrement, la même ligne (3).

En fait cependant, une lecture sérieuse des textes économiques de Marx - et des témoignages de Marx sur sa méthode - ne permet guère de

mettre en doute l'importance qu'il accordait à la méthode dialectique. Dans une lettre à Engels, datée du 14 janvier 1858, il souligne le grand service que la logique de Hegel lui a rendu dans l'élaboration de sa matière. ("in der Arbeit des Bearbeitens") (4). Dans une de ses contributions, Alfred Schmidt relate ailleurs, qu'à l'époque de sa maturité Marx se remet à l'étude de la philosophie hégélienne (5).

On n'a pas, cependant, besoin de recourir aux lettres de Marx et à ses détails biographiques ; il suffit de lire les remarques méthodologiques figurant dans l'introduction à la Critique de l'Economie Politique, il suffit, sans avoir à lire les Grundrisse et la Critique. Dans ces textes, comme on l'a souvent souligné (6), et comme nous pourrions nous en convaincre (7), la relation entre le contenu économique et la forme dialectique est étroite au point qu'il est impossible d'examiner l'un en faisant abstraction de l'autre. Dans le Capital, sans doute, la structure dialectique de l'argumentation devient souvent inacceptable. Mais, d'un côté, Marx souligne, explicitement, dans la préface à la 1^{ère} édition qu'il a voulu rendre accessible au public ("popularisieren"), la difficile théorie de la valeur (8). D'un autre côté, les nombreuses remarques méthodologiques, disséminées à travers le texte tout entier du Capital (et des Théories sur la Plus-Value), témoignent suffisamment de ce que la méthode dialectique (9) n'a jamais été abandonnée.

Faut-il rappeler, par ailleurs, que ni Engels, l'ami intime de Marx, ni Lénine n'ont jamais douté ni de l'importance de la méthode dialectique dans les ouvrages de Marx ni de la dette de Marx à l'égard de Hegel? En vue de comprendre le Capital, juge Lénine, il faut avoir lu la totalité de la logique de Hegel. Il fallait, il est vrai, justifier cette affirmation.

Un très vif intérêt pour la méthode de Marx et, en particulier, pour les relations entre la dialectique marxienne et celle de Hegel, se manifeste après la publication des "Grundrisse zur Politischen Oekonomie" (c'est à dire de la 1^{ère} version ("Rohentwurf") du Capital, rédigée en 1857-58). Les Grundrisse parurent en URSS, en 1939 et 1941. Quelques rares exemplaires circulèrent en Occident après la guerre. Roman Rosdolsky, qui allait contribuer largement à raviver l'intérêt pour la dialectique marxienne, prit connaissance, en 1940, d'un exemplaire échoué dans une bibliothèque américaine (10). L'ouvrage fut réédité, en RDA, en 1953. Plus peut-être que dans tout autre texte de Marx (à l'exception, éventuellement, de Zur Kritik, rédigé en 58-59), l'article dialectique de la matière économique saute aux yeux.

Sous l'influence, en partie, de la publication des Grundrisse et d'un ouvrage de Rosdolsky sur la genèse du Capital, mais en partie, aussi, sous l'influence de l'intérêt grandissant pour Marx, toute une série de publications importantes sur la dialectique marxienne parurent au cours des années cinquante et, surtout, à partir de 1968. Parmi les contributions les plus intéressantes, écrites entre 50 et 70, il faudrait, peut-être, mentionner, dans les pays de l'Est, celles de Rosental et de Zeleny, et, en Occident, (si on met à part Altusser), plusieurs textes de Hans-Georg Backhaus et une thèse de H. Reichelt. Ce choix est cependant, sans doute, injuste.

Reichelt tenta, le premier je crois, de reconstruire, de façon plus ou moins détaillée, la synthèse marxienne de la forme-valeur et des catégories du travail et de capital. Par la suite, plusieurs contributions de R. Bubner, de A. Henrich et, plus tard, de H. F. Fulda et de M. Theunissen (parmi bien d'autres) apportèrent des précisions sur les relations entre la dialectique marxienne et Hegel.

Certaines questions sont relativement bien explorées aujourd'hui. D'autres, pour autant que je sois suffisamment informé, ne le sont qu'à peine. Les rapports entre les catégories de la logique hégélienne et la dialectique marxienne ne sont que, plus ou moins, prudemment évoqués. Les relations entre les synthèses parallèles des Grundrisse, de la Critique ainsi que des éditions I et II du 1^{er} livre du Capital ne semblent guère explorées. Les tentatives de reconstruction sérieuses dépassent à peine, pour autant que je sache, les débuts du Capital.

Ce que je me propose aujourd'hui est fort modeste. Nous examinerons et commenterons brièvement les indications fournies par Marx, sur sa méthode, dans l'introduction (non publiée de son vivant) à la Critique de l'Economie Politique. Ces indications étant, inévitablement - pour les raisons que nous verrons - peu satisfaisantes, il sera indispensable d'examiner, par la suite, en choisissant un exemple représentatif, comment la dialectique marxienne est, réellement, mise en oeuvre. Il nous faudra cependant, tout d'abord, définir brièvement l'objet des ouvrages économiques de la maturité. Ensuite, toujours avant d'examiner les indications fournies par Marx sur sa méthode, il sera, sans doute, utile d'évoquer, très brièvement, la dialectique hégélienne.

2. L'objet des ouvrages économiques de la maturité de Marx

2.1. A l'époque des Grundrisse (en 57-58), Marx se proposait encore d'examiner la société bourgeoise dans la presque totalité de ses aspects : production et circulation capitalistes, concurrence des capitaux, classes productives, société bourgeoise et Etat, relations extérieures de l'Etat, décomposition finale de la société bourgeoise. Cette liste est loin d'être complète (11). A l'époque du Capital - la première édition du tome paraît en 67 - Marx a considérablement limité l'envergure de son projet : étudiera la production et la circulation capitalistes (concurrence incluse) ("die kapitalistische Produktionsweise und die ihr entsprechenden Produktions- und Verhältnisse") (12).

2.2. Cette enquête ne doit pas être conçue - on l'a parfois présentée comme un simple prolongement de l'économie classique (de Ricardo en particulier). Il ne faut pas perdre de vue que l'ouvrage principal de Marx porte le sous-titre "Critique de l'Economie Politique". Dans le Capital (et plus nettement encore dans les Théories sur la Plus-Value), l'auteur soumet la critique radicale la méthode de ses prédécesseurs bourgeois - nous en examinons certains aspects - et se propose d'articuler d'une manière complètement nouvelle la matière économique.

2.3. L'objet de cette réarticulation, ou reconstruction, sera de mettre en lumière "die innere Organisation der kapitalistischen Produktionsweise" (13). Or nous verrons tantôt que la structure interne du mode de production capitaliste - par opposition à ses "Erscheinungsformen superficielles" - peut être reconstruite selon Marx que par une méthode, dialectique, qui articule les contradictions internes. La méthode dialectique, d'origine hégélienne, doit cependant être dégagée, dans un sens que nous verrons, de son gangue mystique et réduite à son noyau rationnel.

2.4. Marx pourra limiter l'envergure de son projet parce que - il le souligne dans une lettre à Kugelmann, datée du 28 décembre 1862 (14) - une fois que la structure catégoriale de la production et de la circulation capitalistes aura été mise en lumière, la théorie des aspects non encore traités - salaires, propriété foncière, commerce extérieur etc - s'établira sans trop de peine. "Was der Engländer the principles of political economy nennt, ist in diesem Band (zur Kritik) enthalten. Es ist die Quintessenz ... und die Entwicklung des Folgenden ... würde auch von andern auf Grundlage des Gelieferten leicht

aus ihrem sein".

3. Le sujet de la dialectique hégélienne

Marx s'étant, on s'en convaincra, largement inspiré de la dialectique hégélienne, il sera utile d'évoquer brièvement celle-ci. La chose est cependant délicate. La dialectique hégélienne ne peut pas être réduite à quelques règles de procédure définies, susceptibles d'être apprises. Il n'y a guère de forme dialectique invariante que l'on puisse abstraire du contenu - historique par exemple - qu'elle organise et qui puisse se traduire en règles. La procédure est très flexible, s'adapte à son objet et se modifie de cas en cas. Néanmoins les démarches dialectiques hégéliennes ont quelque chose en commun au sens, à peu près, où l'on peut dire que les gestes de plusieurs grimpeurs de falaise, qui s'y prennent pourtant différemment chacun, s'apparentent malgré tout. Hegel a tenté lui-même, à la fin de la Logique (15), de décrire les traits par lesquels s'apparentent les démarches dialectiques. Nous pourrions nous contenter d'en évoquer quelques-uns, en insistant toutefois sur ceux qui semblent, aussi, caractériser la dialectique marxienne ou, au contraire, Marx éliminera.

1.1. La dialectique hégélienne présente, on l'a souvent relevé, un côté descriptif. Elle prétend, en se modelant sur son objet, "die Dinge an und für sich selbst zu betrachten", "sie allein vor sich zu haben" (16).

1.2. Le point de départ est, en principe, fourni par une totalité concrète médiatisée. Il est possible, bien entendu, de se limiter, à son égard, à une "begrifflose Betrachtung". Toute tentative de penser l'immédiat, toutefois, révèle que celui-ci est toujours déjà différencié en lui-même et suppose, toujours déjà, une médiatisation. ("Die konkrete Totalität ... ist als Konkretes in sich unterschieden" (17), "zeigt sich als das Andere seiner selbst" (c'est à dire comme non - immédiateté - indifférenciée) "und hiermit als Vermitteltes" (18).

La pensée dialectique, en se calquant sur l'objet, prétend "was in ihm immanent ist zum Bewusstsein zu bringen" (19). En suivant et en déployant les différenciations et les articulations immanentes à l'objet, elle prétend reconstruire (ou plutôt elle prétend laisser se réarticuler, se reconstruire) l'immédiat concret qui semblait, tantôt, inarticulé. ("Dies Resultat (qui coïncide avec un retour au point de départ) hat nun als das in sich gegangene Ganze, sich die Form der Unmittelbarkeit wiedergegeben").

3.3. Cette démarche - j'insiste sur ce point parce qu'il peut, éventuellement, contribuer à mieux faire comprendre Marx - est présentée comme étant analytique (l'immédiat s'articule en autre chose que lui-même) et synthétique (il se réarticule par un mouvement immanent à son propre concept). ('Die Synthese ist das Produkt der eigenen Reflexion der Begriffe' (20)).

3.4. Toute tentative de penser l'objet - d'en reconstruire les articulations immanentes - par des concepts fixes, pétrifiés en quelque sorte, échoue. La reconstruction de ce type se révèle inadéquate à son objet. Des inconsistances et des contradictions se manifestent. Les concepts doivent être rendus fluides. N. Hartmann caractérise la dialectique hégélienne comme un continuel "Umlernen und Umdenken" (21).

D'un autre côté, les déterminations abstraites, parce qu'incapables de saisir l'objet renvoient au delà d'elles-mêmes vers l'articulation globale, celle de la totalité concrète qui est toujours supposée.

3.5. La négativité est le moteur, en quelque sorte, de la démarche dialectique. L'objet est, provisoirement, appréhendé dans une détermination conceptuelle. Celle-ci, en raison des exigences immanentes à l'objet, se révèle insuffisante. Elle est remplacée par une seconde détermination (II). Celle-ci est "das Negative des Ersten" (22). Mais elle est une négation définie qui enveloppe en elle-même, comme moment dépassé, la détermination niée ("Es ist das Andere des Ersten, das in sich selbst ... die Bestimmung des Ersten in sich" (23). Bref, la détermination (II) ("das Andere eines Anderen") enveloppe en elle une contradiction. "Darin schliesst sie ihr eigenes Andres in sich und ist somit als der Widerspruch der gesetzten Dialektik ihrer selbst" (24). Cette négativité interne (ce rapport négatif à soi) est "der innerste Quell aller Tätigkeit, lebendige und ewige Selbstbewegung, die dialektische Seele" (25). En raison de sa négativité interne, la détermination II renvoie au delà d'elle-même à une troisième détermination (III) "das Negative des Negativen" (26) qui coïncide avec une "Aufhebung des Widerspruchs". C'est, bien entendu, une réarticulation dans laquelle l'articulation I, insuffisante et niée dans la négation définie (II), est réarticulée.

Cette description de la démarche dialectique (15) est désespérément formelle; mais elle a, sans doute, inspiré Marx.

3.6. La totalité concrète originelle s'oppose à la pensée qui l'approche du dehors. L'objet, cependant, se résorbe, par la suite, dans ses déterminations conceptuelles. La pensée découvre qu'il n'y a rien dans l'objet qui ne procède d'elle. Hegel, on le sait, est idéaliste. Au cours du processus cognitif, la pensée prend sur elle tout ce qui s'oppose à elle, originellement, dans son objet. Elle se révèle à elle-même comme étant la totalité du réel. Ce qui équivaut à dire que (selon des modalités qu'il n'importe pas de préciser ici) la totalité du déploiement conceptuel coïncide avec la totalité du développement réel de l'univers. Marx achoppera, bien entendu, à ce présupposé de la métaphysique hégélienne.

Quelques caractéristiques marquantes de la dialectique marxienne

Dans une lettre à Engels, datée de janvier 1958, Marx écrit: "In der Methode des Bearbeitens hat es mir grossen Dienst geleistet ... dass ich Hegels Logik wieder durchblättern hatte. Wenn je wieder Zeit für solche Arbeit kommt, habe ich grosse Lust, in zwei oder drei Druckbogen das Rationelle an der Methode die Hegel entdeckte, aber zugleich mystifiziert hat, dem gemeinen Menschenverstand zugänglich zu machen" (27). Malheureusement Marx n'a jamais écrit ces pages. Il n'a, par ailleurs, jamais explicitement indiqué ni en quoi la logique de Hegel lui fut utile, ni quel était, en fait, d'après lui, le noyau rationnel de la méthode hégélienne (28).

Il a, par contre, rédigé quelques pages sur sa propre méthode (il n'a d'ailleurs qualifié explicitement celle-ci de dialectique) et il a, très schématiquement, confronté sa méthode à celle de Hegel. Ces pages forment le troisième chapitre de l'introduction (non publiée de son vivant (29)) à la Critique de l'Economie Politique.

Marx commence par y distinguer deux façons de procéder.

1. Deux façons de procéder (30).

Si on veut étudier un pays donné, dans la perspective de l'économie politique, on peut aborder son sujet de deux manières. On peut partir du réel concret. On choisira, alors, comme point de départ, la population, c'est à dire le sujet de la production sociale globale. Mais la totalité concrète 'population' est un immédiat inarticulé ("eine chaotische Vorstellung") (31). L'articuler revient à régresser jusqu'à la notion de classe qu'elle suppose, puis jusqu'aux notions de travail et de capital que suppose ('unterstellt') la notion

de classe, enfin jusqu'aux notions abstraites plus simples d'échange, de division du travail etc. supposées par celle de capital. Les économistes du 18^e siècle optaient pour cette première voie. Mais une fois que les notions de valeur, division du travail etc étaient quelque peu définies, les auteurs de systèmes économiques (entendez les économistes classiques Smith, Ricardo en particulier) partaient de ces notions simples ou relativement simples pour remonter aux totalités concrètes. "Das letztere ist offenbar die richtige Methode" (32).

Marx semble s'aligner ici sur les économistes classiques. Nous verrons, dans quelques instants, que tel n'est pas le cas.

La méthode correcte en économie politique, juge-t-il, consiste à remonter de l'abstrait au concret. Elle consiste, plus exactement, dans la reconstruction du donné concret immédiat à partir de moments abstraits. "Die Konkrete ist konkret, weil es die Zusammenfassung vieler Bestimmungen ist, die Einheit des Mannigfaltigen. Im Denken erscheint daher der Prozess der Zusammenfassung als Resultat" (33).

Si la méthode scientifique proprement dite est synthétique, constructive, cette synthèse suppose cependant une démarche analytique préliminaire.

4.2. L'analyse

Dans la Postface à la 2^{ème} édition du 1^{er} livre du Capital, nous lisons: "Allerdings muss sich die Darstellungsweise von der Forschungsweise unterscheiden. Die Forschung hat den Stoff sich im Detail anzueignen, seine verschiedenen Entwicklungsformen zu analysieren und deren inneres Band wahrspüren. Erst nachdem diese Arbeit vollbracht, kann die wirkliche Bewegung sprechend dargestellt werden" (34). Cette remarque est d'une importance considérable pour la compréhension du Capital. L'analyse, qui est le fait de la recherche ("Forschung") est achevée avant que l'exposé (la Darstellung) qui coïncide avec le déploiement de la démarche synthétique) ne soit abordé. Entendons que l'ensemble des réflexions qui ont amené Marx à choisir son point de départ, formé par la marchandise et la forme-valeur, dans le Capital autant que dans les Grundrisse et dans la Critique - appartiennent au stade de la recherche, sont antérieures à celui de l'exposé et ne sont donc plus (ou du moins plus guère) (35) thématiques dans celui-ci.

Le travail abstrayant qui dégage la notion centrale de forme-valeur se fait à deux niveaux.

1^{er} niveau: décomposition du mode de production capitaliste déjà constitué.

Le point de départ de la recherche coïncide avec la totalité concrète du mode de production, de circulation et de reproduction capitaliste, telle qu'elle sera reconstruite au troisième tome du Capital (coïncidence du point de départ et du résultat). (35) Cette totalité concrète enveloppe l'interaction des différents capitaux (la concurrence) et le processus d'offre et de demande. De cette totalité concrète, Marx abstrait le processus de circulation, traité, plus proprement, au tome II, et le processus de production, traité au tome I. En examinant ces deux processus, il fait abstraction, progressivement, de l'influence de tout facteur étranger (35), afin d'en dégager la structure toute nue. Le processus de recherche consiste (au niveau 1) à réconstituer de la structure globale observée, déjà épurée de facteurs contingents, les éléments sans lesquels elle ne peut pas être conçue et aux connexions entre ces éléments.

2^{ème} niveau. L'analyse préliminaire ne porte pas cependant uniquement sur le processus de production capitaliste pleinement constitué, mais aussi sur les stades successifs de sa genèse historique (ses "Entwicklungsformen"). En fait, certains chapitres historiques, insérés dans le 1^{er} livre du Capital - en particulier le chapitre 24, consacré à l'accumulation originaire, et le chapitre 13 qui porte sur la genèse de la grosse industrie - révèlent certains résultats de l'analyse historique préliminaire. Ils révèlent quels sont les éléments concrets considérés comme essentiels, par Marx, dans la genèse du mode de production capitaliste. C'est, premièrement, la confrontation entre des capitaux plus ou moins importants (constitués à la suite de circonstances historiques particulières, dans une accumulation précapitaliste) et d'ouvriers qui ne disposent (en raison, encore, de circonstances historiques définies) que de leur seule force de travail. C'est en second lieu, un processus d'abstraction sociale. En fait, au cours de la constitution de la grosse industrie, le travail, peu à peu, n'est plus considéré que comme pure dépense de force productrice, abstraction faite de ses déterminations concrètes ("Gleichmachung der Arbeiter" (36) (cf cependant p. 54 où ceci sera nuancé). Nous voici aboutis - dans une approximation provisoire - à la catégorie de travail abstrait à laquelle renvoie, précisément, selon Marx, la forme - valeur de la marchandise.

Si, en principe, l'analyse est antérieure à l'exposé, une démarche analytique, cependant, en fait partie: celle qui permet à Marx de régresser la dyade valeur d'usage - valeur d'échange à celle de travail concret - travail abstrait. Nous l'examinerons plus soigneusement par la suite. Il sera utile pendant de l'évoquer brièvement ici.

Toute marchandise est, à la fois, valeur d'usage et valeur d'échange (cf cependant 5.1.). La valeur d'usage exprime le travail concret qui y est investi (du travail de cordonnier par exemple). La valeur d'échange d'une marchandise donnée se reflète dans une quantité donnée d'une autre marchandise avec laquelle elle est échangeable. Or deux marchandises ne sont échangeables qu'elles ont quelque chose en commun. Ce quelque chose ne peut être que du travail social abstrait. (Ce qui est commun au soulier et à la veste n'est ni du travail de cordonnier ni du travail de tailleur. C'est du travail (socialement) abstrait de ces caractéristiques concrètes: c'est du travail social tout nu. (Ce qui s'expliquera par la suite). Le travail investi dans une marchandise donnée présente, dès lors, des caractéristiques contradictoires. Il est, à la fois concret et abstrait.

Cette démarche analytique est intéressante à plusieurs égards.

1. Elle est régressive. Elle remonte de caractéristiques immédiatement attribuées à des objets à leurs conditions non immédiatement manifestes (travail concret et abstrait).
2. Elle procède de caractéristiques superficielles, apparentes (Erscheinungsformen) à des caractéristiques profondes (Kerngestalten) voilées. A la surface il paraît que la valeur est une caractéristique propre aux marchandises comme leur couleur ou leur poids. Ou il paraît que c'est une caractéristique qui s'échoit en raison de la circulation. En fait, ce n'est que la "Erscheinungsform" d'une caractéristique sociale voilée (du caractère abstrait du travail social). Semblablement il peut paraître à la surface que le profit se constitue dans la circulation. En fait, Marx se croit en mesure d'établir qu'il est une "Erscheinungsform" de la plus-value créée dans le processus de production.

Le vocabulaire de Marx est intéressant à cet égard. Ce qu'il entend dégager est le "inneres Getriebe" (37), "le 'innerer Zusammenhang' der Erscheinung", la "innere Physiologie", le "verborgener Bau" (38) du mode de production capitaliste. Dans un sens que nous aurons à examiner, cette démarche est considérée comme démystifiante. Elle élimine une "Verkehrung" (inversion, défiguration) dans les "Erscheinungsformen" des structures profondes.

La démarche régressive qui procède de la surface à la "Kerngestalt" aboutit à des caractéristiques et des relations sociales qui supposent, dans leur forme développée, tout un mode de production. Celui-ci est le présupposé réel du processus observé.

La démarche régressive met en lumière une caractéristique contradictoire qui s'exprime, d'une manière qu'il faudra examiner, dans la "Erscheinungsform" superficielle. L'ensemble de la synthèse, ou reconstruction dialectique, est un "Problemlösen", à différents niveaux, de cette contradiction originaire.

4.1. La synthèse

La synthèse a pour objet de reconstruire, progressivement, à partir de déterminations simples, dégagées par l'analyse préliminaire, la totalité concrète du mode de production capitaliste. Marx se propose, en fait, de reconstruire, en remontant le déploiement de la contradiction originaire, la forme-valeur, puis les catégories - nous expliquerons plus loin ce terme - d'argent, de prix, de plus-value, de capital etc.

Il sera intéressant - avant même de mettre en lumière quelques problèmes concernant la synthèse marxienne et d'en examiner quelques caractéristiques - de nous attarder un instant aux remarques critiques par lesquelles Marx se distance de la synthèse (mais non seulement de la synthèse) des économistes classiques (de Ricardo en particulier) et de Hegel.

Les économistes classiques eurent le grand mérite, juge Marx, de mettre en lumière que la valeur de la marchandise est l'expression du travail investi. Mais ils furent incapables de comprendre réellement l'articulation du travail en travail concret et en travail abstrait. Ils ne furent pas à même, surtout, de reconstruire, à partir de la catégorie de travail, celles de valeur et d'argent. En raison de leur incapacité de reconstruire ces catégories, ils ne comprirent jamais rien au mystère de l'argent. Ils se contentèrent de constater que le résultat de leur analyse était compatible avec les catégories et structures complexes. Par ailleurs, ils ne comprirent pas les présupposés historiques de la genèse de la catégorie de travail. En raison de leur manque de sens historique, ils ignoraient que les lois gouvernant les processus économiques observés n'avaient pas de validité éternelle, qu'elles étaient tributaires d'un mode de production apparu dans des circonstances historiques et condamné à disparaître dans des circonstances historiques.

Marx sut le mérite d'élaborer la méthode dialectique, la méthode de synthèse

médiatisante. Mais il eut le tort de faire coïncider la réalité avec l'automouvement de la Raison. ("Hegel geriet ... auf die Illusion das Reale als Resultat sich in sich zusammenfassenden, in sich vertiefenden und aus sich selbst in sich den Denkens zu fassen")(39). Marx, contrairement à Hegel, est réaliste. La dialectique ne coïncide pas avec un illusoire automouvement de la Raison. La réalité est irréductiblement transcendante à la pensée. La fonction de la dialectique est, et n'est que, de reproduire une réalité extérieure (41).

Dans la Préface à la seconde édition du livre I^{er} du Capital, Marx propose de démystifier la dialectique hégélienne. Elle était mystique et renversante, en plongeant toute réalité dans l'unité enveloppante de la Raison. Marx se propose, par ailleurs, de remettre sur ses pieds la dialectique qui était placée, chez Hegel, sur sa tête. ("Sie steht bei ihm auf dem Kopf. Ich muss sie umstülpen")(42), la retourner. Comme on retournerait un gant en faisant apparaître au dehors ce qui était caché, et inversement (43). Hegel considérait comme noyau du réel l'automouvement de la Raison et le processus matériel comme "äussere Erscheinung". Marx redressera les choses.

Nous touchons ici à une aporie de la dialectique marxiste, dont il était, d'ailleurs, parfaitement conscient (44).

L'aporie concerne le statut des catégories. Une catégorie est, chez Marx, un instrument de description de formes sociales (45) ("dass Kategorie Daseinsformen ... (einer) bestimmten Gesellschaft ... ausdrücken") (46). Par forme, il entend une relation ou un complexe de relations (47). La catégorie est donc un terme de relation référant à une relation abstraite, plus ou moins complexe, instantiée par des processus sociaux.

L'aporie que Marx doit affronter est celle-ci: Dans la philosophie hégélienne, la Raison enveloppant la totalité du réel, on comprend sans peine que les catégories de la pensée appréhendante correspondent aux structures de l'objet appréhendé. Mais il en est autrement chez Marx. L'objet est irréductiblement transcendant à la pensée. La médiation entre le concept et l'objet réel ne peut pas être conçue comme elle l'est chez Hegel (48). Puisque l'objet est transcendant à la pensée, il est loin d'être évident que la méthode dialectique soit encore applicable (49). Il paraît que, désormais, les articulations du réel ne peuvent être saisies de concepts, par l'intermédiaire duquel nous prétendons appréhender l'objet.

se réduisent aux articulations d'un modèle conçu par nous. Ce modèle se réduit, en fait, à un instrument d'explication, éventuellement de prédiction et d'intervention plus ou moins efficace, dans le réel. Avec quel droit prétendre qu'il n'est pas seulement, au sens indiqué, un instrument efficient mais qu'il représente réellement la structure interne de l'objet étudié?

La réponse de Marx, fort classique en somme, nous est déjà partiellement connue et semble d'ailleurs limiter l'applicabilité de la dialectique aux sciences humaines (ou à certaines sciences humaines). La voici. La réduction du travail au travail abstrait, lisons - nous dans "Zur Kritik" ... (50) erscheint als eine Abstraktion, aber es ist eine Abstraktion, die in dem gesellschaftlichen Produktionsprozess täglich vollzogen wird. Entendez que les catégories du travail abstrait en particulier, par l'intermédiaire desquelles nous reconstruisons la production capitaliste, correspondent à des abstractions immanentes aux processus réels, inconsciemment constituées par nous, au cours de l'histoire, et dominant le mode de production capitaliste. Elles dominent le processus parce que, inconsciemment, nous les avons mises en lui. (Cette formulation kantienne ne me paraît pas illicite ici). La médiation de la pensée et du réel est, dès lors, différente, sans doute, de ce qu'elle était chez Hegel, mais semblable. La pensée dialectique se modèle sur les déterminations abstraites immanentes à son objet et reproduit les modalités selon lesquelles ces déterminations se déploient.

La dialectique marxienne a, en commun avec celle de Hegel d'être mue par la puissance du négatif. Voilà d'ailleurs son noyau rationnel (50b). Toute la reconstruction catégoriale du mode de production capitaliste coïncide avec la reconstruction d'un "Prozessieren" de la contradiction originaire. Marx reconstruit, comme Hegel, un automouvement. Ce n'est pas, toutefois, celui d'une imaginaire Raison. C'est celui de la contradiction originaire, inscrite dans la production et circulation capitalistes, et déployée dans la forme - valeur et dans le Capital. A l'automouvement de la Raison correspond, chez Marx, l'automouvement de la valeur, puis du Capital. Marx qualifie d'ailleurs, on le saura, le capital de sujet automatique (51).

La dialectique marxienne se distingue, cependant, de celle de Hegel sur le point suivant. Dans la dialectique hégélienne, les contradictions sont médiatisées dans une unité supérieure. Tel, n'est pas le cas chez Marx.

Je cite Fulda: "Für die Dialektik ergibt sich ..., dass sie nicht mehr jeweils von einer unmittelbaren Einheit fortschreiten darf zu einer tieferen Vermittelungseinheit; sondern sie wird jeweils zu einem wesentlichen Widerspruch führen, der einen grösseren Bereich von Erscheinungen beherrscht und daher auch weiterreichende Folgen hat" (52). En fin de compte, l'automouvement du Capital aboutit à l'autodestruction du mode de production capitaliste. ("In ihrer rationalen Gestalt ist (die Dialektik) dem Bürgertum und seinen doktrinären Wortführern Aergernis und ein Greuel, weil sie in dem positiven Verständnis des Bestehenden auch das Verständnis seiner Negation, seines notwendigen Unterganges einschliesst ...") (53) La théorie de Marx est, comme le relève Fulda, "eine Anthropentheorie" (54).

5. Un exemple de démarche dialectique: la forme-valeur et la catégorie d'argent

Les indications que nous venons de donner sont, bien entendu, très abstraites et trop schématiques. Elles ne sont d'ailleurs pas seulement insuffisantes en raison de leur abstraction et de leur caractère, inévitablement, schématique. Elles le sont surtout parce que - pas davantage que la dialectique hégélienne - celle de Marx ne peut, en principe, être ramassée en quelques formules ou décrite par quelques caractéristiques dans lesquelles elle s'épuiserait. On peut, moins encore, comme l'ont voulu certains, être monnayée en quelques préceptes méthodologiques. Marx paraît s'être parfaitement rendu compte de cette caractéristique de sa méthode. Lassalle, constate-t-il ironiquement, croit qu'il existe des procédures dialectiques toutes faites. "(Aber) ... die dialektische Methode wird falsch angewandt. Hegel hat nie die Subsumption einer Masse von 'cases' under a general principle Dialektik genannt" (55).

Nous ne pourrions comprendre - quelque peu sérieusement - ce qu'est la méthode marxienne qu'en tentant de reconstruire l'une ou l'autre de ses analyses et synthèses dialectiques. Or vous saurez peut-être que, dans une lettre à Engels, datée du 24 août 1869, Marx souligne que la partie la plus réussie du Capital est "der gleich im ersten Kapitel hervorgehobene Doppelcharakter der Arbeit, je nachdem er sich in Gebrauchswert oder Tauschwert ausdrückt; 2. die Behandlung des Mehrwerts unabhängig von seinen besonderen Formen als Profit, Grundrente etc." (56). Puisque, selon le propre témoignage de Marx, la partie la plus réussie du Capital est la reconstruction dialectique de la forme-valeur à partir de la dyade travail concret - travail abstrait (synthèse qui se prolonge dans celle de la catégorie d'argent) ainsi que la reconstruction de la

forme de plus-value (qui procède partiellement de celles que nous venons d'évoquer), notre choix se fera sans trop de peine. Nous reconstruirons - pour autant que cela sera possible en si peu d'espace - la synthèse dialectique des premières, au moins, de ces notions.

Nous nous appuierons, tout particulièrement, sur la Critique de l'Economie Politique - l'agencement de la synthèse y est la plus nette - mais aussi sur les Grundrisse et le Capital. Il paraît licite, en effet, de considérer, en principe, la Critique et le Capital comme unité. Dans la Préface à la première édition du livre 1^{er} du Capital, Marx présente celui-ci comme suite de la Critique de l'Economie Politique. Le premier chapitre du Capital n'est, indique-t-il, qu'un résumé de celle-ci (57). Dans ce 1^{er} chapitre, Marx renvoie, de plus, ailleurs, plusieurs fois le lecteur à "Zur Kritik . . ." Il ne semble donc pas s'y distancer de la synthèse développée dans cet ouvrage. La Critique, d'un autre côté, n'est qu'une tentative de rédaction complète du 1^{er} chapitre des Grundrisse.

1. la démarche analytique

Revenons encore - pour de bon cette fois - à la forme-valeur.

La richesse des sociétés capitalistes - c'est sur cette constatation que débute le Capital - se présente comme une énorme collection de marchandises ("erscheint als eine ungeheure Warensammlung") (58). Les marchandises se présentent sous deux faces. D'un côté, en raison de leurs qualités concrètes, de leur utilité, elles ont une valeur d'usage définie. D'un autre côté - cette formulation sera revue par la suite - elles sont douées, chacune, de valeur d'échange. Celle-ci paraît ("scheint") être toute accidentelle, variable selon les circonstances. Elle semble se réduire à la proportionnalité quantitative selon laquelle les valeurs d'usage s'échangent contre d'autres. Et c'est ainsi, en fait, que bien des économistes l'ont comprise. Cette apparence est cependant trompeuse, juge Marx. "Betrachten wir die Sache näher" (59).

La quantité définie x de marchandise A s'échange contre la quantité définie y de marchandise B, la quantité définie z de marchandise C etc. Ce qui est bien paradoxal à première vue. Par leurs caractéristiques concrètes, observables - que A soit du tissu, B du café, C du thé - ces marchandises n'ont rien en commun. Et pourtant, elles sont posées comme équivalentes ("ersetzbar") (60). Elles ne peuvent l'être, juge Marx, que dans la mesure où,

abstraction faite de leurs caractéristiques observables différentes, elles sont réductibles à quelque chose qu'elles ont en commun ("ein Gemeinsames"). Concrètement, toutes leurs caractéristiques physiques, observables sont différentes. Les marchandises ne peuvent avoir en commun qu'une caractéristique non physique, une caractéristique sociale, celle d'être des produits de travail humain. Pour que les produits soient posés comme équivalents, les travaux investis, à leur tour, doivent être posés comme s'équivalant. Le travail investi dans le produit et le dépôt (Gallerte, Materiatur) de travail social abstrait. Une quantité définie x de A est échangeable contre une quantité définie y de B parce que ces deux quantités sont le produit d'une même quantité de travail social. A, B et C, cependant, ne se présentent pas comme exprimant la même quantité de travail. Elles se présentent comme ayant la même valeur. La valeur est, dans la circulation, la "Erscheinungsform" de la quantité de travail abstrait dépensé.

Nous pourrions redresser maintenant une formation ambiguë dont nous sommes partis (et dont Marx part lui-même en fait) (61). La marchandise n'a pas valeur d'usage et valeur d'échange, mais valeur d'usage et valeur. Dans la mesure cependant où, dans l'échange, la marchandise B - posée comme étant équivalente à la marchandise A - est le miroir de la valeur de celle-ci, la valeur de A s'exprime dans la "Erscheinungsform" de la valeur d'échange.

Tout au début du Capital (62), Marx se vante d'avoir été le premier à mettre en lumière (dans "Zur Kritik ...") que le travail, la substance source de la valeur, présente, à son tour, deux faces ("zweischlächtige Natur der der Ware enthaltenen Arbeit").

Revenons, une fois de plus, afin de mieux comprendre cette ambivalence, au double aspect - aux deux caractéristiques, contradictoires, jugées de la marchandise. Elle est valeur d'usage et, en tant que telle, elle est un objet concret doué de caractéristiques physiques définies. (Si elle n'avait pas ces caractéristiques, elle ne serait pas une marchandise; elle ne serait pas susceptible de trouver un preneur.) D'un autre côté, elle est valeur. En tant que telle, elle est un objet abstrait. Entendez: elle n'est valeur mieux: elle n'est en forme-valeur (Wertform), c'est-à-dire susceptible d'être échangée) que s'il est fait abstraction de ses caractéristiques physiques.

En tant que valeur, elle est réduite à une caractéristique sociale abstraite. Elle est, selon une formulation pittoresque de Marx, réduite à une "gespenstige Wesenlichkeit" (63). Bref pour être marchandise, c'est à dire pour réunir toutes les conditions auxquelles doit satisfaire un objet échangeable, le produit doit être à la fois un objet concret et un objet abstrait. Ces deux caractéristiques, contradictoires, de la marchandise sont l'expression de deux caractéristiques contradictoires du travail. D'un côté, afin de créer un produit concret, doué de valeur d'usage et venant au marché pour s'échanger, en raison de son utilité, contre d'autres marchandises, le travail doit être à la fois le travail concret d'un producteur (plus ou moins) spécialisé et travail individuel (travail d'un producteur autonome, artisan ou industriel peu importe). En raison du caractère concret du travail, le produit est un objet concret. Si le producteur n'était pas individuel, autonome, si le produit était, par exemple, le fait d'une collectivité agricole patriarcale, subvenant à ses propres besoins, le produit n'aurait pas, ou n'aurait que par accident, le caractère de marchandise. Or Marx analyse un mode de circulation dans lequel tout produit est toujours déjà marchandise. D'un autre côté, un produit doué de valeur d'échange, c'est à dire susceptible d'être posé comme étant équivalent à une autre marchandise doit être travail social abstrait.

Bref, le travail doit être à la fois concret et individuel et abstrait et social.

Nous savons déjà que toute la synthèse de la forme-valeur, de la catégorie d'argent et de celle de capital ne sera, à des niveaux d'articulation successifs, que le déploiement dialectique de la contradiction originelle que nous venons d'évoquer. Or cette contradiction n'a rien d'accidentel, dans la perspective de Marx. Elle est l'expression d'une caractéristique structurale du mode de production capitaliste.

Sans doute, dans une société primitive, disons tribale, les produits peuvent-ils, par accident, être échangés contre les produits de la tribu voisine. Marx, cependant, ne s'intéresse pas, nous venons de la voir, dans son analyse, à ce type d'échange. Il s'intéresse à la circulation dans une société comme la nôtre où, en principe, tout produit est destiné au marché; tout produit est, en principe, toujours déjà (du moins virtuellement) marchandise. Et non seulement tout produit mais aussi, juge-t-il (le point sera d'importance dans la synthèse de la notion de Capital), la force de travail humaine. Ce type de

circulation de marchandises suppose, juge-t-il, que le travail soit à la fois travail concret de producteurs autonomes et un travail social abstrait.

Or, pour que tous les produits soient, en principe, toujours déjà (au moins virtuellement) marchandises, il faut que le travail social abstrait domine toute la production et satisfasse aux conditions suivantes :

C1 Il faut que, dans la production, tous les processus de travail soient, de la même manière ou d'une autre, connectés et qu'ils forment un système (travail social abstrait).

C2 Il faut - afin que les produits de tous les secteurs de production différents soient commensurables - que les différents types de travail concret et social abstraits de leurs caractéristiques propres et posés, socialement, comme des dépenses équivalents en tant que travail (dépense productive, sociale d'énergie). (Ce qui importe ici n'est pas, bien entendu, la dépense physiologique d'énergie, mais la "Gleichsetzung" sociale (travail social abstrait).

C3 (liée à C2) Il faut que les travaux de qualification différents soient pris en compte comme étant équivalents: x heures de travail qualifié équivaudront, par exemple, à y heures de travail non qualifié. La mesure du travail social abstrait en termes d'effort, sa durée.

C4 Il faut que les quantités de travail social employées dans plusieurs entreprises du même secteur soient réduites à une quantité moyenne sociale de travail à investir (travail socialement nécessaire).

Voilà pour la démarche analytique. Elle dégage, on le voit, les conditions, plus ou moins simples, catégoriales, de la production capitaliste et met en lumière certaines connexions entre ces conditions.

5.2. La démarche synthétique.

5.2.1. Remarques préliminaires

Avant d'aborder la démarche synthétique, il sera utile de faire - quitte à le répéter - plusieurs remarques qui pourront nous éviter certains malentendus.

R 1 Les relations entre le mode de production capitaliste et les catégories de travail abstrait en particulier - sont examinées dans deux perspectives différentes.

1.1. Dans une perspective logique. La totalité concrète (le mode de production capitaliste) suppose les catégories. La totalité est médiatisée par les catégories. D'un autre côté, les catégories, comme moments du tout enveloppant, supposent la totalité. Elles ne sont pleinement comprises ou pleinement déployées qu'au moment où le système de relations catégoriales, auquel elles appartiennent, est reconstruit. Dans cette perspective, synchrone, totale

et les catégories se supposent mutuellement.

1.2. Mais il existe une autre perspective qui met en lumière, diachroniquement, certaines relations génétiques historiques entre les catégories et la totalité. D'un côté, la genèse de la totalité suppose la genèse historique des catégories définies qui en articulent la structure (celle de travail social par exemple, qu'il ne faut pas confondre avec la catégorie universelle de travail). D'un autre côté cependant, la genèse, sous sa forme achevée, d'une catégorie définie suppose la genèse achevée de la totalité (65).

1.3. On pourrait se demander, dès lors, si l'ordre de la reconstruction logique de la totalité concrète (de la synthèse) et l'ordre de la genèse historique de la totalité ne se répondent pas point à point (homomorphisme). L'ordre de l'apparition des catégories dans la synthèse ne correspond-elle pas à l'ordre de leur apparition historique? La synthèse n'a-t-elle pas, aussi, une signification historique? Non, guère, juge Marx. L'histoire ne suit pas des chemins aussi simples. Ce qu'il entend, au juste, par là n'est guère sérieusement exploré. Quoi qu'il en soit, la genèse logique ne reflète pas, selon Marx, un ordre de genèse historique. Elle ne décrit pas la genèse du capitalisme, comme on a pu le croire.

1.4. On pourra douter que toutes les catégories reconstruites soient celles du mode de production capitaliste. Dans la synthèse, il intervient des catégories, dont celles de valeur et d'argent, qui sont bien plus anciennes que le capitalisme. Sans doute. N'oublions pas cependant qu'elles sont considérées comme étant des moments du déploiement de la catégorie de travail concret - abstrait qui, elle, suppose la production capitaliste. Ce présupposé étant donné, la catégorie de valeur telle qu'elle est examinée, se déploie, d'elle-même, en catégorie d'argent et en catégorie de capital. Elle se présente, provisoirement, sous la forme d'une catégorie plus ancienne tant qu'elle n'est pas pleinement déployée.

1.4.2. Synthèse.

L'analyse étant achevée, c'est à dire certaines catégories relativement simples étant mises en lumière, certaines autres (la forme - valeur et la catégorie d'argent, en particulier) n'en restent pas moins mystérieuses.

La valeur qui se présente, immédiatement, comme une caractéristique de marchandises est, et ne peut être, juge Marx, que l'expression d'une réalité sociale. Mais pourquoi le travail social abstrait se présente-t-il, pour les

usagers du marché, comme une caractéristique des marchandises"? Ou, au contraire, vient au même: pourquoi une réalité sociale se présente-t-elle sous la forme d'une "Verdinglichungsform" voilée, aliénée, d'une caractéristique d'objets ou d'une relation entre objets? Comment rendre compte de cette "Verdrehung" mystérieuse?

Jusqu'ici, il a pu paraître que la marchandise, considérée dans une isolation abstraite, est, immédiatement, valeur d'usage et valeur d'échange. En fait, un produit n'est marchandise - et donc valeur et valeur d'usage - que par sa relation avec d'autres marchandises dans la circulation. Si nous tentons cependant de penser les corrélations des marchandises dans l'échange, nous nous heurtons à la difficulté suivante:

1. D'un côté, les marchandises ne présentent pas immédiatement les caractéristiques de valeur d'usage et de valeur d'échange. Elles ne les prennent qu'à l'échange.
2. L'échange dans lequel elles revêtent ces caractéristiques paraît cependant impensable. L'instauration de l'échange semble supposer la réalisation de conditions incompatibles. L'incompatibilité de ces conditions s'exprime dans un cercle vicieux.
3. L'échange est cependant réel. Il faudra donc trouver une forme dans laquelle les conditions incompatibles, antagonistiques peuvent être réalisées à la fois et dans laquelle leur antagonisme peut se développer.

Précisons quelque peu

ad 1 D'un côté, la marchandise, considérée isolément, est douée de valeur d'usage et elle ne l'est pas. Elle est un objet doué de propriétés utiles. Mais elle n'a pas de valeur d'usage pour celui qui la porte au marché. Pour lui, elle n'est que le substrat matériel d'une valeur d'échange. Elle n'a de valeur d'usage que pour le propriétaire d'une autre marchandise. Pour P1, elle ne devient valeur d'usage - c.à.d. ne lui permet d'acquiescer aux besoins-vivres qui existent dans la valeur d'usage d'autres marchandises - que si elle change de propriétaire, c'est-à-dire si elle s'actualise comme valeur d'usage. Ce qui vaut pour P1 vaut aussi pour P2. Le produit ne devient pour lui, actuellement, valeur d'usage que s'il est échangé. D'un autre côté, la marchandise n'est pas immédiatement valeur d'échange. Immédiatement, elle n'est que l'objectivation d'un travail individuel concret.

"Pourquoi cela?" vous demanderez vous. La démarche analytique n'a-t-elle pas mis en lumière que la marchandise est valeur et donc (au

point de vue de la valeur d'échange, en tant qu'elle incarne une quantité donnée de travail social abstrait? Marx ne se contredit-il pas en jugeant maintenant que la marchandise, le produit du travail social, n'est pas immédiatement valeur d'échange? - Mais non. Ne perdons pas de vue quel est l'objet de la démarche synthétique. Il s'agit de montrer comment il se peut que le travail se présente sous la forme d'une "Verdinglichungsform" aliénée de la valeur. Or il se trouve que la valeur est une caractéristique abstraite, sociale que les marchandises n'ont pas en elles-mêmes. Elles n'ont cette caractéristique que si elle est posée (gesetzt) dans le processus social. D'un autre côté, la caractéristique sociale posée exprime le travail abstrait du travail investi. Ce caractère est, à son tour, social. Le travail n'est abstrait que dans la mesure où, dans le processus de production et de circulation, il est posé comme étant abstrait. Plus simplement: il est posé en vertu d'un processus social d'abstraction qui n'a lieu que dans des conditions économiques et sociales définies. Il faut se demander maintenant: la "Gleichsetzung" de différents travaux dans la production est-elle originaire? La "Gleichsetzung" des marchandises en est-elle l'expression? Ou, au contraire, les travaux ne sont-ils posés comme étant égaux que par l'intermédiaire de la "Gleichsetzung" des marchandises dans la circulation? Marx se décide pour la seconde hypothèse. (67) "Die gesellschaftliche Arbeitszeit existiert nur durch die Waren und offenbart sich erst in ihrem Austauschprozess . . . Die gesellschaftliche Arbeit ist daher nicht fertige Voraussetzung, sondern erst das Resultat". Entendez que le processus, qui aboutit à la réalisation des conditions qui définissent le travail social abstrait, suppose déjà le marché, l'échange, et ne le crée pas.

Revenons maintenant au point du développement auquel nous avions arrêté. D'un côté, la marchandise n'est pas immédiatement valeur d'usage. Elle ne devient, actuellement, valeur d'usage que si elle s'actualise comme valeur d'usage. D'un autre côté, la marchandise n'est pas immédiatement valeur d'échange. Elle ne devient valeur d'échange - ou, ce qui est supposé par Marx, elle ne devient valeur, expression de travail abstrait - que si elle est posée comme telle dans la circulation . . . Or un produit n'est échangeable que si la condition matérielle (stofflich) qu'il soit doué de valeur d'usage. Il suffit pas, bien entendu, que la production lui confère des qualités qui le rendent désirable et donc échangeable. Il faut qu'il se confirme, dans l'échange, comme valeur d'usage sociale actuelle (gesellschaftlich

nützliche Arbeit") (68). Il en résulte que la marchandise ne devient valeur d'échange que si elle se confirme comme valeur d'usage.

ad 2 Nous voici parvenus à notre deuxième point. L'échange paraît impossible. Il doit satisfaire à deux exigences incompatibles. Pour devenir valeur d'usage, le produit doit s'être actualisé comme valeur d'échange. Or il ne peut s'actualiser comme valeur d'échange qu'en se confirmant comme valeur d'usage (69). La tentative de penser l'échange semble donc échouer dans un cercle vicieux ("ein fehlerhafter Zirkel") (70).

Marx traduit, par ailleurs, l'impossibilité - provisoire - de penser l'échange dans une seconde formule. Pour que deux marchandises soient échangeables, elles doivent satisfaire à deux exigences contradictoires. D'un côté, elles doivent être "gleichgesetzt" en tant que valeurs, c'est à dire en tant qu'elles sont réduites à une même qualité abstraite. D'un autre côté, elles doivent être "ungleichgesetzt" en tant que valeurs d'usage concrètes possédant des qualités différentes. On voit sans peine que cette formulation traduit, d'un côté l'idée de cercle (si toutefois on fait en abstraction des indications porelles) (71). Elle attribue, par ailleurs, aux marchandises, dans leurs relations mutuelles, les caractéristiques contradictoires qui, auparavant, leur étaient attribuées à la marchandise isolée.

ad 3 S'il paraît que l'échange est impensable, il n'en est pas moins vrai qu'il est réel. Il faut donc trouver une forme dans laquelle la contradiction qui nous heurtait, puisse à la fois se déployer (car elle est irréductible) et tout de même se révéler pensable.

Au troisième chapitre du Capital, Marx formule explicitement la troisième exigence (en se référant, il est vrai, à une étape ultérieure de la synthèse). "Man sah, dass der Austauschprozess der Waren widersprechende und einander schliessende Beziehungen einschliesst. Die Entwicklung der Ware hebt diese Widersprüche nicht auf, schafft aber die Form, worin sie sich bewegen können" (72).

Puisque l'échange est réel, puisque la forme recherchée existe, la tactique que nous devons suivre en abordant le problème est tracée d'avance. Il nous faut supposer le problème résolu - il l'est en fait - et nous demander à quelles conditions la forme recherchée peut être pensée. "Aber gesetzt die Schwierigkeit sei gelöst" (73).

Or la forme recherchée coïncide - cette procédure est classique - avec une décomposition de la contradiction (74). La décomposition - nous

caractériserons ceci par la suite - suppose la constitution d'une marchandise en tant que valeur général ou miroir généralisé de la valeur de toutes les autres. Par le fait qu'une marchandise prend cette fonction dans la circulation (a), cette marchandise, autant que la totalité des autres, dédouble son existence (b). Elle se dédoublement permet la décomposition - mais non la suppression de la contradiction (c).

Voyons ce qu'il en est de ce triple processus (a-c). Avant de le constituer, il faudra souligner, peut-être, une nouvelle fois que son déroulement ne doit pas être conçu, d'après Marx, comme l'effet d'une construction arbitraire réalisée par nous. La construction proposée par Marx se conçoit comme la reconstruction d'une structure qui s'est constituée dans la circulation par une "bewusstlos instinktive Operation" des agents humains (75). Quant à cette opération inconsciente, elle n'a, à son tour, rien d'arbitraire. A travers elle se déploie la contradiction inscrite dans la catégorie de travail concret - abstrait.

Ne perdons pas cependant de vue le triple processus qu'il s'agit de reconstruire.

Le premier moment est particulièrement complexe. Nous devons en ignorer certains aspects).

La circulation est réelle. Puisqu'elle est réelle, chaque marchandise qui vient au marché peut mesurer sa valeur dans la forme naturelle d'autres marchandises. Chaque marchandise est confrontée, au marché, à d'autres marchandises particulières. Supposons une marchandise A (disons du tissu). Supposons qu'elle exprime sa valeur dans une marchandise B donnée ($x A = y B$) (forme - valeur simple ou accidentelle). La forme - valeur simple se transforme cependant d'elle-même en une forme plus complète.

Orme il est indifférent dans quelle marchandise A reflète sa valeur, elle peut l'exprimer et l'exprime en fait, du moins idéalement, dans un nombre indéfini d'autres produits ("Jeder andre Warenkörper wird zum Spiegel des Leinwandwerts") ($x A = y B = z C = \dots$) (forme - valeur déployée).

Si cependant A reflète sa valeur dans B, C, D etc, ces marchandises expriment leur valeur dans A.

$$\begin{aligned} &yB \\ &zC \\ &uD \\ &\text{etc} \end{aligned} = xA \text{ (forme - valeur générale)}$$

Or, dans le langage de Marx, la marchandise dans laquelle une marchandise donnée exprime sa valeur est en forme d'équivalence. Par l'action générale ("allseitige Aktion") (76) des autres marchandises, A devient donc un équivalent général.

b Tel étant le cas, A et les autres marchandises dédoublent leur existence. La marchandise A dédouble sa valeur d'usage. Elle était douée d'une valeur d'usage particulière. En plus d'elle, elle acquiert une valeur d'usage générale. Elle devient (mais chacune des autres marchandises pourrait être à sa place) moyen d'échange général. Les autres marchandises, à leur tour, acquièrent une seconde existence. Elles étaient des valeurs d'usage particulières. La marchandise A, en tant qu'équivalent général, devient leur valeur d'usage. Elle devient pour elles, une seconde existence, posée en dehors d'elles. ("zweite Existenz als Tauschwert") (77).

c Par l'intermédiaire de ce dédoublement, le problème est résolu dans la marchandise. ("So ist in der einen Ware der Widerspruch gelöst") (78). Il est résolu par une décomposition de la contradiction. En effet: dans son existence 1, qui est celle d'un objet particulier, doué de caractéristiques utiles, elle est "ungleichgesetzt" avec les autres marchandises. Dans son existence 2, en tant qu'elle est valeur d'échange universelle, elle est "gleichgesetzt" avec elles. En même temps le problème est aussi résolu pour toutes les autres marchandises. En tant qu'objets concrets, elles sont "ungleichgesetzt" avec A. Dans leur existence 2, qui coïncide avec A, elles sont "gleichgesetzt" avec cette marchandise.

Par suite de cette décomposition, la contradiction a trouvé sa forme dans laquelle elle peut se déployer dans la circulation.

En principe, n'importe quelle marchandise peut être équivalent général. En fait, dans l'échange, certaines marchandises sont privilégiées pour cette fonction. Certaines caractéristiques (telles que la divisibilité, l'absence de parties etc) les rendent, en effet, particulièrement aptes à l'assumer.

Or la marchandise particulière, constituée en équivalent général, "die so das adäquate Dasein des Tauschwerts aller Waren darstellt", est l'argent (80). L'argent est donc une marchandise qui, en tant qu'équivalent général, est la marchandise générale (81), est devenue le représentant de toutes les valeurs.

La catégorie d'argent - on le voit sans peine - est, d'un côté, la forme dérivée de la forme-valeur. Marx définit la forme - argent comme la "vermittelte gemeinsamen Wertform der Waren" (82). D'un autre côté, cette forme constitue une réelle innovation. Sa genèse, nous l'avons vue, est le dédoublement. Or le déploiement de ce dédoublement - d'une marchandise en marchandise et argent - rendra compte, partiellement, de la constitution de la catégorie de capital.

Par la synthèse de la catégorie d'argent, le problème central auquel Marx est résolu. Pourquoi, nous demandions-nous, la contradiction inscrite dans le travail se présente-t-elle dans la "Erscheinungsform" d'argent, c'est à dire comme une caractéristique d'objets?

La réponse de Marx est simple et nous est, en principe, déjà connue. La forme qui permette à l'antagonisme originnaire de s'exprimer est celle du dédoublement d'une marchandise en marchandise et en argent. L'antagonisme ne peut se résoudre que dans cette marchandise dédoublée qui est l'incarnation ou le miroir de la valeur de toutes les autres. La "Verkehrung" ou mystification procède de ce que, dans la circulation, l'attention se porte inévitablement sur l'objet exprimant la relation sociale originnaire et non sur cette relation. Ce qui est dérivé se présente comme étant premier. Cela est, a fortiori, le cas lorsqu'un objet dédouble. Or par exemple, prend la fonction d'équivalent général. "Die vermittelte Form verschwindet in ihrem eignen Resultat und lässt keine Spur zurück . . . der die Rolle des Goldes" (83).

Notes

- (1) Mew, 23, page 27
- (2) cité d'après H. Reichelt, pages 13-14
- (3) cf Reichelt, page 74
- (4) dans 'Briefe über das Kapital', page 79
- (5) Alfred Schmidt, "Zum Erkenntnisbegriff . . ." page 32
- (6) cf par exemple Reichelt, page 75
- (7) pour la Critique ("Zur Kritik"), cf chapitre 5
- (8) Mew 23, page 11
- (9) cf Reichelt
- (10) cf R. Rosdolsky, I, page 7
- (11) cf Grundrisse, page 175
- (12) Mew 23, page 12
- (13) Mew 25, page 839
- (14) dans Briefe über das Kapital, page 113
- (15) Wissenschaft der Logik, édition Lasson, Meiner, II, pages 490 ss
- (16) W.L. II, page 491
- (17) W.L. II, page 490
- (18) W.L. II, page 494
- (19) W.L. II, page 491
- (20) W.L. II, page 494
- (21) Die Philosophie des deutschen Idealismus, Berlin, Walter de Gruyter, I
- (22) W.L. II, page 494
- (23) W.L. II, page 495
- (24) W.L. II, page 496
- (25) W.L. II, page 496
- (27) dans Briefe über das Kapital, page 79
- (28) cf H. Reichelt, page 80
- (29) Dans la préface au même ouvrage, Marx indique pourquoi il s'abstient de publier l'introduction; "Eine allgemeine Einleitung, die ich hingeworfen hatte, unterdrücke ich, weil mir bei näherem Nachdenken jede Vorwegnahme erst zu beweisender Resultate störend scheint, und der Leser, der mir überhaupt folgen will, sich entschliessen muss, von dem Einzelnen zum Allgemeinen aufzusteigen". Marx n'a donc pas condamné, comme étant inadéquats les développements de l'introduction.

- (30) Mew 13, pages 631-32
- (31) Mew 13, page 631
- (32) Mew 13, page 632
- (33) Mew 13, page 632
- (34) Mew 23, page 27
- (35) Mew 26, page 33
- (36) Mew 23, page 442
- (37) Mew 24, page 218
- (38) Mew 26, page 162
- (39) Mew 13, page 632
- (40) Theorien über den Mehrwert, passim
- (41) Mew 13, page 632
- (42) Mew 23, page 27
- (43) cf Fulda, page 206
- (44) cf Buhner, pages 56-57
- (45) cf Mew 13, page 637
- (46) cf Mew 23, page 90
- (47) cf E.M. Lange
- (48) cf Henrich
- (49) cf Buhner, page 56
- (50) Mew 13, page 18
- (51) Mew 23
- (52) cf Fulda, page 207
- (53) cf Mew 23, pages 27-28
- (54) cf Fulda, page 208
- (55) Mew 29, page 207
- (56) Mew 31, page 326
- (57) Mew 23, page 11
- (58) Mew 23, page 49
- (59) Mew 23, page 50
- (60) Mew 23, page 51
- (61) Mew 23, page 75
- (62) Mew 23, page 56
- (63) Mew 23, page 52, cf Mew 23, page 85
- (64) Je m'inspire de I.I. Rubin, page 87

- (65) MEW 13, page 636
 (66) MEW 23, page 62
 (67) MEW 13, pages 31-32
 (68) MEW 14, page 31
 (69) MEW 13, page 29
 (70) MEW 13, page 30
 (71) Dans un langage moderne: B est condition nécessaire de A et A est condition nécessaire de B. C'est à dire $A \rightarrow B$ et $B \rightarrow A$. Donc $A \leftrightarrow B$. Chose en A (la valeur d'usage) est posée par B (la valeur d'échange), B est posée par A. Les marchandises doivent donc être à la fois "gleichgesetzt" et "ungleichgesetzt" en tant que valeurs. Il est suggéré aussi que la valeur d'usage doit être confirmée par la valeur d'échange ne soit actualisée. Si tel est le cas, la chose ne peut plus être représentée aussi simplement.
 (72) MEW 23, page 118
 (73) MEW 13, page 31
 (74) cf Reichelt, page 164
 (75) 1ère édition du Capital. Studienausgabe 2, page 242
 (76) MEW 73, page 33
 (77) MEW 23, page 32
 (78) MEW 13, page 34
 (79) MEW 13, page 33
 (80) MEW 13, page 34
 (81) MEW 23, page 104
 (82) MEW 23, page 102
 (83) MEW 23, page 107

Bibliographie

- Althusser, Louis et E. Balibar. Lire le Capital I, Paris: 1965
 Althusser, Louis. Pour Marx. Paris: 1965
 Backhaus, Hans-Georg. Zur Dialektik der Wertform, in : Schmidt, Alfred. Beiträge zur marxistischen Erkenntnistheorie. Frankfurt, 1971
 Becker, Werner. Kritik der marxistischen Wertlehre. Die methodische Irrationalität der ökonomischen Basistheorien des Kapitals. Hamburg: 1972
 Del Pra, Mario. La dialettica in Marx. Roma: 1977

- Marx, K. Dialektik und Wissenschaft. Frankfurt: 2 1974
 Tsch, Hans Friedrich. These zur Dialektik als Darstellungsmethode (im "Kapital" von Marx), in: Hegel - Jahrbuch, 1975, S. 204-210.
 Zeman, Klaus. Die marxsche Theorie. Berlin: 1970
 Zeman, Dieter. Karl Marx als Schüler Hegels, in: Hegel im Kontext. Frankfurt: 1971
 Zilbermann, Günther. Marx und Hegel. Von der Spekulation zur Dialektik. Frankfurt: 1966
 Zilbermann, E.W. Die Dialektik des Abstrakten und des Konkreten im "Kapital" von Marx. In: Schmidt, Alfred. Beiträge zur marxistischen Erkenntnistheorie. Frankfurt: 1971
 Zilbermann, Hans Jürgen. Bemerkungen zum Verhältnis von "Kapital" und Hegelscher Werttheorie, in: Negt, Oskar (Hrsg). Aktualität und Folgen der Philosophie Hegels. Frankfurt: 2 1971
 Zilbermann, Ernst Michael. Wertformanalyse, Geldkritik und die Konstruktion des Widerspruchs bei Marx, in: Neue Hefte für Philosophie, 13, 1978
 Zilbermann, S. Est-ce "l'Esprit", est-ce "le Capital"?, in: Revue de Métaphysique et de Morale. 1984, 3, pages 348-360
 Zilbermann, Romain. Zur Entstehungsgeschichte des marxschen "Kapital", I, Frankfurt: 1973
 Zilbermann, Helmut. Zur logischen Struktur des Kapitalbegriffs bei Marx. Frankfurt: 1973
 Zilbermann, François. Structure logique du paragraphe 1 du "Capital" in d'Hondt, Éd. Logique de Marx. Paris: 1974
 Zilbermann, M.M. Die dialektische Methode der Politischen Ökonomie von Karl Marx. Berlin (Ost): 1973
 Zilbermann, I.I. Studien zur marxschen Werttheorie. Frankfurt: 1973
 Zilbermann, Jean-Paul. Critique de la Raison Dialectique. Paris: 1960
 Zilbermann, Michael. Krise der Macht. Thesen zur Theorie des dialektischen Widerspruchs, in: Hegeljahrbuch, 1974, S 318 - 329

Vadée, Michel. La critique de l'abstraction par Marx, in:
d'Hondt, Jacques (éd.) La logique de Marx. Paris: 1974

Zeleny Jindrich. Zum Wissenschaftsbegriff des dialektischen Materialismus.
in: Schmidt, Alfred. Beiträge zur marxistischen Erkenntnistheorie.
Frankfurt: 1971

INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des Sciences Morales et Politiques

Hubert HAUSEMER

La philosophie personaliste
de Karol Wojtyła

Communication faite le 3. 6. 1985

1986

Les Etats du BENELUX viennent de fêter la visite du Pape Jean-Paul II. Comme dans tant d'autres pays, la venue du dignitaire suprême de l'Eglise Catholique a suscité un grand enthousiasme, mais aussi des prises de position critiques, voire quelques déclarations d'une franche hostilité. Ce Pape apparaît comme un défenseur intrépide et infatigable de l'orthodoxie catholique. Quel beaucoup de fidèles souhaitent le courage de prendre l'initiative de réformes attendues depuis longtemps; nous le saluons comme l'avocat résolu des opprimés politiques et des innombrables victimes d'une exploitation économique inhumaine; nous le connaissons comme une personnalité à la fois séduisante et forte, recueillant les sympathies de tous ses interlocuteurs, comme un sportif robuste, mais aussi comme écrivain doté d'un indéniable talent littéraire. Mais Jean-Paul II, qui aime certes la méditation et la prière, s'est livré également à la réflexion philosophique et - comment aurait-il pu prendre une autre option? - il a fait partisan de la philosophie personaliste qui a connu une période d'apogée vers la fin de la première moitié de ce siècle pour subir ensuite une décrue sous la pression de systèmes structuralistes et collectivistes.

Quelle est cette philosophie? Tout en se nourrissant d'inspirations diverses, la pensée personaliste se sent unifiée par le souci constant de scruter et de sauver l'originalité irréductible de chaque conscience, unique et multiforme infiniment précieuse, mais menacée de toutes parts.

Les racines de ce courant remontent jusqu'à l'Antiquité et nous retrouvons des "pulsions personalistes" dans la hantise de l'unité des philosophes, dans les idéals de sociétés humaines proposées par Cicéron, mais aussi dans les réflexions chrétiennes sur la destinée responsable et l'immortalité personnelle de chaque homme. Dans la suite, la pensée personaliste s'est approfondie depuis la Renaissance, qui a dirigé nos regards sur la subjectivité et la rationalité de l'individu, mais elle ne s'est guère systématisée jusqu'au 19^{ème} siècle. Montaigne, Descartes et son moi existant en tant que pensée, Pascal, dont le roseau sait qu'il meurt tout en demeurant supérieur à l'univers qui le tue, Kant, reconnaissant une fin en soi à la personne humaine qui ne doit jamais être prise comme un moyen, Kierkegaard et son affirmation irréductible de la liberté constituent autant d'approfondissements de l'intuition fondamentale que la forme absolue de l'être revient à l'unité originelle du sujet humain, centre spirituel, monade pensante et personne morale.

Mais la dernière poussée personnaliste se fait au 20^e s. S'opposant aux divers matérialismes, mécanismes, positivismes, associationismes ou atomismes psychologiques, le personnalisme contemporain s'efforce de dépasser également l'isolement de la monade pensante cartésienne en soulignant qu'une personne véritable doit vivre en société et que l'ordre personnel se définit à partir de l'expérience originnaire qu'est la relation interpersonnelle.

Dans cet ordre d'idées, Max Scheler (1873 - 1928), disciple de Dilthey, de Bergson et de Husserl, souligne à la fois la valeur de la personne singulière, centre d'activités libres se référant à des valeurs, et celle de ces "Gesamtpersonen" que sont la nation ou la totalité culturelle. D'autre part, pour Gabriel Marcel, la conscience individuelle ne devient personnelle que dans le dialogue avec d'autres centres personnels dont chacun se trouve en rapport à ce Centre Absolu qu'est le Dieu de l'Evangile.

Particulièrement sensible à l'aspect communautaire de la personne, se montre Emmanuel Mounier (1905 - 1950). Farouchement opposé à tout individualisme, ce défenseur engagé d'un socialisme authentique refuse d'abord la démocratie capitaliste qui repose sur le primat de la possession, de l'argent et du profit et qui soumet l'homme aux besoins de l'économie de sorte que la personne s'aliène dans ce qu'elle produit. Mais il rejette également le communisme totalitariste, anti-personnaliste et négateur du spirituel. Au contraire, il préconise une révolution d'ordre spirituel et moral au profit de la société humaine, personnaliste et communautaire, un socialisme humaniste qui met l'économie au service de l'homme, proclame le primat du travail sur le capital, le droit au travail, la responsabilité personnelle et réalise la démocratisation politique et économique.

A son tour Teilhard de Chardin, qui regarde l'avènement de l'homme et le progrès de la société humaine dans une perspective évolutionniste s'étendant à l'échelle cosmique, décèle dans le développement de l'humanité un mouvement de personnalisation irrémédiablement joint à une croissance progressive de socialisation qui assume maintenant des dimensions planétaires. Cette personnalisation sur soi, décentration sur les autres, surconcentration sur Dieu, tel est le moteur du progrès de personnalisation.

En outre, Maurice Nédoncelle, qui pousse le plus loin le thème de la "réciprocité des consciences", dégage la nature de la personne à partir d'un rapport d'amour entre les diverses consciences. Le moi ne peut

être conçu sans un toi, qui n'est pas une limitation mais une véritable source d'enrichissement pour le moi. Ajoutons que l'ordre des personnes ne se comprend que dans la perspective de la transcendance divine. Enfin, il faut signaler des traces authentiques de l'esprit personnaliste chez K. Jaspers, R. Ruyer, V. Jankelevitch, G. Berger, Jean Lacroix et tant d'autres.

Où localiser sur cette route Karol Wojtyła, qui, en tant que Jean-Paul II, ne cesse de développer certains de ses thèmes dans une perspective personnaliste, comme la promotion de l'homme par le travail, la justice sociale, la paix dans le monde, le rapprochement des peuples, la condamnation de l'exploitation économique et l'oppression politique, la signification de la souffrance, l'amour et la solidarité, la famille et la communauté sociale, l'épanouissement de l'homme, la valeur inaltérable de la personne, le tout bien entendu dans une perspective chrétienne. Quels sont donc les thèmes angulaires et les particularités de la philosophie personnaliste de Karol Wojtyła?

Voilà le sujet que présentera notre confrère Hubert Hausemer, professeur de philosophie au Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette. S'intéressant à la plupart des thèmes et orientations de ce vaste domaine de la philosophie, il s'est activement engagé, depuis des années, au service de la propagation des valeurs humaines, à la fois intellectuelles, morales, sociales et religieuses, que comporte tout courant personnaliste authentique.

E. Wagner

président de la section

Introduction

Parmi les papes récents, il y a eu des juristes, des diplomates, des biologistes, mais, sauf erreur, Jean-Paul II est le premier pape qui, de par sa fonction, est philosophe. Toutefois, qu'un philosophe de métier soit devenu pape, et que dans cette dernière fonction il ait fait une visite dans notre pays, est-ce une raison suffisante pour se plonger dans sa pensée?

Je suis d'avis qu'en plus de ces raisons anecdotiques et conjoncturelles, il y a le fait que ce pape est vite devenu un phénomène culturel et médiatique de première importance, pour les croyants comme pour les incroyants (ou les mal-croyants). Tous, en effet, nous sommes confrontés à une crise culturelle grave, et nous nous devons de nous ouvrir à quiconque prétend proposer des réponses à cette situation. Quels que soient donc nos éventuels préjugés ou préventions à l'égard de Jean-Paul II, il nous faut tenir compte de son message.

En ce sens, il est important de connaître les bases philosophiques de son actuelle activité au plan magistral et pastoral, car sa pensée philosophique ne semble y être très présente et mérite ainsi d'être tirée au clair. D'autant plus que depuis peu paraissent les traductions de ses livres et articles en français, ce qui permet enfin une étude approfondie de cette pensée.

La communication suivante comportera 5 parties: Après quelques repères bio-bibliographiques, il sera question de la formation philosophique de Wojtyla. Je présenterai ensuite sa méthode philosophique pour enchaîner sur sa conception de la personne, et je terminerai par une appréciation critique.

(Pour garder à cet exposé sa finalité originale, qui était de fournir une introduction synthétique à une pensée largement inconnue, j'ai cru bon de renoncer le plus possible aux citations. Mais pour permettre à d'éventuels intéressés d'approfondir tel ou tel point, j'ai indiqué les références appropriées. Pour les abréviations, consulter la bibliographie à la fin de cette étude.)

1. Repères bio-bibliographiques

Pour ce qui est de la biographie de Wojtyla, bien des points restent obscurs, bien des informations sont contradictoires. Je me limiterai dans ce qui suit à ce qui présente un intérêt du point de vue de la philosophie de l'auteur.

Karol Wojtyla est né le 18 mai 1920 à Wadowice, non loin de Cracovie, dans la région des monts Tatras. Après ses études secondaires, il s'inscrit en 1938 à l'Université de Cracovie dans des cours de littérature polonaise et de philosophie. Quand en novembre 1939 les occupants allemands ferment cette université, Wojtyla, pour gagner sa vie, va travailler dans une carrière appartenant à une usine chimique. En même temps, il devient membre actif du Théâtre Rhapsodique clandestin qu'il a contribué à fonder; on y joue des pièces de la tradition nationale polonaise.

En octobre 1942, il reprend ses études à l'Université clandestine de Cracovie et, parallèlement, commence des études de théologie au séminaire clandestin de la même ville. Après la guerre, en 1946, il est ordonné prêtre. Son évêque, Sapieha, l'envoie continuer ses études théologiques à l'Angelicum à Rome, qui est la faculté de théologie des dominicains. Il y reçoit une formation théologique et philosophique dans la ligne du thomisme traditionnel d'un Réginald Garrigou-Lagrange p.ex. . Il obtient la licence de théologie avec une thèse sur "La foi selon Saint Jean de la Croix", rééditée depuis lors.

Après un voyage en France et en Belgique, il rentre en Pologne en 1948 où le cardinal Sapieha lui demande de se destiner à l'enseignement universitaire, plus précisément à l'enseignement de la philosophie, et cela en dépit de la préférence, exprimée par Wojtyla, pour le travail pastoral. Il reprend ses études philosophiques à Cracovie qu'il termine en 1953 avec une nouvelle thèse, cette fois-ci sur Scheler: "De la possibilité de fonder une éthique chrétienne sur la philosophie de Scheler," publiée seulement en 1959. Un des membres du jury a été Roman Ingarden, le disciple bien connu de Husserl. Wojtyla gardera d'étroits rapports avec lui, et on peut supposer qu'il est devenu un représentant éminent de la phénoménologie réaliste, c'est dû en grande partie à Ingarden.

C'est en 1954 que Wojtyla commence ses cours de philosophie morale à l'université catholique de Lublin; il ne les abandonnera complètement qu'après son élection comme pape. A Lublin, il est en contact avec Georges Kalinowski, qui plus tard viendra en France et se fera connaître par ses travaux sur la philosophie du droit et la logique déontologique. Voici les thèmes des cours professés à Lublin:

1954/1955: Acte et vécu

1955/1956: Le bien et la valeur

1956/1959: norme et bonheur

À la base du cours des deux années suivantes, Wojtyla publie en 1960 son premier livre philosophique important: "Amour et responsabilité". Durant toutes ces années, il édite de nombreux articles dans des revues philosophiques, mais aussi dans d'autres publications, dont la revue *Znak*, fondée sur l'initiative de Sapieha et sur le modèle de la revue française 'Esprit'.

En 1959, Wojtyla est nommé évêque auxiliaire de Cracovie; plus tard, il sera archevêque et enfin cardinal. De 1962 à 1965, il participe activement au Concile Vatican II et contribue plus spécialement à la constitution pastorale 'Gaudium et Spes', texte marquant dont le sous-titre indique la problématique: 'L'Eglise dans le monde de ce temps'.

Durant cette même période, Wojtyla rédige son ouvrage philosophique majeur qui sera publié en 1969: "Personne et acte". (Pour ce qui est de la controverse née à propos de l'édition anglaise de ce livre, édition assurée par A.T. Tymieniecka, se reporter à Kalinowski). Jusqu'en 1978, année de son élection comme pape, il publie, e.a. dans les *Analecta Husserliana*, un certain nombre d'articles qui présentent et développent différents points de cet ouvrage. En 1972, il fait paraître encore un livre qui résume son expérience du concile: "Aux sources du renouveau".

1. Formation philosophique

La pensée philosophique de Wojtyla s'est formée au contact de trois philosophes, et est restée marquée par eux: St Thomas d'Aquin, Kant et Scheler. Au début, Wojtyla est un thomiste assez traditionnel qui prend, face à Kant et Scheler, une attitude avant tout critique; mais par la suite, au fil des années, il se laisse progressivement pénétrer par leur pensée pour enfin trouver sa synthèse et son style personnels dans "Personne et acte". Du point de vue philosophique il est regrettable qu'il soit devenu pape: une évolution intéressante a été de ce fait interrompue.

Je me contenterai dans la suite de relever chez ces trois philosophes ce qui semble avoir le plus marqué et inspiré Wojtyla, respectivement les principales critiques qu'il a formulées à leur égard, ceci afin de mieux cerner ensuite sa propre pensée.

a) St Thomas

La philosophie de Wojtyla est essentiellement une philosophie morale, mais qui est, de son propre aveu, basée sur une anthropologie, et pré-suppose donc une métaphysique et une ontologie. Or, cette armature métaphysique restera thomiste, en dépit de nombreux accommodements et adaptations ultérieurs.

Wojtyla reprend d'abord à St Thomas un principe ontologique fondamental, la théorie des transcendants: ens et bonum et verum convertuntur. Je voudrais en montrer l'importance pour notre auteur en procédant en trois temps.

aa) Ens et bonum convertuntur. Cela veut dire d'abord que le bien est de l'ordre de l'être, et inversement: que l'être, l'existence, le réel peuvent être visés comme un bien. Chez St Thomas d'ailleurs, le bien suprême, loin d'être une idée seulement, est en même temps l'être suprême, Dieu (Lublin 171).

Etre et bien étant ainsi liés, la volonté (qui vise le bien) et l'acte (qui réalise le bien et donc crée de l'être) sont également liés, l'un ne va pas sans l'autre. D'où la critique, chez Wojtyla, de tous les philosophes qui, selon lui, sous-estiment, dévalorisent ou même dissolvent la réalité; sont visés ici Hume, Kant et même Scheler (Primat 283-308, Lublin 79-83).

Etre et bien étant liés, le bien est en fait le perfectionnement de l'être (Primat 315). D'où chez Wojtyla une conception dynamique, appelée par lui "perfectionniste" (Primat 311-326): l'être n'est pas seulement ce qu'il est, il peut devenir davantage ce qu'il est, sa perfection est pensable et concevable, et elle est son but, son bien. Selon Wojtyla, seule une morale basée sur une ontologie est capable de concevoir l'idée d'un perfectionnement de l'être.

Enfin, l'être et le bien étant liés, l'acte éthique, l'acte moral ne crée pas seulement du bien ou un bien, mais rend bon l'acteur lui-même, c'est-à-dire la personne, idée que Wojtyla retrouve chez Scheler (Lublin 98).

bb) Ce qui précède met en évidence un autre principe ontologique que Wojtyla reprend à St Thomas: la relation entre puissance et acte. Jusque dans son ouvrage majeur "Personne et acte", il considère les actes éthiques comme "les actualisations des potentialités réelles de la personne". (P. 53, note 7). Par là est expliqué de nouveau que l'agir moral rend bon d'abord l'acteur lui-même et que la visée de la morale n'est pas simplement la création

de biens ou de biens, mais le perfectionnement de l'être, des êtres, des personnes, et cela par leur actualisation.

bonum et verum convertuntur. Ceci veut dire que si l'enjeu de l'agir moral, c'est le perfectionnement de l'être, donc de faire advenir l'être à son véritable être, alors l'agir moral à la fois présuppose la connaissance de la vérité de l'être et il débouche sur cette vérité en la faisant advenir à la réalité (Primat 312). L'acte moral n'est donc bon que s'il vise un bien réellement, vraiment.

D'où le lien nécessaire entre l'acte, la volonté et l'entendement. L'expérience morale est complexe, et elle n'est complète que si tous ces facteurs sont présents et à l'oeuvre. D'où aussi la critique, par Wojtyla, de tous les philosophes qui de façon unilatérale font reposer l'agir moral ou l'expérience morale sur l'un seulement de ces constituants.

Enfin, Wojtyla reprend à St Thomas son ontologie de la personne, qui remonte, il est vrai, à Boèce: Persona proprie dicitur naturae rationalis individua substantia (cf p.ex. P 97). Wojtyla restera substantialiste dans sa conception de la personne, nous y reviendrons plus tard en détail.

St Thomas constitue ainsi le point de départ philosophique de Wojtyla. Mais celui-ci ne le met pas en question, c'est à travers lui qu'il abordera et mettra en question les autres philosophes, dont surtout Kant et Scheler. Mais, à la longue et en dépit de ces critiques originelles, l'influence surtout de Scheler et de la méthode phénoménologique se fera de plus en plus pressante, de sorte que Wojtyla sera amené à prendre quelque distance par rapport à St Thomas. Bien, dans un texte datant de 1961, il écrira: "Aussi, chez saint Thomas, voyons-nous fort bien la personne dans son existence et son action objectives, mais il est difficile d'y découvrir les expériences vécues de la personne". (Le personalismo tomista, cité in Buttiglione 120) Cette remarque critique nous amène de qui a pu intéresser voire séduire Wojtyla chez un philosophe comme Scheler.

Max Scheler

Ce n'est pas Ingarden qui a amené Wojtyla à étudier Scheler, mais il l'a certainement poussé à continuer cette étude après sa thèse et à s'en inspirer. Wojtyla dira lui-même plus tard que c'est Scheler qui a changé sa façon de comprendre les vieux concepts métaphysiques (Int. Act 278-279). Qu'est-ce donc exactement que Scheler a pu lui apporter?

St Thomas lui a fourni une conception objective du bien et des valeurs. Or, chez Scheler, les valeurs sont considérées comme étant tout aussi objectives, mais en même temps, elles sont découvertes dans l'expérience vitale (le vécu, das Erleben) qui, tout en étant subjective, n'en est pas moins différente de l'expérience empiriste, capable, celle-ci, seulement de saisir des objets et non pas des valeurs (Lublin 396, Primat 193-194). Les valeurs sont donc saisies, selon Scheler, dans une expérience, et non pas dans des commandements plus ou moins étrangers à l'homme, car il s'agit d'une expérience dans laquelle en plus l'homme se saisit lui-même comme une personne: la personne est un être capable de saisir des valeurs.

La personne est donc, chez Scheler, non pas un concept abstrait, purement théorique, mais il lui correspond un vécu spécifique. En plus, tout acte humain se révèle comme un acte à la fois personnel et axiologique. Enfin, Wojtyla trouve chez Scheler l'idée d'une causalité exemplaire des valeurs: l'apprentissage des valeurs, l'entrée dans le monde des valeurs se fait non par la pure intellection, mais au moyen de personnes qui fonctionnent comme des modèles (Primat 70-84).

Toutefois, Wojtyla ne ménage pas à Scheler ses critiques; sa thèse a d'ailleurs une conclusion plutôt négative.

Fondamentalement, il lui reproche de s'enfermer dans une approche purement phénoménologique de la personne et des valeurs. La personne n'est pour Scheler rien d'autre que l'unité des actes personnels; or, selon Wojtyla, cette unité n'a pas de fondement, car la personne elle-même n'a chez Scheler aucun fondement ontologique substantiel (Primat 188 - 189, 306 - 307). Quant aux valeurs, elles ne sont saisies, d'après Scheler, que dans un "Fühlen" que Wojtyla interprète dans le sens d'une émotion spécifique, précieuse certes, mais insuffisante dans la mesure où, pour Wojtyla, l'expérience morale comporte bien plus que des émotions: nous avons vu qu'il y faut l'entendement (Liebe 67) et la volonté (Primat 221, 242, 291); en plus, elle comporte le fait que la personne s'y expérimente comme l'auteur même du bien, et pas seulement comme le lieu où les valeurs sont senties (Lublin 19, Primat 48, 188). D'après Wojtyla Scheler ne présente donc de l'expérience morale qu'une vision gravement tronquée (Int. Act 277), l'acte morale est analysé par lui de façon insuffisante (Lublin, 32, 45).

A cela s'ajoute que Scheler ne tient pas assez compte du fait qu'en faisant le bien, la personne devient bonne elle-même, se perfectionne (Lublin 19, Primat 322-323), du moins dans le sens où Scheler refuse que la personne passe comme fin de son acte son propre perfectionnement: en effet, selon lui, les valeurs ne sont jamais la fin d'un acte, mais se réalisent seulement 'sur le dos' des actes.

En fin de compte, du fait qu'il s'en tient à une approche purement phénoménologique, Scheler encourt le reproche de ne voir le bien que sous son aspect éthique, et non pas, en plus, ontologique (Lublin 233-234). D'où la conclusion de Wojtyla: la méthode phénoménologique constitue un outil précieux, mais qui a besoin d'être complété par une approche métaphysique (Primat 195-196, 258, 306-307).

Kant

Wojtyla aborde et juge Kant à travers la présentation que Scheler en a faite. Non pas qu'il ne le connaisse pas dans ses textes, mais il lit ceci manifestement avec les yeux de Scheler, et il tombe d'ailleurs dans les mêmes erreurs d'interprétation que celui-ci.

En réalité, Kant n'est pas tellement une source d'inspiration pour Wojtyla, il constitue principalement une sorte de repoussoir. En effet, pour Wojtyla, il y a fondamentalement deux sortes de philosophies: la philosophie de l'être, et la philosophie de la conscience. Au début, il prend partie exclusivement pour la première. Par la suite, il vise une sorte de synthèse entre les deux et parlera de complémentarité de la métaphysique et de la phénoménologie (cf à ce sujet Kalinowski 633 annexe). Or, Kant est pour lui le représentant par excellence de la philosophie de la conscience, et c'est en tant que tel qu'il l'étudie et l'évalue. (Scheler constitue à ses yeux une synthèse plus ou moins mal réussie entre les deux sortes de philosophies).

Le point de départ dans l'approche de Kant par Wojtyla me semble être la critique kantienne de la métaphysique (Lublin 204-205, 212). En tout cas, c'est là à ses yeux le centre de la pensée kantienne; ce qui lui fait dire que l'éthique n'est chez Kant qu'un sous-produit ou une retombée de cette critique (Lublin 56, 69). Du fait de cette critique de la métaphysique, il n'y a plus, selon Wojtyla, d'accès pour Kant à une connaissance de l'être, et partant du bien objectif. La morale ne peut donc plus être ancrée dans une

philosophie de l'être, par conséquent le bien n'est pas considéré comme fin de l'ordre de l'être, mais il est du domaine de la conscience subjective. Il vient que la morale est inévitablement formelle, et non plus matérielle, et le vécu moral ne concerne pas les valeurs ou le bien, mais uniquement le devoir (Lublin 69); d'où la séparation du vécu et de l'acte (Lublin 70, Primat 283-286).

L'éthique de Kant est ainsi basée uniquement sur la raison, la hypertrophie de la raison aux yeux de Wojtyła, qui reproche à Kant de ne pas voir le rôle, en morale, de l'émotion ni surtout de la volonté (Lublin 78-79, 94). La volonté est même purement et simplement assimilée à la rationalité (Primat 283-286). D'après Wojtyła, Kant ne comprend pas non plus que ce n'est pas seulement la volonté qui est bonne ou mauvaise, mais toute la personne. Il n'y a pas chez lui l'idée du perfectionnement (Lublin 95-96). On voit par là que Kant sert à Wojtyła avant tout de toile de fond négative par rapport à laquelle il précise ses propres conceptions en les y opposant.

Pourtant il a retenu de Kant aussi quelque chose de positif: la formule personaliste de l'impératif catégorique, qui enjoint à l'homme d'agir de telle sorte qu'il n'instrumentalise pas totalement l'autre, mais le considère toujours aussi comme une fin (Königswürde 198). Il est question de cette formule surtout dans "Amour et responsabilité" (25, 33-34) où Wojtyła est conduit à formuler une "norme personaliste" (37) qui a d'abord un sens négatif: la personne ne doit pas être réduite à l'état de pur moyen en vue d'une fin; même Dieu n'a pas ce droit (Liebe 25). Mais elle a aussi un contenu positif: la personne est un bien si grand que seul l'amour est l'attitude adéquate et valable à son égard.

Il n'est pas impossible d'ailleurs que la promotion des droits de l'Homme par Jean-Paul II soit inspirée en partie par Kant, dans la mesure où celui-ci la personne est principalement vue non pas sous un aspect ontologique substantialiste, mais éthique et juridique, comme un sujet de droits.

Enfin, Wojtyła accorde à Kant le mérite d'avoir valorisé, il est vrai de façon unilatérale, l'élément d'obligation, le devoir, dans l'expérience morale (Primat 305-213, Lublin 54-68), ce qui manque totalement chez Scheler.

Voilà pour les trois penseurs dont l'étude a contribué à la formation philosophique de Wojtyła; sa propre approche philosophique, telle qu'elle se manifeste dans son ouvrage majeur, s'est constituée à partir de cette étude et des critiques qu'il a été amené à formuler à l'égard de ces philosophes.

La méthode

L'objectif de Wojtyła, je l'ai déjà laissé entendre, n'est pas simplement restaurer ou réinstaurer la philosophie de l'être. Certes, il reconnaît sa dette envers Aristote et St Thomas, mais "c'est cependant l'oeuvre de Max Scheler qui a eu la plus profonde influence sur (ma) réflexion" (P 16). Le fait donc de traverser la philosophie de la conscience a laissé des traces indélébiles, et l'objectif de Wojtyła est d'opérer une synthèse entre les deux approches historiquement opposées (cf Kalinowski 633 annexe).

Comment l'idée d'une telle synthèse lui est-elle venue? Je crois que la raison profonde en a été le fait que dès le départ de ses recherches philosophiques, dès sa thèse sur St Jean de la Croix, Wojtyła a mis au centre de ses préoccupations la personne humaine. Or, il me semble que Scheler, et dans une moindre mesure Kant, lui ont appris que l'approche purement ontologique de la personne laisse de celle-ci une vision incomplète; en d'autres termes Wojtyła me semble avoir compris que la personne est elle-même le point d'intersection entre une philosophie centrée sur l'être et une autre qui prend en compte le point de vue de la conscience. En l'homme, en la personne, être et conscience se rejoignent et s'interpénètrent.

Une prise en compte intégrale de la personne commande donc une telle approche philosophique, ce qui entraîne en plus un élargissement du champ d'investigation de Wojtyła: dans son oeuvre majeure, l'horizon n'est pas exclusivement éthique, mais anthropologique; au centre de l'intérêt il y a plus seulement les actes moraux de la personne, mais ses actes tout court, c'est la personne agissante (cf le titre de la traduction anglaise: "The Acting Person") comme telle qui est l'objet de l'étude.

Mais comment saisir la personne? Par quel biais l'approcher? Selon Wojtyła, le point de départ doit être l'expérience humaine, mais l'expérience totale c'est-à-dire l'expérience de soi et d'autrui, l'expérience intérieure et extérieure (P 19, 24). C'est cette expérience qui est la source du fondement de la connaissance de la personne (P 25). Or, dans l'expérience, c'est l'acte qui révèle le plus adéquatement la personne, et non pas, p.ex., la pensée ou l'émotion (P 16).

Qu'est-ce que Wojtyła entend par 'acte'? Ce terme désigne chez lui l'*actus humanus*, à la différence de l'*actus hominis*, donc l'acte conscient et libre. Cet acte exprime le dynamisme humain, à savoir l'actualisation d'une potentialité (Erziehung 83, Lublin 98, P 46, 53 note 7,89).

Wojtyla nous propose en conséquence une phénoménologie de l'expérience humaine, ou plus précisément, de l'agir humain. Cette expérience, il l'oppose d'abord, nous l'avons déjà vu, à celle des empiristes, purement scientifique et orientée vers la saisie des objets, alors que selon Wojtyla, l'expérience est 'Erlebnis' où la personne est donnée elle-même à elle-même (P 23-24). En d'autres termes, il n'analyse pas non plus des actes isolés, mais ce qu'il appelle "l'unité dynamique 'L'homme-agit'" (cf Seifert 140). Cette unité est opposée d'un autre côté au 'il se passe quelque chose en l'homme' (P 85).

Pourtant, cette approche phénoménologique n'est pas celle d'un Scheler par exemple, chez qui Wojtyla critique plusieurs inconvénients: la méthode schelerienne ne fait pas apparaître l'homme comme auteur de ses actes (Lublin 48-49, Primat 115, 125, 137, 148, 188, 222), elle ne rend pas compte de l'intégralité de l'expérience humaine: les valeurs y apparaissent non comme des biens objectifs, mais comme des déterminations de la conscience (Int. 227, Primat 118, 226); enfin, elle est complètement coupée de l'ontologie (Lublin 233-234, Primat 97, 119, 175).

Wojtyla redéfinit l'approche phénoménologique en la réduisant à une propédeutique à la métaphysique (Primat 195-196, 258, 306-307). Il se réfère à cet effet au vieil adage thomiste: *operari sequitur esse*. L'agir permet ainsi de remonter à l'être, et un des ponts utilisés en vue de cette fin, c'est la dimension éthique qui caractérise tous les actes humains.

5. Conception de la personne

Cette conception sera étudiée ici principalement d'après 'Personne et acte' ainsi que les compléments donnés par Wojtyla après la publication de cet ouvrage.

Si l'homme se révèle en tant que personne dans le vécu de l'homme, alors, pour connaître la personne, nous n'avons qu'à étudier ce vécu. Que nous révèle-t-il? Que signifie: 'l'homme agit'?

a) L'acte humain est d'abord un acte conscient: 'l'homme agit' signifie qu'il sait qu'il agit, la conscience est constitutive de la structure dynamique personne-acte (P 51). Mais la conscience a deux fonctions:

- elle est d'abord 'réflective' (cf Seifert 147), elle est un miroir qui permet à la personne de se rendre compte de son acte; de ce fait, la personne qui agit sait qu'elle agit.
- elle est ensuite 'réflexive' (Seifert 147) c'est-à-dire qu'elle permet à la

personne de saisir son acte comme étant son acte à elle et ainsi d'éprouver de sa propre subjectivité" (P 64): la personne qui agit sait que c'est elle qui agit. La conscience donne par là accès au je propre de l'homme (P 64-65). Toutefois, la conscience (de soi) n'est pas à confondre avec la conscience de soi (P 52-54) qui signifie la compréhension de soi (P 56), et surtout elle n'est pas elle-même un sujet indépendant (P 54), elle est un 'état du sujet' (cf Seifert 156).

b) La personne qui agit se saisit donc comme un être qui dit: j'agis. Mais comme quoi ce 'je' est-il vécu? Selon Wojtyla, le 'je' se saisit lui-même comme acteur, mieux même, comme auteur de son acte. Ce qu'il saisit alors, son 'autisme' (P 90), c'est le vécu d'une relation causale entre la personne et son acte (P 91), ce qui est une autre manière d'exprimer la différence entre l'agir (agere) et le 'se passer' (pati).

Mais la personne n'est pas seulement l'auteur de son acte, car, nous l'avons vu, l'acte est toujours actualisation d'une puissance (P 53 note 7). L'agir, c'est actualiser, se réaliser, devenir soi-même; en agissant, la personne devient elle-même, elle est créatrice d'elle-même (P 93-94). Ce devenir se passe à plusieurs niveaux: somato-végétatif, psycho-émotif, personnel (P 121-123). Il y en aura d'autres, car l'accomplissement de la personne sera encore abordé par un autre biais.

c) Mais allons encore plus loin, ou plutôt en arrière, car la méthode de Wojtyla est réductive c'est-à-dire qu'il part du vécu pour en expliciter progressivement les présupposés et les fondements (P 35). Ainsi, nous venons de le voir, 'j'agis' signifie: je sais que j'agis, et c'est moi qui agis. Mais il y a encore une autre signification à y découvrir; cela veut dire encore: j'agis parce que je veux agir, l'acte est volontaire, la volonté est une des caractéristiques de la personne.

Or, 'je veux', signifie: je me détermine moi-même; la volonté est une détermination (P 128, Königswürde 96, Lublin 22, Subj. 112). Mais, pour me déterminer vraiment moi-même, je dois avoir prise sur moi, je dois m'appartenir: la détermination présuppose l'autopossession (P 128, Königswürde 98, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109) au sens de 'Selbstverfügung'. Signalons encore que cette autopossession signifie en plus que personne ne peut agir à ma place, que la personne est donc, comme le disaient les auteurs du Moyen-Age et spécialement les scolastiques: incommunicable (P 129, Liebe 22, 97).

L'autodétermination, pour y revenir, s'appelle encore liberté. Celle-ci n'est donc pas un choix entre alternatives plus ou moins utiles, mais elle consiste à décider de soi-même (P 150). Cependant, cette décision fait d'après quel critère? Ici, Wojtyla fait intervenir un moment crucial: la liberté est une décision, concernant soi-même, en vertu de la vérité, et n'importe quelle vérité, mais de la vérité concernant le bien, les valeurs objectives (P 161-162, 164).

C'est pourquoi d'ailleurs la volonté est conçue par Wojtyla à la fois comme autodétermination et comme réponse aux valeurs (P 193). La volonté n'est pas une faculté arbitraire, mais elle est ordonnée ou subordonnée à l'objectif des valeurs. On comprend que Wojtyla ait bataillé pour restituer à ses yeux constitue l'expérience humaine et morale intégrale: le lien entre la volonté et l'entendement resp. la connaissance de la vérité.

Ceci montre aussi comment l'anthropologie conduit tout naturellement à l'éthique, car elle la découvre à l'intérieur d'elle-même et non comme une addition un peu parachutée après coup. D'autre part nous comprenons également selon Wojtyla le caractère spécifiquement humain des actes de la personne et leur valeur morale (P 28-29).

Cette relation de l'acte à la vérité concernant le bien fait apparaître deux autres caractéristiques de la personne:

d) Nous avons vu que la personne est créatrice d'elle-même: elle se réalise par l'actualisation, ou, comme nous pouvons dire aussi, accomplissement par la liberté. En posant des actes bons, la personne devient bonne elle-même et par là-même elle participe à la vérité (P 175, Primat 306-308, Lublin 52, 95, 96). Rappelons que cela implique bien sûr la connaissance de la vérité sur le bien (Lublin 244, 248, P 200).

e) D'autre part, ce rapport à la vérité est vécu par la personne comme une obligation (P 178), comme un appel à l'accomplissement (P 185), et la liberté n'est rien d'autre que la réponse à cet appel: en jouant un peu sur le thème introduit par là le thème de la responsabilité. Etant libre, la personne est responsable, mais pas seulement par rapport à d'autres personnes, elle est d'abord par rapport au monde des valeurs (P 193) et par rapport à sa propre valeur morale (P 194). Elle est surtout responsable d'elle-même (P 195-196).

f) Enfin, le thème de l'accomplissement révèle encore deux aspects, contrastés, de la personne: d'un côté, qu'il puisse y avoir accomplissement, montre que la personne est contingente (P 176), donc inachevée; d'un

autre, l'accomplissement est lui-même vécu comme félicité (P 197). Il ne faut pas confondre celle-ci avec le plaisir qui, lui, advient mais n'est pas créé (P 200), car la félicité résulte de la conjonction entre la liberté et la vérité.

g) En dehors des trois déterminations fondamentales de la personne: conscience, créativité, volonté, il y a toutefois une structure de base, tout aussi fondamentale, mais se situant à un autre niveau et englobant les autres: la transcendance de la personne.

Wojtyla entend celle-ci au sens d'une transcendance verticale: la personne est transcendante dans son acte. Certes, elle y est immanente, son acte n'est pas quelque chose d'extérieur ou de secondaire, mais elle ne se réduit à son acte, ne s'y engloutit pas (P 91-92, 141, 202-206). Cela se montre dans l'autopossession et dans l'autodétermination par exemple. Le thème de cette transcendance se construit chez Wojtyla en opposition à Scheler, pour qui la personne n'est rien que l'unité des actes, une unité non subsistante. Ce qui montre en fait de plus qu'à l'arrière-plan du personnalisme de Wojtyla il y a l'idée de la personne comme substance.

h) Ce qui a été dit jusqu'ici peut paraître assez idéaliste: une spiritualisme, spiritualisant de la personne, d'une personne dont on aurait effacé l'incarnation dans le réel du monde matériel. Mais Wojtyla n'ignore pas cela, d'où un nouveau thème: l'intégration de la personne dans son acte. Il s'agit de montrer que déjà les déterminations précédemment présentées tiennent compte de la complexité de la personne.

Ainsi par exemple la volonté en tant qu'autodétermination signifie que la personne est à la fois le sujet qui veut et domine, et le sujet qui se rend et est dominé (par lui-même) (P 131-131). De même l'autopossession signifie le fait de posséder et d'être possédé (P 216). L'accomplissement nous présente la personne comme ce qui est et à la fois ce qui devient. Enfin, la personne est à la fois immanente et transcendante à son acte. En un mot, l'unité de la personne ne préexiste pas, n'est pas donnée, elle est à faire.

Wojtyla appelle cette unité à faire "intégration" et la définit comme la "réalisation et la manifestation du tout et de l'unité sur fond d'une certaine complexité" (P 218). Ce qui veut dire aussi que cette intégration est réalisée par la personne elle-même et représente donc elle-même un aspect du mystère de l'homme (P 256, 289).

Le problème de l'intégration se pose de façon particulièrement aiguë du fait de l'incarnation de la personne dans le monde matériel, d'où chez Wojtyła une philosophie du corps (qu'il a d'ailleurs prolongée par une théologie du corps au début de son pontificat). L'homme est un 'animal rationnel' (P 231), ce qui signifie que le corps fait partie de sa définition, mais aussi que du fait de son corps, l'homme fait partie de la nature (P 236). En ce sens, il y a en lui quelque chose d'étranger, ce que Wojtyła exprime en disant que l'homme n'est pas son corps, mais le possède (P 234). Mais cela veut dire aussi que le corps a une indépendance spécifique, son dynamisme propre par rapport à l'autodétermination de la personne (P 240). Ce dynamisme (p.ex. les pulsions, la motricité) est de nature instinctive et réactionnelle. Le corps s'en sert et l'exploite ("usage" P 242) et de ce fait il concrétise, extériorise et exprime la personne (P 233).

Mais l'homme possède aussi un psychisme qui demande également à être intégré. Le dynamisme propre du psychisme est de nature émotive (P 254). Cette émotivité est la sensibilité au corps propre (P 259-261), au moi et au monde (P 262-263). Mais elle se constitue surtout de sensations liées à des valeurs (P 264, 281). Certes, Wojtyła refuse la thèse de Scheler selon laquelle les sensations sont la seule source des valeurs, car selon lui elles ont besoin d'être pénétrées par la vérité (P 264-265), mais, avec Scheler, il maintient leur caractère irremplaçable (P 266). Les émotions donnent à l'expérience humaine une vivacité (P 280-281) dont la volonté peut se servir à condition de l'intégrer. D'autre part, cette orientation émotive vers ou contre les valeurs (P 284) peut donner lieu à des habitudes qui sont une bonne base des vertus (P 285). De cette façon, l'émotion contribue à façonner le caractère de la personne (P 288).

Corps et psychisme se conditionnent mutuellement (P 255) ce qui facilite leur intégration c'est-à-dire l'union psychosomatique, qui est une expérience phénoménologique, mais ne doit pas être confondue avec l'union de l'âme et du corps, de nature métaphysique (P 290-291), car l'âme n'est pas de l'ordre du vécu. Seule la métaphysique est à même de saisir cette union (P 293).

1) Il reste une dernière dimension de cette intégration (et je ne reviens ici à l'interprétation de Seifert 179-181): c'est la relation de la personne avec d'autres personnes que Wojtyła traite sous le nom de participation. Le chapitre afférent est appelé explicitement par lui une "annexe" (P 297 note 1). L'intersubjectivité est une dimension nouvelle de la personne (P 298 note 1) qui vient s'ajouter aux autres: le caractère communautaire de la personne est

inscrit dans la personne, et non l'inverse (P 300, 337-338). La participation est la propriété de l'agir "en commun avec d'autres" (P 305). Ceci exclut deux attitudes contradictoires: l'individualisme, où la personne est centrée sur son bien propre, et le totalitarisme, où la personne est en fait niée comme telle (P 308-313).

La participation par contre est centrée sur le bien commun (P 312-321). Celui-ci n'est pas seulement le but de l'agir communautaire, mais est aussi et déjà la base de la communauté, et donc ce qui engage la participation des personnes (P 319). L'agir commun se caractérise par différentes attitudes: fondamentalement celle de la solidarité (P 322-323), qui toutefois n'exclut pas l'opposition (P 323); ces deux enfin conduisent à leur conciliation dans l'attitude du dialogue (P 324-325).

Appréciation critique

La philosophie de Wojtyła a été désignée dans le titre de cette communication par 'philosophie personnaliste'. J'espère que ce titre a été justifié par ce qui vient d'être dit. Une philosophie personnaliste est une pensée où l'homme en tant que personne se trouve au centre, au départ et au point d'aboutissement. Or, tel est le cas chez Wojtyła: sa philosophie, telle qu'elle apparaît dans son ensemble jusqu'en 1978, est une anthropologie, ancrée dans une métaphysique et prolongée par une éthique, où l'homme est constamment vu en tant que personne.

1. anthropologie

Sur ce plan, on peut constater une évolution chez Wojtyła. Au départ, il se consacre exclusivement à l'éthique, même si dès le départ la notion de personne est déjà présente. Mais il semble que dans la suite il s'est efforcé de creuser de plus en plus cette notion, de sorte qu'elle a pris une place centrale dans sa pensée, qui est devenue par là résolument anthropocentrique. Non pas qu'elle se soit opposée à Dieu, mais plutôt à une philosophie centrée sur l'être en tant qu'être; l'ontologie que nous trouvons chez Wojtyła est au service de l'anthropologie.

Une autre conséquence de ce déplacement du centre d'intérêt, c'est le fait que cette pensée est authentiquement philosophique sans être une ancilla theologiae, à tel point qu'un commentateur pose, à juste titre, la question de "l'ouverture de cette pensée à l'économie de la pensée chrétienne... Où loger le manque ou l'insatisfaction que seul viendrait à

combler le bonheur d'être avec Dieu? . . . Comment éviter qu'un surnaturel n'apparaisse comme rajouté et surrétrograde?" (Lacoste 612). Je ne pense pas que la difficulté soit insurmontable, mais il faut reconnaître que dans l'état actuel de la philosophie de Wojtyła, une telle ouverture vers Dieu ne figure pas explicitement dans cette pensée. Peut-être que la solution serait à trouver dans une approche du genre de celle de Blondel, à laquelle Wojtyła fait allusion (P 28 note 2).

Quant à l'approche de la personne à travers l'acte, elle est suffisamment originale à la fois par rapport à une philosophie de l'être et à une philosophie de la conscience pour qu'elle mérite attention et étude. On peut cependant se demander si Wojtyła se rend suffisamment compte du caractère malgré tout partiel de cette approche: est-ce que la personne trouve son accomplissement par le seul agir? (Cf aussi Lacoste 609) A moins d'enrichir et de préciser la notion de l'acte, un glissement vers une conception activiste de la personne, en accord avec la mentalité technologique de notre culture, semble inévitable; or, que faire, dans un tel contexte, de la souffrance par exemple?

Enfin, une réserve exprimée par Kalinowski au sujet de la méthode phénoménologique mérite d'être mentionnée. Il trouve que "le rapport entre la phénoménologie et la métaphysique sur le terrain de la théorie de la personne n'est pas défini de manière suffisante". Et il va jusqu'à dire que, à son avis, "la description phénoménologique de la personne humaine présuppose la métaphysique de celle-ci et ne fait que la compléter." (Kalinowski 632) Ici également, l'objection ne semble pas sans réponse, mais cette réponse n'existe pas en fait dans l'état actuel du texte de Wojtyła.

b) ontologie

Quelle est l'intuition profonde de Wojtyła à propos de l'être de la personne? Je crois que c'est la substantialité de la personne, et à ce propos Wojtyła ne se lasse pas de citer la définition que Boèce donnait de la personne. Si, curieusement, dans 'Personne et acte' le terme de 'substance' est plutôt rare (contrairement aux ouvrages antérieurs), cela tient au fait que dans ce livre l'approche est phénoménologique, alors que la notion de substance est du domaine de la métaphysique.

Mais l'équivalent phénoménologique, le vécu de la substance, est également déterminé: c'est l'autopossession et l'autodétermination de la personne avec toutes les déterminations subséquentes que nous avons vues). Cette définition de la personne par la substantialité conduit tout logiquement Wojtyła à considérer sa dimension relationnelle et communautaire comme secondaire. Non qu'il ignore l'intersubjectivité, mais comme le dit très justement un commentateur: "L'horizon nécessaire de l'agir humain est évidemment interpersonnel. Mais l'analyse de l'ontologie de la personne n'est pas, elle, interpersonnelle; l'être, selon Wojtyła, s'humanise en quelque sorte dans un monde de valeurs et non dans un monde de personnes, et s'humanise seul." (Lacoste 605)

C'est à ce sujet que s'élèvent les plus graves objections. En effet, il ne semble qu'en centrant la personne sur la substantialité, Wojtyła a certes relevé un élément essentiel, mais présente par là de la personne une vision partielle. Un bref regard sur la genèse historique de la notion moderne de personne, notion qui a surgi des spéculations théologiques sur la nature du Christ et la trinité de Dieu, montre que la personne est un concept qui réunit de façon dialectique deux aspects: substantialité et relationalité. Wojtyła, en outre, qui pourtant connaît l'histoire de la notion de personne (cf p.ex. Kalinowski 96 et Lobato 168) maintient jusqu'au bout sa conception exclusivement substantialiste. Sur ce point, on ne constate chez lui pas la moindre évolution.

Or, ce thème a été un des objets de discussion lors d'un débat tenu autour de 'Personne et acte' à l'université de Lublin les 16 et 17 octobre 1970. Wojtyła y maintient explicitement sa position: "Selon le point de vue de cette contre-proposition, la connaissance fondamentale de l'homme comme personne doit ressortir de sa relation aux autres personnes. L'auteur (Wojtyła) apprécie à sa juste valeur la signification de cette connaissance; pourtant, après avoir examiné de façon approfondie ces contre-arguments, il demeure sur la position qui veut que la connaissance fondamentale du sujet en lui-même (de la personne par l'acte) ouvre la voie à une compréhension plus profonde de l'humaine intersubjectivité. Sans des catégories telles que 'auto-possession' ou 'auto-maîtrise', nous ne parviendrons jamais à comprendre, selon la juste proportion, la personne dans sa relation aux autres personnes." (P 307 voir aussi P 337-338)

Il est remarquable que dans un texte publié en 1974, "La famille comme *communio personarum*", alors que Wojtyła semble sur le point d'accorder à

la relationalité au moins une valeur équivalente à la substantialité, il s'y refuse pourtant en fin de compte. Il y cite un passage de la constitution pastorale du Concile Vatican II 'Gaudium et Spes', qui va nettement dans le sens de la relationalité fondamentale de la personne: "(Jésus) nous suggère qu'il y a une certaine ressemblance entre l'union des Personnes divines et celle des fils de Dieu dans la vérité et dans l'amour. Cette ressemblance montre bien que l'homme, seule créature sur terre que Dieu a voulue pour elle-même, ne peut pleinement se trouver que par le don désintéressé de lui-même." (No 24 § 3) Or, Wojtyla en tire la conclusion que la personne se définit par "sa capacité de s'autodéterminer et de s'autoposséder" (Königswürde 96), et si le texte conciliaire dit que l'homme ne peut se trouver qu'en se donnant, Wojtyla en fait le commentaire suivant: "L'homme n'est capable d'un tel don que parce qu'il est une personne, car la véritable structure d'une personne c'est celle de l'autopossession et de l'automaîtrise." (Königswürde 98) Et quelques pages plus loin il est encore plus clair: "Seul celui qui se possède soi-même peut aussi se donner soi-même." (Königswürde 102)

On peut se demander si Wojtyla ne méconnaît pas ici le vrai sens du message évangélique (pensons à des versets comme: Si le grain ne meurt, ou encore: Qui veut sauver sa vie la perdra), et s'il ne faut pas plutôt se tourner vers un philosophe personnaliste comme Emmanuel Mounier, dont un des principes de base est: "On ne possède que ce qu'on donne", ce qui veut dire que c'est en se donnant que l'on se possède, et non pas l'inverse.

La conception unilatéralement substantialiste de la personne ne semble conduire aux difficultés suivantes:

- impossibilité de tenir compte du caractère primordiallement interpersonnel de la personne, au sens où Mounier disait: "La communication est pour l'homme le fait primitif";
- impossibilité de rendre compte du caractère trinitaire de Dieu, qui implique en effet la relationalité fondamentale de l'être de Dieu;
- enfin, la pensée de Wojtyla devient par là statique, incapable de vraiment prendre en compte l'évolution de la personne et sa formation; une pensée substantialiste comporte toujours le risque de supposer que l'essentiel est donné au départ, que donc toute évolution est au fond accidentelle et ne fait qu'explicitier du toujours déjà là sans rien faire apparaître de vraiment nouveau.

Il est piquant de constater sur toute cette problématique l'avis du cardinal Ratzinger, l'actuel préfet de la Congrégation de la Foi. Voici ce

qu'il écrit dans un texte publié en 1973: "Le concept de personne exprime de par son origine l'idée du dialogue ainsi que l'idée de Dieu comme d'un être dialogal.. En Dieu, 'personne' signifie 'relation'. La relation n'est pas quelque chose qui s'ajouterait à la personne, mais elle est la personne même, la personne n'existe, en par son essence, que comme relation." (Ratzinger 210-211; cf aussi Ratzinger *Einleitung in das Christentum* 126) En somme, Ratzinger tombe dans l'excès opposé: selon sa conception, la personne est pure relation.

1. éthique

Quelques mots encore pour rappeler que l'éthique de Wojtyla est une éthique téléologique, une éthique des biens et des valeurs. D'autre part, cette éthique est liée à la saisie de la vérité concernant ces biens et ces valeurs. Enfin, cette éthique est objectiviste en un double sens: le bien existe objectivement et il y a une connaissance objective de ce bien. Ceci veut dire que Wojtyla refuse la séparation de l'être et de la norme, car la vérité sur l'être nous apprend également la vérité sur la norme. La nature des choses nous révèle notre devoir.

2. Conclusion

J'avais dit au début qu'un des intérêts de l'étude de la pensée de Wojtyla, c'est la présence de celle-ci dans l'action du pape actuel. Qu'en est-il de cet impact? Trois points sont à relever en ce sens:

L'action en faveur des Droits de l'Homme est basée nettement sur le personnalisme de Wojtyla. La personne s'y révèle un être qui, en vertu de son autodétermination, possède une dignité à laquelle il ne faut pas toucher. Mais la défense des Droits de l'Homme est aussi fondée sur la conception iusnaturaliste de Wojtyla: l'étude de la nature des choses et donc aussi de l'homme nous montre les normes de notre comportement et nous apprend donc aussi les droits que l'homme possède par sa nature.

La rigueur, pour ne pas dire la rigidité, de Jean-Paul II en matière de morale par exemple sexuelle et conjugale, est aussi une conséquence de sa démarche philosophique. Elle n'est pas due à un prétendu caractère réactionnaire du pape, mais dérive de façon tout à fait logique de sa conception de la morale. Si celle-ci en effet présuppose la connaissance de la vérité sur la nature humaine et sur le bien, et si cette connaissance est effectivement possible, alors seule la vérité a des droits, alors aussi il est impossible à Jean-Paul II de céder sur rien sur ce terrain.

Il y aurait certes moyen d'éviter cette rigueur par une vision plus évolutive et dynamique de l'homme, selon laquelle la nature humaine ne serait pas toujours la même, mais se développerait, se découvrirait et à la fois se façonnerait elle-même. Ainsi, des normes découvertes à une étape antérieure de cette évolution devraient être adaptées aux nouvelles conditions de l'existence personnelle. Mais, et c'est le troisième point,

c) Wojtyla est foncièrement substantialiste, sa pensée est fermée à toute considération évolutive. Seule une revalorisation de la relationalité de la personne permettrait de penser un devenir essentiel, sans que pour autant il y ait le risque de tomber dans le relativisme que Jean-Paul II paraît craindre par-dessus tout.

BIBLIOGRAPHIE

A. Ouvrages de Karol Wojtyla

1. Primat des Geistes Philosophische Schriften Stuttgart 1980
(Ce recueil regroupe, avec la thèse sur Scheler, des études publiées entre 1955 et 1959)

 Signe: Primat
2. Lubliner Vorlesungen Stuttgart 1980: Signe: Lublin
3. Erziehung zur Liebe Stuttgart 1980: Signe: Erziehung
(Ce recueil contient entre autres un ensemble d'articles publiés en 1957 dans un hebdomadaire, regroupés ici sous le titre 'Die ethische Fibel')
4. Von der Königswürde des Menschen Stuttgart 1980 Signe: Königswürde
(Ce recueil est composé d'études philosophiques et théologiques, publiées entre 1957 et 1979)
5. Liebe und Verantwortung München 1982 Signe: Liebe
6. Personne et acte Paris 1983 Signe: P
7. Quellen der Erneuerung Freiburg 1981
8. Person: Subjekt und Gemeinschaft in : Wojtyla / Szostek / Styczen
 Der Streit um den Menschen
 Kevelaer 1979
(Cette étude a été publiée en 1976)
9. The Intentional Act and the Human Act, that is, Act and Experience
 in : Analecta Husserliana Vol. V, 269-280 1976
 Signe: Int. Act
10. Participation or Alienation in: Analecta Husserliana Vol. VI, 61-73
 1977
11. Subjectivity and the Irreducible in Man in: Analecta Husserliana
 Vol. VII, 107-114 1978

B. Autres ouvrages consultés

1. André Frossard "N'ayez pas peur!" Dialogue avec Jean-Paul II
 Paris 1982

2. Rocco Buttiglione La pensée de Karol Wojtyla Paris 1984
3. A. Lobato La persona en el pensamiento de K. Wojtyla
in : Angelicum 165-210 1979
4. Alfred Wilder Community of persons in the thought of K. Wojtyla
in : Angelicum 211-244 1979
5. Emmanuel Levinas Notes sur la pensée philosophique du Cardinal Wojtyla
in: Communio No V, 4 juillet-août 1980 87-90
6. Jean-Yves Lacoste Vérité et Liberté. Sur la philosophie de la personne
chez Karol Wojtyla
in : Revue Thomiste 81 1981 586-614
7. Georges Kalinowski Autour de 'The Acting Person'
in : Revue Thomiste 82 1982 626-644
8. Josef Seifert Karol Cardinal Wojtyla (Pope John Paul II) as Philosopher
and the Cracow/Lublin School of Philosophy
in : Aletheia II 1981 130-199
10. Joseph Ratzinger Zum Personenverständnis in der Theologie
in : Dogma und Verkündigung München 1973
11. Joseph Ratzinger Einführung in das Christentum München 1971

Hubert HAUSEMER

Qu'est-ce qu'une personne?

La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier
1905-1950

Communication faite le 14 mai 1990

Avant-propos

Les philosophies de la personne se sont lentement épanouies au cours de trois siècles, de Montaigne à Kierkegaard, sous la pression d'un impersonnalisme philosophique, d'un côté, et d'une dépersonnalisation progressive des hommes vivant dans notre société de plus en plus mécanisée, de l'autre. D'origine diverse, ces philosophies se rapprochent par le souci commun de "sauver l'originalité irréductible de chaque conscience engagée dans l'espace et dans le temps" et ce courant personnaliste atteignait son apogée vers la fin de la première moitié de ce siècle, pour diminuer dans la suite sous l'effet du structuralisme et du néopositivisme. Mais il laisse un acquis précieux pour la pensée philosophique et un défi continu pour toutes les orientations nouvelles, de quelque provenance qu'elles viennent.

A vrai dire, les premières "pulsions personnalistes" se rencontrent déjà dans la recherche de l'unité des platoniciens et dans les réflexions chrétiennes sur la Trinité (nature divine en 3 hypostases), sur l'Incarnation (1 personne englobant 2 natures) et sur l'immortalité personnelle. Au 6^e siècle, Boèce, par sa fameuse formule "rationalis naturae individua substantia", souligna l'individualité de la personne et inspirait ce qu'on appellera la conception monadique de l'homme, dans laquelle le vrai personnalisme ne saurait cependant reconnaître l'essentiel de la personnalité humaine impliquant toujours la relation avec autrui.

A la Renaissance, c'est la découverte de la subjectivité qui constitue une impulsion nouvelle aux ébauches soulignées, par la reconnaissance de la valeur incommensurable du sujet. Le moi de Montaigne et de Rousseau, le "je" de Descartes, le roseau des Pensées pascaliennes, en constituent quelques expressions universellement connues. Puis, c'est Kant, pour lequel la personne humaine est une fin en soi ne devant jamais être prise uniquement comme moyen, qui exerçait une influence prépondérante sur la réflexion consacrée à la personne.

Il va de soi que toutes ces approches restaient partielles. Parmi les philosophes contemporains, il faut citer en premier lieu Charles Renouvier (1815-1903), pour qui la personnalité constitue la synthèse de toutes les catégories, et William Stern (1871-1938) insistant sur l'irremplaçable valeur de ce centre axiologique qu'est l'être personnel. Soulignons encore, à l'époque contemporaine, les réactions dirigées contre les diverses

conceptions atomistiques du sujet, notamment la protestation bergsonienne contre la mécanisation progressive de la personne et les sursauts de nombreux penseurs et moralistes contre l'emprise irrésistible de la technique sur la vie et l'esprit ainsi que contre l'anonyme collectivisation de la société moderne. Ces regrettables séquelles du progrès matériel se révèlent incapables de rendre compte ni de l'expérience immédiate et intime du sujet ni de l'expérience originaire de la relation interpersonnelle à partir de laquelle se conçoit l'ordre personnel.

Dans cette perspective interpersonnelle se situent un certain nombre de systématisations dont chacune garde son originalité propre. Relevons plus spécialement Max Scheler (1873-1928), phénoménologue sensible tant à la valeur des personnes singulières, "substances unitaires de tous les actes qu'un être effectue", que de ces totalités culturelles que sont les personnes "communes" appelées nations. Citons encore Gabriel Marcel (1889-1973), l'existentialiste chrétien, qui insiste sur l'aspect inépuisable et inexprimable de chaque conscience, qui se révèle irréductible à un concept abstrait, mais se pose comme personne dans le dialogue entre deux toi, dont l'amour réciproque se nourrit de l'union de chaque centre personnel avec le Toi absolu, le Dieu de l'Evangile.

Insistons également sur Maurice Nédoncelle (1905-71) dont la pensée est dominée par la réciprocité des consciences et pour lequel le rapport d'amour entre consciences révèle la nature de la personne. Mais si autrui est la source de mon originalité et de ma liberté, l'ordre entre personnes ne se conçoit que dans le cadre d'une transcendance divine.

Enfin, de fortes traces de l'esprit personnaliste se rencontrent chez Karl Jaspers (liberté existentielle), Raymond Ruyer (dimension axiologique de la conscience reliée aux valeurs), Vladimir Jankélévitch (insistant sur l'unicité de chaque conscience), Francis Jacques, Georges Bastide, Gaston Berger et Jean Lacroix.

Mais, un des représentants les plus authentiques et peut-être le plus important et profond de ce mouvement de pensée appelé "personnalisme communautaire" demeure inconstamment Emmanuel Mounier (1905-1950). Renonçant à une carrière universitaire (comme Péguy) et dégoûté de la bourgeoisie avide d'argent, ce chrétien, révolutionnaire au nom de "l'Evangile des Pauvres" et engagé dans un dialogue sans concessions avec le marxisme, aspirait à une rénovation totale de la civilisation par une libération de l'esprit et par un humanisme intégrant toutes les valeurs de l'histoire et des sciences. Le support de cet humanisme est la personne, sujet autocréateur engagé, dès sa naissance, dans une communauté et ouvert à la transcendance.

Quel est l'apport exact fourni par cet adversaire des totalitarismes et de l'isolation des individus à l'élaboration de notre conception actuelle de la personne humaine?

Voilà l'esquisse succincte d'un vaste tableau que nous dévoilera le professeur Hubert Hausemer que les thèmes évoqués tentent depuis longtemps et qui, dans ses études philosophiques multiples et approfondies, n'a cessé de creuser cette matière angulaire pour toute pensée humaniste.

Edmond Wagner
président de la section

HUBERT HAUSEMER

Qu'est-ce qu'une personne?

L'apport du personnalisme d'Emmanuel Mounier

I. Introduction

L'objectif premier de cette communication est de mettre en évidence, à l'occasion du 40ième anniversaire de la mort d'Emmanuel Mounier, l'apport de la pensée de ce dernier et du courant de pensée auquel il a puissamment contribué, à la question qui forme le titre de cet exposé. Certes, il semble que dans le domaine de la néonatalogie comme dans celui de la gériatrie, le problème urgent à l'heure actuelle soit plutôt celui de savoir à partir de quand respectivement jusqu'à quand quelqu'un est une personne. Il n'en reste pas moins que la question de la nature même de la personne doit être étudiée en priorité; comment sans cela trouver une réponse à peu près sérieuse à l'autre problème?

Après avoir brièvement évoqué l'actualité de la question ainsi que de la notion même de personne, je chercherai à montrer que cette notion n'est pas sans poser de multiples problèmes, que sa signification et son unité ne vont pas de soi, et je présenterai les raisons de ces difficultés. Une troisième partie, consacrée à l'essence de la personne selon Mounier, sera suivie par l'étude des caractéristiques fondamentales de la personne. Enfin, je tenterai de montrer comment cette notion est susceptible d'éclairer des domaines de recherche très différents et apparemment très éloignés les uns des autres.

II. Actualité de la notion de personne.

La notion de personne connaît depuis quelque temps un regain d'intérêt et d'actualité après avoir subi, dans les années 50, une assez longue éclipse, due, je pense, à la prédominance momentanée de pensées privilégiant les structures, soit sociales, comme dans le cas du marxisme ou de la sociologie fonctionnaliste, soit psychologiques, pour la psychanalyse par exemple, soit logico-linguistiques pour ce qui est du courant structuraliste et de la philosophie analytique dans les pays anglo-saxons. D'un autre côté, l'intérêt porté pendant ces années-là davantage aux collectivités qu'aux individus, et il faut citer encore une fois le marxisme mais aussi d'autres courants de la sociologie, a fait ombrager à la notion de personne.

Les causes de l'étonnante renaissance de celle-ci sont multiples. Il y a d'abord le retour des Droits de l'Homme,

tels qu'ils furent invoqués par exemple par les 'dissidents' des pays du bloc soviétique et tels qu'ils le sont toujours par des associations comme p.ex. Amnesty International. Or, de toute évidence, les Droits de l'Homme sont basés sur la dignité et la valeur de la personne humaine.

Il faut ensuite mentionner l'évolution dans le domaine de la psychothérapie. La psychanalyse de type freudien s'est vue juger trop mécaniste et trop tournée vers le passé du patient; elle en est venue à être concurrencée par le courant dit de la 'psychologie humaniste', dont les représentants les plus connus sont Rogers, Maslow, Frankl et Fromm. Ce mouvement valorise la personne humaine en mettant en évidence la dimension d'avenir de l'homme, ses projets et sa responsabilité.

Plus récemment enfin, les problèmes inédits de la bioéthique ont conduit à une réflexion sur le caractère personnel de l'homme: Ainsi de l'avortement qui pose la question de savoir si l'embryon est une personne, respectivement à partir de quel moment il est en est une, les techniques de procréation médicalement assistée quant à elles soulèvent le même problème à propos des embryons dits 'surnuméraires'; les réflexions sur l'insémination artificielle avec donneur et sur les mères dites porteuses font de leur côté appel à la notion de personne, de même que celles sur les manipulations génétiques.

Cette réactualisation de la notion de personne pose au moins deux questions, suivant qu'on prend cette notion en compréhension ou en extension. Que signifie exactement être une personne? L'homme est-il une personne en ce sens, et si oui, à partir de et jusqu'à quel moment de son existence?

Le but de la présente communication consiste justement à montrer quelle est la contribution du personnalisme de Mounier à la première de ces questions, dont la réponse est présumée pour répondre à la deuxième. La thèse défendue ici sera la suivante: La pensée de Mounier, qui ne joue plus guère de rôle important sur la scène philosophique actuelle, permet néanmoins de mieux comprendre ce que c'est qu'une personne, et en particulier, quelle est l'unité profonde de cette notion, unité qui, nous le verrons tout de suite, pose problème.

Il n'est pas sûr, en revanche, s'il y a en même temps à attendre de Mounier une contribution à la deuxième question, sauf de façon indirecte par la réponse à la première, ce qui n'est pas négligeable.

III. Difficultés de la notion de personne

Une réponse à la question: Qu'est-ce qu'une personne? semble compromise dès l'abord pour deux raisons: cette notion est employée dans des domaines multiples et divers et en plus dans chacun de ces domaines, elle est utilisée dans des significations non moins diverses. Cette polysémie pose problème, car elle semble irréductible, d'où naît le soupçon que cette notion est une sorte d'auberge espagnole qui permet à n'importe qui de s'en servir et de lui faire signifier n'importe quoi, la rendant ainsi inapte à un usage philosophique sérieux (voir à ce sujet l'article de Theunissen qui figure dans la bibliographie).

Pour mieux comprendre et apprécier l'apport de Mounier à la solution de ce problème, il est indispensable de connaître la genèse de cette polysémie.

1. Pluralité des domaines d'emploi de la notion de personne

Même si l'histoire de la notion moderne et actuelle de personne ne commence qu'avec la période chrétienne, cette notion a pourtant déjà connu de multiples emplois chez les Romains.

a) Période romaine.

A l'origine, 'persona' est chez les Romains un terme du domaine du théâtre: il désigne d'abord le masque de l'acteur, mais a tendu ensuite et à partir de là à signifier le rôle même de l'acteur, la figure ou le caractère.

Du théâtre, le terme est passé à d'autres domaines de la société: ainsi celui par exemple de la justice, où il désigne les différents rôles, celui de juge, d'avocat etc. Il vise de même les différentes fonctions dans l'Etat, la hiérarchie sociale et familiale.

'Persona' se retrouve par la suite comme terme grammatical; il exprime les différentes personnes justement: je, tu, il... Et enfin, en rhétorique et dans le droit, il devient synonyme d'individu.

b) Patristique

Mounier savait "que ce sont des débats théologiques de plusieurs siècles qui ont élucidé la notion moderne de 'personne'(I, 404). Et effectivement, les Pères de l'Eglise se sont emparé de la notion de 'persona' qui leur semblait utile pour résoudre certains problèmes théologiques fondamentaux; et de ce fait, notre terme est devenu une notion théologique tout aussi fondamentale.

Il s'agissait en l'occurrence de deux problèmes majeurs de la théologie chrétienne: la nature de Dieu et la nature du Christ.

a) La nature de Dieu

Le premier problème consistait à savoir comment penser la Trinité, c'est-à-dire comment penser à la fois la pluralité intérieure de Dieu, et l'unité voire l'unicité de ce même Dieu. Tertullien (160 - 220) d'abord, les pères cappadociens ensuite, à savoir Grégoire de Nysse (335 - 395) et Grégoire de Naziance (+ 390), enfin St Augustin (354 - 430) ont eu recours à la notion de personne pour aborder ce problème. Nous verrons plus loin de quelle manière ils l'ont fait.

b) La nature du Christ

La question était dans ce cas de savoir comment penser la dualité de l'homme-Dieu dans l'unité du Fils de Dieu. Théodore de Mopsueste d'abord, le Concile de Chalcédoine ensuite, et enfin Boèce (470 - 525) ont repris la notion de personne, connue depuis son utilisation dans la théologie de la Trinité, pour résoudre également le problème de la nature du Christ. Nous y reviendrons également par la suite.

c) Moyen-Age

Après le Concile de Chalcédoine, la notion de personne devient un concept usuel et connaît, dès le Haut Moyen-Age, une extension à un autre domaine que celui de la théologie proprement dite: sur la base de l'anthropologie biblique, suivant laquelle l'homme est créé à l'image de Dieu, le concept de personne est censé exprimer aussi la nature de l'homme, et non seulement celle de Dieu. C'est bien sûr l'idée de l'image de Dieu qui a permis le transfert de la notion de personne de son application à Dieu vers son utilisation sur l'homme, bien que dans les deux cas l'usage de la notion ne fût qu'analogique. La personne reçoit ainsi une connotation métaphysique.

d) Temps modernes

Trois nouveaux domaines d'usage de la notion de personne sont ouverts:

- domaine de la psychologie

Depuis la Renaissance, l'homme tend de plus en plus à être pensé comme un individu, c'est-à-dire comme un être en principe singulier, un et indépendant voire autarcique. D'où le problème de comprendre et de promouvoir cette unité qui s'appellera désormais l'identité de l'homme. Ainsi, pour John Locke (1632 - 1704), l'homme, en tant qu'il a une identité et qu'il a de quoi en garantir le maintien, s'appelle une personne.

- domaine juridique

La découverte et la colonisation du Nouveau Monde posent entre autres le problème de la nature des indigènes: sont-ce des hommes c'est-à-dire ont-ils une âme, l'enjeu de la question étant les droits à accorder à ces gens et la façon de les traiter. L'école de Salamanque a joué un rôle prépondérant dans ce débat: Vitoria (1480-1546), le conseiller du fameux Bartolomé de las Casas, et plus tard Suarez (1548-1617) déclareront que les 'Indiens' sont des personnes et comme tels des sujets de droits.

Vu les liens politiques en ces temps-là entre l'Espagne et les provinces hollandaises, ces positions philosophiques purent se répandre aux Pays-Bas et conduisirent aux courants dits iusnaturalistes néerlandais et allemands, avec des penseurs comme Althusius(1557-1638), Grotius(1583-1645) et Pufendorf(1632-1694). On sait que cette école iusnaturaliste développera le droit des gens, c'est-à-dire le droit international, qui a son tour est une des sources des Droits de l'Homme.

- domaine moral

Dans la pensée morale (comme d'ailleurs aussi la pensée juridique) de Kant(1724-1804) la notion de personne est fondamentale. Elle désigne l'être libre, autonome et responsable, en un mot, l'être moral. C'est en tant que personne que l'homme dispose de sa dignité qui réclame une attitude de respect. Rappelons à ce sujet l'une des formules de l'impératif catégorique: "Agis de manière à traiter l'humanité, tant dans ta personne que dans celle d'un chacun, toujours aussi comme une fin en soi, jamais comme un pur moyen".

e) Epoque contemporaine

Depuis, la notion de personne n'a plus connu d'extension à de nouveaux domaines, mais ceux déjà découverts ont été creusés et complétés. Ainsi, Fichte (1762-1814) introduit la notion de réciprocité et d'intersubjectivité, Hegel(1770-1831), celle de reconnaissance mutuelle, Buber(1878-1965) et d'autres fondent une pensée dialogique, alors que Scheler(1882-1950) et Hartmann(1882-1950) placent la personne dans un contexte d'emblée axiologique.

D'autre part, on aborde le problème de l'articulation de ces divers domaines. Leur multiplicité peut certes s'entendre comme une richesse, mais elle n'en représente pas moins une certaine disparité voire confusion.

2. Pluralité des significations

Je l'ai déjà laissé entendre: à l'intérieur de chaque domaine, la notion de personne n'a pas toujours la même signification. Et cette polysémie-là tient elle aussi à l'histoire de cette notion, et très précisément à son origine théologique. Je ne peux qu'en donner un résumé schématique.

Le problème de départ n'a pas été la Trinité, mais la nature du Christ. Comment penser et comprendre en effet que l'homme Jésus se soit en même temps affirmé Dieu, respectivement Fils de Dieu? De cette question, deux problèmes ont surgi: Comment rendre intelligible que le Christ soit à la fois vrai homme et vrai Dieu? Mais aussi: Comment dès lors comprendre l'unité d'un Dieu créateur qui a un Fils devenu homme, et qui envoie aux hommes son Esprit?

Pour aborder ces deux questions, les Pères de l'Eglise ont eu recours aux notions qui s'offraient à eux dans la culture et la pensée gréco-romaine: substance, essence, accident, mode etc. Mais c'est finalement la notion de *Persona*, en grec, qui a été retenue, pour des raisons qu'il serait sans intérêt pour notre propos de développer ici. S'il en est résulté la polysémie déjà signalée, ce n'est pas parce qu'une même notion aurait été utilisée pour résoudre deux problèmes différents, mais que la même notion a été employée de façon différente pour résoudre des problèmes différents.

Je passe donc sur la longue et difficile histoire de ces débats théologiques pour m'arrêter à la principale étape, le Concile de Chalcédoine (451). On connaît la formule que ce concile a proclamée et le vocabulaire qui par là s'est trouvé consacré: Dans la Trinité, Dieu a une nature divine en trois personnes, tandis que le Christ a deux natures (la divine et l'humaine) en une personne.

On le voit, dans le cas de la Trinité, la personne est principe de différenciation, mais ceci dans un contexte où il s'agit de préserver l'unité. De là se sont développées ultérieurement différentes significations ou caractéristiques de la personne qui expriment la tendance de celle-ci à unifier du multiple: relation, communication, communauté, ouverture, dépassement, transcendance, décentrement, don, désappropriation, générosité etc.

Dans le domaine de la Christologie par contre, la personne est principe d'unité et d'identité, ce qui a entraîné dans l'usage subséquent de la notion de personne d'autres accents: singularité, individualité, substantialité, permanence, liberté, autonomie, responsabilité, dignité, valeur etc.

L'usage quasiment dichotomique de la même notion pendant des siècles, qui a résulté de ces définitions dogmatiques, peut se résumer simplement dans les deux acceptions suivantes: la personne est soit considérée sur le mode de la substance monolithique, fermée sur elle-même et reposant sur ses propres bases, soit elle est pensée sur le mode de la pure relation. Mais de fait, c'est la personne-substance qui a largement dominé jusqu'à récemment, avec en plus la tentative d'englober l'autre signification ou de la réduire à la substance.

Il me semble que c'est Boèce (470-525) qui a opéré l'aiguillage décisif, avec sa fameuse définition: *Persona est naturae rationalis individua substantia* (souligné par moi). St Thomas d'Aquin s'est rattaché à cette conception, et on retrouve celle-ci chez Locke, les iusnaturalistes, Kant, jusque chez Karol Wojtyła, c'est-à-dire Jean-Paul II. (Voir à ce sujet l'étude que j'ai consacrée à sa pensée personnaliste et qui est mentionnée dans la bibliographie).

Le courant relationnel, si l'on peut dire, est resté minoritaire pendant tout ce temps, bien que sa présence n'ait jamais fait totalement défaut. On peut y inclure Richard de St Victor (+1173), Duns Scot (1266-1300), Luther, Fichte, Hegel, les adeptes du personnalisme dialogique (Buber, Marcel, Berdiaeff) Mounier et, plus récemment, Emmanuel Lévinas.

Face à ce double courant, plusieurs positions sont possibles:

- On peut considérer que cette pluralité est irréductible, définitivement; il en résulte alors que la notion de personne tend à devenir un fourre-tout inopérateur.
- On peut en revanche estimer que l'une ou l'autre seulement des acceptions du terme de personne est acceptable et doit être retenue; il faut alors faire un choix.

Enfin, on peut être d'avis que la multiplicité de significations n'empêche pas l'unité profonde de la même notion, au sens d'une articulation dialectique de ces acceptions.

La thèse ici défendue sera que le personnalisme de Mounier, sans que celui-ci l'ait forcément voulu explicitement, opère une telle articulation.

IV. L'essence de la personne selon Mounier

Quand il s'agit de réunir une multiplicité d'éléments pour en faire une unité, il faut un principe d'articulation. Chez Mounier, comme chez la plupart des philosophes, ce

principe est de l'ordre de ce que j'appellerai une 'expérience-intuition'.

1. L'expérience-intuition de Mounier

Toute pensée philosophique ou autre me semble procéder de et se constituer autour d'un centre permanent qui consiste en une expérience et une intuition fondatrices, c'est-à-dire se compose d'un vécu initial et de la réflexion subséquente, par laquelle le sujet en question interprète, comprend et s'approprie ce vécu. Selon la formule de Jean Lacroix, un ami et compagnon de route de Mounier, "une philosophie, c'est une expérience spirituelle traduite en termes intellectuels" (Spinoza et le problème du salut Paris 1970 p. 124).

Cette expérience-intuition, que chez d'autres penseurs il faut dégager patiemment et au moyen d'analyses souvent délicates et subtiles, Mounier l'a lui-même formulée à plusieurs reprises et à des moments différents de sa vie. En voici un exemple: "Le mouvement personneliste est né de la crise qui s'ouvrit en 1929 avec les krachs de Wall Street, et qui se poursuit sous nos yeux, au-delà du paroxysme de la seconde guerre mondiale. Il s'est exprimé par la création de la revue ESPRIT, en 1932. De quelle nécessité intérieure notre affirmation est-elle sortie? Devant la crise, dont beaucoup se cachaient la gravité, deux explications se présentaient. Les marxistes disaient: crise économique classique, crise de structure. Opérez l'économie, le malade se remettra. Les moralistes opposaient: crise de l'homme, crise des mœurs, crise des valeurs. Changez l'homme, et les sociétés guériront. Nous n'étions satisfaits ni des uns ni des autres. Nous affirmions, pour nous: la crise est à la fois une crise économique et une crise spirituelle, une crise des structures et une crise de l'homme. Nous ne reprenions pas seulement la parole de Péguy: "La Révolution sera morale ou ne sera pas." Nous précisions: "La Révolution morale sera économique ou ne sera pas. La Révolution économique sera 'morale' ou ne sera rien." (III 183) (Pour d'autres textes exprimant la même expérience-intuition, voir I 149, III 509-511, IV 489-490, BAM 29, 9-10, BAM 43,3 BAM 57,31).

Ce qui est intéressant dans l'extrait cité, c'est moins le contenu historique ou biographique que la structure de l'expérience-intuition en question:

- Mounier s'est senti interpellé par une situation socio-culturelle donnée "de quelle nécessité ... sortie".
- Il n'y a donc pas seulement un constat et une analyse, pas seulement non plus une évaluation et un jugement: "deux explications se présentaient..."
- Mais, Mounier s'est vu investi d'une responsabilité face à cette situation: "de quelle nécessité..."

- d'où sa réponse sous forme d'un engagement: "la création de la revue Esprit."

C'est de cette structure qu'on peut tirer l'essence de la personne ainsi que par la suite les caractéristiques constitutives de celle-ci.

2. L'essence de la personne

L'expérience-intuition de Mounier nous conduit à la définition suivante: Une personne est un être capable de répondre aux interpellations des événements.

a) Interpellation, appel, défi

Selon Mounier l'homme n'a jamais vraiment l'initiative absolue ni la maîtrise totale de son existence, il est toujours déjà dans la position de celui qui est appelé voir défié. Cela ne l'empêche pas de faire preuve ensuite de créativité, mais celle-ci se trouve d'emblée située dans un cadre, un contexte tracés par l'interpellation, qu'il n'a donc pas choisis, qu'il peut en revanche changer ou même renverser.

b) Événements

Ce qui appelle ou interpelle l'homme, c'est ce qu'à la suite de la Bible et de Péguy, Mounier appelle les 'événements'. Dans son propre cas, l'événement déclencheur a été la crise de 1929.

Ces événements, Mounier les entend, certes, d'abord au sens banal d'événements historiques ou même simplement quotidiens, qu'ils soient ponctuels ou structurels, au sens de situations, qu'ils soient personnels et privés ou publics, c'est-à-dire politiques, culturels, sociaux ou naturels, comme p.ex. des catastrophes naturelles.

Toutefois, pour lui, "l'événement véritable, (c'est) l'étranger qui se jette en travers de la route" (I 172). 172). Entendu en ce sens, l'événement qui interpelle a deux composantes essentielles: c'est autrui qui appelle et dans cet appel il y a toujours quelque chose d'imprévu, de déroutant qui conduit à une rupture avec l'existence jusqu'à la menée.

c) Réponse

Ce dernier aspect est le plus important, car ce qui a été dit précédemment pourrait valoir aussi pour des êtres non-personnels. La réponse en question n'est pas une pure réaction instinctive, comme dans le schéma behavioriste. Il s'agit d'abord d'un véritable acte, c'est-à-dire d'une action consciente, délibérée, voulue; et c'est ensuite une

réponse au sens d'un acte responsable, d'une prise de responsabilité.

En effet, face à l'événement, la personne prend conscience qu'elle ne peut donc se dérober; mais que cette réponse doit aussi être sa réponse: un geste, une attitude, une parole, un engagement. Cette réponse peut donc prendre la forme d'une adhésion, mais aussi, Mounier y a toujours insisté, celle d'un refus, d'une rupture: "La rupture, le rebondissement sont bien des catégories essentielles de la personne" (III 472; voir à ce sujet tout le passage III 470-476).

En se basant sur le fait que Mounier lui-même a plusieurs fois utilisé le jeu de mot 'réponse-responsabilité'(voir II 525, III 192, III 484), on peut donner une nouvelle définition de la personne: "La personne est un être de réponse qui peut et doit prendre ses responsabilités".

Mounier quant à lui exprimait l'essence de la personne plutôt par un autre terme, tiré de la tradition chrétienne, celui de *vocation*. Mais il ne l'entendait pas au sens qu'on lui donne généralement, à savoir comme désignant un ensemble plus ou moins unifié de talents, de penchants, de potentialités, qui seraient prêts et n'attendraient qu'à être réalisés; ou bien encore un ensemble d'aspirations, de projets plus ou moins innés; ou enfin une sorte de mission révélée par la conscience morale, un "plan tracé d'avance" (IV 627).

Mounier prenait le mot *vocation* en son sens étymologique, qui nous conduit d'ailleurs sans détours aux termes de réponse et de responsabilité. En effet, *vocation* signifie à l'origine 'appel', mais un appel qui exige une réponse. Dans le terme de 'vocation' appel et réponse, réponse et responsabilité se trouvent indissolublement liés. (Pour plus de détails sur la notion de *vocation* chez Mounier, voir les extraits de mon étude "La vocation d'après Emmanuel Mounier", publiés dans BAM 65, 9-14).

V. Les "catégories" (III 472) de la personne

Les différentes significations de la personne, récoltées au cours de l'histoire des idées, peuvent s'articuler entre elles à partir de la définition de la personne, établie par Mounier; ces significations ne sont autres que les catégories de la personne. Elles peuvent se ranger en deux séries, suivant que nous considérons la personne comme un être qui simplement *répond*, ou qui donne plus précisément sa réponse aux événements.

A. La personne comme être de réponse

Cet aspect de la personne nous conduit au coeur du débat séculaire entre les tenants de la personne-substance et ceux de la personne-relation.

1. Relation

Si la personne est foncièrement un être de réponse, il semble clair qu'elle est tout aussi essentiellement de nature relationnelle plutôt que substantielle. Car, être appelé et répondre, c'est exister tendu entre deux relations à la fois: l'une, l'appel, surprenant, inattendu, fait irruption et rompt l'immanence du sujet; l'autre, la réponse à son tour brise l'immobilité et la centration sur soi de ce même sujet.

Est-ce à dire que pour Mounier, la personne est pure relation, et relation pure? Devant la dichotomie relation = substance, Mounier fait-il un choix net en faveur de l'option relationnelle?

a) A première vue, il semble effectivement prendre parti exclusivement pour la ligne relationnelle du personnalisme, option qui paraît d'ailleurs prédéterminée par sa définition de la personne en termes de *vocation*. Et ce choix semble vérifié par le fait que certaines autres catégories majeures de la personne se rattachent de toute évidence à celle de relation:

- Communication

Pour la personne, la "communication (est un) fait primitif... La personne nous apparaît comme une présence dirigée vers le monde et les autres personnes, sans bornes, mêlée à eux, en perspective d'universalité. Les autres personnes ne la limitent pas, elles la font être. Elle n'existe que vers autrui, elle ne se connaît que par autrui, elle ne se trouve qu'en autrui. L'expérience primitive de la personne est l'expérience de la seconde personne. Le tu, et en lui le nous, précède le je, ou au moins l'accompagne". (III 453 cf aussi III 208-209).

- Communauté

"La personne ne se réalise que dans la communauté"(I 182; voir à ce propos tout le chapitre 'Révolution communautaire' I 184-209). Mais la personne non seulement naît dans une communauté, voilà pourquoi, comme le disait la citation tout à l'heure, en elle "le nous précède le je", elle s'y réalise et y trouve sa plus haute destination: "L'acte premier de la personne, c'est de susciter avec d'autres une société de personnes dont les structures, les moeurs, les sentiments et finalement les institutions soient marqués par leur nature de personne: société dont nous commençons seulement à entrevoir et à ébaucher les moeurs". (III 454)

Personne et communauté sont tellement liées, "le lien de la personne à la communauté est si organique que l'on peut dire des vraies communautés qu'elles sont, réellement et non par figure, des personnes collectives, des personnes de personnes. Tout ce que nous avons dit de la personne, transposé, peut être repris au compte de la communauté". (I 194)

D'autres catégories sur lesquelles je reviendrai plus loin vont également dans le sens d'une conception relationnelle de la personne: générosité et don, engagement, constitution interpersonnelle de l'identité.

b) Ce parti pris 'relationnel' semble en plus confirmé par l'option apparemment explicite contre la conception substantialiste de la personne. Certes, Mounier n'emploie guère le mot de 'substance'. C'est que, à mon avis, il parle de la substance à travers son analyse et sa critique de la catégorie de l'individu. Celui-ci en effet me paraît la figure moderne de la substance; de celle-ci, le concept d'individu retient les déterminations majeures: indépendance, autonomie, identité, force et puissance.

Or, il y a chez Mounier une polémique constante contre l'individu et l'individualisme, surtout il est vrai dans les années 30, où à son grand dam le Larousse définissait le personnalisme comme un individualisme. En ces années-là, chez Mounier, personne et individu s'opposent diamétralement (voir p.ex. I 525-527):

personne	individu
ouverture	fermeture sur soi
générosité	avarice vitale
amour	égoïsme
risque	sécurité
communauté	solitude
décentrement	repli sur soi

Pour Mounier d'ailleurs, l'individu n'est pas une catégorie purement métaphysique ou anthropologique, il y a selon lui une incarnation historico-sociale de l'individu: c'est le bourgeois des temps modernes, respectivement le petit bourgeois: "L'individualisme est un système de moeurs, de sentiments, d'idées et d'institutions qui organise l'individu sur des attitudes d'isolement et de défense. Il fut l'idéologie et la structure dominante de la société bourgeoise occidentale entre le XVIIIe et le XIXe siècle. Un homme abstrait, sans attaches ni communautés naturelles, dieu souverain au coeur d'une liberté sans direction ni mesure, tournant d'abord vers autrui la méfiance, le calcul et la revendication des institutions réduites à assurer le non empiètement de ces égoïsmes, ou leur meilleur rendement par l'association réduite au profit: tel est le régime de civilisation qui agonise sous nos yeux, un des plus pauvres

que l'histoire ait connus. Il est l'antithèse même du personnalisme, et son plus prochain adversaire". (III 452 cf aussi I 390-392 et I 492-494)

L'opposition semble donc nette et irréconciliable entre personne et individu, c'est-à-dire entre relation et substance: "La tentation la plus courante est de couvrir du personnalisme un simple avatar de l'individualisme. Mais si le nous est antérieur au je, si la vie personnelle n'est pas repli sur soi, mais mouvement vers et avec autrui, vers et sur le monde matériel, vers un au-dessus et un au-delà de l'acquis, aussi fondamentalement qu'elle est recueillement et intériorité, le personnalisme se situe aux antipodes du narcissisme, de l'individualisme, du culte égocentrique". (III 230)

c) Et pourtant, à y regarder de plus près, les choses sont moins simples, et il s'avère que Mounier ne se place pas dans une perspective dichotomique, mais plutôt d'articulation dialectique de ces deux catégories

D'abord, si l'on est réaliste, on doit se rendre compte que personne et individu sont, dans tout homme, indissolublement mêlés et peuvent tout au plus être distingués en pensée, mais non pas réellement séparés. Ainsi, Mounier les considère comme deux pôles de l'homme: "Dispersion, avarice, voilà les deux marques de l'individualité. La personne est maîtrise et choix, elle est générosité. Elle est donc dans son orientation intime polarisée juste à l'inverse de l'individu. Cependant il ne faudrait pas immobiliser dans une image spatiale cette distinction nécessaire entre personne et individu. Pour parler un langage auquel nous n'attribuerons pas d'autre valeur que de commodité, il n'y a sans doute pas en moi un seul état épars qui ne soit à quelque degré personnalisé, aucune zone où ma personne ne soit à quelque degré individualisée ou, ce qui revient au même, matérialisée... Dans cette opposition de l'individu à la personne, il ne faut voir qu'une bipolarité, une tension dynamique entre deux mouvements intérieurs." (I 525-526)

Si dans ce texte, datant de 1936, la bipolarité véhiculée encore une nuance péjorative, il n'en va plus de même dans les textes d'après la guerre, qui reprennent l'opposition entre personne et individu en termes de mouvement et non plus d'exclusion. Ainsi, en 1949, la personne est présentée comme étant tendue, dans son être et dans son devenir, entre deux pôles qui sont l'indice d'un double mouvement: se centrer - se décentrer, se ramasser - s'étaler, possession - dépossession (III 466-467).

Disons, pour faire image, que la personne est animée à la fois d'un mouvement centripète, c'est le moment 'individu', et d'un mouvement centrifuge, le moment

'relation'. Cette dynamique, Mounier l'exprime e.a. dans le contexte du fameux problème de l'avoir et de l'être, soulevé par Gabriel Marcel: "Il ne faut pas opposer trop brutalement l'avoir et l'être, comme deux attitudes existentielles entre lesquelles il y aurait à choisir. Pensons plutôt à deux pôles entre lesquels est tendue l'existence incorporée. Il ne lui est pas possible d'être sans avoir." (III 466)

La même dynamique polaire se trouve exprimée encore en termes d'intériorité; à ce propos, Mounier emploie lui-même le mot de 'dialectique' (III 468): "Il faut rappeler au sujet qu'il ne se trouve et ne se fortifie que par la médiation de l'objet: il faut sortir de l'intériorité pour entretenir l'intériorité. La personne est un dedans qui a besoin du dehors. Le mot exister indique par son préfixe qu'être, c'est s'épanouir, s'exprimer. Il ne faut pas tant mépriser la vie extérieure: sans elle la vie intérieure devient folle, aussi bien que sans vie intérieure, elle délire de son côté". (III 469)

Cependant, si dialectique il y a, il ne faut pas croire que pour Mounier, ces deux mouvements soient équivalents. En réalité, il y a intégration dialectique, ce qui veut dire que ces deux mouvements sont certes indissociables (et donc il ne s'agit pas de choisir ou d'abandonner l'un au profit de l'autre), mais l'un a nettement la priorité sur l'autre, autrement dit, l'un n'est qu'un moment dialectique de l'autre.

Si de ce fait le moment-individu correspond à un "mouvement de repli" (III 452), il ne s'agit pas dans le cas de ce repli d'un mal à éviter, car il n'est pas considéré abstraitement à part, tiré de son contexte, c'est-à-dire de son lien avec l'autre mouvement, mais comme un moment important bien que subordonné de la dynamique totale de la personne: "La vie personnelle commence avec la capacité de rompre le contact avec le milieu, de se reprendre, de se ressaisir, en vue de se ramasser sur un centre, de s'unifier. A première apparence, ce mouvement est un mouvement de repli. Mais ce repli n'est qu'un temps d'un mouvement plus complexe. Si certains s'y arrêtent et s'y contorsionnent, une perversion est intervenue. L'important n'est pas en fait le repli, mais la concentration, la conversion des forces. La personne ne recule que pour mieux sauter". (III 462-463)

Ainsi, l'individu n'est l'opposé pur et simple de la personne que dans une perspective abstraite, et dans la réalité concrète et historique il ne l'est que dans le cas de l'individualisme bourgeois. Mais comme moment dialectique de la personne, l'individu a son sens, sa fonction et sa valeur: c'est le moment d'intériorité et de ressourcement. Il reste que la dynamique profonde, essentielle, de la personne est de nature centrifuge.

Cette valorisation nuancée de l'individu s'annonce dès la définition de la personne comme être de réponse, c'est-à-dire comme relation. En effet, une relation est toujours la relation de quelqu'un avec quelqu'un ou quelque chose. Une pure relation est un concept abstrait sinon vide, et en fin de compte absurde. La substance se trouve ainsi intégrée dialectiquement dans la relation, elle en constitue un moment.

Mounier prend donc partie dans le long débat qui a divisé la tradition philosophique: la relation est pour lui primordiale. Mais il ne rejette pas pour autant le côté 'substance' de la personne, il l'intègre à la relation.

2. Transcendance

A côté des catégories centrales de relation et de substance, d'autres se rattachent directement à la définition de la personne comme être de réponse.

Répondre, nous l'avons vu, est plus que simplement réagir, car avant de répondre il faut d'abord percevoir l'appel et en déchiffrer le ou les sens. Ce préalable de la réponse exige déjà la rupture de l'immanence du sujet. Quant à la réponse, elle entraîne de toute évidence une ouverture, au sens d'un dépassement de cette immanence, le sujet est amené à aller au-dehors et au-delà de lui-même. En d'autres termes, la transcendance est une autre catégorie de la personne qui nous fait retrouver la dynamique centrifuge de celle-ci: "L'aspiration transcendante de la personne n'est pas une agitation, mais la négation de soi comme monde clos, isolé sur son propre jaillissement. La personne n'est pas l'être, elle est mouvement d'être vers l'être". (III 486)

Mais du fait que dans son mouvement de transcendance, la personne se trouve délogée en quelque sorte de son lieu initial où elle était enfermée, cette transcendance comporte une dimension de risque et d'aventure: "L'être personnel fonde un ordre inverse de l'adaptation et de la sécurité. S'adapter, c'est réduire sa surface menacée et se faire semblable à ce qui est au prix de ce qui peut être. La vie en nous, surtout devant le danger, ne demande qu'à s'adapter, au prix le moins cher: c'est ce qu'on appelle le bonheur. La personne risque et dépense sans regarder au prix." (III 486-487)

3. Générosité

Comment se fait-il que la personne soit capable de se transcender, d'entrer en relation? La source de la transcendance et de la puissance qui s'exprime en celle-ci est appelée par Mounier 'générosité', à la suite sans doute de Descartes et de son Traité des Passions.

Chez Mounier, générosité ne signifie pas 'charité', au sens actuel du terme, mais richesse et abondance, don et partage. La réponse de la personne est une réponse généreuse, sans calcul ni souci d'économie. Le monde de la personne est "rayonnement et surabondance" (I 531). "Cette richesse intime de son être lui donne une continuité non de répétition, mais de surabondance. La personne est le 'non-inventoriable' (G. Marcel). Je l'éprouve sans cesse comme débordement. L'homme, disait Malebranche, est mouvement pour aller toujours plus loin. L'être personnel est générosité". (III 486)

Nous retrouvons donc ici l'opposition entre personne et individu (bourgeois): l'avarice est une caractéristique de ce dernier (voir aussi I 525) Inversement, la générosité n'est pas d'abord une disposition du caractère ni même une vertu, elle est un mode d'être, elle est d'ordre ontologique plutôt que psychologique ou éthique. C'est ce qui ressort du texte fondamental tiré du 'Traité du Caractère' qu'il faudrait citer en entier. En voici quelques extraits seulement: "L'instinct chez l'homme, tend à glisser à l'égoïsme et à la pauvreté de la répétition. La générosité reçoit de l'instinct une partie de sa sève. Mais dans son mouvement elle implique une maîtrise de l'instinct, une victoire sur son égoïsme et sur sa raideur impulsive. Elle est inépuisablement multiple, perpétuellement inventive et aventureuse. Aussi les généreux détestent-ils les calculs sur lesquels reposent nos coutumes de bienséance: le donnant-donnant, la stricte réglementation des mouvements du cœur, de l'hospitalité, des rapports humains. Ces usages furent primitivement un hommage discipliné à une certaine grâce de la vie sociale, une technique d'assouplissement de l'égoïsme. Ils sont devenus avec l'avarice bourgeoise, le code même de la mort spirituelle. Le généreux est mauvais propriétaire et mauvais économiste: il préfère donner que posséder, distribuer qu'accumuler, laisser vivre les choses que les conserver, et il serait souvent tenté de faire de l'extravagance et de la prodigalité des vertus, tant il voit honorer autour de lui la médiocrité satisfaite et l'économie sordide..."

L'avarice dont nous parlons ici est plus foncière que l'avarice d'argent. Elle est une disposition étroite du cœur, une "pauvreté vitale" (Prinzhorn), une absence de spontanéité et de libéralité, une parcimonie originelle dans la communication de soi. Souvent, ces avarices essentielles sont des faibles, des malingres, de "petites vies", et s'ils dépensent peu, c'est qu'ils ont peu: d'où cette morosité, sorte de "petites tristesses, de petite avarice morale et physique perpétuelle", dont Janet fait une caractéristique fréquente de l'asthénie. Ils dévalorisent toutes choses autour d'eux, et se font un monde mesquin pour n'être pas accablés par la puissance débordante du monde réel...

D'innombrables êtres, à qui la vie pourtant n'a pas mesuré sa prodigalité, opposent aux hommes et aux événements une défiance si radicale qu'elle avoue une attitude de refus envers l'être partout où il rayonne; plus qu'un refus, une protestation; plus qu'une protestation, un ressentiment contre sa générosité créatrice. Ils réservent leurs sentiments, ils retiennent leurs actes, ils compriment leurs pensées... Ils ne vivent pas seulement à rebours de l'élan spirituel, ils revivent à rebours de la vie même, car, esquissant déjà le mouvement de l'esprit, la vie prime là les risques de la générosité... Quand l'avarice vitale refuse ce saut, naissent les multiples formes des involutions affectives, repli égoïste, narcissisme, raideur, esprit de revendication, etc...

On étonnerait bien des justes et des hommes d'ordre si sous leur plus noble masque on leur découvrait le visage affreux de cet avarice. Ils s'estiment corrects avec la vie parce qu'ils n'attendent rien d'elle et ne lui demandent pas de privilèges extraordinaires. Cette modération raisonnable est précisément une conduite insensée dans un monde dont la texture est promesse et surabondance. Son mystère ruisselle autour d'eux d'avances inouïes, de propositions miraculeuses, et ils enfoncent le nez, pour s'y conduire, dans des règlements de voirie. Leurs rapports de stricte équivalence avec autrui, leur garde constante contre la spontanéité, contre la surprise, contre l'énigme, contre l'aventure, contre le geste fou qui ferait éclater leur univers de calculeux font d'eux, plus que des malingres: le plus odieux produit, peut-être, de la complication des puissances de mort dans une civilisation qui les a multipliées sous de faux noms à l'égal des puissances de vie". (II 322-326)

4. Engagement

Si la générosité est la richesse qui alimente le mouvement centrifuge de la personne, cette transcendance aboutit à et prend corps dans l'engagement. Il s'agit là d'une notion galvaudée à laquelle cependant Mounier donne son véritable sens. Au vrai, trois niveaux de signification se superposent et se complètent

Au sens le plus courant, l'engagement désigne le militantisme politique, syndical ou associatif. Mounier tient beaucoup à cet engagement, il est la pierre de touche de tout engagement, mais il n'épuise pas le contenu de ce terme ni n'en est la signification de base.

En effet, l'engagement est d'abord le fait que la réponse de la personne est inévitable: la personne se trouve toujours déjà engagée au sens de "embarquée": "On parle toujours de s'engager comme s'il dépendait de nous: mais

nous sommes engagés, embarqués, pré-occupés. C'est pourquoi l'abstention est illusoire" (III 504).

Ou bien de façon plus détaillée. "Nous sommes embarqués dans un corps, dans une famille, dans un milieu, dans une classe, dans une patrie, dans une époque que nous n'avons pas choisis. Pourquoi suis-je ici plutôt que là, maintenant plutôt que lors: un mystérieux dessein en a décidé antérieurement à toute volonté de ma part. En moi se nouent les chiffres entrelacés d'un destin pressant et d'une vocation qui est un défi jeté à toutes les forces du monde. Mais cette vocation ne peut frayer son chemin que dans ce corps, cette famille, ce milieu, cette classe, cette patrie, cette époque. Je ne suis pas un cogito léger et souverain dans le ciel des idées, mais cet être lourd dont une lourde expression seule donnera le poids; je suis un moi-ici-maintenant; il faudrait peut-être alourdir encore et dire un moi-ici-maintenant-comme ça-parmi ces hommes- avec ce passé". (III 191-192)

Or, le fait d'être incarnée ainsi et située a pour la personne la signification d'un appel: "Le vrai sens de l'engagement spirituel: non pas un développement historique aisé d'une situation imaginativement préconçue, mais la confrontation imprévisible et brutale à des situations de fait dont nous n'avons pas apporté les données et dont le développement nous échappe en grande partie: Selon les temps et selon notre place, nous dominons plus ou moins cet entourage". (III 191)

Mais il y a un troisième sens encore de l'engagement, le plus proche de l'étymologie du mot, et qui d'ailleurs nous conduira à la deuxième série de catégories: être engagé ou s'engager, c'est se mettre en gage, donc s'investir dans ce qu'on fait, être présent tout entier dans son acte. Ainsi, Mounier dit de la personne qu'elle "est une présence plutôt qu'un être...une présence active" (III 463). Ou encore "La vie de la personne, on le voit, n'est pas une séparation, une évasion, une aliénation, elle est présence et engagement. La personne n'est pas une retraite intérieure, un domaine circonscrit, auquel viendrait s'accoter du dehors mon activité. Elle est une présence agissante dans le volume total de l'homme, toute son activité y est intéressée". (I 526)

Et du chrétien en tant que personne, Mounier dit: "Il s'engage. Non pas seulement ici ou là, mais tout entier dans chaque acte, si bien que chacun de ses actes, à la limite et s'il répondait à ce que Dieu et le monde attendent de lui, devrait être comme le ramassement de toute sa vie, et sa vie tendre à mimer l'élan d'un seul et même acte." (I 741)

B. La personne en tant qu'être qui donne SA réponse

La catégorie de l'engagement nous conduit à envisager l'autre aspect de la définition de la personne, qui non seulement donne une réponse, mais sa réponse aux événements. Or, donner sa réponse peut de nouveau être entendu en deux sens: soit cela veut dire que la réponse est imputable à la personne qui donc en est responsable, soit que la réponse porte en plus sa marque, sa griffe spécifique et ainsi exprime son identité.

1. Liberté

Quant au premier de ces sens, il est évident que l'imputabilité de la réponse présuppose du côté de la personne un maximum de liberté qui "lui permet de s'affirmer comme véritable auteur de son action" (I 735). Une certaine liberté est requise qui n'a pas besoin d'être absolue car, selon le jeu de mots de Mounier, la liberté de la personne est une "liberté sous conditions" (voir à ce sujet III 477-484), une liberté incarnée donc qui émerge des déterminismes naturels et sociaux en s'appuyant sur eux: "La liberté ne se gagne pas contre les déterminismes naturels, elle se conquiert sur eux, mais avec eux" (III 478).

Cette émergence nous livre le vrai sens de la liberté qui, d'après Mounier, "n'est rien si elle n'est un champ ouvert à une libération" (I 574; souligné par moi). Elle n'est donc pas donnée, mais acquise et même conquise: "C'est la personne qui se fait libre, après avoir choisi d'être libre. Nulle part, elle ne trouve la liberté donnée et constituée. Rien au monde ne l'assure qu'elle est libre si elle n'entre pas audacieusement dans l'expérience de la liberté (III 478).. La liberté de l'homme est la liberté d'une personne, et de cette personne ainsi constituée et située en elle-même, en elle-même, dans le monde et devant les valeurs. Cela implique qu'elle est en règle commune étroitement conditionnée et limitée par notre situation concrète. Etre libre, c'est au premier temps ACCEPTER CETTE CONDITION POUR y prendre appui. Tout n'est pas possible, tout n'est pas possible à tout moment. Ces limites, quand elles ne sont pas trop serrées, sont une force. La liberté ne progresse, comme le corps, que par l'obstacle, le choix, le sacrifice". (III 480-481)

Cette liberté-libération s'inscrit bien sûr dans le cadre de la dynamique appel-réponse: "L'homme libre est un homme que le monde interroge, et qui répond: c'est l'homme responsable" (III 484). Ou encore: "Ainsi je ne dispose pas dans l'arbitraire de ma liberté, bien que le point où je l'épouse soit enfoui au coeur de moi-même. Ma liberté n'est pas seulement jaillissante, elle est ordonnée, ou mieux encore appelée". (III 482)

Cette liberté est donc à la fois la condition de possibilité de l'existence personnelle et le but de celle-

ci: "Je ne suis pas libre seulement par le fait d'exercer ma spontanéité, je deviens libre si j'incline cette spontanéité dans le sens d'une libération, c'est-à-dire d'une personnalisation du monde et de moi-même". (III 482)

Ce but, cette "liberté suprême", Mounier l'appelle encore "autonomie" (I 574). Elle est le fondement de la valeur, ou mieux, de la dignité de la personne: le personnalisme de Mounier implique "une affirmation de valeur, un acte de foi: l'affirmation de la valeur absolue de la personne humaine. La personne est un absolu à l'égard de toute autre réalité matérielle ou sociale, et de toute autre personne humaine. Jamais elle ne peut être considérée comme partie d'un tout: famille, classe, Etat, nation, humanité. Aucune autre personne, à plus forte raison aucune collectivité, aucun organisme ne peut l'utiliser légitimement comme un moyen. Dieu même, en doctrine chrétienne, respecte la liberté tout en la vivifiant de l'intérieur: tout le mystère théologique de la liberté et de la faute originelle repose sur cette dignité conférée au libre choix de la personne". (I 524)

2. Identité et unité

Donner sa réponse présuppose que la personne en question n'est pas n'importe quoi ou n'importe qui, mais un être bien précis, doté d'une certaine identité. Mounier n'emploie pas souvent ce terme, il traite de cette question sous le vocable de 'vocation', que nous devons donc reprendre, en insistant ici sur son deuxième versant, à savoir l'aspect 'réponse' plutôt que 'appel', car c'est la réponse qui exprime la singularité de chaque personne.

Pour Mounier, l'identité d'une personne n'est pas donnée toute faite, elle n'est pas "un plan tracé d'avance" (IV 627), "elle n'est pas comme une idée toute faite que je n'aurais qu'à déchiffrer et réaliser" (I 751). L'identité n'est pas à trouver, elle est à construire.

Toutefois il ne s'agit pas d'une création ex nihilo, elle n'est pas une "pure acquisition" (III 467), car il y a un donné au départ, la personne, lors de sa venue au monde, n'est pas une page blanche.

Dans ces conditions, la constitution de l'identité signifie d'abord que la personne "doit commencer par accepter ses données" (II 722). Comme, selon Mounier, l'identité est de l'ordre de "l'unité de la personne" (I 793), la constitution de cette identité revient à "une unification toujours imparfaite, toujours à recommencer des éléments qui s'agitent en moi" (I 178): La personne est ainsi le démiurge de son identité plutôt que le créateur.

Mais ce travail permanent d'intégration a besoin d'une orientation; celle-ci est donnée à la personne non pas par l'observation de soi, par l'introspection (voir à ce sujet III 59), mais la personne la reçoit dans le cadre du rapport entre appel et réponse. L'identité "subit des rebroussements, des coudes, des déviations, des accélérations selon les réponses que je donne aux événements" (I 751)

Si la personne a donc besoin d'une visée dans son oeuvre d'unification, dans ses choix et le tri qu'elle a à faire, ce sont les événements et la réponse à ceux-ci qui jouent un rôle primordial. C'est en ce sens qu'à la fin de sa vie Mounier écrira: "L'événement sera notre maître intérieur" (IV 817).

Que les événements interviennent ainsi dans le processus d'unification de la personne signifie non seulement que l'unité de la personne ne résulte pas de l'acceptation pure et simple du donné initial, c'est-à-dire des talents, penchants ou aspirations, mais que l'identité peut même, le cas échéant, se faire au contraire à l'encontre de ce donné. C'est ce que Mounier a affirmé à différents moments de sa vie: "Ma vocation peut être le développement de mes talents naturels, de mes initiatives même spirituelles, elle peut être aussi bien dans leur échec temporel total, et à vrai dire une vocation est inimaginable en perspective chrétienne qui n'intègre quelque chose de la grandeur de l'échec ... Elle n'est pas comme une Idée toute faite que je n'aurais qu'à déchiffrer et réaliser ... Elle subit des rebroussements, des coudes, des déviations, des accélérations selon les réponses que je donne aux événements ... L'appel permanent de la vocation implique une attitude permanente de rupture à l'égard de tout ce qui peut en étouffer la voix ou en dévier le sens". (I 751) "Il ne faudrait pas confondre la vocation avec une sorte de déterminisme du caractère dominant. La vocation est transpsychologique. Elle doit commencer par accepter ses données, mais elle peut aussi bien lutter contre elles pour en briser l'esclavage". (II 722) "On parle souvent de l'épanouissement de la personne' comme s'il n'y avait qu'à étendre notre champ pour étendre notre valeur. On exalte la possession du monde comme si elle était elle-même libératrice. La dialectique personnaliste de l'avoir est moins triomphante. Elle doit partir de cette entropie ou de cette involution de l'avoir. L'épanouissement de la personne implique comme une condition intérieure une désapprobation de soi et de ses biens qui dépoliarise l'égoïsme. La personne ne se trouve qu'en se perdant". (III 467) (Voir à ce propos aussi le témoignage de Mounier: "Moi qui ai eu toute ma vocation intérieure tournée vers la vie érémitique, méditation, flamme intérieure, vie privée, amitié, me voilà jeté en pleine rue, condamné au travail impur et bruyant, à la corvée du quartier". (IV 510) Toutefois, cette irruption souvent surprenante des événements ne conduit pas non plus

la personne à se livrer simplement aux vicissitudes des hasards de la vie, il s'agit pour elle de "transformer ce coup de dés en vocation". (IV 627)

L'identité n'est pas cherchée ou constituée pour elle-même, elle n'est pas un but en soi, ni même un but du tout: "Toute préoccupation directe de réaliser sa personne achoppe à la 'personnalité' définie plus haut et par là risque d'arrêter autant que de promouvoir l'effort d'auto-identification et d'auto-développement de la personne la vocation d'être une personne n'a aucun rapport avec la recherche de la personnalité. La personne est un infini, ou au moins un transfini - faite à l'image de Dieu, dit le croyant. La personnalité est, ou tend toujours à être la revendication du fini qui se crispe sur sa finitude Nous pressentons...qu'on ne trouve la personne, en un certain sens, qu'en se détournant d'elle, en la rejoignant sans la chercher". (I 181-182)

Il en va de même pour la singularité de cette identité: "(La vocation) n'a pas pour valeur première d'être singulière, car, tout en le caractérisant de manière unique, elle rapproche l'homme de l'humanité de tous les hommes. Mais, en même temps qu'unifiante, elle est singulière par surcroît". (I 518)

Identité et singularité ne sont donc pas des fins, mais des résultantes de la confrontation de la personne aux appels que les événements lui adressent.- Nous retrouvons ici le fait que le mouvement profond de la personne est centrifuge et non pas dirigé vers elle-même.

Il en résulte que l'identité de la personne non seulement est difficile à construire, mais n'est jamais vraiment achevée, elle est "toujours imparfaite, toujours à recommencer" (I 178): "Se ramassant pour se trouver, puis s'étalant pour s'enrichir et se trouver encore, se ramassant à nouveau dans la dépossession, la vie personnelle, systole, diastole, est la recherche jusqu'à la mort d'une unité pressentie, désirée, et jamais réalisée. Je suis un être singulier, j'ai un nom propre. Cette unité n'est pas l'identité d'un tout que l'on embrasse dans une formule: des abîmes de l'inconscient, des abîmes du subconscient, du jaillissement de la liberté, mille surprises la remettent sans cesse en question. Elle ne se présente à moi ni comme un donné, tel que mes hérédités ou mes aptitudes, ni comme pure acquisition. Elle n'est pas évidente: mais n'est pas évidente non plus au premier regard l'unité d'un tableau, d'une symphonie, d'une nation, d'une histoire. Il faut découvrir en soi, sous le fatras des distractions, le désir même de chercher cette unité vivante, écouter longuement les suggestions qu'elle nous chuchote, l'éprouver dans l'effort et l'obscurité, sans jamais être assuré de la tenir". (III 467)

Dans ces conditions, il est évident que la connaissance de la personne respectivement d'une personne donnée est une entreprise difficile, qu'il s'agisse de connaître autrui ou soi-même. Ce n'est pas le lieu ici de développer cette question, mais on comprend que Mounier ait écrit à ce sujet que "il y a une théologie négative de la Personne comme il y a une théologie négative de Dieu, et elle est sans doute elle aussi la plus vraie". (IV 790)

C. Unité des deux aspects de la réponse

Il était utile de distinguer le fait que la personne donne une réponse mais aussi sa réponse. Il est important maintenant de voir l'unité entre ces deux aspects par l'étude d'une nouvelle catégorie, la personnalisation.

Nous avons vu que le processus de constitution de l'identité n'est jamais terminé. La personne est prise dans une dynamique évolutive qui est appelée 'personnalisation' au sens de: devenir davantage celui qu'on est. Toutefois cette façon de s'exprimer est ambiguë, elle a deux significations qu'il s'agit de soigneusement distinguer, même si, pour la pensée de Mounier, elles sont étroitement liées.

Certes, tout homme est, selon Mounier, une personne, par nature. Mais cela n'empêche pas qu'il doive davantage devenir à la fois ce qu'il est, à savoir une personne (personnalisation I) et celui qu'il est, à savoir développer son identité (personnalisation II). Ces deux processus sont permanents et jamais terminés.

Ces deux dynamiques: devenir une personne - devenir soi-même, sont liées, car elles se font l'une par l'autre: l'identité, nous l'avons vu, se constitue dans et par les réponses aux événements. En effet, devenir davantage ce qu'on est (personnalisation I) signifie être de plus en plus à même de donner une réponse authentique aux événements; mais quelle réponse est plus authentique que celle qui exprime celui qu'on est (personnalisation II)?

Ce mouvement de personnalisation s'inscrit d'ailleurs dans un cadre naturel et même cosmique qui va dans le même sens: "La réalité centrale de l'univers est un mouvement de personnalisation" (III 431) On aura reconnu ici un accent teilhardien, tout comme dans l'affirmation suivante de Mounier selon laquelle il y a une "solidarité entre le sort de l'univers et le destin de l'homme". (III 402)

Mais ce mouvement de personnalisation, tout présent qu'il est dans l'homme comme dans la nature, n'est pas automatique, il résulte malgré tout d'un effort, à savoir "l'effort humain pour humaniser l'humanité" (III 432) Et il

y a toujours la menace d'un recul, d'une dépersonnalisation: "Cette émergence de la personne créatrice peut se lire dans l'histoire du monde. Elle apparaît comme une lutte entre deux tendances de sens contraire: - l'une est une tendance permanente à la dépersonnalisation ... l'autre est un mouvement de personnalisation qui ne commence à la rigueur qu'avec l'homme, mais dont on peut relever la préparation à travers toute l'histoire de l'univers ... Avec la personne humaine tout ce mouvement trouve non pas certes son explication, mais sa signification. L'émergence de l'univers personnel n'arrête pas l'histoire de la nature, elle l'engage dans l'histoire de l'homme sans l'y plier entièrement ... Mais l'univers personnel n'existe encore qu'à l'état d'îlots individuels ou collectifs, de promesses à réaliser. Sa conquête progressive, c'est l'histoire de l'homme". (III 444-445)

De ce fait, l'homme a une sorte de mission historique et même cosmique, dont le but est de réaliser les conditions d'une existence authentiquement personnelle et communautaire des hommes comme des êtres en général. Une telle existence fera éclore ce qu'il y a selon Mounier de plus précieux: l'amour, dont il affirme qu'il est "créateur de distinction, reconnaissance et volonté de l'autre en tant qu'autre. La sympathie est encore une affinité de la nature, l'amour est une nouvelle forme d'être. Il s'adresse au sujet par-delà sa nature, il veut sa réalisation comme personne, comme liberté". (III 455)

V. Les domaines d'emploi de la notion de personne

Nous avons ainsi fait le tour de la personne, du moins de ses principales catégories. Et nous avons pu montrer qu'une certaine polysémie se laisse réduire par l'articulation des différentes acceptions du terme avec et autour de la définition de la personne comme être de réponse et de responsabilité.

Il reste cependant que, comme nous l'avons vu au début, la notion de personne est employée dans des domaines à première vue fort différents et éloignés les uns des autres. Or, il me semble que la définition de la personne proposée par Mounier, permet également d'articuler ces domaines. Il s'avérera en effet qu'ils ne sont rien d'autre que les dimensions essentielles de la personne elle-même.

1. Métaphysique

Définir la personne comme être de réponse et de responsabilité, c'est d'emblée s'exprimer sur la nature métaphysique de l'homme. De ce point de vue, la personne apparaît comme étant essentiellement de nature relationnelle (ce qui englobe, nous l'avons vu, les déterminations majeures d'un être substantiel). Toujours à niveau

métaphysique, la personne s'est montrée aussi comme un être capable de transcendance, et ce sur la base de sa générosité ontologique. Inutile d'insister davantage; toutes ces choses ont été suffisamment exposées dans les chapitres précédents.

2. Droit

Relation et transcendance signifient que la personne n'existe et ne se réalise qu'en s'extériorisant, qu'en s'incarnant. Par là, elle entre forcément en contact avec les choses et les êtres qui existent en dehors et autour d'elle. Ainsi se pose la question des conditions concrètes sociales de l'existence personnelle et communautaire.

Gabriel Madinier, un philosophe proche de Mounier, attribue au droit le rôle de créer un "espace social" qui rende possible "la reconnaissance et l'affirmation de mon prochain en tant qu'autre" (G. Madinier Conscience et amour Paris 1962 p. 56 et 55).

Toutefois, selon Jean Lacroix, la justice, l'oeuvre du droit, n'est pas une fin ultime, car "elle consacre l'altérité des individus au lieu de les unir" (J. Lacroix Personne et amour Paris 1955 p. 26). L'idéal de la vie sociale consiste plutôt dans l'amour que dans la justice, dans l'amour entendu au sens personnaliste du terme, c'est-à-dire comme 'volonté de promotion mutuelle'.

Si le droit ne fournit donc pas lui-même l'accomplissement de la société, à savoir l'amour, il n'en est pas moins une condition de possibilité dans la mesure où il canalise et transforme les rapports de force qui forment le soubassement inévitable mais ambivalent et menaçant de la vie sociale: "Les êtres d'abord se posent - sont posés - dans l'existence, et c'est la force; ces forces, une fois humanisées entrent en relation les unes avec les autres, s'équilibrent, coopèrent, et c'est le droit; elles se veulent enfin, c'est-à-dire qu'elles ratifient leur être relatif et se posent mutuellement comme distinctes à l'intérieur de la plus profonde communion, et c'est l'amour". (Jean Lacroix Personne et amour Paris 1955 p. 32) Le rôle du droit est ainsi de faire le lien entre la force et l'amour dans la société: "Le droit est un médiateur nécessaire. Il freine l'égoïsme biologique, garantit l'existence de chacun, assure dans la jungle des instincts et des forces le minimum d'ordre et de sécurité qui permettra les premières greffes de l'univers personnel", (III 459)

Mais le droit n'est-il pas par nature impersonnel? "Ce qui caractérise la loi, en effet, c'est qu'elle s'applique à tous: elle est universelle. S'appliquant à tous, elle n'a pas à tenir compte des différences-individuelles - elle est impersonnelle" (J. Lacroix Personne et amour Paris 1955 p.

38) Toutefois, cela n'empêche pas le droit d'être au service de la personne par une sorte de médiation de l'impersonnel, il suffit de le placer dans le contexte de la personnalisation de l'homme. En effet, que signifie cette personnalisation sinon la lutte contre l'impersonnel qu'il y a dans et autour de l'homme. Et le droit a sa place dans cette lutte: "La loi, disions-nous, est impersonnelle. Or, il y a dans l'homme toute une zone impersonnelle: la zone du social et du banal, la zone de l'on. Le rôle de la loi c'est donc ... de régler cette zone sociale et banale, cette zone impersonnelle" (Lacroix Personne et amour p. 52). "Le droit positif s'adresse davantage à ce qu'il y a d'impersonnel en l'homme et l'amour à ce qu'il y a de personnel, l'un et l'autre visant la personnalisation progressive ... Dire qu'il y a de l'impersonnel en l'homme et que, si cet impersonnel peut être obstacle, il doit devenir instrument, c'est affirmer que la personne n'est pas faite, mais à faire. La prise de conscience de l'impersonnel et sa reconnaissance sont condition nécessaire du développement personnel. La personne est une idée régulatrice. Les croyances qu'elle inspire deviennent constitutives d'une réalité en mouvement. Dans l'évolution humaine le droit apparaît comme la lettre qui incarne l'esprit d'amour" (J. Lacroix Le Personnalisme comme anti-idéologie Paris 1972 p.119-120).

3. Morale

C'est à l'intérieur de l'espace social ainsi ouvert par le droit que les relations entre les personnes peuvent se déployer. Elles sont de deux sortes: il y a d'un côté celles que Paul Ricoeur appelle les relations 'courtes', c'est-à-dire interpersonnelles, et du coup nous sommes dans le domaine de la morale:

- la dignité de la personne comme telle en tant qu'être libre et responsable réclame une morale du respect et de la promotion de la personne;
- pour chaque personne en particulier, une morale de la personnalisation, aux deux sens du mot, s'impose.

4. Politique

Mais il y a en même temps des relations 'longues', c'est-à-dire structurelles, sociales, qui nous introduisent dans le domaine du politique. Si le droit peut être considéré comme l'idée directrice de la politique, celle-ci n'est alors autre qu'une incarnation du droit.

Ceci veut dire que dans une perspective personnaliste, la politique se doit d'être celle de la démocratie: "La démocratie, c'est l'homme du droit. La démocratie dans son application juridique, c'est le lent et patient effort, toujours à refaire, pour subordonner toutes les forces au droit...Si l'on veut établir une Cité à la fois

personnaliste et communautaire, il faut que tous les individus et tous les groupes - y compris l'Etat - soient subordonnés au droit...Le pouvoir ne disparaît pas, mais, pour reprendre une expression de M.Gurvitch, il devient une 'fonction juridique'; au lieu que ce soit le droit qui naisse du pouvoir, c'est le pouvoir qui naît du droit...Le régime démocratique...est le seul qui identifie le problème de l'organisation du pouvoir et celui de la garantie des droits". (Jean Lacroix Itinéraire spirituel Paris 1937 p. 144-155)

Denis de Rougemont, un autre compagnon de route de Mounier, a pour sa part insisté sur la structure nécessairement fédéraliste d'un régime politique soucieux de la personne humaine. Pour Mounier lui-même, la démocratie politique cependant ne suffit pas, elle "doit être entièrement réorganisée sur une démocratie économique effective, adaptée aux structures modernes de la production" (III 521; voir aussi à ce sujet I 579, I 592, I 604). La personne est ici considérée comme un être qui prend en main sa vie collective, participe à l'organisation et à la gestion du pouvoir et sauvegarde ainsi sa souveraineté de sujet (voir aussi III 519).

5. Psychologie

La genèse de la personne repose ainsi sur un fond métaphysique, mais qui requiert d'emblée l'instauration d'une communauté juridique; celle-ci s'incarne dans la morale et la politique et assure à la personne l'espace nécessaire au processus permanent de personnalisation.

Or, nous l'avons vu, la personne devient elle-même par les réponses qu'elle donne aux événements; et ces réponses, ce sont ses réponses. De là surgit la question de savoir qui est cette personne, question qui intéresse évidemment la psychologie. Comment se constitue l'identité de la personne, au travers de sa liberté sous conditions? Comment accède-t-elle à l'unité de son être dans un processus d'unification jamais terminé? Voilà quelques-unes des interrogations de la psychologie à propos de la personne.

6. Pédagogie

Il va de soi que ce processus de personnalisation comporte également une dimension éminemment pédagogique, dont le principe et l'esprit sont énoncés par Mounier comme suit: "La personne seule trouve sa vocation et fait son destin. Personne autre, ni homme, ni collectivité, ne peut en usurper la charge...Il suit que le but de l'éducation n'est pas de tailler l'enfant pour une fonction ou de le couler à quelque conformisme, mais de le mûrir et de l'armer (parfois de le désarmer) le mieux possible pour la découverte de cette vocation qui est son être même et le

centre de ralliement de ses responsabilités d'homme". (I 528)

7. Propos d'étape

On le voit, les significations de la notion de personne et les domaines d'application de la même notion sont reliés les uns aux autres de façon indissoluble. Ils pourraient être représentés graphiquement sous forme d'un polygone à six sommets, dont il est un peu vain de se demander lequel aurait la priorité.

Certes, on pourrait penser qu'au départ, il y a la dimension métaphysique, comme étant le fondement même de l'existence personnelle; mais qu'à partir de ce sommet du polygone l'on se tourne vers la droite ou vers la gauche, on ne pourra s'empêcher d'être à chaque fois projeté, par une sorte de nécessité interne, vers le sommet suivant et ainsi de parcourir toute la série des sommets, l'un présupposant l'autre, l'un conditionnant l'autre, l'un conduisant, logiquement et pratiquement, à l'autre. Ce qui signifie e.a. qu'une étude à peu près adéquate et globale de la personne ne pourra être qu'interdisciplinaire.

8. Théologie

Il est parfaitement possible d'en rester là. Mais pour Mounier, il y a un domaine supplémentaire qui, pour lui personnellement, était sans doute le plus important: le domaine de la foi religieuse.

Rappelons d'abord que de toute façon la notion même de personne, au sens moderne du terme, est d'origine religieuse, ou plus précisément, théologique. Et pour Mounier, cette origine a gardé toute sa valeur.

Toutefois, cette dimension religieuse, ajoute-t-elle quoi que ce soit de nouveau à ce que nous avons vu jusqu'ici de la personne? Si nous reprenons l'image du polygone, la théologie ne me semble pas être un septième sommet qui s'adjoindrait dans le plan aux six autres; sa contribution n'est pas, en d'autres termes, de l'ordre du contenu, elle n'apporte aucune nouvelle catégorie ou détermination.

Et pourtant, la dimension religieuse change tout pour un croyant. Elle peut être imaginée dans le polygone comme un sommet qui s'ajouterait verticalement, ouvrant une nouvelle dimension et étant en même temps comme le sommet unique qui coiffe et réunit tous les autres. On aurait alors une pyramide dont la base serait hexagonale, avec un sommet qui serait en rapport avec chacun des six sommets de cette base et ferait passer ceux-ci dans une nouvelle dimension. Il ne s'agirait donc pas d'un simple complément, mais d'une transfiguration des autres dimensions: "Si la vocation

suprême de la personne est de se diviniser en divinisant le monde, de se personnaliser surnaturellement en personnalisant le monde, son pain quotidien n'est plus de peiner, ou de se divertir, ou d'accumuler des biens, mais heure par heure de créer, autour d'elle, du prochain". (I 766)

Ainsi, la dimension religieuse ne change pas le contenu de la notion de personne, mais place celle-ci dans une toute autre perspective.

VI. Conclusion

Cette explication de la notion de personne, est-elle utile à résoudre les problèmes cités au début, et en particulier les problèmes bioéthiques? Nous avons vu qu'au fond, la problématique bioéthique se compose de deux questions: Qu'est-ce qu'une personne? Quand un être est-il une personne?

A la première de ces questions, le personnalisme de Mounier donne évidemment une réponse et s'avère ainsi comme une contribution utile. Mais à la deuxième question aussi, il fournit un apport qui n'est pas négligeable, par le biais de la catégorie de personnalisation. Sous cet aspect, la personne s'est montrée comme un être en constante évolution, jamais achevée, toujours en deçà de ses possibilités, mais toujours aussi capable de progresser. En ce sens, il me semble que Mounier répondrait à la question: Quand un homme est-il une personne? par: Jamais totalement, mais toujours assez pour exiger d'être traité comme une personne à part entière.

Le personnalisme de Mounier interdit, à mon sens, une conception qu'on pourrait appeler 'actualiste' de la personne, qui ne prendrait en considération que l'état d'un homme à tel ou tel moment précis et isolé de son existence; il exigerait au contraire de prendre en compte toujours toute la courbe de l'existence personnelle, incluant le passé et l'avenir.

VII. Aperçu biographique

1905	Naissance à Grenoble
1924-1927	Cours de philosophie chez Jacques Chevalier à Grenoble
	Mémoire sur 'Le conflit de l'anthropocentrisme et du théocentrisme dans la philosophie de Descartes'
1927-1928	Agrégation de philosophie à Paris, reçu second derrière Raymond Aron
1928-1931	Boursier de doctorat, recherche un sujet de thèse autour des thèmes de personnalité et de mystique
	Professeur de philosophie au lycée de St Omer

- 1929 Redécouverte de Péguy
 1931 Publication, avec G. Izard et M. Péguy: La pensée de Charles Péguy
 1932 Préparation du Mouvement et de la revue ESPRIT
 1935 Premier numéro d'Esprit
 Mariage et installation à Bruxelles où Mounier donne des cours au lycée français
 Publication de 'Révolution personaliste et et communautaire'
 1936 Publications: De la propriété capitaliste à la propriété humaine
 Manifeste au service du personalisme
 1937 Publications: Anarchie et personalisme
 Court traité du catholicisme ondoyant
 1938 Naissance de Françoise, atteinte 7 mois plus tard d'une encéphalite vaccinale
 1939 Mobilisation
 1940 La maladie de Françoise se révèle incurable
 Démobilisation et installation à Lyon
 Reparution d'ESPRIT
 1941 ESPRIT est interdit par la censure
 1942 Arrestation et emprisonnement sans jugement. Grève de la faim pour être jugé. Jugement à Lyon
 1943 Libération et installation à Dieulefit
 Rédaction: Traité du caractère
 L'affrontement chrétien
 1944 Installation à Châtenay-Malabry. Reparution d'ESPRIT à Paris
 1947 Publications: Introduction aux existentialismes
 L'éveil de l'Afrique Noire
 1949 Publications: La petite peur du XXe siècle
 Le personalisme (Que sais-je?)
 1950 Décès, à la suite d'un infarctus
 Ouvrages posthumes, prêts pour la publication:
 Feu la chrétienté
 Les certitudes difficiles
 L'espoir des désespérés (Malraux, Camus, Sartre, Bernanos)

VIII. Bibliographie

Cette bibliographie a comme seule ambition d'être utile pour quiconque veut s'informer un peu davantage sur la notion de personne et le personalisme de Mounier. Elle ne prétend pas être exhaustive.

A. Ouvrages de Mounier

1. Oeuvres 4 tomes Ed. du Seuil Paris 1961-1963

- (sigle: I, II, III, IV)
 Tome 1 Oeuvres de 1931-1939
 Tome 2 Traité du Caractère (écrit entre 1942 et 1944, publié en 1946)
 Tome 3 Oeuvres de 1944-1950
 Tome 4 Recueils posthumes et Correspondance

Ces 4 volumes ne sont pas une édition complète. Le dernier volume contient une liste des textes qui n'ont pas été repris dans les 'Oeuvres'. Certains des ouvrages rassemblés dans ces 'Oeuvres' sont disponibles en édition séparée.

2. Bulletin des Amis d'Emmanuel Mounier (sigle: BAM)
 Depuis février 1952 jusqu'à mars 1992, 77 numéros de ce bulletin ont paru, avec de nombreux inédits.

B. Ouvrages sur Mounier

Ces ouvrages sont présentés ici par ordre chronologique.

1. Candide Moix La pensée d'Emmanuel Mounier Seuil Paris 1960
2. Lucien Guissard Mounier Ed. Universitaires Paris 1962
3. Jean Conilh Emmanuel Mounier PUF Paris 1966
4. Jean Charpentreau - Louis Rocher L'esthétique personaliste d'Emmanuel Mounier Les Editions Ouvrières Paris 1966
5. Frères du Monde Emmanuel Mounier ou le combat du juste Ducros Bordeaux 1968
6. Michel Barlow Le socialisme d'Emmanuel Mounier Privat Toulouse 1972
7. Jean-Marie Domenach Emmanuel Mounier Seuil Paris 1972
8. Etienne Borne Mounier Seghers Paris 1972
9. Gérard-Henry Baudry Socialisme et Humanisme Emmanuel Mounier et Teilhard de Chardin Cahiers teilhardiens No 5 1978
10. Régis Boyer Actualité d'Emmanuel Mounier Cerf Paris 1981
11. Marie-Thérèse Collot-Guyer La cité personaliste d'Emmanuel Mounier Presses Universitaires de Nancy Nancy 1983
12. Le personalisme d'Emmanuel Mounier hier et demain Seuil Paris 1985
13. Gérard Lurol Mounier I. Genèse de la personne Ed. Universitaires Paris 1990
14. Refaire la Renaissance Hommage à Emmanuel Mounier Châtenay-Malabry 1992

C. Choix d'ouvrages importants de penseurs proches de Mounier

Ces penseurs sont présentés par ordre alphabétique

1. Nicolas Berdiaeff Cinq méditations sur l'existence

2. Jean Lacroix Aubnier Paris 1936
Marxisme, existentialisme, personnalisme
PUF Paris 1949
3. Jean Lacroix Personne et amour Seuil Paris 1955
4. Jean Lacroix Le personnalisme comme anti-idéologie
PUF Paris 1972
5. Jean-Louis Landsberg Problèmes du personnalisme
Seuil Paris 1952
6. Gabriel Madinier Conscience et Amour Essai sur le
'nous' PUF Paris 1962
7. Maurice Nédoncelle La réciprocité des consciences
Aubier Paris 1963
8. Maurice Nédoncelle Personne humaine et nature Aubier
Paris 1963
9. Maurice Nédoncelle Vers une philosophie de l'amour et de
la personne Aubier Paris 1957
10. Maurice Nédoncelle Explorations personnalistes Aubier
Paris 1970
11. Denis de Rougemont Politique de la personne Je Sers
Paris 1946

D. Choix d'ouvrages divers traitant de la personne

1. Ivan Gobry La personne PUF Paris 1961
2. Francis Jacques Différence et subjectivité Aubier
Paris 1982
3. A. Jagu éd. Horizons de la personne Editions
Ouvrières Paris 1965
4. Norbert Luyten Hg. Aspekte der Personnalisation Auf
dem Weg zum Personsein Alber Freiburg
5. Helga Offermanns Der christologische und trinitarische
Personbegriff der frühen Kirche Lang
Bern/Frankfurt 1976
6. Günther Pöltner Hg. Personale Freiheit und pluralistische
Gesellschaft Herder Wien 1981
7. Michael Theunissen Skeptische Betrachtungen über den
anthropologischen Personbegriff in:
Heinrich Rombach Hg. Die Frage nach dem
Menschen Alber Freiburg 1966.
8. Annette Schavan / Bernhard Welte Person und
Verantwortung Zur Bedeutung und
Begründung von Personalität Patmos
Düsseldorf 1980

INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des sciences morales et politiques

Paul KREMER

Das gute Gewissen und das Böse

Communication faite le 22 octobre 1984

1985

Vorwort

Jeder weiss, dass Handlungen, die von einzelnen oder von Gruppen, mit gutem Gewissen, sogar oft aus idealistischen Motiven heraus, getan werden und in den Augen der Handelnden "spontan" als gut angesehen werden, von Aussenstehenden, von Andersdenkenden, von Angehörigen anderer Kulturkreise, anderer politischen, religiösen oder sozialen Bewegungen, oder von Menschen einer späteren Epoche als unvertretbar, vielleicht sogar als Quelle des Bösen und als Ausdruck des Schlechten betrachtet werden.

Besonders der Tatmensch, der, im Bewusstsein der Pflicht, seine gutgemeinten Pläne, ohne Rücksicht auf die Meinung und die Interessen anderer, verwirklicht, muss diesen Vorwurf oft hören. Der erfolgreiche Unternehmer wird zum Ausbeuter und zum Betrüger gestempelt, der aktive Staatsmann zum Tyrannen. Aber hat er denn nicht nach bestem Gewissen, in der lautersten Absicht, vielleicht auch, seiner ehrlichen Meinung nach, in totaler Uneigennützigkeit gehandelt? Sicherlich! Aber die Erfahrung lehrt, dass das gute Gewissen allein den wirklichen Wert einer Handlung nicht verbürgt, weil Taten, die in gutem Gewissen beschlossen und ausgeführt wurden, sich als mögliche Ursachen verwerflicher Folgen erweisen können. Hat der in gutem Gewissen Handelnde auch reiflich über die Natur seiner Pläne nachgedacht? Konnte er überhaupt sämtliche Folgen voraussehen und genau abwägen, die sein in bester Absicht gefasster Entschluss nach sich zieht? Kann, zu einem späteren Zeitpunkt, eine Tat, trotz der lautersten Absicht ihrer Urheber, im Lichte ihrer Auswirkungen nicht doch verwerflich erscheinen? Und wo die bösen Folgen nicht offen zu Tage treten, werden unlautere Absichten unterschoben. Wer anderen hilft, wird egoistischer Hintergedanken bezichtigt. Sogar Albert Schweitzer musste diese Erfahrungen machen. Religiöse Erneuerer werden als Ketzer, soziale Reformatoren als Rebellen verurteilt.

Aber auch die Kritiker des Tatmenschen - schöngeistige Träumer, eingefleischte Pessimisten, mit prophetischem Weitblick ausgestattete Weltverbesserer, Kontestatare der politischen und sozialen Ordnung - die die böse Wirklichkeit im Namen hehrer Grundsätze verdammen, können nicht verhindern, dass ihre durch hohe Moralprinzipien gerechtfertigten Worte und Reaktionen

verheerende Wirkungen nach sich ziehen. Die kontestitären Bewegungen der ausgehenden sechziger Jahre in den Vereinigten Staaten und in Europa, der oft gewalttätige Kampf für soziale Gerechtigkeit in der Dritten Welt, das Aufbäumen gegen Umweltverstümmelung, selbst gegenwärtige Reformbewegungen innerhalb etablierter Religionen, beweisen, dass auch auf dieser Seite die Koppelung guten Gewissens mit dem Bösen eine akute Problematik unserer Zeit darstellt.

Der Handelnde und sein Kritiker laufen also beide die Gefahr der Umwertung ihres durch ein gutes Gewissen gerechtfertigten Vorgehens durch andere. Zwar wird immer wieder aus der Begrenztheit des guten Gewissens Negatives, Böses erwachsen. Aber können nicht beide Antagonisten - der Handelnde und sein Ankläger - ihre Gegensätzlichkeit, und damit wenigstens zum Teil das Böse überwinden?

Auf diese aktuelle Frage versucht Herr Paul Kremer eine Antwort zu geben. Dabei stützt sich seine Analyse des Problems nicht so sehr auf zeitgenössische Denker als auf Hegel, die oft vergessene oder sogar verpönte Galionsfigur des meist nur dem Namen nach bekannten deutschen Idealismus, den viele als gar nicht mehr zeitgemäss ansehen.

Paul Kremer, Doktor der Philosophie, Professor am Lycée Robert Schuman, dessen vielseitiges Interesse schon durch zwei grosse wissenschaftliche Forschungsarbeiten über Frege (doctorat de 3^e cycle) und über Heidegger bekundet wird, ist einer der eifrigsten Mitarbeiter unserer Sektion. Wir erinnern uns mit Freude und Dankbarkeit an seine drei früheren Referate: "La conception du langage de la Renaissance à l'époque contemporaine, d'après M. Foucault", "Die Gestalten des Selbstbewusstseins in der Phänomenologie des Geistes", "Moral als Verstellung. Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung".

Edmond Wagner
Präsident der Sektion

Alte Geschehnisse können verblüffend neu sein. Hätte sich Plato einst einfallen lassen können, dass eines seiner Geschichtchen wie folgt nachzuerzählt werden könnte?

Wir Menschen sind die Gefangenen unserer modern eingerichteten Kerkern. Wir fühlen uns wohl darin und am wohlsten ist uns wohl, wenn wir den Schattenspielen am Flimmerkasten folgen: eine ganze Welt zieht dort an uns vorbei, präpariert und kommentiert, sorgt für unsere Neugier und versorgt unser Gerede, wie Heidegger sagen könnte, und dringt mit der Zeit soweit in unser alltägliches Bewusstsein ein, dass, was wir Wirklichkeit nennen und ihre Probleme, unser Wissen über Sauren Regen und süssen Sex, über Hunger in der Welt und Schlankheitsdragees, letzten Endes grösstenteils auf Mattscheibenwissen zurückgeht.

Nun stelle man sich den Störenfried vor, der uns, die wir eben dabei sind, einer so interessanten Problemsendung zu folgen bzw. anhand von Texas-Tragödien kathartisch-distraktorische Uebungen zu betreiben, daran hindern will, indem er uns hinaus in Nacht und Nebel und über Wald und Flur jagen will, uns, die wir bestenfalls gewohnt sind vom Sofa aus bis zum Eisschrank und zurück zu schlurfen, und uns davon schwärmt, wie schön es erst draussen sein wird, wenn wir nach diesem Getrabe die Sonne werden aufgehen sehen.

Dieser Störenfried würde uns ärgern. Wir würden ihm entgegenhalten, er könne es ja treiben wie er wolle, bloss möge er uns mit seiner Besserwisserei vor Wanderlust, Jogging und Herumtummeln in der Natur verschonen. Liesse er es nicht dabei bewenden, sondern zwänge er uns, wider unsern Willen, nach draussen, so empfänden wir das als Eingriff in unsere persönliche Freiheit, als arge Zumutung, als etwas Unrechtes, ein Uebel, und liesse er sich nicht durch unser Gemaule von seinem Vorhaben abbringen, sähen wir sein Unterfangen als schiefe Gewalt an und stellten uns endlich die Frage, ob es nicht Bösartigkeit sei, die ihn dazu verleite, uns die Bequemlichkeit unseres Daseins zu vermässeln. Die blauäugige Behauptung, er unternehme es zu unserem eigenen Wohle, sähen wir als Hohn an.

Wenigstens täten wir das zunächst mal. Später allerdings, nachdem wir aus unserer, wie K. Lorenz sagt, lieb gewonnenen Gewohnheit und unserem Scheinleben hinaus in die frische Luft des Lebens hinausgetrieben worden wären, sähen wir vielleicht ein, dass der Bildschirm uns mit falschen Farben von der bunten Wahrheit abgeschirmt habe und verständen auch, wieso wir in unserer Fernsehhöhle nicht vermissen konnten, was wir nicht einmal von ferne gesehen hatten. Kurzum, wir hätten die Einsicht gemacht, dass man gezwungen, also durch fühlbares Uebel hindurch, zum Guten geführt werden muss.

Hier tritt damit eine doppelte Gestalt auf, in der Uebel, ja Böses mit Gutem verbunden ist.

Für den Gewohnheitsmenschen ist seine Alltäglichkeit Wirklichkeit und "schön und gut"; für den, der mehr weiss, für den, der weiter draussen herumgekommen ist, ist diese Wirklichkeit eine Pseudo-Wirklichkeit, nicht schlecht und recht, sondern schlecht und falsch, und er, der Einsichtige, weiss, dass man nicht gut zu dem Stubenhocker sein darf, sondern böse auf seine Veressenheit, auf die falsche Glitzerwelt sein muss, und ihn nicht mit guten Ratschlägen, sondern üblen Methoden, namentlich Gewalt, zu seinem wirklichen Wohle hintreiben muss.

Wohlverstanden geht es hier nicht bloss um Alltagsgewohnheiten und die sattsam bekannte Thematik der Fernsehalkulturen. Die Problematik reicht weiter. Sie umfasst das Spannungsfeld jeder Lehr-Lern-Beziehung und, was uns hier näher interessiert, insbesondere jener Beziehung, bei welcher der Lehrmeister von der Wahrheit seiner Lehre, ausserhalb der es für ihn kein Heil geben soll, überzeugt zu sein glaubt und es als seine Pflicht ansieht, seine Mitmenschen, notfalls mit Gewalt, zum Wohle ihrer Seele zu bekehren, wobei er, der Gutes im Schilde zu führen meint, denjenigen, die er zum Heile bringen oder umbringen sich anschickt, als Verkörperung des Leibhaftigen - sic! - vorkommen will.

Doch tritt die Verwicklung von guter Absicht und böser Auswirkung - je nach Auffassung - nicht nur im Lehr-Lern-Verhältnis auf und, anders gesehen, ist Toleranz und Versöhnung nicht schon gewährleistet, wenn die Lehrseite auf ihren durchschlagenden Lehranspruch verzichtet. Es genügt, dass man, wie es oft der Fall sein dürfte, mit gutem Gewissen ganz in einer Tätigkeit aufgeht, damit einem von einem andern Standpunkte her der Vorwurf des Bösen gemacht werden kann. Dabei braucht nicht einmal die leidige und nicht mit dem Hemdsärmel vom Tisch zu fegende Problematik des Gehorsams des Befehlsempfängers,

insbesondere in Kriegszeiten, erinnert zu werden; weniger pathetische Beispiele sind es auch, so wie dasjenige des biedereren Händlers oder Handwerkers, der eifrig und emsig seinem Geschäfte nachgeht, bis ihm eines Tages sein halbwüchsiger Sohn errechnet, wieviel Böses er, sei es nur durch Unterlassen, z.B. in Drittweltländern, mitverschuldet habe.

Was nun naheliegt, soll vermieden werden, nämlich schnell, oder gar vorschnell, zu einer Aufrechnung des jeweiligen Uebels zu schreiten oder, wie es wohl gemeinhin geschieht, von einem vorgefassten Standpunkt aus das wegzuerklären, das einen stört. Versuchen wir umgekehrt, bei der störenden Frage, wie doch Böses aus Gutem erwachsen soll, stehen zu bleiben, oder genauer, folgen wir eine Strecke mit dem was Hegel in dem einschlägigen Kapitel der Phänomenologie des Geistes (W, C, c) dazu gesagt hat.

In besagtem Kapitel wird eine Gestalt des Bewusstseins oder - sive - ein Typus menschlicher Einstellung zum In-der-Welt-Handeln dargestellt. Diese Einstellung wird anhand von einem halb Dutzend Begriffe, die unserer Alltagssprache entnommen sein könnten, beschrieben und dargelegt, und was für unsere Belange hier von Wichtigkeit ist: es ergibt sich aus der Darstellung, dass Böses eine Erscheinung sein kann, die, wie angekündigt, in dem guten Gewissen beheimatet ist.

Ein Wort zu diesem Ausdruck. Er ist aus folgenden Gründen gewählt. Im einen entstammt er der Alltagssprache, ist leicht verständlich und hebt zwei wichtige Züge der Bewusstseinsgestalt hervor, die uns beschäftigt: wer wie genannt handelt, hat seinen unmittelbaren Halt an seinem Gewissen, also nicht an einer Lehre, die von aussen her käme; die Figur des reflektierten Nihilisten (cf. Camus: "Lettres à un ami allemand"; J.L. Borges) ist damit ausgeschlossen; weiter ist das Gewissen gut, gewissermassen ordnungsgemäss, steht also nicht erst auf dem Prüfstand. Zum andern lässt sich dieser Ausdruck sinnvoll für den Ausdruck setzen, den Hegel gebraucht, nämlich einfach: Gewissen.

Wer mit gutem Gewissen handelt, ist zunächst jemand - La Palisse hätte es sagen können - der handelt, also jemand, der in den Beziehungen zu den Dingen drin steht, nicht bloss weiss, was er tun soll, sondern wirklich d.h. durch Wirken das in Wirklichkeit umgesetzt, was es zu bewerkstelligen gibt. Dabei weiss er ohne weiteres, dass er das Rechte tut, er ist sich dessen unmittelbar gewiss, und niemand braucht es ihm erst zu sagen. In dieser Gewissheit, die rechte Wahl getroffen zu haben, auf dem rechten Weg zu sein und das

Rechte zu tun, ist er nicht so linkisch wie sein phänomenologischer Vorgänger, der die Pflicht für etwas derart Hehres und Hohes hielt, dass sie ihm fern von aller Realität schwebte, sondern er weiss, dass, was man tun soll, nicht um seiner selbst willen, sondern um unser, der Menschen, willen getan werden soll, dass also die Pflicht nichts Absolutes für sich ist, sondern so für Eines, das für den Menschen da ist. Er weiss auch, dass seine rechtschaffene Handlung von seinen Mitmenschen anerkannt wird; wie sollte sie es auch nicht und wie kämen dem guten Gewissen Zweifel an sich selbst, da es ohne Umschweife seiner Geradheit gewiss ist und es bloss eine Geradheit gibt, wohl aber viele krumme Dinge?

Stimmt diese Schilderung des guten Gewissens, werden wir darin vier Hegelsche Begriffe wiederfinden.

1. - Das gute Gewissen ist Fürsichsein. Es weiss ohne Umweg, was recht und was zu tun ist und es ist immer schon dabei, es durchzusetzen. Nun aber heisst das auch, dass das gute Gewissen gutes Gewissen, jeweils dessen ist, womit es sich herumtreibt, also dass es sozusagen die "Form der individuellen Ueberzeugung" 453 ist, die darin besteht, in dem, was es je hier und jetzt anstellt, gleichgültig um welchen Inhalt es sich handle, das Pflichtgemässe zu wissen. Dementsprechend kann die Materie wechseln. Oder wie es uns aus dem Alltag her bestätigt wird: die alle da mit gutem Gewissen etwas vollbringen, sind nicht alle mit demselben beschäftigt; dem einen geht's um dieses, dem andern um jenes. Und eben daraus ergibt sich Böses: "ein Individuum vermehrt sein Eigentum auf gewisse Weise; es ist Pflicht, dass Jeder für die Erhaltung seiner selbst wie auch seiner Familie, nicht weniger für die Möglichkeit sorgt, seinen Mitmenschen nützlich zu werden und Hilfsbedürftigen Gutes zu tun. Das Individuum ist sich bewusst, dass dies Pflicht ist" 459. Doch während dieser Handelnde, vielleicht gar ein Handeltreibender, redlich Geld zu verdienen glaubt, "halten vielleicht" andere "diese gewisse Weise für Betrug" 454, für etwas Böses.

2. - Das gute Gewissen ist "das schlechthin Allgemeine" 449, was soviel sagen will, wie dass es unmittelbar seiner Rechtschaffenheit gewiss ist, nicht von der leisesten Skepsis geplagt wird, das, was es tut, könnte zu etwas Unrechtem führen. Doch will es der Fall zu sein sich herausstellen.

Das gute Gewissen steht voll in der Wirklichkeit drin und "verhält sich zuerst als Wissendes zur Wirklichkeit des Falles, worin zu handeln ist" 451. Nun "gehört zum Wissen des gewissenhaften Handelns, die vorliegende

Wirklichkeit auf uneingeschränkte Weise zu erfassen" 451. Das aber ist vom Wesen der Sache her unmöglich. Alles nämlich zu wissen eignet einem rein kontemplativen Geiste; ein Mensch jedoch, der handelt, "bezieht sich auf ein Negatives des Bewusstseins" 452 d.h. er durchschaut nicht die "Vielheit der Umstände, die sich vorwärts in ihre Bedingungen, seitwärts in ihrem Nebeneinander, vorwärts in ihren Folgen unendlich teilt und ausbreitet" 452. Trivial ausgedrückt: was ich mit gutem, ja mit bestem Gewissen verrichte, mag zu einer Quelle des Bösen werden, da ich meine Tätigkeit weder räumlich noch zeitlich jemals ganz überblicke und so auf Umwegen zum Urheber von Bösem werden kann.

3. - Weiter ist das gute Gewissen Ansicht. Was es an Gutem hervorzu- bringen gewiss ist, ist ihm selbstverständlich ein Gutes an sich, und es würde erschrecken, liesse man es hören, dies an sich Gute sei eigentlich das, was seinen Neigungen, Wünschen und Gepflogenheiten entspreche. Dennoch ist dem so und es dürfte auch einleuchten: ein gutes Gewissen, von aussen her betrachtet, hat als kennzeichnendes Merkmal gegenüber anderen Abarten moralischen Eingestehens das schlichte Geradzueigenen der eigenen Ueberzeugung und Gewissheit in einer heilen, und zwar im etymologischen Sinn heilen, d.h. ganzen, ungebrochenen Welt zu leben, und es dürfte klar sein, dass der Inhalt, das für sich Gewonnene, eben aus dieser, und nicht etwa einer der vielen anderen Welten entstammt. Von dieser Ueberzeugung ist es dann nur noch ein Schritt zur Einsicht, dass was diesseits der Pyrenäen ein an sich Gutes ist, jenseits davon Irrtum und Bösertiges sein kann.

4. - Weiter trägt das gute Gewissen den Zug des Seins für Anderes und zwar in einem zweifachen Sinne: zunächst ist für das gute Gewissen die Pflicht nichts Absolutes, an das man nicht herankommt, sondern sie ist für uns Menschen da; sie gehört zum Leben, wird im rechten Handeln vollbracht und zwar gleich gut von mir und von dir, womit dann das mit gutem Gewissen Getane es auch für Andere ist, nämlich so, dass es von ihnen, den Andern, gutgeheissen und anerkannt wird.

Auch hier wird sich ein weiterer Zwiespalt auftun, oder vielmehr tun sich deren mehrere auf. Was nämlich mit gutem Gewissen vollbracht worden ist und nun "in das allgemeine Medium des Seins gestellt" 456, als geprägte Wirklichkeit weiterwirkt, sozusagen als vom handelnden Subjekt fürderhin losgelöste Tat, ist "nicht mehr Wissen" 456. Das heisst, dass die abgeschlossene Tat fortan nicht mehr dem mit gutem Gewissen Handelnden angehört und, wenn er wohl "darin ausgesprochen, was ihm als Pflicht gilt" 457 so ist er, die Handlung nunmehr im

Rücken habend, "frei von irgend einer bestimmten Pflicht" 457 und er kann von den Andern nicht mehr an dieser getanen Handlung gefasst werden, da er mittlerweile mit gutem Gewissen zu etwas Andern weitergegangen ist: "er ist da heraus, wo sie meinen, dass er wirklich sei". 457.

Anders gesagt: was ich mit gutem Gewissen tue, dabei bin ich jetzt und das beschäftigt mich jetzt und insofern ich es mit gutem Gewissen tue, zähle ich nicht als diese besondere Persönlichkeit; was ich tue, könnte irgend jemand anders tun; es ist meine Ueberzeugung, etwas allgemein Gutes und wird allgemein dafür anerkannt. Hab ich es nun vollendet, wende ich mich etwas Andern zu, und das, was ich getan habe, mag ich vergessen. Die Andern allerdings machen sich daran, es zu beurteilen und fallen möglicherweise darüber her. Doch was ficht's mich an? Als ich es tat, tat ich es mit gutem Gewissen, als etwas Gutes. Wenn es seither anders gesehen wird, liegt das vielleicht an den Umständen, die gewechselt haben; wie auch immer, ich bin jetzt nicht mehr dabei und demnach auch nicht mehr dadurch zu treffen. Die Andern freilich wissen nicht, ob ich es mit gutem Gewissen getan habe oder nicht. Sie können es nicht wissen, da, was mir mein Gewissen sagt, in einer stummen Sprache geraunt wird, die nur mir, niemand anders, vernehmbar ist: erinnern wir uns an das Wortspiel Hegels, hier allerdings anders einzusetzen, dass meine Meinung eben bloss die meine ist. - Nicht nur können Sie es nicht wissen, "sondern müssen es auch für böse nehmen" 457 und zwar aus zweierlei Gründen: egal was ich getan habe, es war ein Etwas, ein bestimmter Inhalt und als solcher ein negativer. "Omnis determinatio est negatio" zitiert Hegel in der grossen Logik und fügt hinzu, der Satz sei von unendlicher Wichtigkeit. Zweitens aber müssen die Andern, das, was ich geleistet habe, "in ihrem eigenen Bewusstsein auflösen, durch Urteilen und Erklären zunichte machen, um ihr Selbst zu erhalten" 457, dies laut der bekannten Formel, die sagt, dass das Selbstbewusstsein, um sich zu behaupten, es auf den Kampf mit den Andern ankommen lassen und sie verneinen muss: wenn ich nicht ein Niemand sein soll, wenn ich, wie es heisst, selbstbewusst auftreten will, darf ich bloss das gelten lassen, was mein Inneres, meine Ueberzeugung, mein Gewissen - heideggerisch: Ge-wissen wie Ge-birge, also als das, was für mich gewisses Gewusstes ist - ausmacht; würde ich den Andern in seiner Verschiedenheit anerkennen, verzichtete ich auf mich.

Der denkende Betrachter - wie schmeichelhaft für uns - hebt also vier Begriffe aus der Gestalt des mit gutem Gewissen Handelnden heraus, die zeigen, wie ein vermeintliches Gutes Böses zeitigen kann. Diese vier Begriffe,

der Strukturmomente, können natürlich nicht, auch nicht wo sie nunmehr erkannt sind, vom guten Gewissen abgestreift werden, so dass nach einer derartigen Beurteilung das Gutgemeinte rein hervorträte: es liegt nun einmal im Begriffe des Handelns drin, dass sein Inhalt ein begrenzter, fragmentarischer also negativer, ist, dass niemals sämtliche Folgen, Seiten - und Nebeneffekte vom Handelnden mit Rückschlag gebracht werden können, wie wohl sie es vom Urteilenden werden, dass Handlungsinhalt mit Ideologie verwachsen ist und dass die Zeit verfliesst und das Gesicht der Dinge abändert: alles Faktoren, die dazu beitragen, dass ein Gutgemeintes zu einem Bösen wird.

Das einzelne gute Gewissen sieht dies allerdings nicht ein. Es steht nicht über den Dingen und überblickt sie nicht, es ist, wie es sich für Handelnde geizt, in sie versenkt und verliert sich in sie. Nun aber heisst es: "Was als Pflicht gelten und anerkannt werden soll, ist es allein durch das Wissen und die Ueberzeugung davon" 457. Steht eine Handlung geradezu in der Welt, eine stumme Begebenheit, ist sie "eine gemeine Wirklichkeit" und der Aussenstehende erblickt in ihr nicht das Produkt inniger Pflichterfüllung, sondern "das Vollbringen seiner" - i.e. des Handelnden - "Lust und Begierde" 458. Moderner gesprochen: einer Handlung sieht man ihre Motivation nicht an; wie es gemeint war, erfährt man erst, wenn man es hört - und glaubt. Also: "was als Pflicht gelten und anerkannt werden soll, ist es allein durch das Wissen und die Ueberzeugung daran" und "dies Gewusstsein" 458 muss ausgesprochen werden.

"Wir sehen hiermit die Sprache als das Dasein des Geistes" 458. Die Sprache ist die Wirklichkeit ein geistloses Gegebenes, das vom auffassenden Bewusstsein auf mannigfaltige Art und Weise gedeutet werden kann, während eine Handlung, die von einer Rede begleitet wird, sich selbst als ein geistiges Gebilde darstellt, das seinen eigenen Sinn, oft Eigensinn, kundtut.

Das bringt ein Weiteres mit sich: wenn eine Handlung sich erst in ihrem Kommentar als pflichtgemäss d.h. als gut gemeint, ausweist - ob dies angenommen werden müsse, ist eine andere Frage - so spricht sich auch erst im Kommentar über sie die ihr zugedachte Bosheit aus. Gut und böse sind also nicht Prädikate, die an Begebenheiten kleben, sondern relationelle Ausdrücke, welche die Sicht spiegeln, in der sich ein Bewusstseinsauge zu einer Begebenheit sieht. Gut und böse sind die Dinge nicht von Haus aus, sondern sie werden es in der menschlichen Rede, mit der offensichtlichen Konsequenz, dass Gut und Böse ebenso ein - wie ausgedeutet werden können. - Was von der selbstdarstellerischen, angeblich redlichen Rede des guten Gewissens laut Hegel zu halten ist, erhellt

aus folgender bissigen Charakteristik dies "beredten Geredes": "die Versicherung versichert, dass es - i.e. das gute Gewissen - davon überzeugt ist, dass seine Ueberzeugung das Wesen ist" 459.

Wollte man also daraus schliessen, die ausweisende Versicherung sei Trug, hätte man gefehlt; sie ist grundehrlich und gar die Möglichkeit des Falschen wird ihr abgesprochen. "Dass die innere Absicht von der vorgegebenen verschieden sei" 459 gehört einer Bewusstseinsseinheit an, die wesentlich komplizierter ist, sich also auf Grund und zugleich auf Distanz zur vorliegenden entwickelt hat, beispielsweise der, die bei Sloterdijk Herrenzynismus genannt wird.

Auf der einen Seite steht also ein gutes Gewissen, unangekränkt von des Gedankens Blässe, süffisant d.h. autark mit seinesgleichen in der "Versicherung von Gewissenhaftigkeit, guten Absichten" 461 und hingegeben an "das Laben an der Herrlichkeit des Wissens . . . ,des Hegens und Pflegens solcher Vortrefflichkeit" 461. Auf der andern Seite aber stehen die Vorwürfe des Bösen (genitivus objectivus), die das Man, die Andersdenkenden, an es richten. Wie wird dieser Konflikt ausgestanden?

Nun, nicht so wie man zunächst meinen könnte, nämlich dadurch, dass die Inhalte, die jeweils und verschiedentlich mit gutem Gewissen von den Handelnden verwirklicht werden, in "Erwägung und Vergleichung" 455 gezogen würden, denn das "liefe auf die Berechnung des Vorteils hinaus" 455, wogegen zwei Gründe ihr Veto einlegen: derart fiele "die Moralität . . . der notwendigen Zufälligkeit (sic!) der Einsicht anheim" 455 - denn wer würde dies Kalkül und nach welchen Kriterien aufstellen? - und andernteils ist es gerade das Wesen des - wir sagen: guten - "Gewissens, dies Berechnen und Erwägen abzuschneiden und ohne solche Gründe aus sich zu entscheiden". 455

Das heisst im Klartext, dass in Sachmenschlicher Handlung das, worauf es letzten Endes wohl ankommt, die rechnende Verteilung des Bösen, ehrlicher: des Uebels ist, ausgewählt bzw. definiert wie auch immer, beispielsweise innerhalb einer "idealen Dialoggemeinschaft"; es heisst aber auch, dass der Versuch, die Schwere des Bösen, ehrlicher: des Uebels zu messen und dabei denkbar vorbehalt - und vorurteilslos voranzugehen, sich immer wieder an die zahlreichen guten Gewissen stossen wird, die ihren entrüsteten Einspruch einlegen und sich gegen solche jenseits - von - Gut - und - Böse - Haltung bis zum Letzten wehren; verständlicherweise, da für sie das in Frage Stehende die Struktur ihres Bewusstseins, eben ihres guten Gewissens ist, das sie nie von sich aus aufgeben können.

Es wird also in sich selbst weitergetrieben und entwickelt sich dabei aus den zwei Hauptzügen, die es ausmachen: mit gutem Gewissen zu handeln, wobei das gute Gewissen, und nicht das Handeln, eine Sache, das Handeln und weniger das gute Gewissen, die andre ist.

Hält man ihm Einwände entgegen, bildet es sich, je nachdem, in der einen oder anderen Richtung weiter, was dann zwei neue Tochtergestalten ergibt: die eine hält sich ans gute Gewissen; sie bleibt bei der Gewissheit, das Rechte zu wissen und im Rechte zu sein und darüber verflüchtigt sich ihr die Wirklichkeit; sie wird ihr, im Vergleich mit ihrer Rechtsgewissheit, zum Unrechten, das sie verpönt. Kurz, dies Bewusstsein, von Hegel mit "schöne Seele" apostrophiert, flieht in der Angst, die Herrlichkeit seines Innern durch Handlung zu beflecken, und um die Reinheit seines Herzens zu bewahren, flieht es die Berührung der Wirklichkeit und beharrt in der eigensinnigen Kraftlosigkeit." 463

Die andere Gestalt hält sich ans Handeln. Kommt es nun an sie, dass ihr Handeln, ihr mit gutem Gewissen betriebenes Geschäft andere Pflichten verletzt, so hält sie sich daran, dass diese andern auch nur bestimmte, sprich: irgendwelche, und nicht die Pflichten überhaupt sind - hegelisch: sie betont das Füreinandersein der Pflicht - und dass das, was sie tue, doch auch wenigstens für sie und ihresgleichen Pflicht ist.

Das wird ihr ihre Schwestergestalt zum Vorwurf machen und wir werden jetzt zusehen, wie die beiden Gestalten in Widerstreit geraten, und zwar in einen Widerstreit, den wir seit 68 sattem auf der Leinwand zu sehen bekamen, wo dann meist die erste Gestalt die eines mehr oder minder verzückten Jungmannes ist, der im Namen grosser, meist menschenfreundlicher, immer aber gut gemeinter und mit dem Feuer tiefer Ueberzeugung vorgetragener Prinzipien - vorgetragen auch im Sinne, dass die Prinzipien als markige Sprüche es auf Bändern werden - seinen rechtschaffenden und rechtschaffenen Vater als Bösewicht denunziert.

An erster Stelle steht der Vorwurf - ein Oxymoron - der Heuchelei: der handelnde Händler behauptet, Gutes zu tun z.B. an dem Erwirtschaften von Volksreichtum beteiligt zu sein, während er doch eigentlich ein Ausbeuter sei und sein rechtschaffenes Aussehen bloss Aussehen sei, und es heisst, diese "Heuchelei muss entlarvt werden." 464 Allerdings wird sie es nicht schon durch den Hinweis darauf, ihre Scheinheiligkeit, also angebliche Ehrlichkeit, ge-

stehe bereits implizit das eigene Schaffen als böse ein, da er es bewusst hinter moralischem Firnis verstecke, denn sobald Moralität zum Firnis werden kann, sich als ein äusserliches Werkzeug gebrauchen lässt" 465, "zeigt sie sich als ein Ding, das keine eigne Schwerheit in sich hat" 465 oder: wenn etwas als moralisch verkauft werden kann, spricht das entweder gegen vermarktbar Moral oder doch für die zu moralisierende Ware.

Zweitens wird dem Bösen die Hartnäckigkeit vorgehalten, mit der er einseitig auf seinem Guten besteht. Nun stimmt wohl, dass wer "nach seinem Gesetze und Gewissen gegen die Andern handle" 465 - eine gebrochene Lanze für Dialogbereitschaft - sie "in der Tat misshandle" 465, aber vergessen wird dabei, dass besagter handelnder Händler "nicht dieses Beharren auf dem Wissen und Willen, der dem Allgemeinen sich entgegensetzt" 465 ist, er sich also nicht wissentlich und willentlich andern Meinungen widersetzt, sondern eben guten Glaubens ist.

Hierbei ergibt sich, dass die anklagende schöne Seele, die vor sich selbst schön tut, bei diesem Anklagen sich auf ihr Gesetz "wie das böse Bewusstsein auf das seinige" 465 beruft, sie also das im Begriff - zweimal - steht zu tun, was sie dem Gegner vorwirft, nämlich die Berufung auf sich als auf die letzte Entscheidungsinstanz über Gut und Böse, als Richtschnur zu nehmen.

Nicht nur das. In einer weiteren Hinsicht ist sie "ganz so beschaffen, wie dasjenige, dem der Vorwurf gemacht wird, dass es nur in seine Rede die Pflicht legt" 466, in specie nämlich, wenn das effektiv handelnde Bewusstsein, der Mensch, der in dem wirklichen Leben fürs Eine Partei ergriffen hat und sich folgerichtig damit abmüht und da seinen Mann stellt, wohl verkündend, es sei das Rechte, dann gilt, dass die schöne - oder böse? - Anklägerseele ihrerseits nichts tut. Ihre Rede ist Gerede und nicht Tat, also Untat, und was ihr angerechnet werden kann, ist ihre Sprachseligkeit. Mann kann demnach festhalten, dass "in beiden . . . die Seite der Wirklichkeit gleich unterschieden von der Rede" ist, "in dem einen durch den eigennützigen Zweck der Handlung, in dem andern durch das Fehlen des Handelns überhaupt." 466

Die Struktur des verklagenden Urteilens - juristisch wohl ein Unding - bringt den Widerspruch "noch vollständiger" 467 zutage. Es ist, wie bei Hegel angekündigt und wie nach 68 in Mode, ein entlarvendes Verklagen. Es "setzt die Handlung aus ihrem Dasein heraus und reflektiert sie in das Innere oder in die Form der eigenen Besonderheit" 467. Setzt sich z.B. jemand für Kinder-

gruppen und Spielplätze ein, legt man ihm das als Stimmenfang bei Frauen (?) aus, oder ganz allgemein: bei jeder guten Handlung reflektiert der Ankläger auf die möglichen, sogenannten rein egoistischen Motivationen, wie dies La Rochefoucauld eingehend vorexerziert hat, der übrigens hier bei Hegel als Hypotext vorhanden ist.

Und Hegel weiss: "Es kann sich keine Handlung solchem Beurteilen entziehen" 467 d.h. ein Diskurs, der immer und überall Egoismus, möglicherweise in verschiedenen Abtönungen und Schattierungen, am Werk sieht, ist unwiderlegbar und nicht nur, weil er konsistent oder kohärent ist, sondern er hat überdies ein Fundamentum in re: "die Pflicht um der Pflicht willen, dieser reine Zweck, ist das Unwirkliche" 467 - Unwirklich, weil ohne Triebfeder, und weil jede Triebfeder von einem Trieb her stammt, der eben jeweils ein Ich antreibt.

Wie nun aber der Egoismus in vielen Spiegelungen schillern kann, in denen der ganze Reichtum von spröder Selbstlichkeit bis zu verliebter Selbstvergessenheit wiederzufinden ist, hat auch der herabmachende Türschloss - und Hintergardinenblick nicht das letzte Wort, schon gar nicht über das mitgekriegte Bettschauspiel des Geistes, was in einem der bekanntesten Hegel-Sätze zur Sprache kommt: "Es gibt keinen Helden für den Kammerdiener, nicht aber weil jener nicht ein Held, sondern weil dieser - der Kammerdiener - ist" 468.

Die schöne Seele, der Kammerdiener vom Dienst an Seiten des Guten, "ist hiermit selbst niederträchtig" 468, weil sie in ihrem Urteil "die Handlung teilt" 468 - nämlich in Bestand und Motivation, dabei den Bestand für nichts anrechnet und bloss die von ihr unterstellte Motivation anrechnet, was zudem Heuchelei ist, "weil - solches Bewusstsein nicht für eine andere Manier, Böse zu sein, sondern für das rechte Bewusstsein" 468 ausgegeben wird - ein tiefer Satz, der wiederholt, dass das Böse nicht im gesehenen Schauspiel liegt, wohl aber im bösen Blick eines "Luussert".

Wie geht's weiter und zu welchem Schluss kommen wir? Der Handelnde wird einsehen, dass sein Kläger Züge trägt, die er mit ihm teilt: das Verschieben des Wirklichkeitsbildes - was ich tue, ist schon recht, obschon man es auch anders sehen könnte bzw. er handelt unrecht und ich handle überhaupt nicht - das zurechtgeschneiderte Wahrhabenwollen, gepaart mit teilweisem Verdrängen - mein Gewissen spricht zu mir, und das soll genügen, obschon ich im Grunde auch die vorgeworfenen Einwände bedenken könnte bzw. dass, was er tut, positiv auszuweisen mag, ändert nichts an der Sache, da seine Gesinnung negativ ist; allerdings fragt es sich, ob sie tatsächlich negativ ist - das abschätzende Sich -

über-den-Dingen-Wähnen-Hauptsache: ich tue was Rechtes und was soll das Gezeiter? bzw. ich verfüge über den theoretischen Durchblick, alle andern sind arme Geister. - Nun, der Handelnde, wohl verblüfft über diese Isomorphien, gesteht seine Bosheit - Eigensinnigkeit - ein.

Was ist damit geschehen? - Nun, nicht nur, dass eine Bewusstseinsgestalt sich abändern wird, sondern auch, dass Begriffe, die bis hierhin fest in deutscher (=diutisca= Volks-) (Sprach) Hand waren, zu fliessen beginnen. Der Uebergang von einer gewissen Gestalt zu einer andern scheint zunächst nichts Besonderes an sich zu haben, da wir zumeist glauben, eine Wandlung in der Haltung eines Menschen sei etwas Geläufiges, das uns nicht weiter zu befremden brauche; das Fliessen von Begriffen hingegen empfindet man durchwegs als störend. Dabei wird meistens nicht bedacht, dass das Begriffsfliessen eben der Vorstellung einer geschehenen Änderung entspricht, dass also, wenn Staunen herrscht, es sich ebenso sehr auf die "Sache" als auf den Begriff richten müsse und es die gewohnheitsmässige Schlampigkeit unseres Denkens kennzeichnet, wenn wir diesen Parallelismus nicht bemerken.

Versuchen wir die immanente Dialektik, die hier am Werke ist und auf die Hegel, seltsamerweise, nicht reflektiert, auseinanderzulegen!

Es soll uns dabei um die Läuterung des Händlers, wie wir ihn nannten, gehen. - Wir wissen, dass er aus dem sogenannten, "einfachen" guten Gewissen herkommt, eine seiner Tochtergestalten ist, und zwar die zweite. Das heisst in concreto, dass der Wirkende seinen Widerpart, den schöngestigen, redseligen Weltbeglückter kennt und dessen hehre Leere verworfen hat; für ihn liegt die Pflicht, dass "alle Menschen werden selig" "nur in den Worten" 463. Er, der Wirkende, "weiss sich frei" 463 von allen Pflichten, die "als diese bestimmte vorhandene" 463 auf Flugblättern von draussen an ihn herangetragen werden; ihm ist "die Gewissheit seiner selbst das Wesen" 464 und er beschäftigt sich mit dem Inhalt, den die gewachsenen Weltumstände ihm vor- und nahegelegt haben.

Er wird sich ändern. Seine "Ungleichheit" oder "Besonderheit", die darin besteht, dass für ihn sein gutes Gewissen Hauptsache ist, während die Stellung dessen, was er treibt zu dem, was ansonsten noch zu tun wäre, Nebensache ist, in welcher Hinsicht er gegebenenfalls für böse angesehen werden kann, wird ihm zum Bewusstsein kommen und eine Änderung bewirken.

Es kommt zum Bewusstsein aufgrund von Argumenten: dass ein Wirkungstyp eben bloss einer von vielen ist, also andere gleichberechtigt mit ihm

und, veranlasst ihn, die Verschiebung des Wirklichkeitsbildes, in der er lebte, anzunehmen; auf das zurechtgeschneiderte Wahrhabenwollen verzichtet er, wenn er einsieht, dass sein Gewissen auch bloss ein Gewissen ist, und sein geringschätzendes Sich-über-den-Dingen-Wähnen, in specie dem kontestatären Lärm gegenüber, bricht dann zusammen, wenn es ihm aufgeht, dass auch das, was er wundersam wohl zu leisten vorgibt, nur in der Rede darüber besteht.

Rätselhaft ist, wie diese Argumente, die ja nicht in einem Heute geschaffen werden und im Gestern noch nicht bestanden, eben irgendwann haben wirken können. Die Argumente müssen ja schon in der Bewusstseins-Struktur des Handelnden gelegen haben; sozusagen kannte der Handelnde sie bereits, ohne sie zu wissen; er war sich selbst undurchsichtig oder sie lagen unbewusst in ihm.

Doch was soll diese Rede? Führen wir uns den Vorgang noch einmal als Schattenspiel vor Augen.

Da steht jemand in der Wirklichkeit drin. Er befasst sich mit dem, was ihn angeht. Er weiss, dass es daneben noch manches andere zu tun gäbe, aber er tut nun mal dies und findet, die Rede, jenes da und jenes dort sei auch noch zu tun, sei Geschwätz.

Dann, eines Tages beginnt diese Gewissheit Risse zu kriegen. Die psychologische Vorstellung des Geschehens braucht uns nicht zu interessieren: dies also durch seine Sekretärin geschieht, die er heimlich, oder auch nicht heimlich, liebt und die sich als Drittweltlerin entpuppt, oder durch seinen Sohn und Namenshalter, der für Greenpeace militiert, ist filmisches Beiwerk. Unser Hauptanliegen bleibt in den Begriffen, und da sieht es rätselhaft aus. Denn wie sollte man an folgendem Dilemma vorbeikommen: entweder weiss der Handelnde in seiner Betriebsamkeit bereits, dass es neben seiner Aufgabe noch andere, gleich wichtige gibt, oder er weiss es nicht, sprich: es leuchtet ihm nicht ein, und dann leuchtet uns - mir - nicht ein, wie es ihm, und aufgrund wovon, einst einmal einleuchten soll.

Und es sieht auch so aus, dass hinter diesem Übergang für den das geläufige Nichtwissen das Prädikat "dialektisch" gebraucht, sich, so wie oft bei Hegel, bei genauerem Zusehen, folgendes verbirgt: der Umstand, dass eine Welt - eine Gestalt, eine Begrifflichkeit - plötzlich, irgendwie, man weiss nicht, wieso noch weshalb, umkippt und einer andern, bei Hegel für reicher, feingliedriger, ausgegebenen Platz macht. - Bloss nebenbei: Umkippen scheint

mir ein ehrlicher Ausdruck für den zu kennzeichnenden Sachverhalt, wenigstens für uns heutige, als die dialektologische Terminologie, und es scheint mir auch, dass er ehrlicher ist als die Redensart vom Unbewussten, diesem Zylinder ohne Ende, aus dem der Hexenmeister, - schwups! - immer neu, ungeahnte Begriffskaninchen hervorzaubert.-

Hat der Handelnde sein Unrecht eingestanden, erwartet er, dass der schöngeistige Kläger es ihm erwidert. Der allerdings "stösst diese Gemeinschaft von sich und ist das harte Herz, das für sich ist und die Kontinuität mit dem andern verwirft" 469. Diese hartherzige "schöne Seele" 470 hat, "nicht die Kraft der Entäusserung" 470 und endet "zur Verrücktheit zerrüttet und zerfliesst in sehnstüchtiger Schwindsucht" 470. Anders gesagt: die Böswilligkeit der schönen Seele wird ihr zum Verhängnis, sie vermag sich nicht davon loszulösen, weil sie zu schwach ist, die Wirklichkeit zu ertragen, die gebrochene, schmutzige, und eben diese Schwäche ist auch ihre Bosheit: was bleibt einem Schwächling, einem KAKÓS übrig, um sich selbst zu behaupten, wenn nicht die thesaurische Schmähung des ESTHLÓS

Bleibt es also bei dem Bösen als unausweichlichem Übel, bei der Finitheit des Menschen und dem Bösen als Rancune der Schlechtweggekommenen, die, wie bereits zitiert, "durch Urteilen und Erklären" zunichte machen, um ihr Selbst zu erhalten." 457?

Nein. Denn wenn das urteilende Bewusstsein unter Form der schönen Seele wohl unfähig ist, von sich selbst abzulassen und zu verzeihen, ist eine Variante davon dazu imstande. Um dies deutlicher einzusehen, so möge man sich vorhalten, dass das beurteilende Bewusstsein, das dem tätigen gegenübersteht, unter drei Abarten auftreten kann: - 1) als herabmachender Kammerdiener, der stänkert und lästert, hegelisch: der die Handlungen in ihren unleugbaren Egoismus reflektiert - 2) als schöne Seele, deren einziger Daseinssinn darin besteht, anderes abzuurteilen, um der eigenen Armseligkeit damit ein Minimum an Lebensgefühl zu verschaffen und - 3) als hartes Herz im engeren Sinne, das mit anspruchsvollen Forderungen moralischer Natur die Wirklichkeit beurteilt und sich zunächst nicht zur Verzeihung heranziehen lassen will, sie später dennoch angedeihen lässt, nämlich dann, wenn es den Handelnden seine Einseitigkeit eingestehen sieht, welche Einseitigkeit im eigenen, aburteilenden Gerede wiederzufinden ist und worauf es beim Verzeihen verzichtet.

Eingeständnis und Verzeihen bringen fertig, dass das Geschehene

das, das in der Rede ausgesprochen wurde, zurückgenommen und nicht mehr angeordnet wird, was Hegel in dem schönen und masslos optimistisch genannten Satz ausspricht, dass "die Wunden des Geistes heilen ohne dass Narben bleiben, die Tat ist nicht das Unvergängliche" 470.

Die Tat ist nicht das Unvergängliche, weil, was sie ist, nicht in ihr selbst einfachhin klebt, sondern ihr zugewiesen zugesprochen wird und demnach auch abgesprochen werden kann. Eine Tat ist nicht böse; sie wird böse geurteilt - oder auch nicht. Und dort, wo das ehemals Böse zurückgenommen wird, wird wohl nicht die Tat stricto sensu ungeschehen gemacht, aber ihre Beziehung zum Handelnden zum Urteilenden wird abgeändert, wenigstens soweit, dass der Urteilende "sein für sich seiendes bestimmendes Urteil fahren lässt" 471 und er sich also nicht mehr zum Richter über andere aufschwingt.

So liesse sich der Weg der besprochenen Bewusstseinsgestalt wie folgt in Kürze darstellen: auf die Frage nach der Herkunft des Bösen, wurde gemeint, wie aus dem guten Gewissen, bedingt durch seine Begrenztheit, Böses erwachsen kann und sich daraufhin diese Gestalt entzweit: einerseits zum Handelnden, dem der Aspekt der Rede über ihre Moralität überwiegt, und andererseits zum Kontestatär, der im Namen hehrer Moralität die bössartige Wirklichkeit anprangert. Beide Tochtergestalten versöhnen - ? - sich dann, insofern die erste auf die Engheit ihres Standpunkts beim Handeln, die andere auf die ihre beim Urteilen, verzichten, was so viel heisst wie, dass beiderseitige Einsicht und Barmherzigkeit - wie das Eine durchs Andere bestimmt sei, bleibe hier unerörtert - ihre Gegensätzlichkeit, also auch das Böse überwindet.

Auf dieselbe Art wäre auch die Bösartigkeit des Grossinquisitors oder des Chefanklägers zu überwinden; jeweils sie beide zusammen mit dem Letzter oder dem Abweichler müssten "von ihrem entgegengesetzten Dasein ablassen" 472; verlangt von ihnen würde also die Gelassenheit, in ihrer "vollkommenen Entäusserung und Gegenteile - d.h. im offenen Zwiegespräch mit dem Häretiker und nicht erst in seiner physischen Liquidierung - "die Gewissheit seiner selbst" 472 zu haben. Doch wie die Dinge nun einmal liegen, sieht man, dass derartige Verhältnisse hinter ihrem Begriffe zurückbleiben, und wenn auch Hegel, d.h. das Denken, diese Gestalten aufhebt, was heisst, dass Dialogbereitschaft irgendwie doch besteht, so gilt hier, wie anderwärts bei wichtigen Uebergängen, dass ein grosser Teil der Wirklichkeit hinter dem weitergeschrittenen Begriff

zurückhinkt, womit bloss noch bitter-resignativ und ein wenig selbstironisch zur Leistung des Denkens zu seufzen bleibt: "Umso schlimmer für die Wirklichkeit".

INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des Sciences Morales et Politiques

COMMEMORATION DU XX^e ANNIVERSAIRE
DE LA SECTION

Allocutions de Monsieur le Ministre des Affaires Culturelles
et du Président de la Section

Jacques LESOURNE

Professeur au Conservatoire National des Arts
et Métiers de Paris :

De la baisse du dollar à l'essor de l'Asie
L'économie européenne dans un monde d'incertitudes

1988

Avant - propos

=====

Le 9 mars 1988, la Section des Sciences Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal a commémoré, à la Chambre de Commerce, le 50^e anniversaire de sa création. Elle comprend les trois secteurs de la philosophie, du droit et des sciences économiques et sociales.

Cette commémoration fut honorée par la présence de S.A.R. le Grand-Duc Héréditaire, de ministres et de députés, de nombreuses personnalités représentant les institutions publiques et privées, la vie économique et culturelle de notre pays. Qu'ils soient remerciés de la sympathie qu'ils ont témoignée, par leur assistance, à l'Institut Grand-Ducal et de l'éclat qu'ils ont conféré ainsi à notre manifestation.

La cérémonie a été rehaussée par l'allocution de Monsieur le Ministre des Affaires Culturelles et par un exposé de qualité que M. Jacques Lesourne, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris, un des grands experts des problèmes économiques, a consacré à une question d'une haute actualité "De la baisse du dollar à l'essor de l'Asie. L'économie européenne dans un monde d'incertitudes". L'encadrement musical était assuré par des élèves de la section d'art musical du Lycée de garçons d'Esch/Alzette.

Sans aucun doute, cet anniversaire ne constitue pas un aboutissement, mais il imprime un nouvel élan à nos travaux dont une partie se concentreront, dans un proche avenir, sur les problèmes suscités par la réalisation du marché unique en 1992.

Edmond WAGNER

Président



Altesse Royale,
Monsieur l'Ambassadeur,
Monsieur le Président du Gouvernement,
Monsieur le Ministre d'Etat honoraire,
Monsieur le Président du Conseil d'Etat,
Monsieur le Vice-Président de la Chambre des Députés,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs,
Chers Confrères,

C'est avec un retard de quelques mois, dû à des circonstances pratiques d'organisation, que la Section des sciences morales et politiques commémore le 20e anniversaire de sa fondation, en tant que 6e section de l'Institut Grand-Ducal.

Conscient de la sympathie et de l'appui que vous accordez tous, par votre présence, à notre jeune mais vigoureuse section, je vous adresse, au nom de nos membres et au mien propre, mes plus sincères et mes plus chaleureux remerciements.

Je voudrais cependant exprimer la gratitude spéciale de notre section à la Maison Grande-Ducale qui, dès la création de l'Institut en 1868, a assumé le protectorat des trois sections initiales. Dans la suite elle lui a conservé toute sa sollicitude en adjoignant au noyau existant plusieurs sections nouvelles, dont la nôtre est la plus jeune, et en transmettant, par le haut patronage, à nos activités une lueur "du prestige et de l'autorité du plus haut personnage de l'Etat" (Alphonse Huss). C'est donc avec respect et reconnaissance que je souhaite aujourd'hui la bienvenue à S.A.R. le Grand-Duc Héritier Henri, qui, par sa présence, accorde à cette séance, mais aussi à l'Institut en général, une attention et un encouragement dont nous savons tous apprécier la valeur et la portée.

Comme je l'ai déjà indiqué, la Section des sciences morales et politiques demeure la plus jeune des six sections de l'Institut Grand-Ducal (les autres étant celles des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques, des sciences médicales, la section de linguistique, de folklore et de toponymie, celle des Arts et des Lettres).

Mais qu'elles soient plus âgées ou de date plus récente, toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et, par leurs travaux de qualité, elles se sont efforcées de fournir une contribution indéniable au patrimoine culturel. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son allocution du 24 octobre 1967, "nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique".

Il va de soi que notre jeune section s'est efforcée à son tour, dans le cadre de ses modestes moyens, de rester fidèle à l'orientation esquissée par son président-fondateur. Elle se compose de trois sous-sections, celle de la science juridique, celle des sciences sociales, politiques et économiques et, enfin, celle de la philosophie. A première vue, les trois orientations ne semblent présenter que peu de traits communs. Les sciences économiques se trouvent en plein essor et dominent toute la scène de la production, du commerce, bref l'ensemble de la vie politique, sociale et économique. Le droit par contre, a l'esprit plus prudent, plus conservateur, ayant parfois horreur des risques et des incertitudes, s'applique souvent à brider l'élan des économistes et à canaliser les progrès, sinon les bouleversements économiques, sur les rails d'une législation rigide peut-être, mais toujours soucieuse du bien-être commun. Enfin, la philosophie paraît le reliquat fossile d'une époque où les gens avaient encore les loisirs de se livrer à la méditation jugée hors de saison dans notre monde, en proie à des contraintes et des impératifs incoercibles.

Cependant, quiconque y regarde de plus près, décèle immédiatement des liens substantiels entre les trois groupes. D'abord, dans l'Antiquité, où l'unité du savoir humain n'était pas un vain mot, les philosophes étaient le plus souvent les législateurs des Cités et

ils se sont profondément engagés dans la vie politique. Mais encore aujourd'hui, l'engagement ne devrait pas manquer au philosophe, comme jadis il n'a pas fait défaut à Socrate. D'autre part, dans notre siècle, une économie, soit en plein progrès soit en stagnation, demande une législation adaptée aux besoins réels de l'homme et de la société.

Voilà donc le véritable trait d'union entre les trois disciplines: l'homme, synthèse de raison et de coeur, personne morale destinée par nature à un comportement autonome et responsable, être social, encore par nature, dont la dignité et les droits doivent rester la mesure de tout progrès. Et ici les trois disciplines trouvent un vaste champ commun d'études, de recherches et d'applications.

On sait que la philosophie est réflexion sur les fondements, recherche de principes de justification non seulement du savoir humain, mais aussi des normes de conduite individuelle et collective. A la philosophie de nous dire, après consultation de différentes sciences, ce qu'est l'homme, quelle est sa nature, sa spécificité par rapport à la biosphère et à l'univers matériel, quelles sont ses aspirations et ses besoins véritables. Au droit et à l'économie de réaliser les conditions théoriques et pratiques de l'épanouissement réel de l'homme, aux besoins duquel doivent être subordonnées tant l'organisation politique que la croissance économique.

Et de telles préoccupations ne se révèlent point du tout hors de saison dans la deuxième moitié du XXe siècle. Certes, les sciences dites exactes jouissent à juste titre d'un prestige considérable, elles nous émerveillent de connaissances prodigieuses et, par leurs applications techniques, elles ont profondément révolutionné notre vie et la société. Mais la science ne saurait justifier ses propres fondements ni, en dernière analyse, ses applications, qui restent subordonnées à un cadre de valeurs qui les dépasse. Le but de la méthode scientifique consiste dans la découverte de lois destinées à l'explication de phénomènes connus et à la prévision de phénomènes inconnus. Expliquer scientifiquement un état de chose, c'est le déduire à partir de conditions initiales, admises telles quelles, à l'aide d'au moins une loi. Voilà pourquoi la science ne nous dit rien sur l'origine, la nature, sur la ou les

fin des choses, rien sur le sens de notre existence ni sur les normes justifiant notre conduite, rien sur les valeurs auxquelles toutes nos préoccupations doivent se subordonner.

Or, c'est justement à notre époque que, à défaut de réflexion authentique sur la signification du progrès, nous nous voyons confrontés avec des problèmes cruciaux dont la solution devient de plus en plus urgente, mais ne relève plus des seules sciences positives. Ainsi chacun sait qu'un examen approfondi sur le sens, la portée et les limites des applications techniques, surtout des armes et des centrales nucléaires, s'impose. Tout le monde convient qu'il nous faut aborder résolument les inquiétants problèmes écologiques sous peine de compromettre l'avenir de notre espèce. Chacun concède qu'une réflexion sérieuse sur le but et la signification de la croissance économique et sur ses conséquences devient inévitable ou qu'une réglementation de certaines possibilités de la science, comme la procréation artificielle et la manipulation génétique, ne souffre plus de retard, bref que la situation politique, sociale et économique nous prescrit un engagement continu pour la dignité et les droits de l'homme, pour la justice sociale et la liberté de conscience.

Voilà donc un large éventail de thèmes qui se prêtent aux préoccupations d'une section des sciences morales et politiques. Certes, nous avons toujours discuté avec intérêt et sympathie les multiples contributions individuelles que nos membres ont consacrées à leur domaine de recherche personnel, et ces discussions se sont toujours révélées très fructueuses pour tous les participants. C'est une excellente occasion de sortir de sa coquille étroite et de s'initier à un domaine qui, tout en dépassant nos préoccupations individuelles du moment, n'en demeure pas moins plein d'attraits.

Mais, fidèle à notre mission de conseiller le gouvernement, nous avons toujours abordé des sujets généraux d'une haute actualité. Telles étaient les questions de l'avortement, du suicide, de la manipulation génétique, de l'insertion des étrangers dans la communauté nationale, de la liberté de la presse, de la place de l'éthique dans l'enseignement public, de la réforme de la Constitution. Actuellement, nous concentrons nos efforts sur les répercussions économiques, sociales et politiques qu'aura sur le Luxembourg le marché unique prévu à partir de 1992 et, plus généralement, sur les défis majeurs

que nous réservera l'avenir sur le plan économique, politique et social. Mais quel que soit le sujet, c'est dans un climat de sérénité, d'objectivité et de respect mutuel que nos membres pourront se consacrer, au-delà de toute contrainte idéologique, à leurs travaux individuels et collectifs.

Mais ne faudrait-il pas élargir davantage la coopération entre toutes les disciplines scientifiques, car, au fond, tous les problèmes évoqués concernent une large gamme de domaines de recherche? Et même, si de nos jours un seul homme ne saurait plus dominer l'ensemble des sciences de notre époque, la communauté des problèmes nous rappelle que tout cloisonnement demeure artificiel, que toute séparation reste mutilante et que la réflexion interdisciplinaire est devenue un devoir commun, surtout à notre époque où les spécialistes, à force de connaître tout sur un domaine de plus en plus restreint, ne remarquent même plus que leur propre science renvoie irrésistiblement, au-delà des limites de leur domaine proprement dit, à des problèmes fondamentaux qui concernent l'homme entier, la société, les valeurs, le sens de la vie et du comportement individuel et collectif. Certes, l'emprise des sciences ne cessera de s'accentuer dans tous les domaines. Partout la science prend l'homme de vitesse et toutes les grandes décisions, que ce soit en politique, en économie et même en morale, doivent s'inspirer d'elle pour trancher des problèmes que nous autres n'avons ni suscités, ni prévus, ni tout-à-fait compris. Mais, justement à l'époque de la menace nucléaire, des expériences génétiques, de la militarisation de l'espace, de la destruction de notre milieu vital, de la misère du Tiers Monde et des économies dérégulées, aucune solution ne saurait être envisagée sans la collaboration étroite et confiante de toutes les disciplines avec le pouvoir politique auquel incombe, en dernière analyse, le devoir de décision. Voilà une réflexion de principe dont pourra s'inspirer l'orientation future de l'Institut Grand-Ducal.

Mais revenons brièvement au présent. Il est évident que nos institutions ne sauraient s'acquitter de leur mission sans l'appui et l'encouragement des instances officielles. A cet égard, je profite bien volontiers de l'occasion pour remercier chaleureusement Monsieur le Ministre des Affaires Culturelles et ses prédé-

cesseurs de l'intérêt qu'ils ont toujours témoigné pour nos travaux. Permettez-moi de relever, parmi les prédécesseurs, particulièrement M. Pierre Grégoire dont la clairvoyance, animée d'une égale passion pour les activités intellectuelles et artistiques, bref pour la culture, a appelé notre section à l'existence. Son grand âge l'empêche d'assister à notre séance de commémoration, mais qu'il soit sûr de la gratitude de tous nos membres. Il est évident que j'exprime aussi ma reconnaissance particulière à Monsieur le Ministre Robert Krieps et aux services compétents des Affaires Culturelles d'avoir prêté une oreille attentive à certains besoins pratiques de toutes les sections de l'Institut qui manquent de salles de réunion, de place pour abriter leur bibliothèque, de bureaux et de personnes compétentes pour assurer les travaux de secrétariat et de préparation de nos publications. Une solution globale est envisagée et étudiée. Ce serait la plus agréable des surprises, si, dans le cadre de la réorganisation des Instituts culturels, elle pourrait devenir une réalité. En tout cas, toutes les mesures destinées à améliorer notre situation actuelle méritent notre reconnaissance. En outre, je remercie vivement Monsieur Krieps de l'honneur qu'il nous fait de nous adresser la parole au cours de cette cérémonie.

Il est évident que j'adresse aussi mes vifs remerciements à toutes les personnalités de la vie politique et culturelle qui nous ont accordé leurs sympathie et leur appui, tout en m'excusant de ne pas en lire le long relevé des noms. Je remercie bien sûr les autres sections de l'Institut Grand-Ducal d'avoir prêté leur soutien à la naissance de notre groupe et de la collaboration qu'ils ne nous ont jamais refusée dans la suite.

Mais je ne voudrais pas non plus oublier nos propres membres, grâce à l'activité et au dévouement desquels une telle institution doit sa qualité, ses progrès et sa renommée. Malheureusement, malgré notre jeune âge, nous avons à déplorer la perte de trop de membres d'une grande valeur et de mérites substantiels;

Membres effectifs

MM.

Bernard DELVAUX
 Freddy KONZ
 Léon LIESCH
 Roger MAUL
 Jules PRUSSEN
 Gérard THILL
 Paul WEBER
 Marcel WURTH
 Jean-Pierre ZAHLEN

Membres d'honneur

MM.

Jérôme ANDERS
 Joseph BECH
 Pierre BIERMANN
 Albert CALMES
 Baron Louis de FREDERICQ
 Charles-Léon HAMMES
 Armand KAYSER
 Alfred LOESCH
 R.P. Jean-Pierre MULLER
 Marcel RECKINGER
 Eugène RODENBOURG
 Lambert SCHAUS
 Henri SOLUS
 Paul WEBER
 Albert WEHRER
 Paul WILWERTZ

J'adresse d'abord à nos membres défunts un hommage de reconnaissance et de gratitude; on n'oubliera ni leur compétence, ni leurs mérites.

Il est évident que mes remerciements particulièrement chaleureux s'adressent à nos deux premiers présidents, M. Alphonse HUSS et M. Carlo HEMMER. Dotés de qualités précieuses qu'on trouve rarement réunies dans une même personne, à savoir, une profonde sagesse alliée à une large ouverture de l'esprit, à une inlassable curiosité et à une parfaite probité intellectuelle, de même qu'à une exceptionnelle compétence professionnelle, ils ont dirigé la section avec clairvoyance, dévouement, bon sens, voire avec une certaine transcendance qui force l'admiration et la reconnaissance de tous nos membres. Qu'ils soient assurés de notre gratitude. Un grand merci supplémentaire pour avoir accepté sans hésitation de figurer au conseil à l'occasion de ce XXe anniversaire. Il va sans dire que les remerciements s'adressent à tous les membres du

conseil d'administration dont le soutien désintéressé permet le fonctionnement de notre institution.

Enfin, j'exprime mes remerciements à nos membres dont la sève intellectuelle garantit la qualité des fruits produits par cette institution culturelle. Ils ont vraiment rivalisé d'esprit d'initiative, de bonne volonté voire d'enthousiasme, pour assurer à nos travaux et discussions niveau et qualité. Tout en m'excusant d'abuser souvent de leur temps précieux, je les félicite de leur élan et je les remercie de l'appui qu'ils ne cessent de m'accorder. Et je suis sûr qu'aucun de nos membres ne m'en voudra d'inclure dans mes remerciements notre infatigable secrétaire, Melle. Jeanny ZUANG, dont le dévouement et la compétence font marcher nos affaires, et cela même en l'absence d'une rémunération véritable.

Enfin, je remercie très chaleureusement nos jeunes artistes de la section d'art musical du LGE et leur méritant professeur Alain NITSCHKE de leur collaboration spontanée et bénévole à l'encadrement artistique de notre séance commémorative. Elèves d'une section à part entière de l'enseignement secondaire, ces filles et ces garçons, dotés d'un talent musical prononcé et d'un enthousiasme généreux, méritent également toutes nos félicitations.

En même temps je remercie notre confrère Charles RUPPERT et la Kredietbank de leur aide par laquelle, en mettant à notre disposition un piano, ils ont permis un encadrement musical de qualité.

Mais je voudrais terminer en exprimant l'espoir et la conviction que notre section restera, aussi à l'avenir, fidèle à sa mission et s'efforcera, dans les limites de ses moyens, à répondre aux attentes qu'on peut formuler à l'égard d'une telle institution.

Ministre des Affaires Culturelles

Altesse Royale,

Permettez-moi de vous exprimer notre profonde satisfaction qu'une fois de plus vous ayez tenu à honorer un événement important de la vie culturelle nationale de votre haute présence.

Nous y trouvons un encouragement précieux.

Tous les membres de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal, j'en suis sûr, vous savent gré que vous rendez hommage à leurs multiples travaux de recherche et de popularisation des sciences philosophiques, sociales, économiques, politiques et juridiques qu'ils ont réalisés pendant les vingt dernières années.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Je n'ai pas à répéter ici, combien nous avons besoin, au Luxembourg, de nos sociétés savantes.

Je suis convaincu que notre avenir d'Etat souverain et indépendant dépendra de notre disponibilité d'atteindre le niveau le plus élevé des connaissances qui nous soit accessible.

Avec l'infrastructure restreinte que nous connaissons, les différentes sections de l'Institut Grand-Ducal sont un forum éminemment utile qui permet à nos meilleurs chercheurs et spécialistes les indispensables échanges d'idées et d'opinions. Les communications, rapports et débats de votre société sont devenus la base pour une multitude de mémoires et de publications plus approfondies.

Les sections de l'Institut Grand-Ducal n'ont pas seulement été un des moteurs de notre vie scientifique, elles ont également contribué à forger, dès 1868, ne l'oublions pas dans les discussions actuelles sur l'Europe, par leurs travaux scientifiques, par le trésor d'archives qu'ils ont rassemblé, par leurs publications et leurs efforts de vulgarisation des idées scientifiques, ce que nous appelons avec une fierté justifiée notre identité culturelle.

Altesse Royale,
Mesdames, Messieurs,

Les activités de tous nos instituts scientifiques, notre volonté de prendre des engagements encore plus substantiels dans ce domaine, notre désir de consolider les structures pour la recherche soulignent que notre pays est prêt à assumer son rôle de coopération scientifique et culturelle au niveau interrégional et international, rôle essentiel non inéluctable pour une terre de rencontre de langues, de cultures et d'idées comme l'est, par tradition, et par obligation le Luxembourg.

La Section des sciences morales et politiques la plus jeune de toutes a démontré le profond souci de prendre position dans les discussions sur les problèmes sociaux, moraux, économiques et juridiques qui se posent à notre société. Je cite à cet effet ses délibérations et publications sur la liberté de la presse, la procréation médicalement assistée, sur les télécommunications, sur l'insertion des étrangers dans la collectivité luxembourgeoise, sur la révision de la constitution. Elle a témoigné ainsi de l'attention avec laquelle elle suit les transformations sociales ou les problèmes que pose la science et la technique à la société ou à l'Etat.

Et la Section, par ses trois sous-sections, est bien équipée pour étudier toutes les relations entre l'éthique et la politique, pour examiner les dimensions sociales des décisions économiques, pour éclairer les aspects philosophiques du débat juridique, pour mettre en évidence les techniques que la science juridique met à disposition pour satisfaire aux uns et aux autres.

La Section a toujours su livrer, dans ses publications, des informations utiles et des réflexions stimulantes servant de base à beaucoup de décisions politiques.

Tout comme les autres sections de l'Institut Grand-Ducal la Section des sciences morales et politiques n'est pas sans connaître des problèmes: problèmes de financement, je pense aux vœux souvent formulés d'accroître le potentiel des publications, et problème de locaux. A cette occasion je ne peux que répéter ce que j'avais dit lors du 50e anniversaire de la Section de linguistique, de folklore et de toponymie: "Mes services sont en train de préparer un projet cohérent d'affectation culturelle pour le vénérable monument historique national qu'est l'ancienne Abbaye Neumünster. Nous prévoyons d'y loger l'ensemble des sections regroupées dans l'Institut Grand-Ducal dans des conditions dignes et dans une ambiance favorable."

Altesse Royale,
Mesdames, Messieurs,

Autonomie pour chaque section, dialogue entre les sections, responsabilités accrues du ministère et des sections pour assurer la continuité et vigueur à la vie scientifique et culturelle du Luxembourg, telles doivent être les devises qui inspirent tous nos échanges de vue. Je prends aujourd'hui l'engagement solennel que l'autorité de tutelle si vous acceptez qu'il y en ait une, et le Gouvernement examineront dans un sens positif chaque proposition qui vise à renforcer la position de la Section des sciences morales et politiques en particulier et de l'Institut Grand-Ducal en général.

Altesse Royale,
Mesdames, Messieurs,

J'exprime, au nom du Gouvernement, mes plus sincères félicitations à tous les membres de la section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal pour l'impressionnante oeuvre accomplie. Et je souhaite pour les prochaines deux décennies le même succès pour les travaux de recherche, les publications, les efforts de popularisation des sciences et pour toutes autres missions culturelles qui attendent la Section.



Exposé du Prof. Jacques LESOURNE

Altesse Royale,
Monsieur l'Ambassadeur
Monsieur le Président du Gouvernement,
Monsieur le Ministre d'Etat honoraire,
Monsieur le Président du Conseil d'Etat
Monsieur le Vice-Président de la Chambre des Députés,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi d'avoir été invité à participer à cette séance du 20ème anniversaire de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal. Je vais parler d'un sujet qui nous concerne tous : les perspectives de l'économie européenne. Mais, même en limitant l'ambition à la dimension économique, il n'est pas simple de parler de l'Europe, car l'Europe est terre de complexité. Aussi vais-je être contraint dans cette réflexion de m'interroger d'abord sur les tendances lourdes de l'environnement international de l'économie européenne pour considérer ensuite les spécificités de cette économie et en tirer quelques conclusions à la fois sur le plan macro-économique et sur le plan micro-économique, tout en ne perdant pas de vue que deux horizons sont concernés, le moyen et le long terme. Mais, avant de commencer cet itinéraire, permettez-moi deux remarques brèves. La première rappelle que l'avenir est - nous le savons les uns et les autres - le résultat de la nécessité, du hasard et de la volonté : nécessité des tendances lourdes, hasard des événements fortuits, volonté des personnalités exceptionnelles, mais aussi des groupes sociaux de réaliser leurs projets et de les inscrire dans le futur.

La deuxième remarque préalable attire l'attention sur le phénomène, très important et peut-être mal évalué à l'époque, qu'a été l'inversion des taux de croissance au cours des années 70. De 1952 à 1972, la République Fédérale d'Allemagne et la France par exemple, ces deux pays qui représentent assez bien la situation du continent européen, ont eu des taux de croissance annuels moyens de 5,5 et de 5,3 %, tandis que les Etats-Unis avaient une croissance de 3,5 % et que le Japon, à cette même période, se situait aux alentours de 9,2 %. De 1974 à 1979, les taux se resserrent, puisque les Etats-Unis sont alors à 2,6 % alors que la Communauté Economique Européenne est passée à 2,4 et le Japon à 3,6. Et sur la période 80/85, la différence s'accroît : alors que les Etats-Unis ont un taux de croissance de 2 %, l'Europe Communautaire n'atteint que 1,1 %, mais le Japon 4,1 %. Il faut garder en mémoire ces quelques chiffres avant d'entrer dans le vif du sujet.

Quelles tendances lourdes vont très probablement marquer l'environnement international de l'Europe dans un avenir de deux décennies ?

L'un des premiers phénomènes est naturellement l'évolution de la situation démographique, avec le contraste entre la démographie européenne et l'ensemble de la démographie mondiale, une démographie marquée en particulier pour nous Européens, par la croissance de la population de deux régions proches : les zones sud et est de la Méditerranée et l'ensemble des pays au sud du Sahara. Les démographes nous disent qu'aux alentours de 2025 par exemple, la Communauté à 12 pourrait voir passer sa population de 322 millions en 1985 à 306 en 2025 en l'absence d'immigration importante, tandis que l'Afrique du Nord, de Marrakech au Caire, verrait sa population augmenter de 123 à 260 millions d'habitants. Ces tendances divergentes ont une signification très grande, puisque le vieillissement de la population et le déclin de la population active en Europe (déclin qui s'est déjà amorcé en Allemagne fédérale) contrasteront avec la vigueur démographique dans d'autres zones mondiales. D'où des effets profonds sur l'évolution économique. Très probablement on ne peut exclure une immigration importante, même si le flux d'immigrations ne peut guère être prévu, puisqu'il dépend à la fois des situations existant dans les pays émetteurs et dans les pays récepteurs. Les zones dont j'ai parlé se caractérisent en particulier par des différences de revenu importantes par rapport à l'Europe et par des risques politiques susceptibles d'amener un flot important de réfugiés à travers la Méditerranée.

Le deuxième phénomène très important de notre environnement est le fait que nous soyons entrés - et pour longtemps - dans un monde économiquement multipolaire, contrairement aux décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale au cours desquelles les Etats-Unis ont joué un rôle régulateur sur l'ensemble du monde à économie de marché. Le monde multipolaire actuel, avec une Communauté Européenne inachevée, avec le Japon et les Etats-Unis (plus généralement l'Amérique du Nord) est marqué par le fait qu'aucun gouvernement ne peut totalement définir les règles du jeu et que la concurrence mondiale se développe entre les grandes multinationales venant de ces différentes zones, les trois régions contribuant simultanément au progrès scientifique.

Mais la multipolarité va de pair avec la croissance de l'interdépendance entre les économies ou, si l'on préfère, avec la mondialisation des activités économiques. Je ne citerai qu'un fait bien connu : depuis 1950, sur toutes les périodes passées, les échanges de produits manufacturés ont cru d'année en année à un taux beaucoup plus rapide que la production. Ainsi, en 1984, à un taux de croissance de la production des produits manufacturés de 7,5 %

correspond un taux de croissance des échanges de 12 % tandis qu'en 1985, les chiffres correspondants sont de 3,5 et 5 %. Naturellement, cette mondialisation présente la particularité d'être très différente selon les secteurs. Les événements d'octobre ont bien montré qu'elle est déjà très avancée en ce qui concerne les marchés financiers. Il en est de même pour certains secteurs industriels, mais si, au contraire, nous considérons les équipements de télécommunications, nous constaterons que les marchés nationaux sont encore extrêmement cloisonnés, du moins entre pays industrialisés. On peut naturellement s'interroger sur la permanence de cette interdépendance dans le futur et sur le risque d'un retour en arrière. L'avenir dépendra en particulier du niveau des taux de change. Je me rappelle, en 1984, à l'époque d'un dollar très élevé, l'étonnement avec lequel j'entendais des chefs d'entreprise américains parler de la reconquête du marché intérieur, de la nécessité de filières de production, de la destruction du tissu productif par les importations, en des termes presque identiques à ceux qu'utilisaient les fonctionnaires du gouvernement socialiste français en 1981. Et pourtant, on ne peut pas dire que c'étaient des personnes qui avaient le même passé intellectuel ! Néanmoins, en dépit des possibilités de protectionnisme, je crois que les tendances à l'interdépendance se maintiendront, en particulier à cause de la diffusion de l'information et de la nature même des technologies émergentes.

Le quatrième phénomène qui marquera l'environnement européen est peut-être moins reconnu en tant que phénomène général. Il s'agit du développement du tiers-monde, développement dans la diversité, mais développement quand même. Que l'on prenne les espérances de vie à la naissance, qui ont doublé en Inde en moins de 50 ans, ou les taux d'alphabétisation de la population ou ceux de la croissance de la production industrielle, tous ces indicateurs montrent que, globalement, le tiers-monde est dans un formidable courant de développement. Je rappelle simplement que, sur la période 1973/1980, le taux de croissance de la production industrielle des pays en voie de développement est de 5,6 % par an contre 2,1 % pour les pays développés et que, de 1980 à 1985, en dépit de la crise de l'endettement et de son impact sur le tiers-monde, il demeure de 4,6 % contre 1 % pour les pays développés. Naturellement, ce phénomène a ses ombres et ses lumières, parce qu'il est très différent selon les pays et selon les zones. Nous savons à quel point certaines zones en Amérique latine et surtout en Asie de l'Est sont en développement industriel rapide, mais nous oublions peut-être qu'en dehors des pays auxquels nous pensons, parce qu'ils sont déjà présents dans la concurrence industrielle mondiale, des pays tels que l'Inde ou la Chine, qui sont les grands pays continents du monde de demain, ont également connu des taux de croissance non négligeables de leur revenu par tête. Plus incertain est le devenir de l'ensemble de la zone de l'Afrique du Nord et de l'Asie occidentale, une zone particulièrement fragile sur le plan géopolitique, même si les revenus y sont importants. Reste le problème de l'Afrique au sud du Sahara, qui est le problème le plus préoccupant, puisque c'est la seule zone mondiale où, sur 25 ans, la production agricole par tête a décliné.

Enfin, dernier élément de l'environnement européen : les transformations de la technologie. Non que le progrès technique soit maintenant plus rapide que dans les années 60. La grande différence de l'ère qui s'annonce et des années 60 me paraît être la suivante : alors que le progrès technique des années 60 a été souvent marqué par des progrès réguliers et marginaux propres à chaque secteur et qui concernaient en particulier la taille des équipements industriels et la baisse des consommations spécifiques, le progrès technique des années 80, sous l'impact des technologies de l'information et de tout ce qui y est lié, se traduit par l'apparition d'un nouveau paradigme caractérisant les relations entre la technologie, l'économie et la société.

C'est à partir de ces cinq tendances qu'il faut, je crois, nous représenter l'environnement futur de l'économie communautaire. Vous pouvez être surpris que j'aie évoqué les Etats-Unis et le Japon, que j'aie évoqué l'ensemble du tiers-monde mais que je n'aie rien dit de cette partie si proche de nous géographiquement, parfois culturellement qu'est l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique. La raison ? Le secrétaire général du parti communiste de l'Union Soviétique est engagé dans une tentative de réforme dont il est difficile de mesurer la profondeur et surtout les chances de succès, parce que, même si elle est soutenue par les ingénieurs, les cadres et les scientifiques, elle se heurte à des attitudes très solidement et très profondément ancrées dans la société soviétique.

2

Quelles sont, en parallèle avec cet environnement, les spécificités de l'Europe, de l'économie européenne ? Je ne reviendrai naturellement pas sur la démographie dont j'ai déjà parlé.

La première des autres spécificités importantes est que l'Europe se distingue par rapport aux autres grandes zones développées, par ses modes de régulation sociale. Des modes de régulation sociale issus d'une évolution historique commune des pays européens qui ont tous été profondément marqués et transformés par la révolution industrielle. Partie de l'Angleterre géorgienne vers 1750, l'industrialisation a modifié de fond en comble des sociétés agricoles et rurales, a engendré la montée du prolétariat et donné naissance aux mouvements socialistes. Les pays de l'Europe entre les deux guerres sont des pays déchirés contre eux-mêmes. La réussite des générations d'après-guerre a été de retrouver, par une combinaison du marché, de l'Etat-protecteur et de la négociation entre groupes sociaux organisés, leur cohésion sociale avec la cicatrisation de cette déchirure historique. De cette façon, l'Europe a engendré peut-être des sociétés plus équilibrées que d'autres, mais en même temps des sociétés plus rigides au sein desquelles les évolutions sont lentes et les oppositions à certaines modifications sensiblement tenaces. J'en prendrai un seul exemple : le défi que pose à tous nos pays européens l'évolution de l'Etat-protecteur et la fixation du niveau, de l'assiette de perception et de la répartition des prélèvements obligatoires entre la retraite, la santé, la natalité et le chômage.

Le deuxième phénomène, spécifiquement européen, c'est la forme particulière du chômage qui frappe nos pays. Contrairement à la situation aux Etats-Unis et au Japon, le chômage européen n'est pas seulement un chômage de croissance lente, il est aussi ce que les économistes appellent un chômage classique dû au fait qu'une partie des Européens ont actuellement, sur le marché du travail, un coût de travail supérieur à leur productivité marginale pour les entreprises. Coexistent donc sur le marché du travail européen des populations protégées et des populations marginalisées. Alors qu'en 1985, le taux de chômage américain était de 7,4 % de la population active et celui de la RFA de 8,5 %, le pourcentage des chômeurs de plus d'un an, était de 12 % aux Etats-Unis et de 32 % en RFA, taux qui était pourtant l'un des chiffres les plus faibles de la Communauté pour le chômage de longue durée. De la même manière et pour les mêmes raisons, on s'aperçoit que, dans les pays de la Communauté, le chômage des jeunes est plus important que celui des adultes, ce qui, pour la préparation de l'avenir, ne peut être que très préoccupant.

Un troisième trait caractéristique des économies européennes, est ce que j'appellerai l'incertitude sur l'espace d'assurance. On peut demander à un Japonais ou à un Américain quel est l'espace des personnes qui auront certainement leur avenir lié au sien. Il répondra tout naturellement : l'ensemble des Américains ou l'ensemble des Japonais. Pour nous, membres de la Communauté, la réponse est moins sûre et elle n'est pas exactement la même pour chacun d'entre nous. Voilà pourquoi certains arbitrages concernant des localisations d'activités industrielles ou le développement d'une région plutôt que d'une autre ne sont pas faits ou ne peuvent pas être effectivement faits (en dépit de la croissance des solidarités entre les pays de la Communauté). Nous ne vivons pas dans un espace uniforme et nous en sommes même relativement loin.

Quatrièmement, mais il est inutile de développer ce point tant il est évident, nous vivons dans un système de réglementation et de gouvernement à deux étages, ce qui entraîne, sur un certain nombre de problèmes, des difficultés relativement spécifiques, en particulier en matière de droit. Que l'on pense à la double réglementation en matière d'environnement, de transport routier, etc...

Enfin, de façon plus subtile, derrière les apparences, les modes de fonctionnement même de nos économies nationales sont encore très différents. Je n'en prendrai que deux exemples : le premier concerne le fonctionnement du capitalisme. Prenez trois pays, la France, l'Allemagne Fédérale et le Royaume-Uni. Vous verrez que le fonctionnement du capitalisme des grandes affaires y diffère. En Allemagne, les décisions sont très souvent prises par une sorte de consultation entre les dirigeants des grandes entreprises. Quiconque voudrait acheter en Allemagne une société, alors que la collectivité des dirigeants des grandes affaires penserait que cette acquisition n'est pas bonne pour l'économie allemande, aura bien peu

de chances de réussir. En France, il serait très facile de trouver des alliés, parce que de nombreux groupes industriels et financiers seront prêts à tenter une opération de ce genre sachant bien que, si l'intérêt national est en jeu, l'Etat en fin de compte prendra une décision. Enfin, au Royaume-Uni, à cause des liens très étroits avec la communauté anglo-saxonne, des formes de capitalisme plus libérales peuvent être observées.

J'évoquerai aussi le problème de la sélection des élites. Inutile de souligner qu'en économie leur rôle est considérable. Or, nous n'avons pas les mêmes méthodes de sélection des élites dans tous les pays européens : en France, la croyance à l'homme brillant, ancien haut fonctionnaire est profondément ancrée dans les traditions. Aussi, peut-on comprendre que les gouvernements nomment les dirigeants des entreprises nationales comme des préfets, alors qu'en Allemagne Fédérale, les grandes affaires dégagent progressivement leur technocratie à partir d'un mélange de réussite et de formation. Entre la Grande-Bretagne des financiers et des comptables, et la France, où ce sont plutôt les ingénieurs qui forment les dirigeants de nombreuses affaires industrielles, nous mesurons le jeu et le poids de ces réalités sociales. Voilà ce que je voulais dire très brièvement des similitudes et des différences entre les économies européennes.

J'en arrive maintenant aux conséquences de l'environnement international et des spécificités européennes sur l'évolution globale de nos économies, tant au niveau macroéconomique qu'à l'échelle microéconomique.

3

Au point de vue macroéconomique, le premier point très important est évidemment le fait qu'à l'échelle mondiale plus aucun gouvernement n'a la maîtrise complète de sa politique macroéconomique. C'est vrai pour les gouvernements européens. Par exemple, le gouvernement socialiste français l'a reconnu en mars 1983 en acceptant d'inverser sa politique macroéconomique pour que la France reste dans le système monétaire européen. Et même le Président Reagan, après le crack boursier d'octobre 1987, a été dans une certaine mesure contraint, peut-être d'une manière insuffisante, de signer avec le Congrès un accord sur un programme de réduction du déficit budgétaire.

Un deuxième point essentiel est que nous sommes entrés pour longtemps dans une ère d'ingouvernabilité de l'économie mondiale. A cet égard, 1970 apparaît comme une année charnière. A la croissance relativement régulière des années 1960 succède alors une série de perturbations profondes, chaque perturbation n'étant maîtrisée par les gouvernements ou les marchés qu'après avoir engendré une autre perturbation dans le même domaine ou dans un autre domaine. Ainsi, en ce qui

concerne l'énergie, les deux chocs pétroliers ont engendré le contrechoc de 1985/1986. Mais 1986, c'est l'année où l'on a installé le plus de centrales nucléaires au monde, ce qui montre bien que, pour une bonne part, ces centrales ont été décidées peu de temps après le premier choc pétrolier. Il a fallu, en gros, de 1974 à 1986, une douzaine d'années au système économique mondial pour réagir et pour engendrer le contre-choc. De la même manière, le second choc pétrolier a déclenché pour une bonne part la crise de l'endettement du tiers monde déjà amorcée par le premier. Mais le second choc pétrolier, par ses conséquences inflationnistes aux Etats-Unis, a entraîné le retournement de la politique monétaire américaine du début des années 80, et ce retournement associé à une politique budgétaire pour une bonne part commandée par des problèmes de sécurité nationale, a provoqué la montée extrêmement forte du dollar au début des années 80, jusqu'à un niveau n'ayant plus rien à voir avec une valeur d'équilibre. D'où le développement des tendances protectionnistes des Etats-Unis, d'où l'accroissement du déficit de la balance des paiements américaine, déficit qui a finalement été l'une des causes du retournement de l'attitude du marché de 1985 et de la chute du dollar. Ceci montre bien que la régulation du marché supposerait certaines formes de collaboration entre les gouvernements, collaboration d'autant plus difficile que, malgré l'intensité de l'interdépendance, nous sommes dans une situation de multipolarité. Compte tenu de ces conditions géopolitiques, les gouvernements des pays démocratiques auront donc beaucoup de mal à mettre sur pied la collaboration que nécessiterait l'état de l'économie mondiale et l'intensité de l'interdépendance. Aussi, peut-on être sceptique sur la possibilité de voir se construire réellement dans les deux prochaines décennies un système monétaire international où les fluctuations des taux de change entre les grandes monnaies seraient nettement plus étroites. D'où pour l'économie européenne le défi de l'élaboration d'une véritable politique macro-économique communautaire. Les années 1980 ont vu l'alignement progressif des politiques des pays de la Communauté sur la politique macro-économique de la République Fédérale d'Allemagne. Au cours de cette période, l'existence de l'Ecu a permis notamment de casser un certain nombre d'anticipations inflationnistes et de freiner la hausse des salaires dans un certain nombre de pays de la Communauté.

Mais la question se pose maintenant de définir une politique macro-économique permettant d'exploiter toutes les possibilités de croissance de la Communauté européenne et de protéger l'Europe des conséquences d'une récession nord-américaine.

4

Lorsque l'on passe de la macro à la micro-économie, les interrogations se modifient et la question essentielle porte sur la qualité du tissu productif européen, ce tissu soumis à la fois aux pressions de l'extérieur et aux rigidités internes. Quelques faits sont à cet égard bien établis.

Considérons en premier lieu la technologie. Quand on examine la situation de l'Europe de ce point de vue, on constate que la position de la Communauté est satisfaisante en recherche fondamentale ; mais qu'en revanche, elle est sensiblement moins bonne en ce qui concerne la recherche appliquée débouchant effectivement sur des innovations industrielles. De même, la balance des échanges de produits de haute technologie de l'Europe s'est détériorée sur la période de 1975/1983. Ainsi, le solde négatif à l'égard des pays de l'OCDE est passé de trois milliards de dollars à une dizaine de milliards de dollars au cours de cette période, alors que pour la même date, le solde positif du Japon a cru de 1 à 8,6 milliards de dollars. Cela ne veut pas dire que le paysage soit uniformément gris. Il reste des points forts, par exemple en chimie, en pharmacie, en télécommunications. Mais les points faibles sont sensibles dans tout le domaine électronique et notamment pour les composants.

Deuxièmement, l'Europe dispose désormais de structures productives nettement moins favorables que celles de ses grands concurrents. Elle remporte souvent ses meilleurs résultats dans des secteurs industriels de pleine maturité où les perspectives sont faibles. Seule exception, la chimie, où la position européenne semble extrêmement solide. En revanche, dans des domaines aussi importants que les domaines électriques et électroniques ou que le domaine des produits culturels, la structure des industries européennes est beaucoup moins favorable que celle du Japon ou des Etats-Unis.

En particulier, quand on observe les excédents européens de produits industriels, on constate qu'une partie importante de ces excédents provient des zones d'Afrique et du Moyen-Orient, alors que les excédents d'un pays comme le Japon sont faits essentiellement sur les marchés des pays industriels.

Il est probable que cette situation défavorable résulte des structures sociales européennes qui ont freiné les adaptations. Elle provient aussi de ce que la construction inachevée de la Communauté donne à nos activités productives une structure qui n'est plus la simple juxtaposition de structures nationales cohérentes sans être encore véritablement intégrée à l'échelle communautaire.

L'examen des structures productives japonaises montre qu'un petit nombre de secteurs étroitement liés expliquent les deux tiers du surplus d'exportations tandis que dans le cas des économies française, britannique, italienne ou même allemande, on constate une beaucoup plus grande dispersion des surplus.

Par ailleurs, l'évolution des structures européennes se fait à un moment où la mondialisation se superpose à l'europanisation. Ainsi, lorsque l'on parle de 1992 aux présidents des grands groupes industriels

européens, leur réponse est invariablement la même : 1992, c'est pour nous un phénomène second, parce que la concurrence est avant tout mondiale. Le seul intérêt du grand marché est de renforcer notre base intérieure par rapport à la concurrence des groupes américains ou japonais. Il faut considérer des entreprises plus petites pour que 1992 devienne un enjeu tout-à-fait essentiel.

Enfin, pour terminer ces trop brèves considérations micro-économiques, il ne faut pas oublier le rôle crucial des services dans l'économie de demain, ces services qui offrent une gamme très étendue de produits extraordinairement divers. L'Europe connaît à cet égard des succès et des problèmes. Elle a des problèmes d'abord parce que les rigidités sociales compromettent la création de toute une série de services, en particulier de services aux ménages, qui ne sont pas rentables dans la perspective des économies de marché européennes alors que certains de ces services se sont beaucoup développés aux Etats-Unis et sont extrêmement présents au Japon. En revanche, la position de l'Europe est honorable pour les services financiers. Les banques européennes occupent une place significative sur le marché mondial, la place de Londres constitue un pôle de rayonnement international, et le grand marché unique devrait renforcer la compétitivité des établissements financiers européens.

Ainsi, le diagnostic micro-économique de l'Europe est-il fait d'ombres et de lumières.

5

Dans ces conditions, quels sont les problèmes que l'Europe doit résoudre à court, à moyen et à long terme ? Considérons d'abord la dynamique de court terme, celle qui constitue la dynamique courante des activités économiques et qui reste, quoi qu'on en dise, commandée par les politiques monétaires, par les politiques budgétaires. Là, le grand problème mondial reste le déficit de la balance de paiements américaine et le refinancement de la dette du tiers monde. D'où pour l'Europe, le problème de la recherche d'une politique macro-économique permettant une croissance de la communauté aussi soutenue que possible.

A moyen terme, les préoccupations essentielles concernent la constitution du grand marché intérieur, la réforme de l'Etat protecteur et l'adaptation des structures productives.

Enfin, à long terme, les problèmes essentiels sont de nature démographique, éducative et culturelle. A cet égard, l'Europe ferait bien de ne pas commettre de péché d'orgueil, parce que l'une des questions majeures des sociétés européennes consiste à faire évoluer leur système éducatif et à faciliter l'interpénétration de leurs cultures. Il ne suffit pas que les pays

membres de la Communauté européenne partagent les mêmes valeurs ni que les comportements de consommation deviennent de plus en plus homogènes, pour que l'Europe devienne un pôle vigoureux. Il faut aussi une symbolique commune, seul support solide pour un grand marché intérieur ou pour une politique commune de sécurité.

Au total, le diagnostic global n'est pas extrêmement favorable à l'Europe. Les points noirs demeurent nombreux, mais un pessimisme exagéré traduirait mal une très subtile réalité. Par ailleurs, l'Europe a connu dans les dernières années, beaucoup de transformations importantes sous l'influence de trois groupes d'acteurs : les gouvernements, les multinationales et la Cour de Justice.

Les gouvernements sont devenus trop faibles pour résoudre les grands problèmes. Aussi, petit à petit, en dépit des pressions intérieures, se voient-ils contraints par les réalités extérieures d'améliorer leur coopération. Une amélioration qui prendra du temps, car elle suppose, entre autres, une convergence dans l'interprétation des phénomènes économiques.

Deuxième acteur : les grandes multinationales avec leurs constellations de sous-traitants, engagées dans la concurrence et la coopération sur un marché mondial qui, dans de nombreux secteurs, sera dominé demain par un nombre d'entreprises compris entre une demie douzaine et une vingtaine. Ces entreprises contribuent puissamment à la construction effective d'un marché européen plus homogène.

Enfin, troisième acteur, la Cour de Justice : l'acte unique et les directives qui en résultent garantiront un marché de droit. Aussi, à cet égard, on ne rendra jamais assez hommage à la Cour de Justice qui siège dans cette ville et qui constitue l'une des institutions essentielles de la construction européenne. Son rôle sera encore plus grand demain quand la réglementation européenne sera plus abondante.

Alors, pessimisme ou optimisme ? Les pessimistes sont fort utiles, ils nous obligent à considérer la situation sans préjugé. Or, nous savons qu'il n'y a pas d'autre péché mortel en économie que l'orgueil. Cet orgueil, qui nous a fait sous-estimer la force croissante de nos concurrents et qui nous a suggéré, à une certaine période, que les japonais ne pouvaient faire que des produits de mauvaise qualité ! Cet orgueil qui nous fait dire maintenant, face à la technologie des pays du sud-est asiatique, que ces pays ne sont pas capables de créer ! Le même orgueil affirme que la valeur des ressources humaines de l'Europe, avec ses siècles de culture, est incomparablement supérieure à celle d'autres grandes zones de la terre. Si nous commettons ce péché d'orgueil, alors véritablement le destin économique de la communauté sera sombre. Mais si le pessimisme incite à l'action, je crois que rien n'est perdu, même si la place de l'Europe sera plus modeste dans l'économie mondiale de demain.

Publications de la Section - Volume Ier (1970)	175,- F
Présentation par le président Alphonse HUSS	
Séance académique au studio de RTL	
G. ALS: Les fondements juridiques de la statistique luxembourgeoise	
MUHLEN: Possibilités et limites d'une politique de revenus au G.D. de Luxembourg	
E. MUHLEN: L'Union douanière dans la théorie économique	
P. PESCATORE: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne	
A. BONN: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat	
J. PRUSSEN: Fatalisme et Logique	
Textes organiques de l'Institut Grand-Ducal	
Tableau des Membres	
Publications de la Section - Volume II (1973)	250,- F
Avant-Propos du Conseil d'Administration	
Jos. KAUFFMAN: Les données actuelles de la politique fiscale du Grand-Duché	
R. SCHAAK: Réflexions sur la Politique sociale	
La libéralisation de l'avortement:	
- Introduction du président	
- communications de MM. André HEIDERSCHIED	
Léon LIESCH	
Jules PRUSSEN	
P. PUNDEL	
- interventions de MM. P. WEBER	
E. ARENDT	
A. HEIDERSCHIED	
E. MUHLEN	
L. LIESCH	
- note de réflexion de M. P. PESCATORE	
J. STOFFELS: La régulation de la population et le problème démographique	
A. ELVINGER: L'obligation convertible et l'emprunt subordonné	
E. ARENDT: Origine et portée de l'art. 23, alinéa 4 de la Constitution	
Ch. CALMES: Le fondement historique de l'art. 23, alinéa 4 de la Constitution	
Nécrologues - Tableau des membres	
Publications de la Section - Volume III (1979)	600,- F
Préface du Conseil d'Administration	
G. ALS: L'évolution économique et le problème du chômage intellectuel	
J. P. HARPES: A l'occasion de la commémoration du 250 ^e anniversaire de la naissance d'Immanuel Kant	
G. ALS: Lambert-Adolphe Quételet (1796-1874) savant universel et père de la statistique moderne	

Le suicide:

- Paroles introductives du Président Alphonse HUSS
- Edm. WAGNER: Le Suicide - Recherche d'une définition
Aspects philosophiques et moraux
- Dr. Georges MULLER: Suicide et tentatives de suicide
- Fred KONZ: Le suicide dans le droit et la pratique
des assurances
- G. ALS: Le suicide au Luxembourg

Carlo HEMMER: Economie et Ecologie

Jules STOFFELS: L'économie énergétique et l'intégration
européenne

G. ALS: Adam Smith, père de l'économie politique

J.P. HARPES: Adam Smith Philosophe: Sympathie et Ethique

N. von KUNITZKI: L'indexation des revenus: système généralisé
ou mesure d'urgence?

G. GOEDERT: Nietzsche son aspiration à un idéal surhumain

Conférence publique Dr. Aurelio PECCEI: Quels horizons pour
l'humanité? ou bien: Les alternatives du futur
selon le Club de Rome

Nécrologe de M. Jules Prussen

Tableau des Membres

**

**

A. HEIDERSCHIED: Particularités de la presse luxembourgeoise (1980)	50,- F
A. RIES: Mutations des relations économiques du Luxembourg avec l'Allemagne - Le Zollverein à rebours	50,- F
Edmond WAGNER: Théories biologiques et théories cognitives (1980)	50,- F
Jean-Paul HARPES: Wittgenstein - Philosophie et langage (1980)	50,- F
Prof. Dr. Pierre BIERMANN: Nagakal: Schlangenstab und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient (1981)	100,- F
André ELVINGER: Evolution et tendances actuelles du droit de la concurrence (1981)	100,- F
Numa WAGNER: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1981)	100,- F
Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxembourgeoise (1981)	300,- F
- N. von KUNITZKI: Les étrangers et leur insertion au corps social luxembourgeois	
- G. ALS: Les étrangers au Luxembourg	
- Adrien RIES: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise	
- Jean OLINGER: Le statut fiscal des étrangers	
- Charles RUPPERT: Les principes de base et les amplifications financières de la sécurité sociale des travailleurs migrants	
- Georges WIRTGEN: Les performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois à la fin de l'enseignement primaire et au début de l'enseignement postprimaire	
- Intervention de M.J.P. ZAHLEN	
- Conclusions du président, M. Carlo HEMMER	

Henri BATIFFOL: La jurisprudence, source de droit (1982)	150,- F
Paul KREMER: La conception du langage de la Renaissance à l'époque contemporaine d'après M. Foucault Die Gestalten des Selbstbewusstseins in der Phänomenologie des Geistes (1982)	200,- F
Presse écrite et télécommunications (1983)	500,- F
- Introduction du président Carlo HEMMER	
- André HEIDERSCHIED: L'imprimerie, la presse et l'électronique	
- Jacques NEUEN: L'évolution de la radiodiffusion au Grand-Duché de Luxembourg	
- Adrien RIES: L'économie de la presse écrite au Grand-Duché de Luxembourg	
Alphonse HUSS: Louis Marchand, Ecrivain luxembourgeois polyvalent (1983)	150,- F
Jules STOFFELS: La mutation nécessaire des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises (1984)	120,- F
Edmond WAGNER: La théorie évolutionniste de la connaissance (1984)	150,- F
Edmond WAGNER: Le roseau pensant dans l'univers en évolution (1984)	150,- F
Paul KREMER: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (1984)	150,- F
L'organisation de la liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (1985)	250,- F
- Introduction du président Edmond WAGNER	
- Alex BONN: L'ab de la liberté de la presse	
- André HEIDERSCHIED: Considérations historiques sur la loi actuelle	
- Carlo HEMMER: La notion de la liberté de la presse	
- Alphonse HUSS: Observations particulières sur la chronique	
- Norbert von KUNITZKI: L'organisation de la liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise	
- Léon LIESCH: La liberté d'expression dans une société démocratique et les droits de l'homme	
- Armand MERGEN: Les aspects criminologiques du problème	
- Adrien RIES: Case-Study: Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?	
- Roger THIRY: L'abus de la liberté de la presse	
Ernest ARENDT: Le clair-obscur de l'article 50 de notre Constitution (1985)	120,- F
Paul KREMER: Das gute Gewissen und das Böse (1985)	150,- F
Jean-Paul HARPES: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du "Capital" (1986)	150,- F
Hubert HAUSEMER: La philosophie personnaliste de Karel Wojtyla (1985)	150,- F
Jules PRUSSEN: Essais et Conférences - volume Ier - (1985)	520,- F
Jules PRUSSEN: Apologie du Solipsisme - volume II - (1986)	600,- F
Jules STOFFELS: Renforcer la Sécurité de l'Approvisionnement Énergétique de l'Europe Occidentale par le Développement de la Coopération Est-Ouest (1986)	160,- F

Adrien RIES: L'agriculture luxembourgeoise à l'orée du XX ^e siècle (1986)	120,- F
Edmond WAGNER: Science et responsabilité - La fertilisation in vitro et le transfert embryonnaire. La manipula- tion génétique. L'expérimentation pratiquée sur l'homme (1987)	150,- F
Enseignement public et Education morale	150,- F
Contributions de: Colette Flesch, Edmond Wagner, Paul Weber, Louis Vax, Paul Kremer, J.-Cl. Schneider, Jules Stoffels, Roger Thiry, Hubert Hausemer (1987)	
Georges ALS: Essais sur quelques grands économistes..... (1987)	400,- F
Paul KREMER : Adieu René!	
Jean-Paul HARPES: Et Pourtant..... (1987)	100,- F
Adrien RIES: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988).....	60,- F
Réflexions sur la réforme de la Constitution.... (1988)	200,- F
Contributions de: Ernest Arendt, Alex Bonn, André Elvinger, Carlo Hemmer, Alphonse Huss, Joseph Kauffman, Adrien Ries, Roger Thiry, Jean Waline, Albert Weitzel	

INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des Sciences Morales et Politiques

Adrien RIES
Directeur à la Commission des Communautés Européennes

L'agriculture luxembourgeoise
à l'orée du XXI^e siècle

Communication faite le 30 juin 1986
1986

ant-propos

C'est une banalité que d'insister sur le mécontentement des agriculteurs européens qui, dans n'importe quel pays de la Communauté, se prétendent condamnés à la disparition et rendent à la fois les autorités nationales et communautaires responsables d'une situation présentée comme insupportable, injuste, voire scandaleuse.

Or, à première vue, le sort de nos paysans ne semble point si précaire. Les prix des productions agricoles sont plus ou moins garantis par la Communauté européenne, la consommation demeure élevée sur notre continent, à l'échelle mondiale, sévit un manque déplorable de nourritures, qui engendre de terribles disettes et réduit des centaines de millions de gens à une existence humaine et révoltante.

Pourquoi donc justement les riches auraient-ils raison de pousser de hauts cris? Mais, ironie cruelle, alors que le strict nécessaire fait par défaut, la Communauté européenne aménage d'énormes réserves de viande, de beurre, d'aliments de toute espèce, dépense des sommes folles pour la destruction de fruits, de céréales, d'impressionnantes quantités de vin et d'autres produits alimentaires.

De toutes parts on crie au scandale. Mais à des prix garantis, la surproduction, organisée d'une manière scientifique et systématique, déborde à belle allure toutes les prévisions et fait éclater toute décision de mesures régulatrices (d'après les dernières nouvelles la CE produit des excédents capables de nourrir plus de $300 \cdot 10^6$ de gens supplémentaires). Les gouvernements nationaux gémissent sous le poids insupportable des frais de stockage, se voient obligés de diffuser au rabais des quantités plus ou moins substantielles de leurs énormes réserves, mais n'osent point mécontenter les cultivateurs par des mesures conformes aux exigences des lois inhérentes de l'économie. A chaque agrandissement de la communauté, les potentialités du marché agricole ou viticole des pays méditerranéens font tressaillir les responsables politiques et aggravent désespérément les problèmes déjà censés irrésolubles.

Néanmoins, les paysans s'insurgent. La situation des cultivateurs européens ne cesse d'empirer, nous crie-t-on de partout. Les directives, les mesures légales, les subventions de production ou de destruction favorisent les entreprises géantes, tandis que les modestes ou moyens agriculteurs se sentent de plus en plus écrasés par les prix continuellement montants des machines agricoles, de la main d'oeuvre, des terres arables, des engrais chimiques, des

contributions de toute espèce ou des produits industriels destinés à l'alimentation du bétail. Ceux-là désespèrent de leur avenir, se jugent défavorisés par rapport au reste de la population, et cela même à l'époque de la crise économique. Par conséquent ils accablent les hommes politiques de reproches et de menaces.

Comme nos pays voisins, le Luxembourg, lui-aussi, connaît ces problèmes épineux. Comme partout ils présentent des nuances particulières et des aspects spécifiques, car les exploitations géantes restent rares chez nous. Néanmoins l'atmosphère semble s'envenimer d'une manière particulièrement implacable. Même la toute-puissante Centrale Paysanne se clame assassinée par la loi et vomit sa bile contre juges, ministres, députés et capitaines d'industrie qui, après des années de ténèbres économiques, semblent apercevoir les premières lueurs d'une aurore quelque peu rassurante. Mais laissons les querelles de sociétés.

Comment sortir de ce cercle infernal? Voilà notre problème. Déjà se dessine la fin de ce siècle qui a suscité tant d'euphories mais qui nous a réservé aussi tant de désillusions, sinon tant de déboires. Comment, à l'aube du siècle nouveau, concilier les intérêts légitimes, à la fois techniques, économiques et humains, de l'agriculture qui, en partie mène une lutte obstinée pour survivre, avec les besoins tout aussi impérieux des autres secteurs de l'économie ou avec les droits des autres citoyens.

Voilà le problème vital que nous pose le sphinx agricole à la fois sur le plan national et communautaire contemporain. Quel sage connaît la réponse libératrice? Peut-être personne! Mais nous avons l'honneur et la joie de compter parmi nos membres un spécialiste du problème, un homme bien pourvu de compétence, de savoir-faire, de science, de sagesse et d'expérience, qui, sans réclamer la paternité de la pierre philosophale de l'agriculture, pourra nous brosser un tableau réaliste de la situation agricole de notre pays, en dégager les problèmes véritables et esquisser des mesures valables en vue de l'assainissement d'une situation déconcertante à bien des égards.

Né à Bivels, le 14.7.33, docteur en droit de l'Université de Louvain, licencié en sciences commerciales et financières, M. Adrien Ries, membre effectif de notre section, était chef de division de la Commission des Communautés Européennes et il est, actuellement, directeur à la Direction Générale de l'Agriculture. Chargé de cours sur les problèmes agricoles de l'Europe à l'Institut Universitaire d'Etudes Européennes de Turin, il est encore membre du

groupe d'études "politique économique dans l'intégration européenne" de l'Université libre de Bruxelles.

Même une biographie sommaire de ses publications s'annonce trop étoffée pour s'insérer dans cette courte introduction. Mais la plupart de ses nombreux travaux de recherche consacrés à des problèmes économiques, surtout de nature agricole et industriels font autorité dans les milieux d'experts. Mais je me réjouis surtout de ce que notre confrère demeure, à ses heures de loisirs, poète, feuilletoniste, comme en témoigne le "Bivelsers Tagebuch", ce livre à la fois charmant et spirituel de chronique villageoise et familiale.

Enfin, j'ai le plaisir de souligner que M. Ries est un des membres les plus actifs de notre Section et nous gardons tous un souvenir agréable et respectueux des communications présentées dans cette enceinte:

- 1980: Mutations des relations économiques du Luxembourg avec l'Allemagne - Le Zollverein à rebours?
- 1981: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise, paru dans la publication "Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxembourgeoise"
- 1983: L'économie de la presse écrite au G.D. de Luxembourg, paru dans la publication "Presse écrite et télécommunications"
- 1985: Case-study: Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles? paru dans la publication "L'organisation de la liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise".

E. Wagner

Président de la section.

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
I. Le trend séculaire	10
II. La politique agricole luxembourgeoise	13
III. La politique agricole commune	15
IV. L'agriculture luxembourgeoise à l'orée du XXI ^e siècle	16
Graphiques	20

Note: L'auteur tient à remercier M. Jeannot JACOBS, ingénieur agronome, pour l'aide précieuse qu'il lui a accordée lors de l'élaboration de cette étude.

L'AGRICULTURE LUXEMBOURGEOISE A L'OREE DU XXI^e SIECLE

INTRODUCTION

L'agriculture ne cesse de passionner l'opinion publique, dans le monde, en Europe, au Luxembourg. L'incapacité de l'humanité de donner à chacun son pain quotidien est à la fois un paradoxe et un scandale. Le paradoxe réside dans le progrès technologique, apparemment capable des exploits terrestres et extra- terrestres les plus spectaculaires, sauf d'une adéquation correcte de l'offre et de la demande alimentaire sur notre globe. Le scandale découle de la priorité accordée par un bon tiers des gouvernements de ce bas monde à l'armement de leurs soldats plutôt qu'à l'alimentation de leurs citoyens.

Ici, en Europe, nous nous imaginons difficilement qu'à l'heure où je vous parle, des hommes meurent de faim en Afrique, en Asie, en Amérique latine. Chez nous, c'est de surplus, d'excédents et de suralimentation que les médias nous rabattent les oreilles. Cette nuit, la présidence du Conseil des Ministres de la Communauté européenne passera entre des mains britanniques. Une des priorités du gouvernement de sa gracieuse majesté sera de couper les ailes à la politique agricole commune, jadis le fleuron de l'intégration européenne, aujourd'hui accusée de tous les maux, y compris de celui de coûter trop cher à la collectivité.

Au Luxembourg, enfin, les débats agricoles ne finissent pas. Récemment une dimension socio-politique est venue se greffer sur les problèmes économiques et structurels traditionnels de l'agriculture luxembourgeoise. Un tiers environ des agriculteurs du Grand-Duché contestent "leur" Centrale Paysanne, dont les réalisations sont pourtant souvent considérées comme la réussite majeure de notre agriculture depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le projet d'une nouvelle loi promouvant le développement de l'agriculture (no 3001 du 17.4.1968) est actuellement en discussion à la Chambre des Députés.

Avant de me lancer plus avant dans l'analyse ou la projection, je vous demanderai, mes chers confrères, de m'autoriser à vous rappeler quelques vérités agricoles fondamentales:

- (1) Les agriculteurs, de par le monde entier, remplissent la mission primaire de produire des aliments. Les aliments sont indispensables à la survie physique de l'être humain. Nous pouvons nous passer de voitures, de maisons, de chaussures et de vêtements - sans parler des mille et un besoins plus ou moins artificiels que nous aimons nous octroyer à nous-mêmes -, mais nous ne pouvons subsister, survivre sans manger. Les habitants de ce pays nés après 1945 ne connaissent la notion de pénurie alimentaire que par ouï-dire.
- (2) L'agriculture est l'activité humaine la plus liée à la terre. Depuis l'accident nucléaire de Tchernobyl nous apprécions mieux notre milieu ambiant: la terre, l'eau, l'air, le climat. L'agriculteur ne peut exercer son rôle nourricier que s'il dispose de terres, où il cultive des végétaux destinés à l'alimentation de ses semblables soit de manière directe (céréales, fruits, légumes, sucre) soit de manière indirecte, à travers les productions animales (lait, viandes, oeufs). Mais l'agriculteur n'est pas seulement l'utilisateur privilégié de la terre, il en est aussi le gardien.
- (3) Les marchés agricoles fonctionnent selon des règles quelque peu particulières. La production tend à varier d'une année à l'autre, d'une saison à l'autre, en fonction de conditions climatologiques et de phénomènes biologiques que l'homme ne maîtrise pas. Face à une offre variable et saisonnière, la demande alimentaire est très rigide, puisqu'elle ne varie qu'en fonction du nombre d'habitants. Les économistes agraires constatent dès lors que dans le court terme, les prix agricoles varient fortement (en fonction de la récolte) et que dans le long terme ces mêmes prix ont tendance à se détériorer (le progrès technique étant plus rapide que la croissance démographique). Voilà pourquoi les gouvernements du monde entier interviennent en agriculture avec plus ou moins de bonheur.

- (4) Le caractère saisonnier de la récolte face à l'étalement de la demande alimentaire tout au long de l'année pose le problème du stockage et de la conservation de denrées souvent périssables. La hausse des revenus induit chez le citoyen moyen des habitudes de consommation de plus en plus exigeantes et évolutives dans le temps. Ces deux phénomènes, liés à d'autres (progrès technique, concentrations urbaines...) sont à l'origine d'une puissante industrie agro-alimentaire et de circuits de commercialisation de plus en plus intégrés sur le plan horizontal et vertical.

Voilà le contexte économique où évolue l'agriculture luxembourgeoise. Permettez-moi d'ajouter un mot sur le contexte politique. C'est la politique agricole commune de la Communauté européenne qui a peu à peu repris le relais de la politique agricole luxembourgeoise. Désormais les mesures de soutien y compris les prix agricoles avec leurs corollaires de quotas, de taxes de corresponsabilité et d'aides compensatoires sont fixés à Bruxelles ou à Luxembourg, selon le mois (1) où tombe la décision et non pas selon les velléités du gouvernement luxembourgeois. Le marché luxembourgeois fait partie du grand marché commun agro-alimentaire. L'exiguïté de notre territoire place nos producteurs et nos consommateurs dans une situation de symbiose avec les régions voisines. Mais le fait que nous soyons un Etat souverain nous permet de défendre, au sein de la Communauté européenne, les intérêts spécifiques de notre agriculture, ce qui est bien loin d'être le cas dans les régions voisines de la Sarre, de la Lorraine ou du Luxembourg belge.

* *
*

(1) Le Conseil, organe de décision de la Communauté, se réunit à Luxembourg durant les mois d'avril, de juin et d'octobre et à Bruxelles durant le reste de l'année.

Quels sont les faits marquants de l'évolution agricole depuis le début du XXe siècle? Quels enseignements pouvons-nous en tirer? Plusieurs constatations s'imposent:

- (1) De primaire avant 1900, l'économie luxembourgeoise est devenue secondaire au milieu du siècle, pour être à prédominance tertiaire à l'heure actuelle. Le secteur agricole, qui jouait un rôle de premier plan depuis l'indépendance du pays au siècle dernier, s'est vu peu à peu marginalisé par rapport aux autres secteurs économiques: de nos jours l'agriculture n'intervient que pour 3% dans le P.I.B. et n'occupe plus que 5% de la population active. Vers 1900 plus de 50.000 personnes travaillaient dans les champs contre quelques centaines seulement derrière des guichets bancaires. Aujourd'hui les 128 banques luxembourgeoises occupent beaucoup plus de monde que les 3.500 exploitations à temps plein.
- (2) Vers 1900 le secteur agricole pesait lourd dans l'économie luxembourgeoise, depuis lors l'agriculture est devenue peu à peu un secteur soutenu, dépendant financièrement des pouvoirs publics, luxembourgeois d'abord, luxembourgeois et européen depuis 1965. Actuellement, notre agriculture réalise un chiffre d'affaires annuel situé entre 6 et 7 milliards, dont près de la moitié lui est garanti par des subventions directes ou indirectes.
- (3) Vers 1900 les agriculteurs étaient pour la plupart livrés à eux-mêmes, à l'abri des murs protectionnistes du Zollverein, bien entendu. Depuis lors le mouvement coopératif s'est étendu, sur un plan local d'abord, sur le plan national par la suite. La Centrale Paysanne fondée en 1944 est devenue le catalyseur de toutes les forces vives du monde agricole. Après une période de relative isolation à l'intérieur de l'U.E.B.L., l'agriculture luxembourgeoise est maintenant pleinement intégrée dans un marché commun agricole de plus de 10 millions de producteurs et de 340 millions de consommateurs.

En résumé: marginalisation économique du secteur agricole, dépendance du secteur public, toute puissance de la Centrale Paysanne, ouverture au marché commun agricole sont les quatre caractéristiques de l'évolution macroéconomique du secteur agricole au cours de ce siècle.

* *
*

Sur le plan de l'exploitation agricole (en microéconomie) une véritable révolution a eu lieu. L'agriculteur est un agent économique comme tous les autres; il tente de combiner au mieux ses facteurs de production: terre, travail, capital, know-how, en vue d'optimiser son revenu. Arrêtons-nous un instant à chacun de ses facteurs:

- (a) terre: la surface agricole utilisée (S.A.U.) a diminué d'environ 25.000 ha depuis 1900 (urbanisation, terrains industriels, réseau routier, barrages etc.). Mais grâce à la diminution progressive du nombre d'exploitations, la surface moyenne a quadruplé en passant de 9 à 33 ha.
- (b) travail: l'agriculture a été, avec l'immigration, la source principale de main-d'oeuvre pour l'industrie et, dans une moindre mesure, pour les services. Vers 1900 on comptait 3 ha par personne active; aujourd'hui on n'est pas loin de 25 ou 30. Vers 1900 on dénombrait moins de 2 bovins et une seule vache laitière par actif; de nos jours les statisticiens comptent 55 bovins et 23 vaches par actif.
- (c) capital: la réduction massive de la main-d'oeuvre familiale et salariée (de 50.000 personnes actives vers 1900 à un peu plus de quelque 6.000 actuellement) a été compensée par une utilisation croissante et massive de capital. Les 19.449 chevaux comptés le 1.12.1904 ont fait place à 9.238 tracteurs au 15 mai 1985, multipliant par 20 ou trente la force de traction disponible. Les investissements en machines, dont la moissonneuse-batteuse est la plus spectaculaire, sont allés de pair avec la modernisation et la mécanisation des étables et des bâtiments de ferme. Vers 1900 l'essentiel du capital investi résidait dans la propriété de la terre; de nos jours le fermier moyen, qui prend en fermage un bon tiers de sa surface, investit bien plus en animaux, machines et bâtiments.
- (d) know-how de travailleur de la terre, l'agriculteur est devenu entrepreneur, mécanicien, vétérinaire, agronome, commerçant. Il lui faut de plus en plus de connaissances dans les domaines les plus divers. Par contre l'agriculteur ne vend plus guère ses produits, il se contente de les "livrer" à la Centrale Paysanne ou à d'autres acheteurs institutionnalisés, sans oublier les organismes d'intervention mis en place par la politique agricole commune.

Quels résultats cette nouvelle combinaison des facteurs de production nous livre-t-elle? L'agriculture de 1900 produisait avant tout "notre pain quotidien" et la pomme de terre, aliment de base de la nation luxembourgeoise. Aujourd'hui l'agriculture luxembourgeoise produit essentiellement des fourrages et autres aliments pour bétail afin de nourrir un important cheptel bovin, dont 70.000 vaches laitières. Ainsi concentration et spécialisation sont les deux leitmotivs qui caractérisent l'évolution microéconomique du secteur agricole au cours de ce siècle. Le phénomène de concentration est illustré par la disparition de plus de 11.000 exploitations agricoles, celui de la spécialisation par le fait qu'aujourd'hui plus de 90% de la production finale agricole provient du secteur bovin et laitier.

* *
*

II LA POLITIQUE AGRICOLE LUXEMBOURGEOISE

Avant la naissance du marché commun, la politique agricole luxembourgeoise s'est développée, pendant près d'un demi-siècle, le long deux grands axes:

- (1) la protection du marché intérieur vis-à-vis des importations en provenance de pays tiers.
- (2) la mise en place d'instruments de soutien aux agriculteurs.

Cette politique fut motivée par la situation particulière de l'agriculture luxembourgeoise, une notion assez floue pour les économistes, mais qui a su trouver une place de choix dans de nombreux textes législatifs: U.E.B.L., Gatt, Benelux, et plus tard traité C.E.E..

La politique de protection du marché intérieur s'explique par des circonstances historiques, économiques et sociales. Sous le Zollverein, l'agriculture est protégée afin d'assurer l'autarcie alimentaire. Cette période se termine par la première guerre mondiale, où la population luxembourgeoise vit les affres d'une véritable famine. Cette expérience douloureuse marque la politique agricole mise en oeuvre entre les deux guerres. Sous le régime de l'U.E.B.L., l'agriculture luxembourgeoise est véritablement cloisonnée par un régime de contingentement des importations applicable à la plupart des aliments de base produits chez nous (pommes de terre, oeufs, pommes, beurre, viandes, céréales). Des primes à l'enblavement sont accordées aux producteurs de céréales. Plus tard un régime d'incorporation obligatoire de céréales indigènes est instauré.

La deuxième guerre mondiale rappelle aux Luxembourgeois qu'ils ont besoin d'une agriculture rentable s'ils veulent manger à leur faim, en cas de coup dur. Après la guerre, le Gatt autorise le Grand-Duché à maintenir les restrictions à l'importation appliquées aux principaux produits. L'arsenal des moyens de politique économique est complété par les subventions dites structurelles et un régime de prix applicable à tous les niveaux, depuis les producteurs jusqu'aux consommateurs. Hélas, cela ne suffit pas à maîtriser les variations de l'offre, ni à éviter la formation d'excédents conjoncturels, notamment pour le blé, le beurre, et la viande. Des caisses de compensation sont introduites, alimentées par ce qu'on appellerait aujourd'hui des taxes de corresponsabilité. Nihil novi sub soli!

Parallèlement l'Etat favorise la modernisation de l'appareil de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles. Des lois agricoles se succèdent et se ressemblent: les pouvoirs publics subventionnent l'achat de machines, les investissements productifs dans les fermes, le remembrement des terres agricoles. La Caisse de pension agricole voit le jour en 1956, celle de maladie agricole en 1963. L'enseignement agricole est puissamment développé.

En 1944 naît la Centrale Paysanne, qui va prendre en main successivement la quasi totalité des activités de transformation et de commercialisation des produits sortant des fermes luxembourgeoises. Il en résultera aussi une concentration spectaculaire de l'ensemble de ces activités sur quelques points géographiques du pays: Erpeldange et Luxembourg (laiteries) - Mersch (Agrocenter: céréales, abattoirs, etc.). Le parallélisme avec le secteur sidérurgique est frappant à plus d'un titre.

* *
*

III LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Vient l'Europe, vient le Traité de Rome avec son Protocole concernant le Grand-Duché de Luxembourg, abrogé en 1970, vient la politique agricole commune. A partir de 1962, l'organisation commune des marchés remplace progressivement les instruments de politique économique traditionnels. Il en résulte au moins trois conséquences:

- (1) le marché alimentaire luxembourgeois est entièrement intégré dans le grand marché commun; c'est un véritable chambardement;
- (2) les producteurs agricoles se sont précipités vers la production animale, entendez par là vers la spéculation bovine et laitière;
- (3) les organismes publics d'intervention ne pourraient fonctionner valablement sans l'existence de silos, d'abattoirs à grande capacité de stockage: le marché commun pousse à la consolidation et à l'élargissement de l'empire de la Centrale Paysanne.

Dans le domaine structurel, l'action de la Communauté est moins unitariste. Les directives du Plan Mansholt de 1968 ont néanmoins et à leur tour trois conséquences:

- (1) elles accentuent le trend vers la spéculation animale, bovine et laitière.
- (2) elles tentent de généraliser l'usage d'une comptabilité à la ferme.
- (3) elles inventent la notion de "zone défavorisée", où des aides directes au revenu peuvent être accordées aux agriculteurs; la Communauté décrète qu'à l'exception de la vallée de la Moselle, l'ensemble du territoire luxembourgeois est "défavorisé".

Ainsi la boucle est bouclée: nous voilà de retour à la situation particulière de l'agriculture luxembourgeoise.

* *
*

IV L'AGRICULTURE LUXEMBOURGEOISE A L'OREE DU XXI^e SIECLE

Essayons maintenant d'imaginer l'environnement économique général, dans lequel évoluera notre agriculture. Crise ou croissance? Chômage ou plein emploi? Renforcement ou crise du tertiaire? Je n'ai pas eu l'occasion récemment d'aller à Delphes et ne puis donc vous livrer les secrets de notre avenir. Mais j'ai quelques remarques à faire.

L'agriculture n'est plus un réservoir de main-d'oeuvre. Elle occupe encore quelque 6.000 personnes, à plein temps, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers de personnes travaillant à temps partiel dans l'agriculture. Plus de la moitié des 3.500 exploitants à titre principal, c.à.d. où l'agriculteur n'exerce pas une autre profession, n'ont pas de successeur. Crise ou pas crise, chômage ou pas chômage, le nombre d'exploitations va encore diminuer. Les prévisions, comme il en est d'usage, divergent fortement. Personnellement je table sur 2.000 à 2.500 exploitations à titre principal en l'an 2.000. Vous voyez: j'aurais pu intituler ma communication "2.000 en 2.000."

Mais la crise mondiale qui nous frappe depuis la guerre du Yom Kippour a eu, à mon sens, un effet favorable sur l'évolution des mentalités. La terre agricole s'est avérée un refuge sûr, d'où son prix élevé. Les propriétaires ne vendent pas leur terre; ils la donnent en fermage. Le nombre d'exploitations à temps partiel et les surfaces cultivées à temps partiel augmentent. A l'exception de quelques communes du Nord de l'Oesling, les villages ne se dépeuplent plus que par l'effet de la dénatalité. De nombreux citadins redécouvrent les charmes de la campagne. La prise de conscience écologique met en avant la nécessité de protéger nos ressources naturelles, la terre, la forêt, l'eau. Le chômage, total ou partiel, et la prévision de personnes souvent encore jeunes - vous avez un spécimen devant vous - rend parfois à la terre ou au moins à leur village d'origine des travailleurs du secondaire et du tertiaire. Jamais les cités-jardin n'ont autant fleuri. Il y a un mouvement de retour à la terre, certes encore faible, mais qui risque de s'accroître d'autant plus que l'avenir paraîtra incertain.

Ce mouvement mérite d'être soutenu et non pas contrecarré par les politiques d'aménagement du territoire, de protection de l'environnement et de développement régional. L'exemple du "Clärrwer Kanton" est probant à cet égard. Pour survivre nos villages ont besoin d'habitants, qui à défaut d'être agriculteurs puissent trouver un emploi dans des activités secondaires ou tertiaires situées à une distance raisonnable. Pourquoi ne pas implanter de nouvelles industries à la campagne plutôt que dans les zones congestionnées de la capitale et du sud? Pourquoi ne pas transplanter quelques administrations publiques - les services techniques de l'agriculture, l'administration des eaux et forêts ou le Statec par exemple - vers Clervaux ou Echternach? Pourquoi la Banque Internationale doit-elle absolument implanter son nouveau siège social à Luxembourg-ville?

Il convient de rappeler aussi que la politique agricole commune a en fait immunisé le secteur agricole contre les effets pervers de la crise. La sidérurgie a réduit de moitié sa production d'acier; l'agriculture a augmenté d'un quart sa production laitière, provoquant des terrils de beurre et de poudre de lait écrémé. L'argent faisant cruellement défaut, il faut maintenant passer par les fourches caudines de la démobilité des garanties et du gel des prix. Après les années grasses, voici les années maigres. Crise ou pas crise. D'ici l'an 2.000 l'agriculteur luxembourgeois n'aura pas le choix: s'il veut augmenter ses revenus, il lui faut diminuer ses coûts de production. Car les hausses de prix annuels aussi régulières que les tranches indiciaires: das war einmal!

Arrêtons- nous un instant à l'agriculteur "cost-minded". Celui-ci trouvera mille et un moyens pour baisser le coût de ses inputs. Il réduira au minimum ses investissements, notamment en machines; il s'affiliera à des "Machinenringe"; il réutilisera la biomasse disponible à la ferme au lieu d'acheter des engrais et des produits chimiques; il s'abonnera à l'énergie éolienne, solaire: au lieu d'acheter des aliments à l'extérieur, il produira lui-même un maximum. Et il sera prudent en matière d'endettement.

Récemment les frères Schanck de Hupperdange ont reçu le premier prix du concours "Hëllef fir d'Natur 1985". N'est-ce pas un signe de temps? Voici des agriculteurs dits biologiques, qui produisent sans achats extérieurs et qui transforment les produits obtenus à leur ferme, à nouveau sans achats extérieurs, en pain, beurre, viande. Leurs comptes d'exploitation montrent un bénéfice net largement supérieur à tout ce qui serait possible ou même imaginable dans une exploitation normale. Mais voilà, tout en obtenant un prix écologique, les frères Schanck ne cessent d'être harassés par les gendarmes pour exercice illégal de la profession: car, dans notre société corporatiste, un agriculteur ne peut plus valoriser ses produits, sauf pour l'autoconsommation. Cuire du pain, battre du beurre, abattre un veau, ce sont des activités dont le monopole appartient aux boulangers, aux laiteries et aux bouchers.

Je reviens à l'environnement économique général. La politique agricole commune continue à subsister en vase clos, c'est-à-dire sans qu'elle puisse s'insérer dans une politique économique au niveau de la Communauté. L'absence d'une monnaie commune ou si vous voulez, la persistance de taux d'inflation très différents d'un pays à l'autre ont obligé la Communauté à instaurer un mécanisme qui permet à des prix agricoles communs de s'appliquer sur le terrain à travers des taux de change mouvants. Ce mécanisme porte le nom barbare de m.c.m. et a eu pour effet général un développement accentué des agricultures à monnaies fortes, plus particulièrement en Allemagne. Je suis personnellement convaincu que les m.c.m. sont partiellement à l'origine de la différence de prix de ± 1 franc par litre de lait existant entre les laiteries allemandes et les laiteries luxembourgeoises. Indirectement le mécanisme des m.c.m. se trouve ainsi à l'origine de la division qui caractérise actuellement notre petit monde agricole. Pour la première fois, depuis sa création, la Centrale Paysanne est contestée par un tiers des agriculteurs, réunis en syndicat concurrent, le F.L.B..

Je crains fort que cette division ne soit permanente, car le F.L.B. regroupe des exploitations pour la plupart bien structurées, économiquement saines, gérées par des fermiers-entrepreneurs. Dans ces conditions, il est urgent de créer des structures pour permettre le dialogue et la collaboration entre les deux frères ennemis, plutôt qu'à les condamner au pugilat permanent. A mon humble avis, la Chambre des Députés ferait mieux de se montrer diligente en votant une loi organisant sur base d'élections démocratiques, la Chambre d'agriculture, la Caisse de Pension agricole, la Caisse de Maladie Agricole plutôt qu'à adopter une loi interprétative de la législation sur les coopératives, dont l'effet rétroactif vient encore d'être fustigé par Pierre Pescatore. L'agriculture luxembourgeoise a un besoin vital d'assises démocratiques.

Voilà un premier rôle pour l'Etat: agir pour instaurer le dialogue obligatoire entre la Centrale paysanne et le F.L.B.. Quelles autres missions encombent-elles aux pouvoirs publics, toujours dans l'optique du XXI^e siècle? J'en vois au moins trois:

- (1) mettre le paquet sur l'éducation et la formation des agriculteurs. Les 2.000 exploitants devraient tous être des ingénieurs agronomes, avec de solides connaissances économiques et techniques. A défaut d'atteindre cet idéal, ils devraient obligatoirement avoir effectué un stage de 6 mois à un an dans une ferme modèle à l'étranger, tenir une comptabilité sérieuse, suivre des séminaires de formation permanente pendant les mois d'hiver. L'argent investi dans l'éducation et la formation n'a pas de prix.
- (2) ne plus subventionner, dans les exploitations, que les investissements légers ayant pour objectif une diminution des coûts de production, à l'exclusion des machines, des étables, du cheptel. Par contre, aider par tous les moyens l'utilisation en commun des machines et autres installations.
- (3) agir sur le plan européen pour la mise en oeuvre d'une politique de réduction des coûts et de formation des agriculteurs; promouvoir au lieu de freiner la démobilité des garanties excessives; et s'il le faut, préconiser des aides au revenu plutôt que des hausses de prix; enfin encourager toute action d'abandon de la production laitière et de conversion vers d'autres spéculations (viande bovine, porc, légumes, agriculture biologique, transformation des produits à la ferme). Je reconnais volontiers que le projet de loi promouvant le développement de l'agriculture actuellement en discussion poursuit des objectifs louables; mais les moyens préconisés me semblent trop diffus (Giesskannenprinzip), trop unilatéraux (aides financières), trop conservateurs (exploitation familiale) pour prétendre à préparer valablement notre agriculture aux défis du XXI^e siècle.

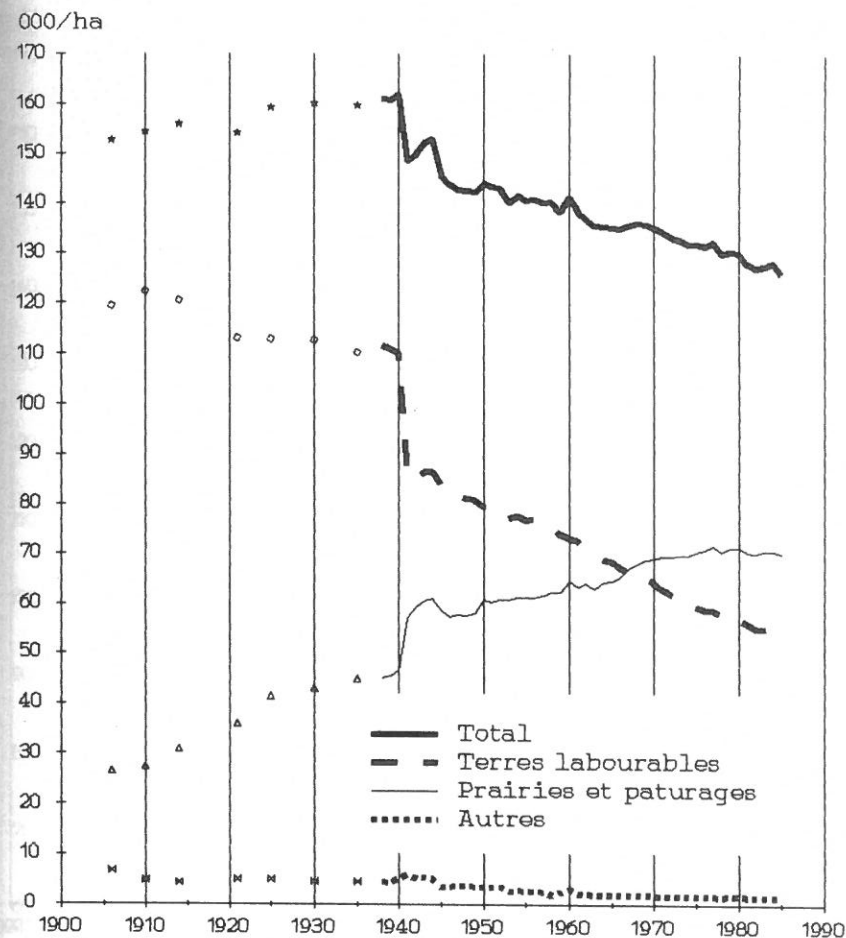
Qu'on ne se leurre pas! L'agriculture tout comme la sidérurgie doit abandonner le réflexe séculaire de la production pour être avant tout mobilisée par la notion de marché. Inutile de produire s'il n'y a pas de demande solvable. Les ingénieurs de l'Arbed commencent à comprendre. Aux agriculteurs de s'y mettre. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

GRAPHIQUES

SUPERFICIE DES TERRES DE CULTURE
 EVOLUTION DES CHEVAUX ET TRACTEURS
 EVOLUTION DU CHEPTEL PORCIN
 EVOLUTION DU CHEPTEL OVIN
 EVOLUTION DU NOMBRE DE POULES
 EVOLUTION DU CHEPTEL BOVIN
 PRODUCTION ET CONSOMMATION ANNUELLE DE LAIT
 LE MARCHÉ DU BEURRE AU LUXEMBOURG
 NOMBRE DES EXPLOITATIONS
 SUPERFICIE TOTALE DES EXPLOITATIONS
 SUPERFICIE MOYENNE DES EXPLOITATIONS
 LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE
 EMPLOI TOTAL PAR BRANCHE D'ACTIVITE
 VALEUR AJOUTÉE BRUTE AU PRIX DU MARCHÉ

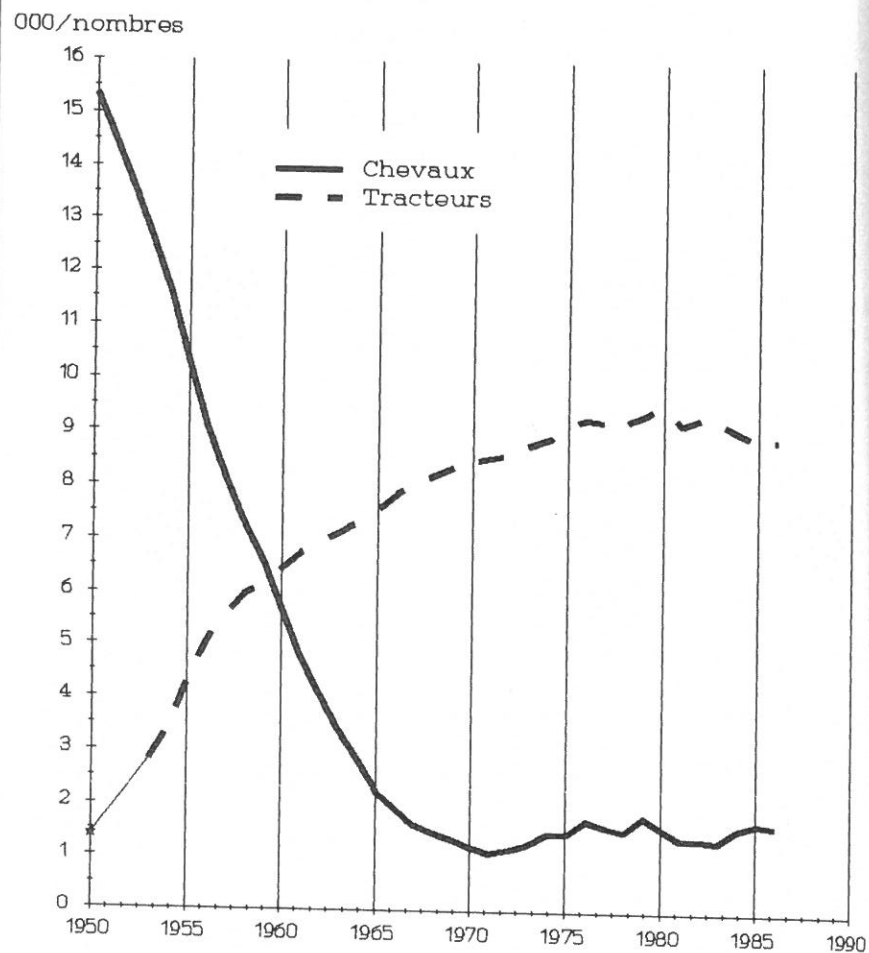
Les données statistiques ont été fournies par le STATEC, le Ministère de l'agriculture luxembourgeois et EUROSTAT.

SUPERFICIE DES TERRES DE CULTURE



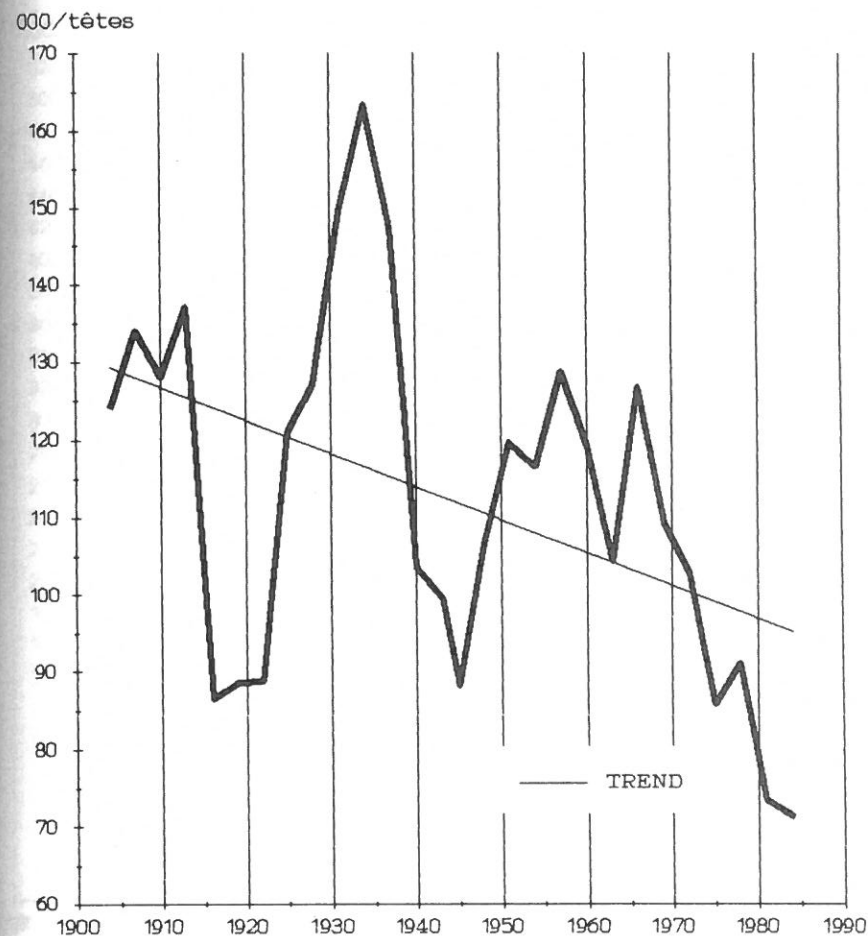
L'élevage croissant de bovins a entraîné le remplacement des cultures céréalières (seigle et méteil) par des paturages et des fourrages. Pour l'alimentation du cheptel on se base presque exclusivement sur les graminées et le maïs fourrager.

EVOLUTION DES CHEVAUX ET DES TRACTEURS



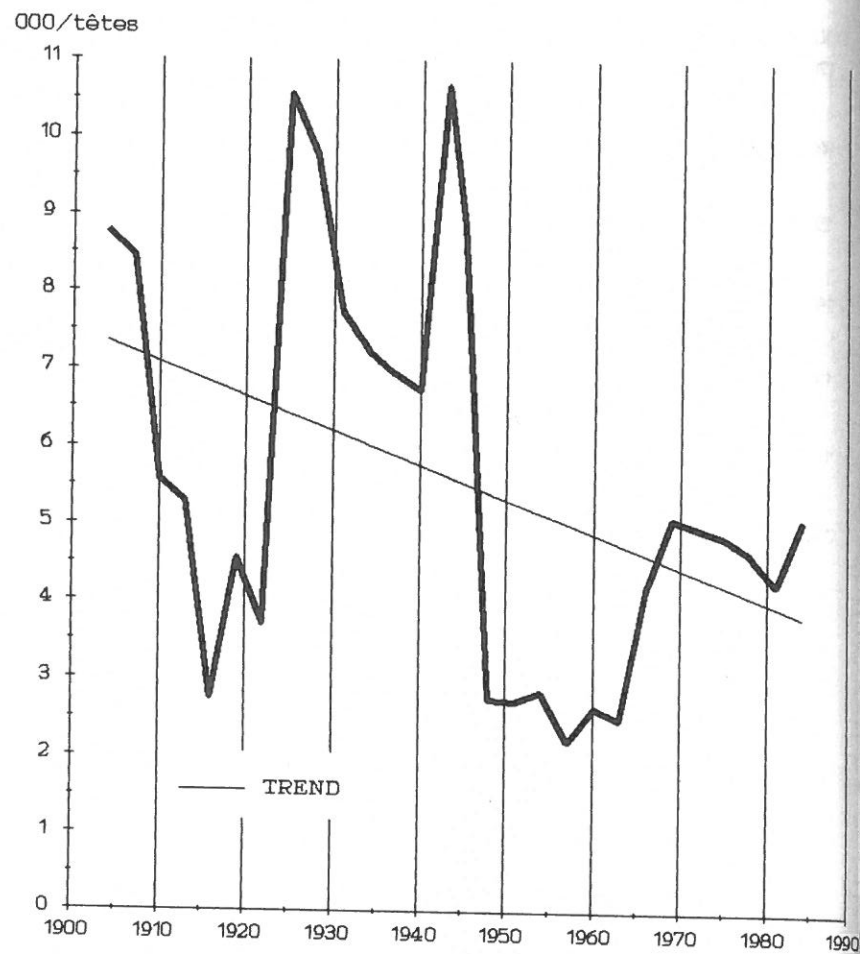
Sur le champ le tracteur a pris la place du cheval. On apprécie l'agilité du cheval là où le tracteur n'a pas d'accès comme par exemple pour les débardages pénibles en sylviculture. C'est à cause du perfectionnement des machines agricoles que les chevaux d'aujourd'hui sont presque exclusivement des animaux de sport et d'agrément.

EVOLUTION DU CHEPTEL PORCIN

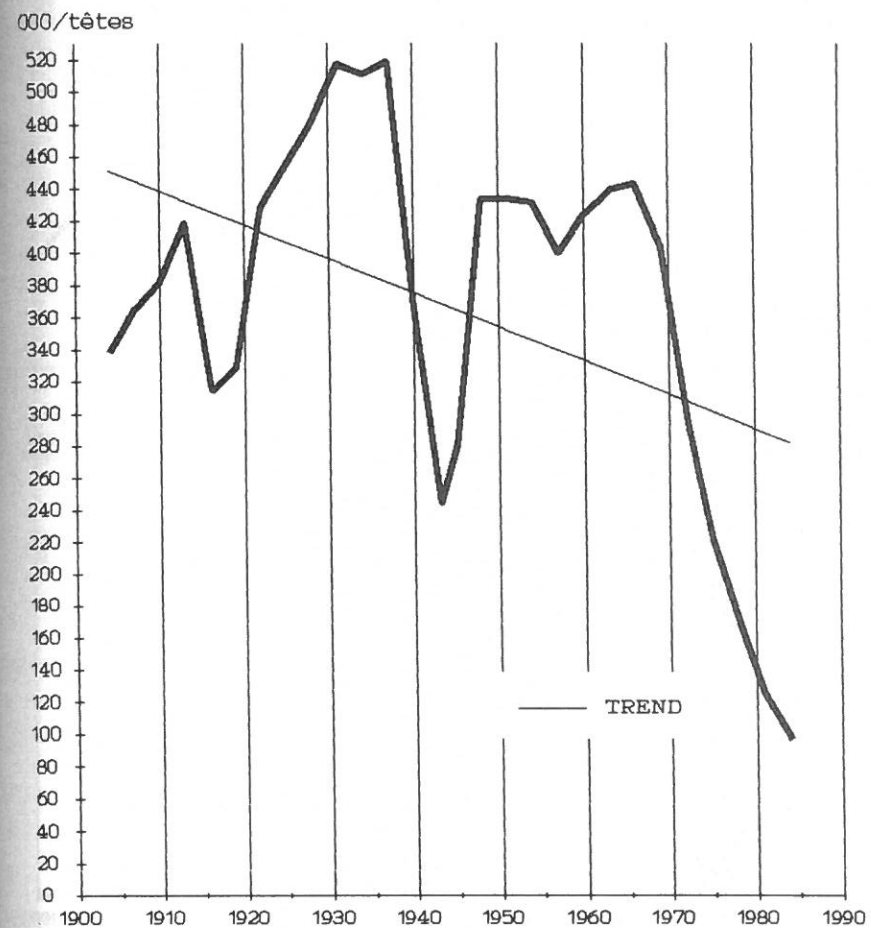


Actuellement l'élevage des porcs se concentre dans quelques exploitations. Le cheptel porcin est en nette baisse parce que l'agrandissement de la taille de l'exploitation ne peut pas égaler l'atomisation des élevages particuliers du début du siècle. Les porcheries modernes de grande envergure (500 porcs) ont un standard sanitaire exceptionnel et sont installées hors des agglomérations. D'un côté les investissements considérables, de l'autre côté l'absence de garanties et les variations importantes de prix donnent à la spéculation porcine moins d'attrait qu'à l'élevage bovin.

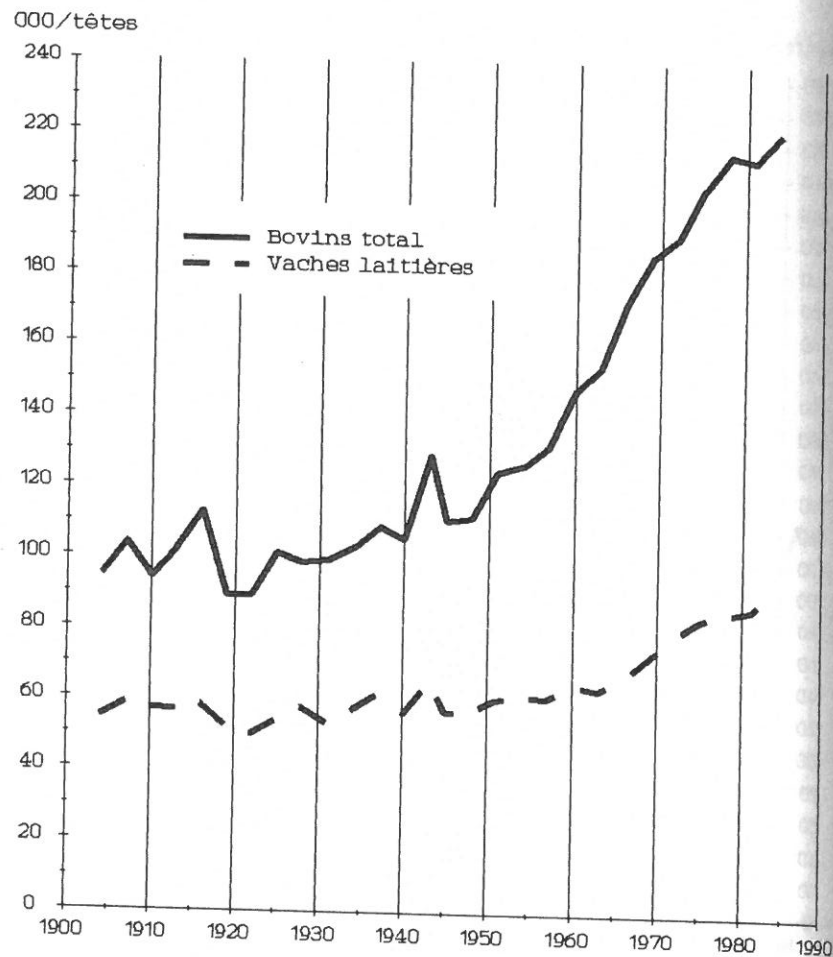
EVOLUTION DU CHEPTEL OVIN



EVOLUTION DU NOMBRE DE POULES

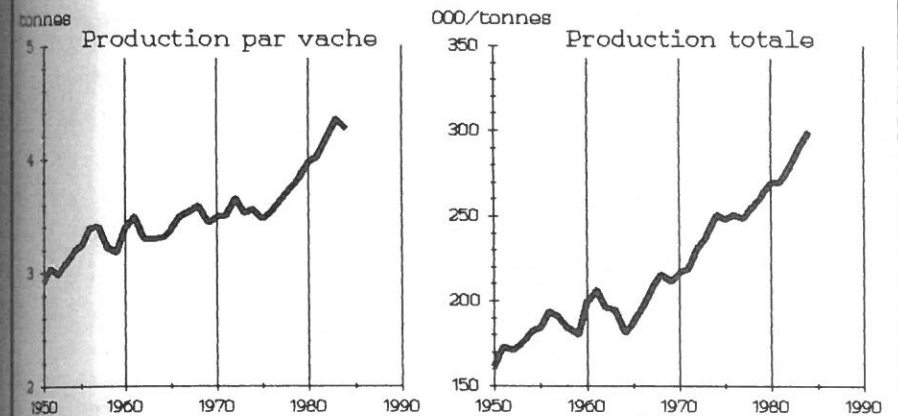


EVOLUTION DU CHEPTEL BOVIN

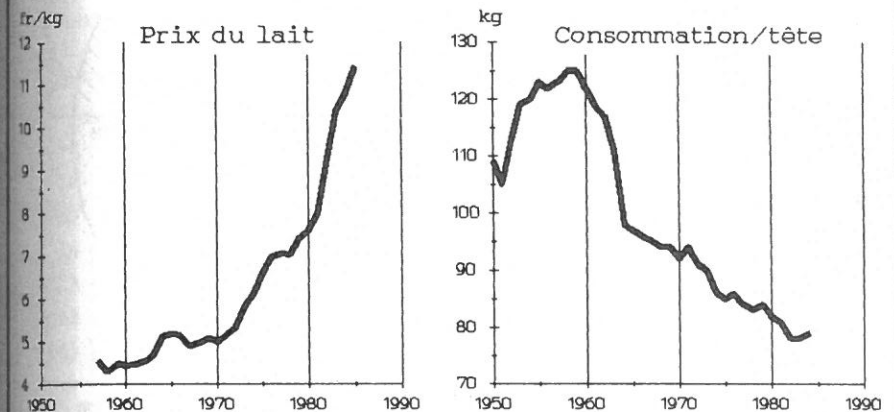


Notre pays a une vocation naturelle pour l'élevage des bovins et les prix laitiers croissants depuis 1970 ont encouragé les fermiers à augmenter leur cheptel laitier, mais la surproduction au niveau européen a rendu nécessaire l'introduction des quotas laitiers ensemble avec les primes à la conversion et à l'abattage des troupeaux laitiers.

PRODUCTION ET CONSOMMATION ANNUELLE DE LAIT

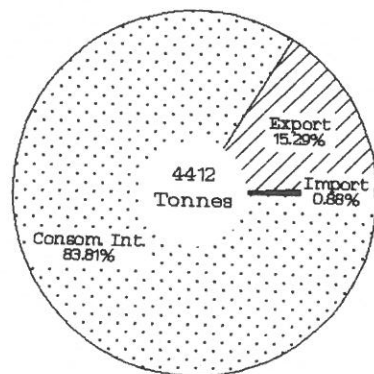


La spéculation laitière a obtenu de bons résultats ces dernières années, mais la productivité reste largement inférieure à celle enregistrée dans certaines régions spécialisées du Nord de l'Europe.

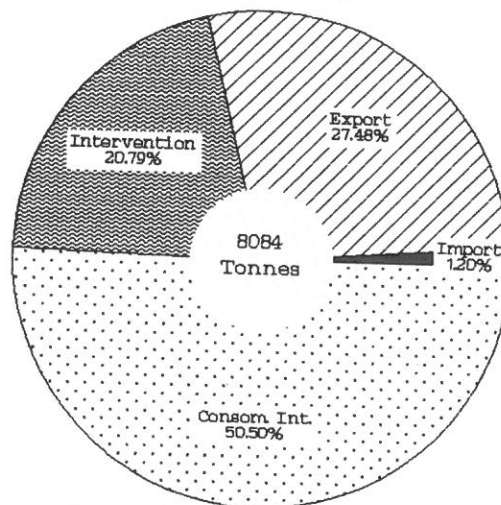


En 30 ans le prix du lait payé au producteur a presque triplé en valeur nominale. La consommation par tête de lait frais (voir graph.) s'est effondrée à partir de 1960, cependant la consommation par tête de fromage, crème fraîche et yoghourt a subi une hausse considérable.

LE MARCHÉ DU BEURRE AU LUXEMBOURG



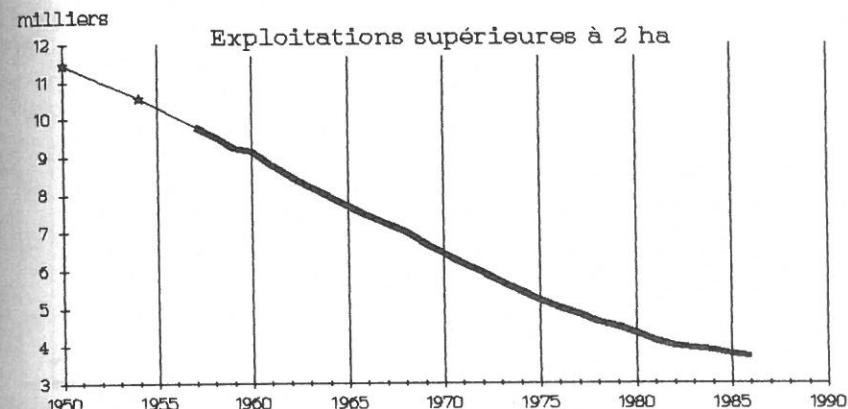
En 1955



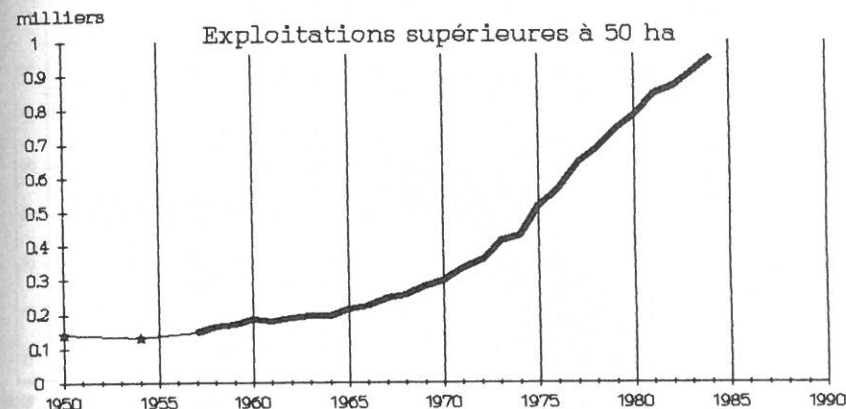
En 1984

La production de beurre a doublé pendant les 30 dernières années. Actuellement environ la moitié du beurre luxembourgeois est vendu à l'étranger dont une part importante est achetée en intervention par la CEE. L'achat au prix d'intervention existe depuis 1968; au 28 août 1986 le stock disponible en Europe s'élève à 1.381.813 tonnes.

NOMBRE DES EXPLOITATIONS

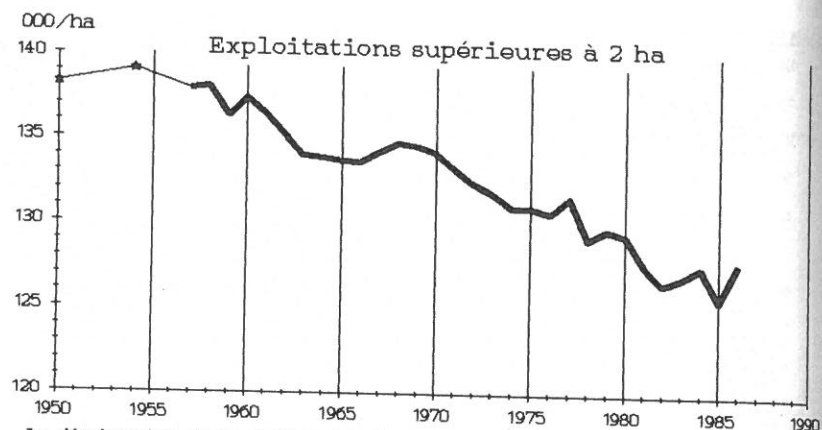


Le nombre des exploitations a diminué de deux tiers par rapport à 1950. Il est clair que ce sont les petits exploitants non en mesure de se moderniser qui ont accepté la cessation volontaire soit pour se trouver du travail dans un autre secteur soit pour se mettre à la retraite anticipée.

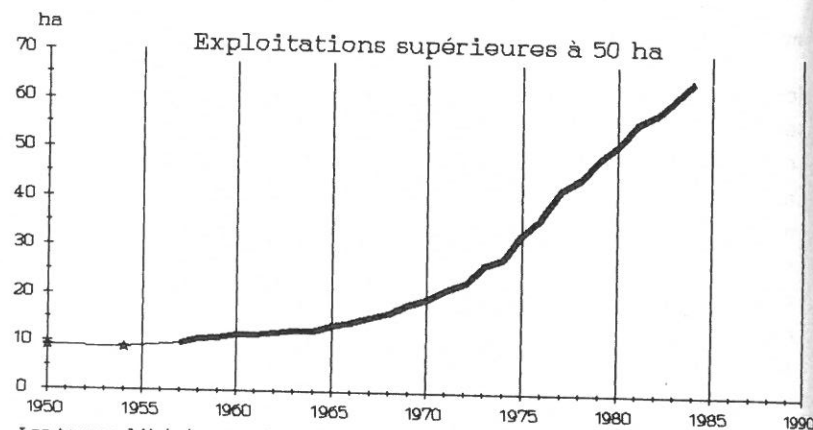


Les grandes exploitations sont en nette progression au détriment des petites. Le mouvement de regroupement a été enclenché par la politique agricole commune (Plan Mansholt), et a abouti actuellement à 2500 fermes supérieures à 20 ha. Ces fermes ont un équipement moderne et se sont insérées dans la chaîne agro-alimentaire en amont et en aval via les installations collectives.

SUPERFICIE TOTALE DES EXPLOITATIONS

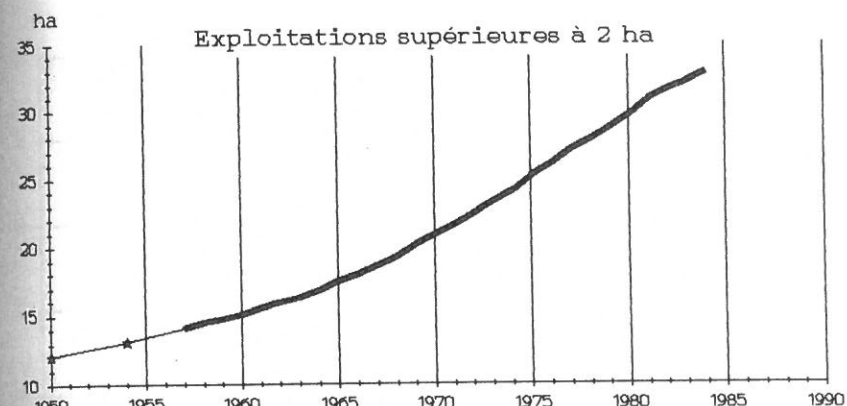


La diminution de la surface totale est essentiellement due aux constructions urbaines, à l'industrialisation et aux grandes infrastructures (voies, barrages etc).

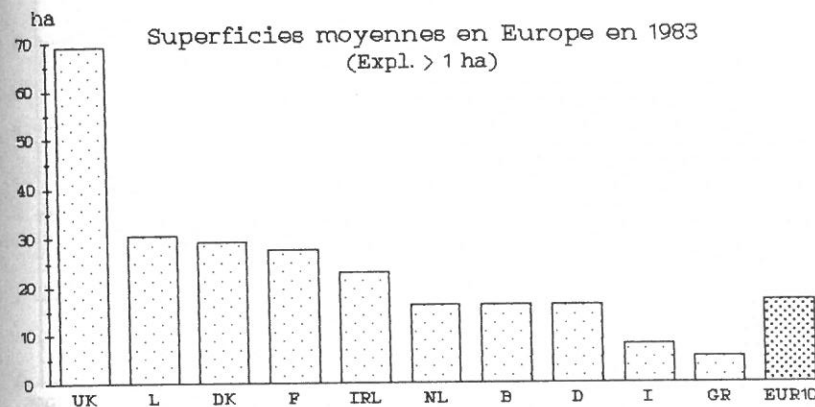


Les terres libérées par les petites exploitations ont alimentées ceux qui sont en mesure de se moderniser; les exploitations de plus de 50 ha occupent aujourd'hui la moitié de la surface agricole utilisée (SAU).

SUPERFICIE MOYENNE DES EXPLOITATIONS

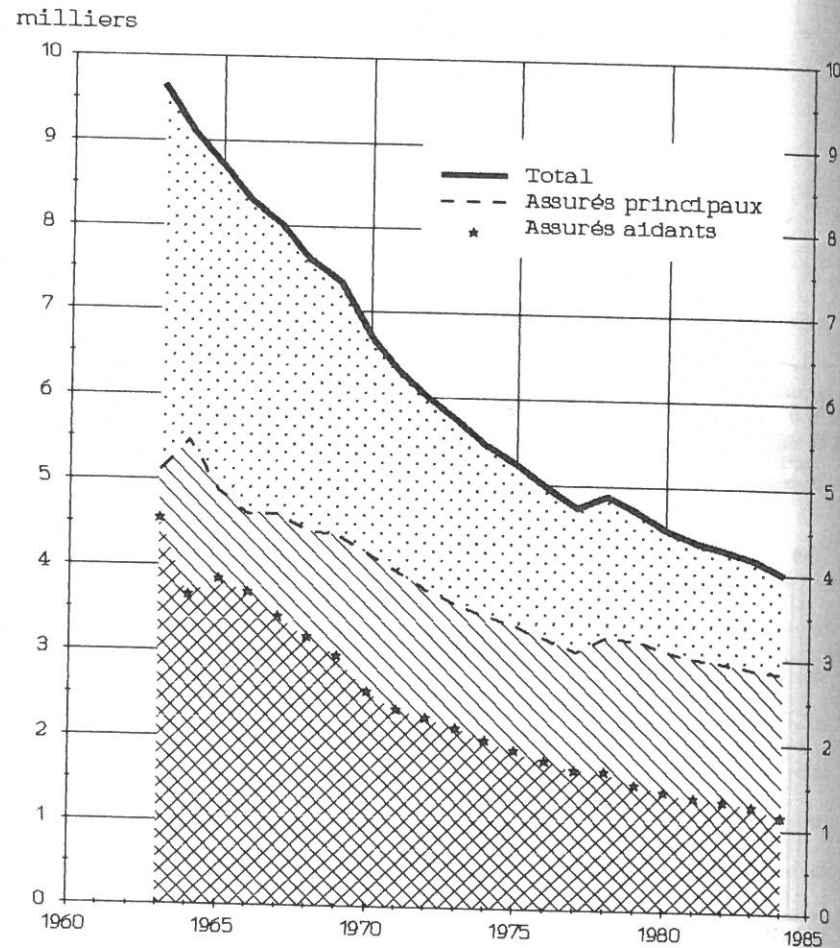


La superficie moyenne devrait se stabiliser aux alentours de 35 ha, ce qui met le Luxembourg en deuxième place dans l'Europe des 10, après la Grande-Bretagne.



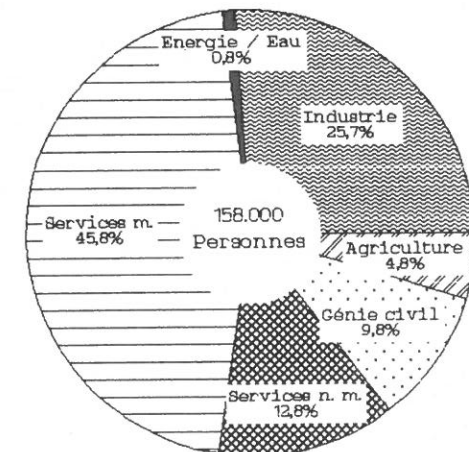
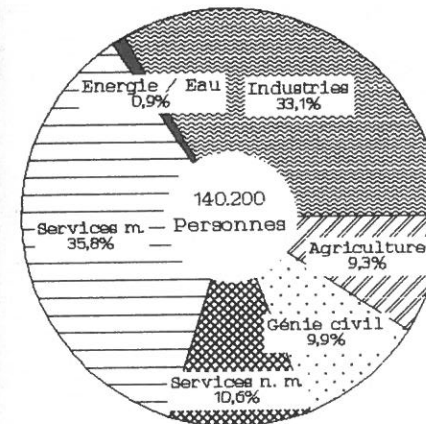
Dans toute l'Europe, il y a le trend vers l'agrandissement des exploitations combiné à la diminution de leur nombre. Ce trend est très prononcé au Danemark et au Luxembourg.

LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE



La population active agricole ne cesse de diminuer, parmi les assurés principaux il y a eu l'abandon considérable des exploitants âgés de plus de 50 ans. Par contre le nombre des jeunes exploitants âgés de moins de 30 ans a augmenté.

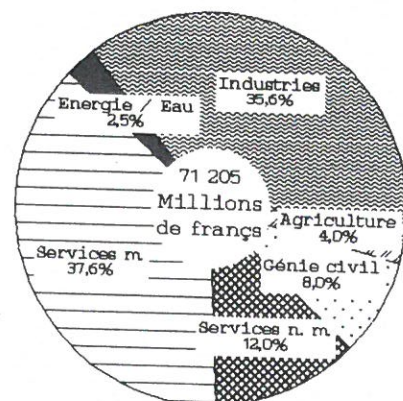
EMPLOI TOTAL PAR BRANCHE D'ACTIVITE



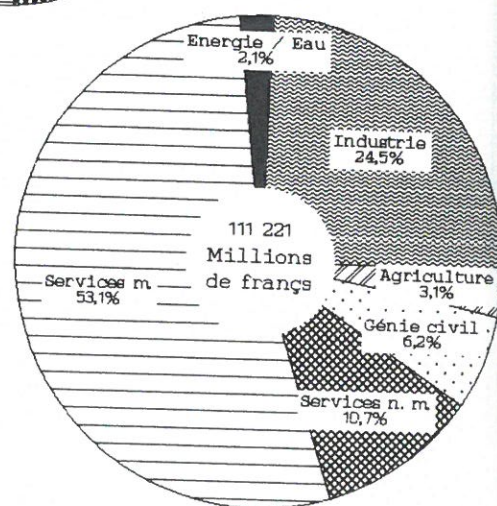
Personnes occupées en :	1970	1982	Var.
Agriculture (+ viticulture et sylviculture) :	13.100	7.600	- 42 %
Energie et eau :	1.400	1.400	0 %
Industries extractives et manufacturières :	46.500	40.700	- 12 %
Génie civil et bâtiment :	13.900	15.600	+ 12 %
Services marchands :	50.300	72.300	+ 44 %
Services non marchands :	15.000	20.300	+ 35 %
Total :	140.200	158.000	+ 13 %

VALEUR AJOUTÉE BRUTE AU PRIX DU MARCHÉ

(aux prix de 1975)



En 1970



En 1982

Branche d'activité :	1970	1982	Var.
Agriculture (+ viticulture et sylviculture) :	2 901	3 523	+ 21 %
Energie et eau :	1 844	2 422	+31 %
Industries extractives et manufacturières :	25 531	27 525	+ 8 %
Génie civil et bâtiment :	5 796	7 052	+ 22 %
Services marchands :	26 951	59 645	+ 121 %
Services non marchands :	8 629	12 022	+ 39 %
Total :	71 205	111 221	+ 56 %

Il y avait une époque où l'unité de l'Europe était une réalité. Il y avait un temps où, animés d'une même foi ardente et soulevés par un enthousiasme contagieux, sur les routes rocailleuses et poussiéreuses de l'Occident, des foules de pèlerins, en provenance de tous les coins de notre continent, confluèrent vers les grands sanctuaires, et notamment vers St Jacques de Compostelle, ville perdue aux confins de notre continent sinon à l'extrême limite de l'univers alors connu, tombeau vénéré autour duquel la dévotion savait utiliser l'art à magnifier la croyance.

Supportant souffrances et privations, bravant dangers et maladies, ils trouvaient dans la rencontre avec le sacré et dans la participation dévote au mystère divin, recours, guérison et libération. En même temps, cette démarche purificatrice, à l'épreuve des longs chemins, vers un sanctuaire insigne de chrétienté, était à la fois une expiation physique et un rachat qui, par surcroît, comblaient le cœur d'euphorie vitale, car la présence sacrale de la divinité vénérée compensait bien des manques de la vie quotidienne. Depuis longtemps notre mentalité, dite positive, a perdu la pratique et ignore la vraie signification de ces randonnées. La quête du progrès et de la croissance ne laisse plus de temps pour le recueillement et la méditation jugés stériles parce que matériellement inefficaces.

Or, si les foules ne convergent plus vers les lointains sanctuaires, foyers de grâce et de rénovation intérieure, tout le monde n'a pourtant pas perdu le goût de ces longues marches à la fois exaltantes et enrichissantes. Et un de ces pèlerins du 20^e siècle se trouve heureusement parmi nous. Dans sa vie professionnelle il a travaillé, corps et âme, à l'unification de notre Europe moderne, industrialisée et "technisée", bourrée de machines, d'automobiles et d'ordinateurs, de cette Europe orientée, sur le secteur industriel comme sur le plan agricole, vers la productivité, la vente, l'investissement.

Mais ce spécialiste des entreprises mécanisées n'a pas perdu la foi dans les vieilles valeurs spirituelles et humaines de notre passé, valeurs dont la synthèse avec notre mentalité scientifique et technique n'était jamais aussi urgente que de nos jours. Prenant congé de ses occupations coutumières, il ne s'est pas retiré dans son refuge aux bords de l'Our, mais il a voulu retrouver et flâner, dans le grand air des sentiers sinueux serpentant encore aujourd'hui, à travers les paisibles campagnes, vers le lointain St Jacques, quelques souffles de

de cette atmosphère ardente et exaltante qu'ont respirée les pèlerins d'antan.

Quel périple! 99 jours en route, 510 heures de marche, 2286 km parcourus! tantôt sous un ciel maussade ou même déchiré de pluies orageuses, tantôt sous un soleil radieux déversant des flots de lumière et de chaleur sur l'intrépide voyageur dévorant les distances avec une opiniâtreté enthousiaste.

Mais c'était pour notre pèlerin de l'ère industrielle, au plein milieu du 20^e siècle, la rencontre vivante avec notre propre passé, avec au moins quelques-unes des racines qui font l'originalité, voire l'identité du monde occidental.

Mais c'est aussi une expérience personnelle, fructueuse, enrichissante pour notre marcheur solitaire qui, en s'abandonnant à ses longues méditations, a retrouvé, dans notre Europe, à la fois prospère à force de progrès et indigente à défaut de valeurs spirituelles, de cœur et de responsabilité morale, une voie vers une spiritualité nouvelle résultant justement de la symbiose entre les valeurs civilisatrices de jadis et notre mentalité scientifique et technique.

Je remercie vivement M. Adrien Ries, un des membres les plus actifs de notre section, de nous faire part de ses expériences qui ne restent certainement pas étrangères aux préoccupations d'une section des sciences morales et politiques. Son exemple pourra faire réfléchir chacun d'entre nous.

E. Wagner
Président de la section

J'ai prié pour vous à Compostelle

un témoignage

par

Adrien RIES

(directeur général honoraire, Commission des C.E.)

Le vendredi 1^{er} mai 1987, je pars de mon village natal de Bivels, au Nord du Grand-Duché de Luxembourg. Ce n'est pas une randonnée ordinaire que j'entame en ce jour de la fête du travail, mais un pèlerinage vers la lointaine Galice. Je porte en moi un rêve étoilé: aller à pied de Bivels à Santiago de Compostela en suivant la voie lactée, sur les traces de millions d'hommes et de femmes qui ont parcouru avant moi les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle. Je ne porte pourtant ni bourdon ni besace; je n'arbore pas de coquille, enseigne traditionnelle des jacobipètes. Randonneur invétéré je porte mon sac au dos et trimbale joyeusement mes dix kilos de bagages, sac de couchage compris. La perspective d'une longue marche solitaire me comble de joie, mais suscite aussi quelques inquiétudes.

99 jours plus tard, le 7 août 1987, également un vendredi, vers 16 heures 30, je fais mon entrée joyeuse dans ce que mon pote Aymeri Picaud appelle "la très excellente ville de l'apôtre, pleine de toutes délices, qui a la garde du précieux corps de saint Jacques et qui est reconnue pour cela comme étant la plus heureuse et la plus noble de toutes les villes d'Espagne". Je me rends sans détours à la cathédrale, m'agenouille devant l'imposant maître-autel et pose le baiser traditionnel sur les dalles de pierre. Je prends place sur un vieux banc, au milieu d'une foule grouillante. Je remercie Dieu et Saint Jacques de m'avoir amené à bon port: en 510 heures de marche, dont 400 environ en solitaire, j'ai couvert exactement 2.286 kilomètres; j'ai traversé la France du Nord au Sud, obliquant vers le Sud-Ouest à partir du Puy, franchissant successivement le Massif-Central, les Pyrénées, la Chaîne Cantabrique. Me voici arrivé à Santiago de Compostela, à quelques pas seulement du Finisterre de l'Europe.

Une indéfinissable impression de lassitude s'empare de moi. Me voici assis dans l'un des sanctuaires les plus célèbres du monde, aux termes d'un dur effort physique et de quelques rudes épreuves psychologiques, la tête encore bourdonnante des mille et une aventures vécues sur le camino de Santiago, le cœur encore débordant d'affection pour les centaines d'amis que je me suis faits en cours de route. Mais, au lieu de jubiler je m'afflige. Comme tant d'autres pèlerins j'éprouve une profonde tristesse d'être arrivé au but. Je mets du temps à comprendre que la route est le véritable objectif du pèlerin: c'est en chemin que se déroule le pèlerinage, non à l'arrivée. L'état de grâce, c'est sur le sentier de Saint-Jacques, et non à Saint-Jacques, qu'on le vit.

Pourquoi suis-je allé à Santiago de Compostela? J'aurais pu aller à Rome, en suivant l'itinéraire du voyage d'Italie de Goethe. Ou à Jérusalem, la cité de mes rêves. Je me rends compte maintenant de la relative insignifiance de telle ou telle destination. Saint-Jacques-de-Compostelle se situe en Galice, bien sûr. Mais Saint-Jacques-de-Compostelle est toute où je suis, à Bivels ou ailleurs.

Pourtant c'est à Santiago que je suis allé! Pourquoi? Depuis exactement l'âge de 29 ans j'ai rêvé de me retirer de la vie dite active vers la cinquantaine. Ce rêve un peu fou devint réalité grâce à l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. M. Jacques Delors, Président de la Commission européenne, demanda des volontaires à la préretraite, afin de libérer certains postes en faveur de ressortissants de la Péninsule ibérique. C'est ainsi que je pus entrer à l'âge de 53 ans dans la confrérie sélecte des directeurs généraux honoraires de la Commission. Pour la première fois de ma vie, je pus combiner au mieux mes trois facteurs de production: la santé, la liberté et l'indépendance financière. Il n'étonnera personne que j'aie voulu commencer ma troisième vie - je dis bien: troisième vie, pas: troisième âge - par un pèlerinage à Saint-Jacques, puisque c'est un Jacques (Delors) qui m'a fait un pont d'or et que c'est un Ibère qui fait mon boulot à Bruxelles. Quoi de plus naturel que de vouloir les remercier l'un et l'autre en allant prier pour eux à Compostelle!

Mais avant de prier à Compostelle, j'y suis allé en priant. Dans mes bagages j'emporte un seul livre: la Bible. Je lis alternativement dans l'Ancien et dans le Nouveau Testament. Les 150 psaumes sont au menu de toutes mes lectures bibliques; et celles-ci alimentent mes méditations journalières.

- Que lis-tu? me demande un confrère, autrichien, radiologue renommé à Vienne, pour la troisième fois sur le camino frances.
- L'Evangile selon Saint-Mathieu.
- Comment peux-tu prendre au sérieux de telles balivernes? - Il ajoute, après avoir exhalé une bouffée de fumée de cigarette: cela me rappelle un mot de Stendhal: "des balivernes, que plusieurs coteries veulent faire passer pour des vérités".
- Je ne veux pas te causer une peine inutile, mais Saint-Mathieu vaut bien ton Stendhal; et puis, un radiologue qui fume comme un sapeur n'est pas forcément une référence en matière religieuse. Et toi, pourquoi vas-tu à Saint-Jacques?

- Moi, je fais un pèlerinage culturel et historique; je voudrais vivre quelques jours en symbiose avec les millions de gens, païens ou chrétiens, qui m'ont devancé sur la route du couchant.

Ce toubib autrichien n'est pas le seul jacquaire rencontré sur le chemin de Compostelle qui attaque mes convictions religieuses. Les conversations entre pèlerins sont familières, franches et directes. Le tutoiement est de rigueur, qu'on parle français, espagnol, allemand, anglais ou néerlandais. Dès qu'il s'est arraché à son milieu sociologique, le jacquaire pense, parle et agit comme sociétaire d'une corporation secrète. Je savais que les motivations touristiques étaient plus nombreuses chez mes compagnons que les intentions purement religieuses. Mais j'ignorais que certains partaient vers Santiago en quête d'explications rationnelles de ce qu'ils appellent un phénomène d'hystérie collective. Pour tel couple allemand, tel cycliste néerlandais ou tel ex-militaire français, je fais figure de provocateur vivant, avec mon éternelle Bible sous le bras et mes citations bibliques aux lèvres.

Pourtant je ne veux provoquer personne, sauf peut-être moi-même. Cela me réussit parfois. Par exemple, lorsque je lis dans Saint-Mathieu, 5, 23-24: "Si donc tu viens présenter ton offrande à Dieu à l'autel et que là tu te souviennes que ton frère a quelque chose contre toi, laisse-là ton offrande, devant l'autel, et va d'abord faire la paix avec ton frère; puis reviens et présente ton offrande à Dieu." En parcourant mon carnet d'adresses je découvre illico des dizaines de noms de frères qui ont quelque raison d'avoir quelque chose contre moi. Je décide de leur envoyer une carte postale avec un message de paix. J'espère que ceux parmi vous qui n'ont pas reçu de carte n'ont vraiment rien contre moi. Et je précise pour le procès-verbal que l'envoi de messages postaux à notre Président ne signifie pas que je lui ai appliqué le chapitre 5 de l'Evangile selon Saint-Mathieu.

Souvent mon pèlerinage religieux acquiert une dimension culturelle. Le chemin de Saint-Jacques est jalonné d'églises et de chapelles, de couvents et d'abbayes, de basiliques et collégiales, de cloîtres, de cathédrales, d'oratoires et d'abbatiales. Que dois-je admirer le plus, des chapiteaux romans ou des portails gothiques? Notre-Dame du Puy ou Sainte-Foy de Conques? L'abbaye Troisfontaines en ruines, celle de Montier en Der convertie en harras national ou celle de Clairvaux, première prison de sécurité de France?

Le 7 juillet, dans la vénérable église du monastère de Ronce-

vaux, après la grand-messe concélébrée par l'ensemble des chanoins réguliers de Saint-Augustin en l'honneur de Saint-Firmin, patron du diocèse de Pampelune, les pèlerins s'avancent jusqu'aux pieds de l'autel. Le chanoine hôtelier s'adresse à la trentaine que nous sommes, d'abord en espagnol, puis en français. Il nous donne la bénédiction spéciale réservée aux pèlerins et nous congédie par les mots: "Priez pour nous à Compostelle!" C'est à ce moment qu'éclatent les grandes orgues dans une toccata vibrante, qui s'élève vers la voûte majestueuse du sanctuaire. Je me sens petit, pêcheur, faible, défaillant. Je murmure un des versets du psaume 129: "Si iniquitates observaveris, Domine, Domine, quis sustinebit?" "Si tu tenais compte de nos péchés, Seigneur, Seigneur, qui pourrait subsister?"

Je n'ai guère eu le temps de me préparer à ce long périple. Dans ma bibliothèque je ne trouve qu'un seul ouvrage: "Sur le chemin de Saint-Jacques de Luxembourg à Compostelle" de Maria-C. Haller. Mon ami Hans-Dieter, qui me rejoint deux fois pour me tenir compagnie, m'apporte un des classiques de la littérature jacobine: "Priez pour nous à Compostelle" de Pierre Barret et Jean-Noël Gurgand. Je dévore ce livre entre Decazeville et Cahors. Pour m'orienter sur les 1.532 kilomètres qui séparent Bivels de Roncevaux, je n'emporte avec moi que la carte No 903 de l'Institut géographique national indiquant les sentiers de grande randonnée (les G.R.) de France. En cours de route j'achète au fur et à mesure des cartes géographiques plus détaillées.

Cependant je ne colle pas aux G.R. Parfois c'est le mauvais temps qui me chasse de sentiers boueux. Plus souvent je me lance sur des détours à la recherche d'un homme, d'un fait historique, d'un monument culturel. C'est ainsi que je rends visite au Général de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises, à Vercingétorix à Alise-Sainte-Reine, à Alexandre Maginot à Revigny-sur-Ornain. Les guerres sont omniprésentes sur mon chemin: "les grands cimetières sous la lune" qui peuplent les champs de bataille de 14-18, les monuments aux morts des villages français, où je dénombre parfois plus de noms que je ne compte de maisons, les villages-martyrs et les stèles funéraires érigées à l'endroit où tombèrent des maquisards en 41-44.

En Espagne, les réminiscences guerrières sont moins nombreuses. Elles sont surtout plus lointaines. On vous rappelle un peu partout la bataille de Clavijo, anno 844, où Saint-Jacques aurait chevauché un grand cheval blanc et aidé les combattants chrétiens à battre les Maures. Mais la guerre civile, terrible et meurtrière, est pudiquement passée sous silence. La plupart

des jeunes Espagnols, mes compagnons de route, refusent même d'en parler. Ils prétendent n'avoir lu ni Hemingway (For whom the bell tolls), ni Orwell (Homage to Catalonia), ni même Malraux (l'Espoir). Est-ce un signe des temps?

Le parcours espagnol ne se prête plus guère aux détours imprévisibles. De la frontière franco-espagnole à 1.300 mètres d'altitude dans les Pyrénées jusqu'au porche de la cathédrale de Saint-Jacques-de-Compostelle, le camino de Santiago suit un tracé balisé de couleur jaune. Le "guia del peregrino", cadeau de mon ami Tino, autre compagnon de quelques jours, en donne les détails. Le pèlerin trouve ainsi la route à suivre avec une égale aisance dans des grandes villes comme Pampelune ou Leon et dans les plus petits hameaux de Navarre ou de la Rioja, sur les immenses hauts plateaux de la Meseta castillane et sur les versants abrupts du Cebreiro.

A San Juan de Ortega, un sale petit clébard, aux poils blonds et broussailleux, se joint à moi. J'ai beau le renvoyer chez lui, rien à faire: il court devant moi, m'attend au bout du chemin, repart dès qu'il m'aperçoit. Nous marchons de concert, pendant des heures, sous un soleil de plomb. Je lui donne un nom: Jeffke. J'essaie de lui trouver de l'eau; je veux partager une tranche de pain avec lui, mais il refuse. Parfois il se trompe de direction; alors c'est lui qui me suit; évidemment il ignore que je déchiffre plus facilement que lui le balisage du camino. Dans les villages Jeffke m'attend et marche fièrement à mes côtés, dédaignant souverainement les nombreux chiens indigènes qui tentent de s'approcher de lui. Jeffke et moi, nous nous parlons comme de vieux amis. Jeffke me comprend - d'ailleurs tous les chiens espagnols comprennent le luxembourgeois -, il me donne la réplique de sa queue en trompette, il m'appelle d'un toussotement discret. Lorsque je me repose, il s'assied à une distance respectueuse, car il sait qu'il faut beaucoup de temps pour se faire apprivoiser. Nous marchons ensemble sur plus de 20 kilomètres, jusqu'à Villafria, un faubourg de Burgos. Jeffke se couche à l'ombre d'un camion en stationnement; il est visiblement très fatigué. C'est alors que je commets une vilaine trahison: je m'en vais sur la pointe des pieds, laissant mon Jeffke se reposer d'une marche trop longue pour un petit cabot comme lui. Très tôt le lendemain matin, après une nuit peuplée de cauchemars, animé d'un remords tardif, je prends le bus jusqu'à Villafria. Pendant plus de deux heures je reste à l'endroit où j'ai lâchement abandonné Jeffke, je l'appelle, je le cherche, je le siffle: en vain! Jeffke restera toujours mon "chien perdu sans collier".

Comme à Paray-le-Monial, à Autun, à Moissac, à Burgos aussi je passe une partie de mon après-midi dans la cathédrale. J'y reviens pour la messe du soir. J'y écoute les chanoines psalmodier en latin des vêpres interminables. J'y reste debout, longtemps, près de la tombe du Cid. Je pense aux bâtisseurs de cathédrales, à ces francs maçons du Moyen-Age, à ces statuaires et autres sculpteurs, à ces verriers, orfèvres, ébénistes et charpentiers, à ces milliers d'artisans et de compagnons, qui ont parsemé mon chemin de mille merveilles. A Burgos, je ne puis m'empêcher de penser aussi à Jeffke.

Je suis un lève-tôt. Mes étapes journalières débutent vers 6 ou 7 heures du matin et se terminent généralement en début d'après-midi. Dès que j'ai trouvé un gîte, je soigne mes pieds, je fais ma lessive, je m'étends pour une sieste de deux heures. Le reste de la journée est consacré à la visite des lieux. Le soir je téléphone à mon épouse et j'écris lettres et cartes postales. La France est le paradis du téléphonage: dans le moindre bourg perdu au fond de la France profonde, vous trouvez au moins une cabine d'où vous pouvez appeler le monde entier. L'Espagne aussi est en voie de s'équiper; sur 25 étapes espagnoles, une seule n'avait pas de cabine téléphonique; c'était au sommet du Cebreiro, dans la Chaîne Cantabrique.

Au départ, j'avais prévu d'observer un jour de repos par semaine. J'ai très vite abandonné ce projet, laissant à mon corps le soin de réclamer un jour chômé au fur et à mesure des besoins. Ainsi je n'ai eu droit finalement qu'à onze jours d'inactivité, dont trois au bord de la mer, en compagnie de ma femme et de deux de mes enfants. Les villes où j'ai pu me relaxer, voire récupérer, restent des étapes privilégiées de ce beau voyage, au moins dans mes souvenirs: Saint-Dizier et ses Bragards, Beaune, son hôtel-Dieu et son musée du vin de Bourgogne, Roanne et les Frères Troisgros, Le-Puy-en-Velay, le plus beau site urbain après celui de Jerusalem, Cahors et son pont fortifié Valentré, Eauze, capitale de l'Armagnac, Burgos et son Arco de Santa Maria, Villafranca del Bierzo, enfin Santiago de Compostela et ses milliers de pèlerins.

S'il y a peu de pèlerins de nos jours, c'est que nous sommes des gens pressés. Le pèlerin, lui, a du temps et il prend son temps. Le temps qu'il faut pour admirer le paysage qu'il assimile à la vitesse séculaire de l'humanité (5 kilomètres à l'heure). Le temps qu'il faut pour écouter le vent balayant les grandes forêts domaniales ou le gazouillis des oiseaux dans les sous-bois. Le temps qu'il faut pour parler, avec des hommes bien sûr, mais

aussi avec tel troupeau de vaches laitières, de bovins, de moutons ou de chevaux, avec chiens, chats, lièvres, lapins. Personne ne peut s'imaginer le nombre de rencontres journalières qui attendent le randonneur ni la dimension humaine et la qualité intrinsèque des contacts.

A l'entrée de Navarrenx - à environ 1.300 kilomètres de mon point de départ - un jeune homme me suit à vélo. Parti de Maslaoq tôt le matin, j'ai près de 25 kilomètres derrière moi; il fait très chaud et je traîne la patte. Après maintes hésitations, le garçon m'adresse la parole:

- Bonjour, Monsieur, vous aimez marcher?
- Salut! Tu vois bien, mais aujourd'hui je suis très fatigué.
- Vous venez de loin?
- Du Grand-Duché de Luxembourg!
- Du Grand-Duché de Luxembourg? Mon Dieu! Vous avez dû marcher toute la nuit!!

Entre Bivels et Santiago, je ne rencontre que des gens aimables, gentils, serviables, généreux. Très vite je revise mon préjugé un peu négatif contre les Français et les Espagnols. Il est vrai que jusqu'ici je n'ai guère fréquenté que des habitants des capitales et surtout des fonctionnaires et des journalistes. Ces gens-là sont aussi peu représentatifs de leur pays respectif que les militaires de carrière et les douaniers. Je n'ai trouvé aucun Parisien sur mon chemin de France ni de Madrilène en Espagne. Ces gens-là voyagent en voiture; et comme la plupart des automobilistes, ils répondent à la définition que donne d'eux le psalmiste: "ils ont des pieds, mais ne marchent pas, des yeux mais ne voient pas, des oreilles mais n'entendent pas, une bouche mais ne parlent pas."

Par contre je converse avec grand nombre de Champenois, Bourguignons, Auvergnats, Gascons, Basques, Navarrais, Castellans, Léonais - avec des vigneron du Quercy, des bergers du Rouergue, des maraîchers de l'Agénais, des artisans du Bierzo, des paysans de Galice. Je redécouvre le vieil adage: plus les gens sont pauvres, plus ils sont accueillants et charitables. J'apprends qu'il faut savoir non seulement donner mais encore et surtout accepter de bon cœur ce qu'on nous offre. Et aussi, qu'il faut savoir demander avec modestie et respect.

Il est plus de 15 heures lorsque je pousse la porte de l'hostellerie de O Cebreiro. Je viens de marcher pendant près de huit heures, plus de trente kilomètres en montée, sous un soleil implacable. Toutes les tables sont occupées. Apercevant mon regard désemparé, une jeune femme me fait

signe; avec son mari, ses trois enfants et les grands-parents, elle occupe une longue table en bois de chêne; moyennant un effort commun, on me trouve un coin sur l'un des bancs. Je puis enfin m'asseoir, reprendre haleine, assouvir soif et faim. Bientôt nous sommes engagés dans une conversation familière qui ne prend fin que trois heures plus tard, lorsque la famille décide de rentrer. Le grand-père me serre la main, solennellement et longuement, comme à un très vieil ami:

- Monsieur, dit-il, j'ai éprouvé beaucoup de plaisir à vous connaître. Permettez-moi de vous offrir le déjeuner!

Ce déjeuner qui m'est offert, je l'accepte avec autant de bonheur que j'accepte ailleurs une tasse de thé, une omelette, une bouteille de vin, un gîte, un morceau de pain, de l'eau fraîche. Entre pèlerins on partage boissons et victuailles, on se soigne mutuellement, on dépanne. Sur la route, la fraternité prend un autre sens que dans les livres. Entre Castrojeriz et Promista, en pleine Meseta, une frêle créature est en train de charger des bottes de paille sur un chariot. Elle peine visiblement. Mon compagnon d'un jour, ancien officier de gendarmerie, 68 ans, allemand, pour la 8^e fois sur le chemin de Saint-Jacques, enlève son sac et s'en va dans le champ relayer la paysanne. Ce jour-là, charger des bottes est plus important que marcher.

Risque-t-on de mauvaise rencontre sur le chemin entre Bivels et Santiago de Compostela? Sincèrement, je pense que non. A moins qu'on ne veuille considérer comme telle le contrôle imprévu d'identité auquel nous a soumis le gendarme de Nelay. Ce grippe-coquin, voulant faire du zèle ou considérant que chaque randonneur est un vagabond ou un malfaiteur potentiel, me vexe profondément. Il procède à un contrôle discriminatoire et vexatoire de deux piétons paisibles et souriants, qui ne commettent d'autre infraction que celle de porter un sac au dos. J'écris immédiatement une lettre ouverte au journal régional, qui l'ignore évidemment, puis je m'adresse au maire de Nelay et lui suggère de rebaptiser son patelin et de lui donner le nom de combien compromettant de Nelay-le-Gendarme. J'attends toujours l'invitation officielle aux cérémonies du baptême officiel.

En arrivant à Moissac, le matin vers 11 heures, après trois heures de marche seulement, je lis sur une affiche que l'orchestre symphonique de Toulouse donnera le soir même la messe en si mineur de Bach, dans le cadre

prestigieux de la cathédrale. Je décide aussitôt de rester à Moissac. Déjà à Beaune j'avais dû renoncer, faute de billet d'entrée, à la représentation, dans la salle des pauvres de l'hôtel-Dieu, de la "Grosse Messe" de Mozart. La grande musique me manque d'autant plus que la lecture journalière de l'Écriture Sainte me rappelle constamment certains de mes compositeurs préférés: Händel (le Messie) - Brahms (ein deutsches Requiem) - Mozart (vesperae solennes de confessore) - Verdi (Messa da Requiem) - Bach (Mathäus -, Johannes Passion). Alors, tel Charles Trenet, je chante sur mon chemin, je psalmodie, je fredonne, je siffle, je chante à tue-tête. Dieu, que la vie est belle sur la route!

Pour aller à Saint-Jacques, j'ai mis 99 jours, pour revenir, 5 heures. C'est en débarquant à l'aéroport de Zaventem que j'aperçois les premiers douaniers. L'Europe sans frontières, ce n'est qu'à pied qu'on la découvre. Mais elle existe. Seulement voilà: il faut ranger sa voiture et ses vieilles habitudes et aller de l'avant, à pied, sans autre cordon ombilical que le téléphone. En partant de Bivels, je n'étais qu'un randonneur; en arrivant à Saint-Jacques, je suis un pèlerin. En cours de route j'ai subi une mutation profonde; j'ai perdu 11 kilogrammes de poids inutile; j'ai pris une distance appréciable par rapport à ma seconde vie; j'ai séparé le grain de l'ivraie; j'ai beaucoup réfléchi, médité, imaginé, interrogé, vu, compris, cru comprendre; j'ai admiré maintes merveilles; j'ai fait la connaissance d'hommes et de femmes, jeunes et vieux, de toutes nationalités, professions, croyances; j'ai démontré à moi-même que j'étais capable de marcher sur 2.289 kilomètres, seul la plupart du temps, le sac au dos.

Et j'ai prié pour vous à Compostelle!



INSTITUT GRAND-DUCAL
Section des Sciences Morales et Politiques

Jules STOFFELS
Dr en sciences économiques
Professeur honoraire

Renforcer la Sécurité
de l'Approvisionnement Energétique
de l'Europe Occidentale
par le Développement
de la Coopération Economique
Est-Ouest

Communication faite le 7 juillet 1986
1986

Avant-propos

C'est un fait que l'Europe, où pullulent des concentrations industrielles de toutes espèces, se voit exposée à une menace perpétuelle, et extrêmement dangereuse: le risque d'être coupée des ressources énergétiques indispensables au fonctionnement de ses installations et usines. Cette situation précaire a déjà conduit, en l'espace de quelques semaines, à une paralysation grave de notre vie industrielle, surtout à la suite des mesures de pression décidées par les pays arabes après la dernière guerre qui les opposait à Israël.

Actuellement, il est vrai, nous nous sentons moins directement menacés, vu que les mêmes pays arabes ne demeurent plus les seuls producteurs de pétrole et que les intérêts souvent opposés de ces nations empêchent, semble-t-il, la formation d'un front commun capable d'arracher à l'Europe énergétiquement vulnérable n'importe quelles concessions politiques et économiques. Néanmoins, à longue échéance, notre situation ne paraît guère rassurante. En effet, les réserves pétrolières s'épuisent rapidement, alors que notre industrie se trouve toujours en expansion. Notre croissance industrielle risque donc de s'essouffler par manque de ressources énergétiques aussi indispensables à la survie de nos installations techniques que ne le sont l'oxygène ou l'énergie alimentaire pour nos corps.

Certes, d'aucuns voient la solution de nos problèmes dans le développement accéléré de l'énergie nucléaire. Hélas, cette merveille que nous lègue le progrès scientifique cache des dangers insoupçonnés. Sans même évoquer le cauchemar d'une guerre atomique, nous savons maintenant qu'un accident imprévu, une négligence humaine pourront polluer de vastes régions, voire menacer la subsistance d'une grande partie de la population terrestre. D'ailleurs, le stockage des déchets nucléaires abrite autant de bombes à retardement capables d'empoisonner l'existence de générations futures même fort lointaines.

Que faire dans cette situation apparemment sans issue? Décidément, il existe des ressources énergétiques qui ne s'amassent pas sous le sol arabe. L'Europe de l'Est, immense groupement politique, connaît d'énormes surfaces qui abritent des réserves étendues de matières premières et de combustibles variés. Mais les échanges commerciaux avec le bloc de l'Est ne sont guère développés au maximum et pourront subir une activation substantielle. Il est vrai que ces pays ne sont pas à même de nous livrer des produits manufacturés ni des appareils techniques égalant le degré de perfection exigé chez nous. Mais l'Ouest pourra exporter une technologie hautement développée et de grandes quantités de produits alimentaires en échange de ressources énergétiques. Une coopération économique accrue entre l'Est et l'Ouest pourrait donc effectivement renforcer la sécurité en approvisionnement énergétique de nos pays.

Certes, le problème ne réside pas sur le seul plan économique. Des obstacles de nature politique, idéologique et stratégique retardent et compromettent sans cesse les progrès de coopération économique, de sorte que des accords durables et de grande envergure ne se réalisent que difficilement. Mais, au lieu de vouloir d'abord élucider tous les problèmes politiques, il est peut-être plus sage de dresser le bilan des possibilités que réserve la situation économique; les responsables de la politique pourraient se laisser convaincre après coup.

Mais dans quelle mesure la coopération économique se laisse-t-elle activer entre l'Est et l'Ouest? Quelles possibilités réelles cette activation promet-elle? Quels avantages pourrions-nous en tirer sans compromettre les intérêts et les obligations politiques de notre Europe insérée dans la confédération des pays libres?

Voilà le sujet important et extrêmement intéressant que traitera notre confrère Jules Stoffels, professeur honoraire de sciences économiques et sociales. Ingénieur commercial de l'Université de Grenoble, il a passé, en 1948, à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris, son doctorat en sciences économiques avec une thèse consacrée à l'union économique hollando-belgo-luxembourgeoise. Il est titulaire du diplôme de l'Institut des Sciences politiques de Paris. Ayant suivi attentivement tant l'évolution de la situation économique internationale que celle de notre grande région Sarre-Lorraine-Luxembourg, il s'est toujours senti attiré par les grands problèmes d'une économie en transformation rapide, mais souvent en équilibre fragile. Membre d'un certain nombre de sociétés scientifiques, notamment de la Société des Economistes de langue française, M. Stoffels a publié des ouvrages de fond sur des questions économiques angulaires, surtout sur le syndicalisme, le corporatisme, la distribution des biens et le problème de l'énergie. En outre il a rédigé des articles remarquables, entre autres dans

le Bulletin de l'Institut Solvay (ULB), la Revue Benelux, la «Revue des Affaires Internationales» de l'Institut Polonais des Affaires Internationales, les cahiers de l'«ADUSEC», le quotidien «Le Monde» et le journal des professeurs.

Outre que M. Stoffels représente notre pays à de nombreux congrès scientifiques, il est un membre très actif de notre section. C'est en effet sa quatrième communication qu'il nous présente aujourd'hui, après nous avoir donné l'occasion d'entendre:

en 1973, une conférence sur «La régulation de la population et le problème de la démographie»

en 1976, une communication sur «L'économie énergétique et l'intégration européenne»

en 1984, une analyse approfondie sur «La mutation des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises».

Ce soir, nous aurons donc la joie d'écouter sa quatrième contribution consacrée à une question angulaire pour notre avenir.

E. Wagner
président de la section.

L'évolution récente du commerce international

Suivant le secrétariat de la Commission Economique pour l'Europe (CEE-Nations Unies), en 1984, la production mondiale a progressé d'environ 5,5 %. Il s'agit du meilleur résultat obtenu depuis 1974. Pendant la même année, le volume du commerce mondial a progressé deux fois plus vite que la production mondiale. La progression de la production mondiale et du commerce international s'est ralentie en 1985, en grande partie du fait de la décélération dans la région de la Commission Economique pour l'Europe (Nations Unies), composée de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord.

En 1985, selon une évaluation du Gatt (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le volume du commerce international des marchandises ne s'est accru que de 3 %. Cette croissance atteint à peine celle de la production mondiale, alors que normalement la croissance des échanges dépasse celle de la production. En valeur le commerce mondial a augmenté en 1985 de moins de 1 % contre 5,5 % en 1984 (fléchissement des prix en dollars). Sur le plan des grandes régions, seules les importations des pays de l'Est ont vu leur croissance augmenter en 1985 (principalement à cause de la Chine). Par groupe de produits, le volume des produits agricoles et minéraux a baissé en 1985. Au cours des douze dernières années, le volume du commerce des produits minéraux a baissé à sept reprises; il n'en va pas de même pour les produits agricoles (depuis 1950, ce volume n'a fléchi que deux fois, en 1974 et 1982). Le seul élément dynamique du commerce extérieur a été celui des produits manufacturés (65 % de la valeur du commerce mondial des marchandises). Il a augmenté de 5 % en volume en 1985 contre 12 % en 1984. Selon le Gatt, le commerce mondial pourrait croître en 1986 de 4 à 5 % en volume (1).

Les exportations des pays à économie planifiée se sont contractées en 1985 en raison du recul considérable des exportations soviétiques et du ralentissement sensible de la croissance de celles des pays de l'Europe orientale. La régression des exportations soviétiques s'explique en partie par la diminution du volume total des exportations de combustibles vers l'Europe occidentale (2)

Parts de l'Europe occidentale, de l'Europe orientale et de l'URSS dans les échanges internationaux

De 1955 à 1984, la part de l'Europe occidentale dans le total des exportations mondiales a évolué comme suit:

1955: 41,9 %, 1965: 45,9 %; 1973: 47 %, 1984: 37,9 %

(1) Faible augmentation du commerce mondial en 85, Journal de Genève 27 et 28 mars 1986

(2) Bulletin économique de l'Europe, Vol 37, Nations Unies

SOMMAIRE

L'évolution récente du commerce international

Parts de l'Europe occidentale, de l'Europe orientale et de l'URSS dans les échanges internationaux

Quelques conclusions tirées de l'analyse des échanges commerciaux entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale (y compris l'URSS): importance absolue et relative des échanges, asymétries structurelles, balances commerciales, création et diversion d'échanges

Le rôle important des produits énergétiques dans les échanges Est-Ouest

L'évolution structurelle de la consommation mondiale d'énergie primaire

La part actuelle des pays de l'Est dans la production des principales ressources énergétiques

Dans quelle mesure les pays de l'Est pourront-ils contribuer à remédier au déséquilibre énergétique de l'Europe occidentale à l'horizon 2000 et au-delà?

La situation énergétique de l'Europe en 2000 et 2020

Evaluation de la capacité d'exportation de produits énergétiques des pays de l'Est

Réflexions terminales

p. 7

p. 7

p. 10

p. 22

p. 27

p. 29

p. 34

p. 36

p. 37

p. 41

Pendant le même temps, la part de l'Europe orientale et celle de l'URSS ont été les suivantes:

Europe orientale	URSS
1955 4,6 %	3,2 %
1965 6,2 %	4,4 %
1973 5,3 %	3,7 %
1984 4,2 %	3,7 %

(voir tableau I en annexe)

La répartition des exportations par zone de destination et des importations par régions d'origine est reflétée par les tableaux ci-après:

Répartition des exportations par zone de destination au cours de certaines années

(En pourcentages)

Région exportatrice	Destination	Amérique du Nord	Europe occidentale	Europe orientale	Union soviétique	Autres régions	Ensemble du monde
Amérique du Nord							
1955 a		30,2	31,5	0,1	-	38,2	100,0
1965		29,2	31,2	0,6	0,7	38,3	100,0
1973		34,7	25,9	0,7	1,7	37,0	100,0
1984		39,5	19,6	0,2	1,8	38,9	100,0
Europe occidentale							
1955 a		8,4	55,3	2,0	1,1	33,2	100,0
1965		9,1	64,8	2,6	1,3	22,2	100,0
1973		8,6	69,1	2,9	1,5	17,9	100,0
1984		11,2	64,7	1,5	2,0	20,6	100,0
Europe orientale							
1955 a		0,9	19,4	28,4	37,7	13,6	100,0
1965		1,1	18,9	27,0	39,9	13,1	100,0
1973		1,4	22,8	28,3	34,8	12,7	100,0
1984		1,5	22,6	20,2	36,8	18,9	100,0
Union soviétique							
1955 a		0,8	15,4	48,6	-	35,2	100,0
1965		0,6	15,4	55,7	-	28,3	100,0
1973		1,0	18,7	46,7	-	33,6	100,0
1984		0,4	27,1	43,5	-	29,0	100,0
Ensemble du monde							
1955 a		16,9	41,9	4,6	3,2	33,4	100,0
1965		15,4	45,9	6,2	4,4	28,1	100,0
1973		16,2	47,0	5,3	3,7	27,8	100,0
1984		20,7	37,9	4,2	3,7	33,5	100,0

Sources : Calculs du secrétariat de la CEE établis d'après : pour 1955, CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1983; pour 1965, 1973 et 1984, banque de données du secrétariat de la CEE pour les pays à économie planifiée et Nations Unies, Commodity Trade Matrix (bande magnétique) et Bulletin mensuel de statistiques, juin 1984, pour les pays à économie de marché.

a Non compris les échanges entre la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne; la Yougoslavie est incluse dans l'Europe occidentale.

Répartition des importations par région d'origine au cours de certaines années

(En pourcentage)

Région importatrice	Origine	Amérique du Nord	Europe occidentale	Europe orientale	Union soviétique	Autres régions	Ensemble du monde
Amérique du Nord							
1955a		37,9	18,8	0,3	0,2	42,8	100,0
1965		36,0	24,9	0,5	0,2	38,4	100,0
1973		36,0	23,6	0,5	0,2	39,7	100,0
1984		29,4	20,1	0,3	0,1	50,1	100,0
Europe occidentale							
1955a		16,0	49,8	2,2	1,4	30,6	100,0
1965		12,9	59,0	2,6	1,5	24,0	100,0
1973		9,3	65,1	2,6	1,5	21,5	100,0
1984		8,0	63,1	2,7	3,4	22,8	100,0
Europe orientale							
1955a		0,4	16,2	29,5	41,5	12,4	100,0
1965		1,7	17,3	27,6	39,7	13,7	100,0
1973		2,2	24,2	28,9	32,5	12,2	100,0
1984		0,8	13,2	21,8	49,7	14,5	100,0
Union soviétique							
1955a		-	13,3	56,2	-	30,5	100,0
1965		3,1	12,1	57,9	-	26,9	100,0
1973		7,9	18,0	51,3	-	22,8	100,0
1984		7,6	20,1	44,7	-	27,6	100,0
Ensemble du monde							
1955a		21,2	37,7	4,8	3,7	32,6	100,0
1965		19,0	41,8	6,4	4,4	28,4	100,0
1973		16,8	44,3	5,4	3,7	29,8	100,0
1984		15,4	37,0	4,5	4,8	38,3	100,0

Quelques conclusions tirées de l'analyse des échanges commerciaux
entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale (+ URSS)

L'analyse des nombres précédents permet de constater ce qui suit:

1. Les parts des pays de l'Europe occidentale dans le commerce mondial sont bien plus importantes que celles de l'Europe orientale et de l'URSS.

2. Pour l'Europe occidentale, la faiblesse relative des exportations et importations traitées avec les pays de l'Est.

3. Pour les pays de l'Europe orientale, la part importante des importations et exportations avec l'Europe occidentale et notamment l'URSS.

A signaler qu'en 1985, les échanges commerciaux de l'URSS avec les pays socialistes ont progressé de sept pour cent pour s'inscrire à 86,5 milliards de roubles (importations + IO %). En valeur, les échanges ont représenté 15,2 milliards de roubles avec la RDA, 13,4 milliards avec la Tchécoslovaquie, 12,47 milliards avec la Bulgarie, 12,04 milliards avec la Pologne, 9,41 milliards avec la Hongrie, 6,06 milliards avec la Yougoslavie, 7,99 milliards avec Cuba, 4,33 milliards avec la Roumanie, 1,60 milliard avec la Chine, 1,5 milliard avec la Mongolie, 1,45 milliard avec le Vietnam et 1,05 milliard avec la Corée du Nord (1).

4. La part très importante du commerce intra-occidental et intra-oriental.

5. Le commerce Est-Ouest a été relativement languissant. En volume il atteint 3 à 4 % du volume du commerce mondial. Alors qu'il constitue environ 20 à 25 % du commerce extérieur du CAEM, il ne représente qu'une fraction très faible (2 à 3 %) des exportations des pays des Communautés européennes et 3 à 4 % de ceux de l'AELE. En 1984, la part de l'Europe occidentale dans les importations et exportations de l'URSS (exprimée en pourcentages de ces derniers) dépasse celle de la moyenne des pays de l'Europe orientale. De 1970 à 1983, la part des Communautés européennes dans le commerce extérieur de la Roumanie et de la Pologne dépassait celle avec la Hongrie et les autres pays du CAEM (2).

6. Il existe une forte intensité des échanges entre les pays de l'Est, bien supérieure à celle qui caractérise le commerce intra-occidental. L'intensité est particulièrement élevée en ce qui concerne le commerce extérieur entre l'Europe orientale et l'URSS (3).

(1) Le Monde, 1er avril 1986, Repères: Commerce

(2) Eurostat, Statistiques de base, 1985

(3) Les coefficients d'intensité des échanges représentent les parts de marché relatives.

Le coefficient est défini comme suit: $d_{ij} = \frac{X_{ij}}{X_{.j}} / \frac{X_i}{X_{..}}$

X_{ij} représente les exportations de i en j, X_i le montant des exportations de i, $X_{.j}$ le montant total des importations en j et $X_{..}$ la valeur totale des échanges mondiaux.

En 1960, le coefficient d'intensité des échanges intra-CAEM avait baissé par rapport à son niveau de 1955; depuis, il est resté aux alentours de 6-6,5.

A la fin des années trente, l'interdépendance économique entre les pays de l'Europe occidentale et ceux de l'Europe orientale était très prononcée; Les pays industrialisés de l'Europe occidentale représentaient environ 60 % des importations des pays de l'Est et 70 % de leurs exportations. Ces échanges étaient généralement complémentaires: produits manufacturés de l'Ouest en échange de produits primaires en provenance de l'Est. Pour certains pays de l'Europe de l'Ouest, tels que la Belgique et autres, l'Europe orientale constituait un partenaire commercial important. La seconde guerre mondiale et les changements intervenus dans la politique internationale et dans le domaine économique (création de la Communauté économique européenne, du Conseil d'Assistance économique mutuelle, de l'Association européenne de libre échange) ont transformé profondément la situation. Le tableau ci-après indique les coefficients d'intensité des échanges entre les principales sous-régions de la CEE, 1937, 1948, 1953 et 1955a.

Région exportatrice \ Destination		Amérique du Nord	Europe occidentale	Europe orientale	Union soviétique
Amérique du Nord	1937	..	0,82	0,38	..
	1948	1,29	0,79	0,26	0,14
	1953	1,88	0,70	-	-
	1955	1,79	0,75	0,02	-
Europe occidentale	1937	0,56	1,00	1,34	1,10
	1948	0,44	1,13	1,39	1,22
	1953	0,58	1,36	0,36	0,31
	1955	0,50	1,32	0,43	0,34
Europe orientale	1937	0,38	1,25	2,34	1,36
	1948	0,12	1,24	6,50	12,10
	1953	0,04	0,34	6,16	10,69
	1955	0,05	0,46	6,17	11,78
Union soviétique	1937	..	1,36	1,49	-
	1948	0,69	1,05	14,70	-
	1953	0,02	0,28	10,72	-
	1955	0,05	0,37	10,56	-

Sources : Calculs du secrétariat de la CEE établis d'après : Direction of International Trade, Statistical Papers, Séries T, vol. IV. No 1/2 (publication commune de l'Organisation des Nations Unies, du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement) pour 1937 et 1948; Nations Unies, Etude sur la situation économique de l'Europe en 1954, Genève, 1955, pour 1953; CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1976, pour 1955.

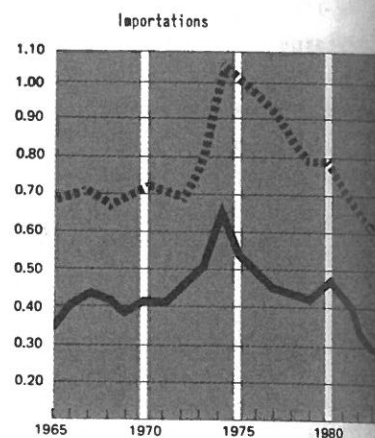
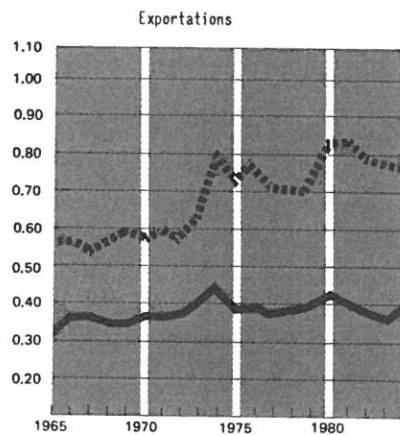
a Les chiffres relatifs à 1937 ont été ajustés pour qu'on puisse les comparer aux données de l'après-guerre : les estimations du commerce de la République démocratique allemande sont incluses dans l'Europe orientale. Ces estimations - qui sont bien entendu approximatives - proviennent des Nations Unies, Etude sur la situation économique de l'Europe en 1954.

De 1965 à 1984, les coefficients d'intensité du commerce des pays de l'Est avec les Communautés européennes et l'AELE ont évolué comme suit :

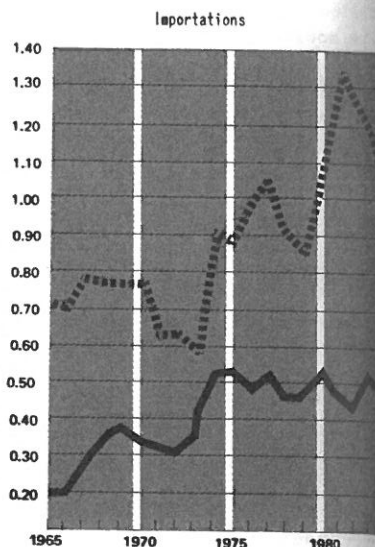
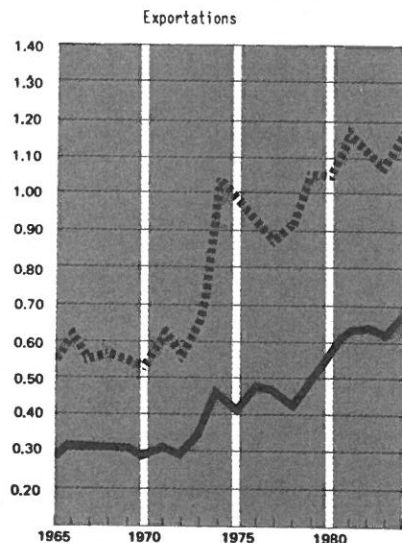
Commerce des pays de l'Est avec les Communautés européennes et l'Association européenne de libre-échange : coefficients d'intensité des échanges, 1965-1984

CE — AELE

EUROPE ORIENTALE



UNION SOVIETIQUE



Source : Calculs du secrétariat de la CEE d'après la Commodity Trade Matrix de l'ONU et ses propres statistiques commerciales relatives aux pays à économie planifiée.

Selon le Bulletin Economique pour l'Europe (Vol 37), de 1965 à 1984, l'intensité des exportations orientales vers l'Europe occidentale s'est nettement renforcée (de 0,40 à 0,60), mais un vif accroissement des importations au début des années soixante-dix a été suivi par un recul sensible à partir de 1974, une stagnation de 1975 à 1980 et une remontée lente jusqu'en 1985. En 1984, les coefficients d'intensité des importations de l'Europe orientale en provenance de l'Europe occidentale, après avoir atteint leur apogée en 1974, se sont retrouvés au niveau inférieur à celui de 1965.

L'intensité des exportations de la Hongrie et de la Pologne s'est renforcée tant vers les Communautés européennes que vers l'AELE. Celles de la Tchécoslovaquie et de la RDA vers l'AELE se sont consolidées mais ont plafonné vers les Communautés européennes. L'intensité des importations de la Pologne et de la Roumanie en provenance de l'Europe occidentale a commencé à fléchir au milieu des années soixante-dix. En ce qui concerne la Pologne, une forte reprise est intervenue en 1982-84.

7. Les tableaux suivants renseignent sur la composition par produits des échanges Est-Ouest :

Composition par produit des exportations des grandes sous-régions
de la CEE, 1955, 1973 et 1981

(En pourcentages)

Produits <u>a</u>	Produits alimentaires	Matières premières	Combustibles	Produits manu- facturés
Amérique du Nord				
1955	17,6	13,5	6,0	62,9
1973	21,1	11,3	4,3	63,3
1981	17,2	8,4	6,7	67,7
Europe occidentale <u>b</u>				
1955	14,3	9,6	5,8	70,3
1973	11,4	4,9	3,7	80,0
1981	10,8	3,6	9,5	76,1
Europe orientale <u>c</u>				
1955	14,5	11,6	16,5	57,4
1973	13,5	4,5	4,8	77,2
1981	10,7	4,4	7,8	77,1
Union soviétique				
1955	13,2	22,4	10,2	54,2
1973	5,5	14,9	19,2	60,4
1981	2,1	12,9	50,2	34,8

Sources : CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, Genève : 1983 et 1984.

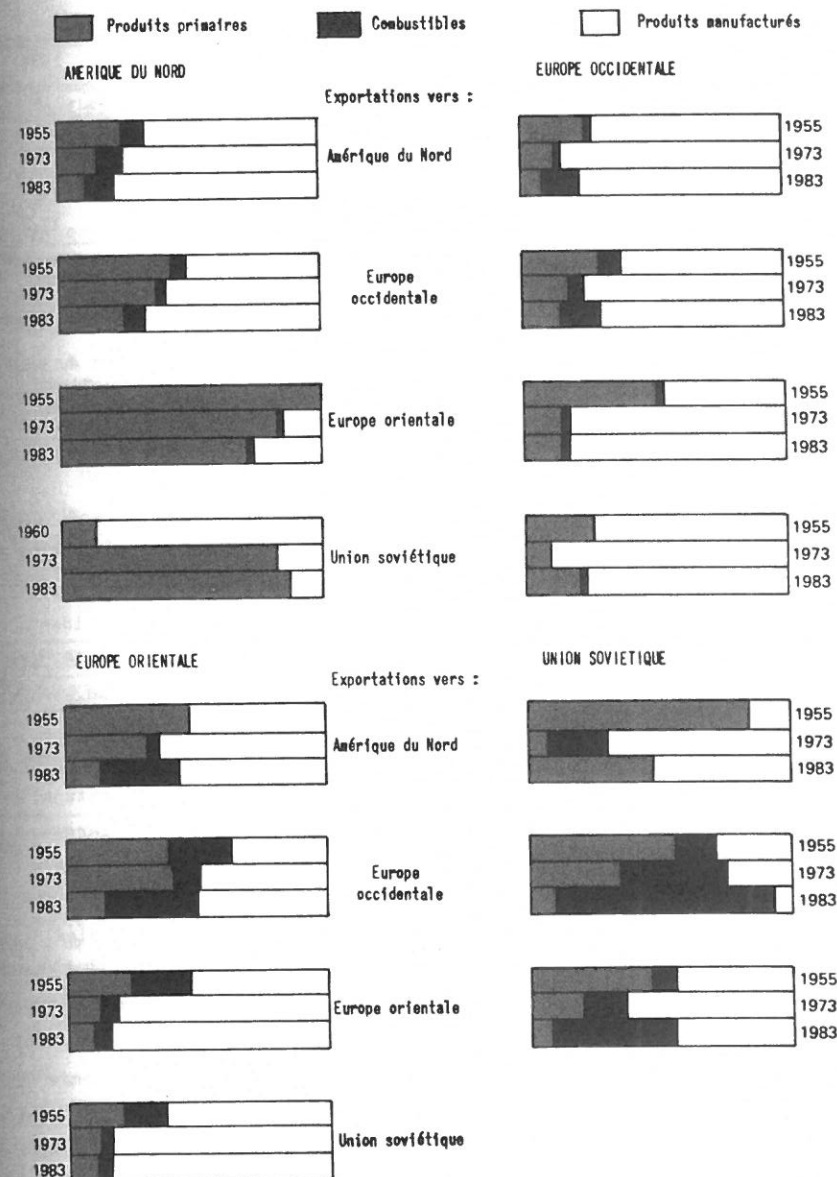
a Les produits alimentaires recouvrent les catégories 0, 1, 22 et 4 de la CTCI, les matières premières la section 2 à l'exception de la division 22, les combustibles la section 3 et les produits manufacturés les sections 5 à 9.

b Y compris la Yougoslavie.

c Non compris les échanges entre la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne.

Composition par produit des exportations vers différents marchés,
1955, 1973 et 1983

(En pourcentages)



Source : CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1983 et Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique, février et mai 1985.

a/ En 1955, les exportations de l'Amérique du Nord vers l'Union soviétique ont été quasiment nulles.

Importations occidentales de combustibles en provenance
d'Union soviétique, 1980-1984

(En millions de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1984 (pourcentage de variation)
Charbon	611	453	421	410	424	3,6
Pétrole et produits dérivés du pétrole	15 780	15 557	18 057	18 980	18 308	-3,5
Gaz naturel	3 117	4 508	4 213	3 755	4 425	17,8
Total	19 509	20 518	22 691	23 145	23 157	0,1

Source : Secrétariat de la CEE, d'après les données du Ministère du commerce
extérieur de l'URSS publiées dans divers numéros de *Vneshniaia torgovlia SSSR*,
Statisticheskii sbornik.

La part des produits primaires et des combustibles, bien qu'en ré-
gression sensible de 1955 à 1973, constitue finalement environ 50 % du
total des exportations de l'Europe orientale vers l'Europe occidentale.
La part des produits manufacturés à destination de l'Europe occidentale
n'a pas varié beaucoup depuis le début de la crise économique (1973-74).

En ce qui concerne les exportations de l'Europe orientale vers l'URSS,
la part des produits manufacturés est largement prédominante.

Pour ce qui est des exportations de l'Europe occidentale vers l'Europe
orientale, les produits primaires et les combustibles ne constituent qu'une
fraction très restreinte; les produits manufacturés dominent largement.

La moitié des exportations soviétiques vers l'Europe orientale est
fournie par les produits primaires et les produits manufacturés. Dans les
exportations de l'URSS vers l'Europe occidentale, les combustibles occupent
une place écrasante.

8. En ce qui concerne la balance des montants estimatifs de la dette
en monnaie convertible de l'Europe orientale et de l'URSS, il convient de
mentionner que le déficit commercial des pays développés à économie de
marché vis-à-vis de l'Europe orientale et l'URSS, apparu pour la première
fois en 1982, a plus que doublé de 1983 -84 pour atteindre 6 milliards de
dollars. Ci-après le tableau qui renseigne sur l'évolution des balances
commerciales, 1981-1985.

Commerce Est-Ouest : balances commerciales, 1981-1985

(En milliards de dollars des Etats-Unis, f.o.b.-f.o.b.)

	1981	1982	1983	1984	Janv.-juin 1984	1985	1985 ^a
A. Pays développés à économie de marché vis-à-vis de :							
Europe orientale et Union soviétique	2,0	-1,0	-2,2	-6,0	-2,6	0,4	0,5
dont : Europe orientale	2,2	-0,3	-1,2	-3,7	-1,8	-1,3	-2,4
Union soviétique	-0,2	-0,7	-1,0	-2,3	-0,8	1,7	2,9
Europe occidentale vis-à-vis de :							
Europe orientale et Union soviétique	-4,8	-8,4	-7,3	-11,0	-4,8	-2,0	-4,7
dont : Europe orientale	0,9	-1,1	-1,6	-3,1	-1,7	-1,0	-1,5
Union soviétique	-5,7	-7,4	-5,7	-7,9	-3,1	-1,0	-3,2
Amérique du Nord vis-à-vis de :							
Europe orientale et Union soviétique	4,3	4,4	3,0	3,6	1,6	1,4	3,3
dont : Europe orientale	0,8	0,3	-0,1	-0,8	-0,2	-0,4	-1,2
Union soviétique	3,6	4,0	3,1	4,3	1,7	1,8	4,5
Japon vis-à-vis de :							
Europe orientale et Union soviétique	2,4	3,1	2,1	1,4	0,6	0,9	1,9
dont : Europe orientale	0,5	0,4	0,5	0,1	-	0,1	0,2
Union soviétique	1,9	2,7	1,6	1,3	0,6	0,8	1,7
B. Pays développés à économie de marché vis-à-vis de :							
Europe orientale et Union soviétique	3,1	-2,3	-6,3	-7,8	-2,5	1,9	1,4
dont : Europe orientale	2,4	-1,7	-3,7	-4,7	-1,7	-1,1	-3,3
Union soviétique	0,7	-0,6	-2,5	-3,2	-0,8	3,0	4,7

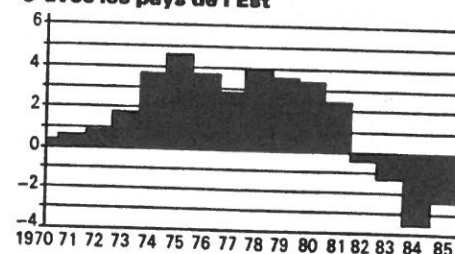
Note : Section A d'après les statistiques occidentales, ajustées par le
secrétariat suivant les valeurs f.o.b.-f.o.b.; section B d'après les statistiques
des pays de l'Est. Un solde positif indique un excédent pour les pays développés
à économie de marché.

a Résultats extrapolés en supposant le maintien des tendances des expor-
tations et des importations de la période janvier-juin.

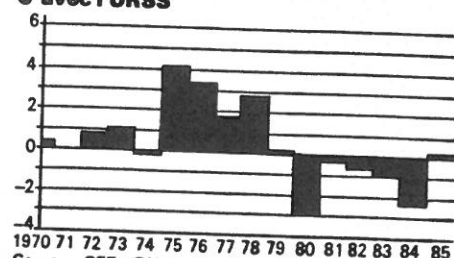
Le déficit de l'Europe occidentale vis-à-vis de l'Europe orientale s'est doublé en 1984; à la fin de la même année celui envers l'URSS se chiffrait à environ 8 milliards de dollars.

En 1985, tandis que les ventes soviétiques vers l'Europe orientale ont stagné, elles ont chuté de quelque 14 % vers l'Ouest. Ce recul est dû, en grande partie à la régression du volume et des prix pétroliers. Le solde positif de l'Europe orientale avec les pays développés des pays de l'Ouest a fondu de moitié pour représenter entre 2 et 2,5 milliards de dollars, l'excédent soviétique ayant fait place à un déficit.

Evolution de la balance commerciale des pays de l'Ouest (en milliards de dollars)
● avec les pays de l'Est



● avec l'URSS



Source : CEE - ONU

(I)

A la fin de l'année 1984, l'endettement brut des pays de l'Europe orientale et de l'URSS était tombé à 95,7 milliards de dollars. La diminution s'explique par les variations de valeur résultant de l'appréciation du dollar. A taux de change constants, la dette brute aurait augmenté de trois milliards de dollars environ, principalement en raison de l'augmentation de l'endettement brut de la Hongrie et de la Pologne. Le tableau ci-après relate les montants estimatifs de la dette en monnaies convertibles de l'Europe orientale et de l'URSS.

(I) Le Monde, 3 avril 1986, Les échanges Est-Ouest en question

Montants estimatifs de la dette en monnaies convertibles de l'Europe orientale et de l'Union soviétique, 1982-1984, en fin d'année
(En milliards de dollars)

	1982	1983	1984
Endettement brut			
Bulgarie	2,9	2,4	2,1
Hongrie	7,7	8,3	8,8
Pologne a	26,2	26,4	26,8
République démocratique allemande	12,9	12,5	12,0
Roumanie	9,8	8,9	7,2
Tchécoslovaquie	3,7	3,5	3,1
Europe orientale	63,1	62,0	60,0
Union soviétique et banques du CAEM	29,9	28,3	25,6
Europe orientale plus Union soviétique	93,1	90,3	85,7
Endettement net b			
Bulgarie	1,9	1,3	0,7
Hongrie	7,0	6,9	7,3
Pologne a	25,2	25,2	25,3
République démocratique allemande	11,0	9,1	7,5
Roumanie	9,5	8,4	6,6
Tchécoslovaquie	3,0	2,6	2,1
Europe orientale	57,6	53,4	49,3
Union soviétique et banques du CAEM	19,9	17,4	14,3
Europe orientale plus Union soviétique	77,4	70,8	63,6

Sources : Sources nationales : Hongrie, Pologne, Roumanie. BRI/OCDE, Statistics on External Indebtedness : Banks and Trade-Related Non-Bank External Claims on Individual Borrowing Countries and Territories, Paris et Bâle, juillet 1985 : Bulgarie, République démocratique allemande (y compris les créances de la République fédérale d'Allemagne résultant d'opérations de compensation) Tchécoslovaquie, Union soviétique, y compris les banques du CAEM.

a Y compris les arriérés au titre de la dette publique.

b Endettement brut moins les avoirs des pays de l'Est auprès des banques déclarantes de la BRI seulement.

9. Parmi les éléments ayant exercé une influence considérable sur les échanges Est-Ouest, il convient de relever:

a. le climat politique international et notamment la régression des échanges pendant la période de guerre froide.

b. L'intégration à l'Ouest et à l'Est de l'Europe dans des systèmes économiques et des régimes politiques différents. A l'Ouest, notamment la création du "marché commun", inspiré par les mécanismes de l'économie de marché et ceux de l'union douanière: libre échange à l'intérieur du marché et protectionnisme à l'extérieur. Encore faut-il ajouter que la libre-concurrence à l'intérieur du "marché commun" est souvent mise en cause par des clauses de "sauvegarde" et autres, cela notamment dans le domaine agricole qui aboutit à des surplus durables et à des prix exceptionnels, le contingentement et les prix planchers "provisaires" dans la sidérurgie, les disparités d'ordre fiscal qui provoquent des distorsions commerciales et tant d'autres. La libre concurrence à l'intérieur et le protectionnisme très fréquent à l'extérieur créent à profusion des effets simultanés de "création" et de "diversion" sur les échanges commerciaux internationaux. A l'extérieur, la diversion a pour effet de contrarier et de désorienter fréquemment les échanges avec les pays tiers au détriment de la rationalité des coûts comparés. Il en résulte forcément un accroissement du dirigisme et du corporatisme à l'intérieur du "marché commun" et des heurts à l'extérieur (voir par exemple les conflits commerciaux fréquents entre la CEE et les Etats-Unis dans le domaine des produits agricoles, sidérurgiques et autres). La diversion des courants commerciaux suscitée par les unions douanières a été mise en évidence par plusieurs économistes néo-classiques, en particulier par l'économiste américain Jacob Viner (*The Customs Union Issue*) et P.J. Verdoorn et F.J.M. Meyer zu Schlochtern (Collège d'Europe, Semaine de Bruges).

D'un autre côté, le CAEM, constitué en 1949, s'efforce principalement d'adapter les structures de production de ses membres à leurs besoins mutuels. La réalisation de l'intégration en vertu du "programme complexe" est faite très largement par les mécanismes de la planification. Le renforcement de l'interdépendance et de l'interaction communautaire à l'Est, peut, le cas échéant, avoir des reflets de déplacement de certains échanges qui auraient pu se faire utilement entre l'Ouest et l'Est.

Certes, tant qu'à l'Ouest et à l'Est, les responsables de la politique économique pensent, les uns et les autres, que leurs institutions respectives (CEE et CAEM) sont perfectibles et doivent s'ouvrir toujours davantage aux règles des coûts comparés au niveau de l'économie mondiale, tous les espoirs sont permis.

Les dirigeants des Communautés économiques européennes pensent pouvoir atténuer les effets de la diversion par la multiplication des accords tarifaires au sein du Gatt. A l'Est, on affirme que "l'intensification de l'intégration contribue non seulement à consolider et à approfondir les liens mutuels entre les pays membres du CAEM, mais aussi à faire participer plus activement les pays à la division internationale du travail à l'échelle mondiale"(1). A présent, compte tenu de la faiblesse persistante de la dynamique de la croissance des pays de l'Ouest, il est certain que l'accélération de l'interaction des facteurs de production au niveau du CAEM constitue une priorité absolue dans la mesure où les pays concernés ont besoin d'améliorer la productivité et d'élargir la gamme des produits. Ce point de vue a été exprimé récemment par B. Diakine et B. Medvedev, dans une étude intitulée "L'approfondissement de l'intégration économique, base matérielle de la cohésion toujours plus étroite des pays membres du CAEM"(2). Selon les auteurs, il semble que l'intensification de l'intégration au sein du CAEM, sur la base de l'activité planificatrice, a eu pour effet un accroissement considérable du commerce extérieur dans le produit social global: 8,9 % en 1983 contre 3,7 % en 1971. Le volume des exportations dans le commerce mutuel des pays membres du CAEM se chiffrait à 4,3 % du montant de leur revenu national en 1970 et à 11,5 % en 1983. L'intensification de l'intégration a engendré un accroissement considérable de leurs échanges mutuels par rapport à celui de la production. Ainsi, la part des échanges commerciaux mutuels de combustibles, de matières premières minérales et de métaux, qui était de 7,3 % en 1970, s'est chiffrée, en 1983, à 20,9 % de la production globale de leur complexe énergétique et de leur métallurgie. En 1984, la part de l'URSS dans les échanges commerciaux mutuels des pays membres du CAEM était de 39,4 %. Pendant la même année, la part des échanges mutuels des pays membres du CAEM dans l'ensemble de leur commerce extérieur était de 59,2 % (contre 53,6 % en 1980). B. Diakine et B. Medvedev affirment que l'intégration de la production à l'intérieur du CAEM a permis à ses membres de participer également plus activement à la division du travail sur le plan mondial. A preuve, ils signalent que le chiffre d'affaires du commerce de l'ensemble des pays membres du CAEM avec les tiers pays a augmenté, de 1971 à 1983, de 5,4 fois.

Malgré la divergence des systèmes économiques de part et d'autre, rien ne devrait s'opposer au renforcement des échanges Est-Ouest, sollicités par les impératifs des coûts comparés et des valeurs internationales, la productivité et la rentabilité des facteurs de production.

(1)(2) *La Vie Internationale*, 2, 1986, Moscou, B. Diakine, B. Medvedev, "L'approfondissement de l'intégration économique, base matérielle de la cohésion toujours plus étroite des pays membres du CAEM".

Les nouvelles formes de coopération (joint ventures, entreprises mixtes, etc), l'accroissement des investissements occidentaux à l'Est, les transferts de technologies avancées, une véritable politique anti-cyclique et de promotion d'emploi à l'Ouest, seraient sans doute de nature à faciliter le développement des échanges Est-Ouest nonobstant les effets de la diversion précitée.

Le rôle important des produits énergétiques dans les échanges Est-Ouest

Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur la part très importante des exportations de combustibles des pays de l'Est vers les pays de l'Europe occidentale.

(En pourcentages)

	Part des exportations de combustibles des pays de l'Est vers l'Europe occidentale			Part des importations de combustibles d'Europe occidentale en provenance de l'Est			Part des combustibles dans les exportations des pays de l'Est vers l'Europe occidentale		
	Ensemble de l'Europe occidentale	CE ^a	AELE	Ensemble de l'Europe occidentale	CE ^a	AELE	Ensemble de l'Europe occidentale	CE ^a	AELE
<u>Europe orientale^b</u>									
1965	21,3	10,7	9,6	2,5	1,6	8,1	12,7	9,7	20,5
1973	37,7	21,0	14,7	1,9	1,3	6,0	10,1	7,7	17,6
1978	42,0	26,0	12,6	2,1	1,6	5,3	17,4	14,7	24,8
1983	62,7	32,1	22,2	3,6	2,3	9,9	34,5	28,1	42,9
<u>Union soviétique</u>									
1965	32,5	18,0	12,9	6,3	4,3	17,9	37,8	32,0	49,7
1973	36,2	21,6	13,9	4,8	3,5	14,5	39,7	34,2	54,2
1978	44,9	27,9	15,3	9,0	6,9	26,0	62,6	56,4	76,8
1983	54,4	38,5	13,9	18,7	17,0	37,0	84,1	87,4	82,5

Source : Calculs du secrétariat de la CEE établis d'après la "Commodity Trade Matrix", mise à jour pour 1983 sur la base des Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique, mai 1985.

^a Grèce non comprise.

^b A l'exclusion des échanges entre la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne.

En 1983, les combustibles ont représenté 84 % des exportations soviétiques vers l'Europe occidentale, contre 16 % en 1955. Parallèlement les parts des produits primaires et des produits manufacturés se sont contractées, la première de 55 à 10 % et la seconde de 28 à 6 %. Ces modifications s'expliquent largement par l'évolution des prix relatifs, mais la part des combustibles dans les exportations soviétiques vers l'Europe occidentale a également progressé en termes réels, passant de 43 % en 1965 à 51 % en 1980. De 1965 à 1983, la part des combustibles dans les exportations soviétiques vers les pays socialistes (y compris les pays hors d'Europe) est passée de 26 à 33 %. En 1983, la part des combustibles dans les exportations des pays de l'Europe orientale vers l'Europe occidentale se chiffrait à environ 34 %. Ces exportations s'appuient sur des importations pétrolières en provenance de l'URSS et de certains pays du Moyen-Orient.

Toute variation des exportations de combustibles vers l'Ouest se répercute en profondeur sur l'ensemble du commerce Est-Ouest. "En 1982-1984, les recettes d'exportations de combustibles de l'Union soviétique ont augmenté, malgré la baisse des prix, grâce à plusieurs augmentations successives du volume des exportations de pétrole et de produits pétroliers (en 1984, le volume des exportations de gaz a également augmenté). Il semble que les facteurs qui ont contribué à l'accroissement des exportations nettes de pétrole, dans ces conditions, aient été le remplacement accéléré du pétrole par le gaz naturel dans certaines applications domestiques, et la réexportation de pétrole livré par certains producteurs de l'OPEP pour payer les achats de produits en provenance de l'Union Soviétique. Compte tenu de l'évolution de la situation en 1985, on peut se demander si, dans un proche avenir, la croissance des exportations totales de l'Union Soviétique continuera à dépendre principalement du pétrole. Même si le volume des exportations de pétrole recommence à augmenter, il sera peut-être difficile d'obtenir un accroissement des recettes si les prix des combustibles continuent à baisser. Les exportations de gaz naturel pourraient contribuer à cet accroissement, mais elles sont limitées par la demande des pays occidentaux et la concurrence d'autres fournisseurs sur les marchés de ces pays" (I).

En 1985, le volume et les prix des exportations de pétrole soviétique ont baissé considérablement. L'incidence du contre-choc pétrolier a contribué au renversement du solde de la balance commerciale de l'URSS avec les pays de l'Ouest en 1985 (600 millions de roubles). Signalons en

(I) Bulletin économique de l'Europe, Vol 37, Nations Unies

passant qu'en 1985, la RFA est demeurée le principal partenaire occidental de l'Union Soviétique, en dépit d'un tassement des échanges à 7,09 milliards de roubles, contre 7,5 milliards en 1984. Suivent la Finlande (4,99 milliards), l'Italie (3,79 milliards) et la France (3,78 milliards) contre 4,22 milliards en 1984. Tandis que le commerce bilatéral avec le Japon a progressé de 10 %, atteignant 3,21 milliards de roubles, celui avec les Etats-Unis a reculé de 14 %, chutant à 2,7 milliards de roubles (1).

La très grande partie des exportations de combustibles des pays de l'Est est absorbée par les pays de la Communauté européenne, dont la dépendance en matière énergétique, malgré les économies d'énergie réalisées, reste et restera très élevée. Le tableau ci-après fait apparaître les rapports entre les importations nettes et la consommation brute.

4.24. Importations nettes
Consommation intérieure brute + routes

(%)											
Année	EUR 10	Belgique/ België	Danmark	BR Deutschland	Ελλάδα	France	Ireland	Italie	Luxem- bourg	Neder- land	United Kingdom
1970	61,9	83,0	99,9	48,8	83,5	75,7	84,2	84,7	99,7	52,1	47,2
1971	63,2	85,6	99,7	51,4	82,3	77,0	87,4	84,3	99,8	38,7	51,6
1972	63,7	83,8	99,6	53,9	91,5	78,8	84,5	84,5	99,8	30,8	51,5
1973	64,3	88,0	99,6	55,7	91,4	81,7	85,7	85,7	99,8	22,9	50,2
1974	63,8	92,5	99,5	52,1	96,6	86,3	88,0	84,5	99,8	7,3	52,0
1975	59,0	85,4	99,2	55,4	68,3	76,9	85,7	83,3	99,8	- 4,7	44,4
1976	60,0	82,9	99,0	57,4	88,1	82,1	83,3	85,2	99,9	- 0,4	39,4
1977	56,9	83,6	97,5	58,3	74,2	81,0	87,2	87,3	99,4	- 2,9	25,6
1978	55,7	81,0	97,8	56,5	77,9	77,6	87,3	85,3	99,4	6,5	21,3
1979	55,1	86,0	97,9	57,3	82,3	81,4	83,6	86,3	99,5	4,8	12,4
1980	54,3	85,7	98,7	57,5	84,1	79,1	79,1	87,3	99,6	7,1	6,3
1981	47,6	77,7	95,7	51,5	77,2	70,1	71,4	86,1	97,1	5,2	- 6,4
1982	46,1	81,2	89,9	51,9	66,9	66,9	64,7	86,8	99,9	13,9	- 11,3
1983	41,9	73,3	86,6	51,2	64,9	61,8	62,6	81,2	98,7	7,3	- 17,4
1984	40,6	69,8	86,7	50,6	62,3	60,7	43,9	78,7	99,9	6,3	- 17,8

(2)

(1) Le Monde, 3 avril 1986, Le déficit de l'URSS avec les pays occidentaux

(2) Eurostat, Statistiques de base de la Communauté, 23e édition

La Commission des Communautés européennes (Direction Générale de l'Energie), dans sa publication traitant de la politique énergétique et des tendances dans la Communauté européenne (I), présente le tableau suivant qui relate les importations nettes d'énergie en provenance de l'URSS et l'Europe orientale à destination de la Communauté, 1980-1984.

Importations nettes d'énergie en provenance de l'Union
soviétique et de l'Europe orientale à destination de la
Communauté européenne, 1980-1984

	1980		1981		1982		1983		1984	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	%
Total	78,6	100	68,8	100	81,9	100	90,45	100	102,4	100
dont: URSS	56,7	72	54,7	79	67,6	82	73,6	81	82,2	80
Pétrole brut et feedstocks	22,8	29	20,8	30	26,7	33	31,55	35	38,0	37
dont: URSS	21,0	27	18,0	26	25,2	31	30,7	34	37,6	36,8
Roumanie	0,6	0,8	1,4	2	0,8	1	0,15	0,2	0,2	0,2
Produits pétroliers	26,8	34	25,5	37	31,3	38	34,1	38	33,0	32
dont: URSS	15,6	20	16,9	25	24,0	29	24,6	27	23,1	23
Gaz naturel										
URSS	18,5	23	19,4	28	18,1	22	17,6	19	20,6	20
Charbon	10,5	13	3,1	4,5	5,8	7	7,2	8	10,8	10,5
dont: Pologne	8,9	11	2,7(1)	4	5,5	7	6,5	7	9,9(2)	10
URSS	1,6	2	0,4	0,6	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,9
Total en % des importations énergétiques (nettes) de la Communauté	— 14,9		— 15,5		— 19,7		— 24,0		— 25,0	

Sources: Office statistique des Communautés européennes et AIE/OCDE

(1) Grève polonaise.

(2) Grève des mineurs du Royaume-Uni.

Selon la Commission, en 1984, les importations nettes d'énergie en provenance de l'URSS et de l'Europe orientale ont représenté un quart des importations énergétiques totales de la Communauté en provenance des pays tiers.

Le pétrole brut et les produits en provenance de l'Est ont couvert un tiers de l'ensemble des besoins nets en pétrole d'importation, le gaz naturel intervenant pour 35 % du total des importations de gaz naturel et le charbon pour 21 % du total des importations de charbon. Dans ce contexte, les échanges énergétiques avec les pays du bloc oriental ont permis de couvrir quelque 11 % des besoins totaux de la Communauté européenne en énergie primaire.

En ce qui concerne les perspectives commerciales, la Commission -après avoir constaté qu'en 1984, les importations de charbon polonais avaient dépassé de plus de 1 million de tonnes leur niveau de 1980-,

(I) Energie en Europe, Politique énergétique et tendances dans la Communauté européenne, No 3, décembre 1985, Commission des C.E.

s'attend à un accroissement de ces importations au cours des prochaines années, si la consommation augmente.

Quant au gaz naturel, la Commission estime que les échanges commerciaux continueront à se développer régulièrement au cours des années quatre-vingt et même au-delà, étant donné que les besoins de la Communauté européenne en gaz naturel augmentent et que de nouveaux contrats portant sur le gaz soviétique entrent en vigueur. La Commission estime que les importations de gaz soviétique pourraient excéder 30 Mtep vers la fin des années quatre-vingt.

Au sujet du pétrole, la Commission essaie d'évaluer le potentiel d'exportation pétrolier de l'URSS en fonction des critères suivants:

a. les progrès réalisés par l'URSS dans le domaine des économies d'énergie et de substitution énergétique (notamment la substitution du gaz naturel au pétrole)

b. L'évolution des besoins pétroliers de pays membres du CAEM, largement tributaires de l'URSS

c. les besoins soviétiques en devises fortes. Les exportations d'énergie aux pays membres de l'OCDE représentent actuellement quelque 80 % des recettes soviétiques en devises fortes, le pétrole brut et les dérivés intervenant à eux seuls pour 60 % dans ce montant. Les exportations de gaz naturel soviétique devraient quadrupler par rapport à leur niveau actuel pour que les recettes en devises fortes équivaillent au montant des recettes provenant des ventes de pétrole à l'Europe occidentale en 1984.

Compte tenu de ces divers éléments, la Commission pense qu'il est probable que les échanges pétroliers entre les pays de l'Europe orientale et d'Europe occidentale demeurent importants au cours des prochaines années mais que les quantités semblent devoir présenter une tendance à la baisse plutôt qu'à la hausse.

La Commission de la Communauté européenne a fréquemment insisté sur la nécessité de diversifier au maximum son approvisionnement énergétique, tant du point de vue de la nature des produits énergétiques consommés que celui des pays fournisseurs. Dans le domaine des hydrocarbures, "les pays du Moyen-Orient continueront inévitablement à couvrir une importante fraction des besoins de la Communauté, mais leur rôle continuera à être compensé dans une certaine mesure par les fournisseurs en provenance d'autres sources européennes....."(I).

La sécurité d'approvisionnement constitue une préoccupation permanente de la Communauté européenne. Il convient de souligner, que dans un passé récent, malgré les recommandations contraires de certains dirigeants occidentaux, les pays de la Communauté ont décidé de maintenir

(I) Commission des Communautés européennes, Nouveaux objectifs énergétiques communautaires, Communication de la Commission au Conseil, mai 1985

leur contribution au développement de l'infrastructure soviétique dans le domaine de la production et du transport du gaz naturel. Dans l'intérêt de la sécurité d'approvisionnement à long terme, la Commission s'est prononcée en faveur d'une politique de prix réaliste et en particulier contre l'affaiblissement inconsidéré des prix pétroliers, susceptible d'engendrer la réduction de la recherche et des investissements.

L'évolution structurelle de la consommation mondiale d'énergie primaire

Le 12e Congrès mondial de l'énergie (New Delhi, 1983) a estimé l'évolution de la consommation mondiale d'énergie primaire comme suit:

		POPULATION M/HAB	ENERGIE COMMERCIALE* Mtep-tep/hab		
			CONSOMMATION	PRODUCTION	CONSOMMATION PAR HAB.
AMERIQUE DU NORD	1978	245	2008	1689	8,2
	2000	296	2554	2717	8,6
	2020	349	3469	3903	9,9
EUROPE DE L'OUEST + AUSTRALIE-JAPON- NOUVELLE ZELANDE	1978	549,5	1592	747	2,9
	2000	612	2500	1420	4,1
	2020	641	3296	2155	5,1
EUROPE DE L'EST (URSS COMPRISE)	1978	372,4	1367	1572	3,7
	2000	420	2405	2555	5,7
	2020	462	3370	3530	7,3
AFRIQUE MOYEN ORIENT	1978	531,6	194	1422	0,4
	2000	1000	777	2057	0,8
	2020	1617	1961	2893	1,2
ASIE	1978	2218,2	633	656	0,3
	2000	3146	1619	1649	0,5
	2020	3851	2849	2894	0,7
AMERIQUE LATINE	1978	344,5	289	359	0,8
	2000	564	966	1062	1,7
	2020	802	2122	2269	2,7
MONDE	1978	4261,6	6083	6445	1,4
	2000	6039	10820	11460	1,8
	2020	7722	17067	17644	2,2

* Il s'agit du scénario le plus haut envisagé par l'étude.

Toutes les études disponibles aboutissent à des consommations d'énergie dans le monde de l'ordre de 10 à 13 milliards de tep en 2000, par rapport à 7 milliards en 1980.

CONSUMPTION MONDIALE D'ENERGIE

Gtep	1980	1990	2000
OCDE	3,8	4,2 - 4,5	4,8 - 6
OPEP	0,2	0,4 - 0,4	0,7 - 0,8
PVN	0,8	1,0 - 1,2	1,5 - 2,3
P.E.P. (I)	<u>2,2</u>	<u>2,5 - 2,8</u>	<u>2,9 - 3,9</u>
Monde	7	8 - 9	10 - 13

(I) Pays à économie planifiée

L'augmentation attendue (3 à 6 milliards de tep en 20 ans) se répartira inégalement entre les grandes zones

EVOLUTION POSSIBLE DE L'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE MONDIAL

Gtep	1980	2000	Augmentation 1980/2000 en Gtep
Pétrole	3	3,2 - 4	0 - 1
Charbon	2	3,4 - 4,4	1,4 - 2,4
Gaz	1,4	1,9 - 2,4	0,5 - 1
Nucléaire	0,15	0,7 - 1	0,5 - 1
Hydraulique	0,4	0,7 - 0,8	0,3 - 0,4
En. nouvelles	<u>ε</u>	<u>ε - 0,3</u>	<u>0 - 0,3</u>
Total	7	10 - 13	3 - 6

La part actuelle des pays de l'Est dans la production des principales ressources énergétiques

La houille

Les réserves mondiales prouvées récupérables sont de 480 milliards de tep dont 28 % aux Etats-Unis, 24 % en URSS, 14 % en Chine, 12 % dans la Communauté économique européenne. Les réserves additionnelles en place (effectivement identifiées et dérivées de certaines études géologiques) s'élèvent à 6.999 milliards de tep dont 45 % en URSS, 25 % aux Etats-Unis, 13 % en Chine, 6 % en Australie et autres. La part des mines à ciel ouvert s'élevait en 1984 à 65 % aux Etats-Unis, à 42 % en URSS, 10 % en Chine, 44 % en Inde, 35 % en Afrique du Sud, 60 % en Australie, 85 % au Canada et 0 % en R.F.A. (I).

De 1,068 milliard de tonnes métriques en 1946, la production mondiale de la houille était passée à 2,128 milliards en 1970 et à 2,826 milliards en 1983. En ce qui concerne le lignite et le charbon brun, de 275,8 millions de tonnes en 1946, la production avait progressé à 1,087 milliard de tonnes en 1983.

Aux Etats-Unis, la production de houille s'est chiffrée à 751 millions de tonnes en 1984 (539 millions en 1974), en URSS à 484 millions de tonnes en 1984 contre 557 millions en 1983 et 473 millions en 1974. En 1984, la République Populaire de Chine occupait la première place avec 763 millions de tonnes contre 450 millions en 1974. En Pologne, la production avait atteint 162 millions de tonnes en 1974 et 191,6 millions en 1984. En 1984, l'URSS et la Pologne occupaient la troisième, respectivement la quatrième place sur la liste des producteurs.

La Pologne, concurrent traditionnel des Etats-Unis sur le marché mondial du charbon à vapeur a exporté 45 millions de tonnes en 1984. En URSS, à l'instar de ce qui s'est passé dans la plupart des pays industriels, la part relative de la houille dans la production totale des combustibles organiques a diminué considérablement. L'URSS souhaite de plus en plus pouvoir collaborer avec les sociétés occidentales sur le plan des techniques charbonnières, car depuis 1980, sa production a pris certains retards sur les prévisions du plan. Déjà le Japon participe à la mise en valeur de certains gisements dont il est acheteur potentiel.

Les réserves soviétiques sont énormes et le programme énergétique jusqu'à l'an 2000 prévoit un développement accéléré de l'industrie charbonnière, la stabilisation de sa part relative dans la production énergétique nationale et son développement futur. Les "grandes options" du développement économique et social de l'URSS pour 1986-1990 et jusqu'à l'an 2000" (2)

(1) Images économiques du monde, 1984 et 1985, Sedes, Paris

(2) Agence de presse Novosti, Moscou, 1985

prévoient l'extraction de 780-800 millions de tonnes de charbon en 1990. L'accroissement doit être obtenu grâce au seul gain de la productivité du travail. Il s'agit notamment d'accélérer la mise en valeur des bassins houillers de Koutznetsk, d'Ekibastouz, de Kamsk-Atchinsk et autres bassins de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient. Un rôle important est dévolu au bassin de Kamsk-Atchinsk, qui s'étend sur une longueur d'environ 800 km le long de la "magistrale" transsibérienne. Ce bassin recèle des couches d'une épaisseur variant de 45 à 60 et à 100 mètres et cela à une profondeur très faible. L'exploitation à ciel ouvert est largement possible. La modernisation du bassin du Donetz figure également au programme (production d'anthracites de très bonne qualité).

Le pétrole

En 1984, l'URSS avec une production de 613 millions de tonnes se trouvait en tête des pays producteurs de pétrole (Etats-Unis 488,7 millions, Arabie Saoudite 229 millions, Mexique 148 millions, Royaume-Uni 125,9 millions, et autres). En 1974, le Royaume-Uni n'avait produit que 88.000 tonnes.

De 1974 à 1984, la production mondiale était restée à peu près inchangée: 2,795 milliards de tonnes en 1984 et 2,793 milliards en 1974; la production totale du Moyen-Orient avait chuté de 1,087 milliard de tonnes à 559,8 millions. En 1984, la capacité de raffinage de l'URSS était la deuxième après celle des Etats-Unis.

Quant aux réserves mondiales prouvées, au 1er janvier 1985, celles-ci se répartissaient comme suit: au total 96 milliards⁽¹⁾, dont 7,5 milliards en Afrique, 4,6 milliards en Amérique du Nord, 12,7 milliards en Amérique latine, 54,3 milliards au Proche-Orient, 2,5 milliards en Extrême-Orient et en Australie, 2,7 milliards en Europe occidentale, 8,5 milliards en URSS et 2,6 milliards en Chine.

En 1984, l'URSS réalisait 21,9 % de la production mondiale; sa part dans la consommation mondiale était de 15,7 %. Avec 129 millions de tonnes, l'URSS était le deuxième exportateur après l'Arabie Saoudite (168 millions) et suivie du Royaume-Uni (79 millions). Il va sans dire que la part du pétrole dans la couverture de la consommation énergétique vers l'an 2000 et au-delà, ne peut être assurée que si les prix pétroliers permettent la couverture des coûts de production croissants. Il est certain, que nonobstant la chute actuelle des prix, ces derniers seront, dans le long

terme substantiellement en hausse. La hausse sera liée à celle des coûts marginaux -inévitables dans le futur- et aux rapports déclinants entre la croissance des réserves et celle de la consommation mondiale. Si, à très long terme, l'épuisement des réserves risque de se traduire par un déséquilibre profond et durable entre l'offre et la demande, et par conséquent, par des prix unitaires qui assureront aux producteurs des taux de rentabilité incomparables à ceux qu'ils connaissent à présent, la chute des prix actuelle pourra logiquement se solder dans le moyen terme par un ralentissement des investissements dans la recherche géologique, les forages et autres, et aboutir bien avant l'horizon 2000, à certaines pénuries et hausses de prix, pires que celles du premier et deuxième choc pétrolier, graves de conséquences d'ordre structurel et conjoncturel, désastreuses pour les nations industrielles et les pays en voie de développement.

Pour ce qui est de la capacité de l'URSS dans le domaine de l'approvisionnement pétrolier, il est douteux que les prix mondiaux des combustibles ne puissent avoir des conséquences sur la production, cela d'autant plus que les coûts marginaux et moyens du pétrole soviétique sont fonction de la nécessité de recourir à l'investissement de certains biens d'équipement et de technologies de pointe, à produire et vraisemblablement à importer dans une large mesure.

Dans ce contexte, l'URSS -compte tenu des coûts croissants de certains de ses nouveaux gisements- pourrait, le cas échéant, avoir intérêt à ne pas développer outre-mesure sa production pétrolière dans les court et moyen termes; par contre, suivant le niveau des prix et ses besoins en devises fortes, elle pourrait vouloir l'accélérer.

Selon les "grandes options" du développement économique et social de l'URSS, prémentionnées, il est prévu que l'extraction pétrolière de l'URSS se situera en 1990 entre 630 et 640 millions de tonnes. L'URSS poursuivra le développement de l'industrie pétrolière en Sibérie occidentale, au Kazakhstan et dans le Nord de la partie européenne du pays. Elle abordera l'exploitation industrielle des gisements de pétrole à grande profondeur de la plaine Caspienne et accélérera la mise en exploitation des gisements de pétrole et de gaz du plateau continental. L'accroissement de la production devra se faire conjointement avec l'implantation systématique

(1) en tonnes

des technologies de pointe dans le domaine du forage et celui de la durée de fonctionnement des puits.

Si l'on tient compte des réserves probables, le potentiel soviétique dépasse celui de l'Arabie Saoudite (1). Toutefois, les conditions technologiques et économiques de la mise en valeur de certaines de ces réserves sont très précaires et coûteuses.

Le charbon et l'énergie nucléaire constitueront en l'an 2000 les énergies de pointe des pays industrialisés. Seul un recours massif à ces énergies permettra d'éviter une forte hausse des importations pétrolières -dont les coûts moyens seront très en hausse- face à l'accroissement de la demande globale d'énergie à la fin du siècle. Selon l'Agence internationale de l'énergie (2), en montant absolu, la consommation de pétrole du monde industrialisé augmentera légèrement de 1460 en 1983 à 1500 millions de tonnes en l'an 2000. Un troisième choc pétrolier ne peut pas être exclu si les pays consommateurs ne font pas preuve de discipline et ne contribuent pas au développement de certains investissements dans la production pétrolière. Cela sera d'autant plus nécessaire que malgré le recours massif au charbon et au nucléaire, le pétrole aura à couvrir environ 34 % des besoins énergétiques du monde en l'an 2000.

Quoiqu'il en soit, compte tenu des richesses extraordinaires de l'URSS en gaz naturel, il n'est pas étonnant que le 12e plan quinquennal (1986-1990) ait prévu que le gaz naturel occupera bientôt la première place dans le bilan énergétique soviétique.

Le gaz naturel

En 1984, les principaux producteurs de gaz naturel étaient les pays suivants: URSS 587 milliards de m³ (35,2 %), Etats-Unis 487 milliards (29,2 %), Canada 78 milliards (4,7 %), Pays-Bas 75 milliards (4,5 %), Algérie 44 milliards (2,6 %), Royaume-Uni 40 milliards (2,4 %), Roumanie 40 milliards (2,4 %), Mexique 30 milliards (1,8%), Norvège 26 milliards (1,6 %), Indonésie 26 milliards (1,6 %) et autres.

De 1974 à 1984, le commerce mondial a totalisé 210,310 millions de m³. Les dix premiers exportateurs et importateurs (en millions de m³):

URSS	66.030	R.F.A.	38.200
Pays-Bas	36.600	Japon	35.600
Norvège	25.000	Etats-Unis	24.420
Canada	21.400	France	21.770
Algérie	17.750	Italie	19.690
Indonésie	17.700	Royaume-Uni	11.700
Malaisie	13.040	Tchécoslovaquie	9.300
Abou Dhabi	3.500	Belgique-	
Afghanistan	2.400	Luxembourg	9.270
Bolivie	2.200	R.D.A.	6.500
		Pologne	4.600

(3)

Les exportations de gaz naturel de l'URSS vers l'Europe occidentale se chiffraient à quelque 33 milliards de m³ en 1984 et devraient atteindre 57 milliards de m³ en 1990. En 1984, pour une grande part, la croissance des exportations de gaz naturel soviétique a été due à l'augmentation de 21 % des livraisons à l'Autriche, à la France, à la R.F.A. et à la Yougoslavie.

Tandis que la part des Etats-Unis et du Canada dans la consommation mondiale a diminué considérablement depuis 1979 à aujourd'hui, celle des pays de l'Est passait de 21 à 37 %. Celle de l'Europe occidentale avait presque doublé (de 7,8 à 13,8%). Pendant les dernières années, l'URSS a multiplié surtout ses contrats d'exportation de gaz naturel: deux nouveaux contrats avec l'Italie (8 milliards de m³ par an). L'URSS construit de nouveaux gazoducs; un vers la Turquie via la Bulgarie, un autre entre Iambourg et les pays du CAEM (4600 km), devront permettre d'accroître de 70 % les livraisons de gaz à ces pays et, en échange, de réduire les livraisons de pétrole. A signaler que la baisse des prix du fuel oil résiduel entraîne régulièrement celle des prix du gaz naturel. D'ores et déjà, un nombre important de contrats gaz ont été renégociés sur le marché européen.

Quoiqu'il en soit, et sans préjudice des décisions que les autorités soviétiques pourraient prendre dorénavant en fonction de l'évolution des prix pétroliers, le nouveau plan quinquennal a prévu de porter en 1990 la production de gaz à 835-850 milliards de m³. Il est prévu notamment l'accélération de la mise en exploitation des gisements de condensats de gaz de Karatchaganakskoïe, de Iambourg, d'Astrakhan et autres. Il est prévu également de mettre sur pied l'extraction de gaz dans la presqu'île de Iamal, de commencer l'exploitation industrielle des gisements de la plaine Caspienne et autres. La productivité du travail devrait s'accroître au moins 1,4 fois (1).

(1) Les grandes options du développement économique et social de l'URSS pour 1986-1990 et jusqu'à l'an 2000

(1) Manfred Grothwohl, Energie Versorgung, de Gruyter

(2) Agence internationale de l'énergie, Revue des politiques énergétiques des pays membres, juin 1985

(3) Images économiques, 1984 et 1985, Sedes, Paris

Dans quelle mesure les pays de l'Est de l'Europe pourront-ils contribuer à remédier aux déséquilibres énergétiques de l'Europe occidentale à l'horizon 2000 et au-delà ?

L'équilibre mondial

De 3,3 Gtep en 1960, la consommation mondiale d'énergie s'est élevée à 6,8 Gtep en 1978. Malgré la baisse des taux de croissance de la consommation énergétique, elle pourrait atteindre 13,8 à 18 Gtep en 2020, après être passée par 10,1 à 11,7 Gtep en 2000. Les volumes en question sont impressionnants (en 2020, le double ou le triple de 1978 suivant les scénarios).

La consommation de charbon s'était notablement affaiblie entre 1960 et 1978 (de 36 % à 25 % du bilan mondial). Compte tenu de la hausse inévitable des prix pétroliers à long terme, le charbon devrait redevenir après 2000 l'énergie mondiale directrice (entre 3 et 4 Gtep vers l'an 2000 et 4,4 à 5,7 Gtep en 2020 (I)).

Le gaz naturel préservera à long terme sa part de 17 % (1,2 Gtep en 1978, de 2 à 2,4 Gtep en 2000 et 2,4 à 3,2 Gtep en 2020).

Le pétrole verra sa part diminuer dans l'approvisionnement mondial d'environ 40 % en 1978 à environ 30 % en 2000 et 20 % en 2020.

En ce qui concerne la production d'énergie au niveau mondial, l'écart brut total entre l'offre et la demande reste limitée à 3-5 % de la demande. Elle ne diffère structurellement de la consommation que par les variations de stocks, les soutes et les usages non-énergétiques. C'est la production pétrolière qui s'éloigne le plus de la consommation.

Le volume du commerce inter-régional va s'accroître légèrement: 1,85 Gtep en 2000 et plus de 2 Gtep en 2020. Cependant, en pourcentage de la consommation mondiale, avec la régression du pétrole, il tendra plutôt à se comprimer. Les échanges de combustibles évolueront différemment: le commerce charbonnier progressera très certainement. En 1978, il représentait 5 % du commerce inter-régional global. Il y participera pour 17 % en 2000 et pour 33 % en 2020. Le gaz naturel suivra une évolution parallèle jusqu'en 2000 (3 % en 1978, 13 % en 2000 et 16 % en 2020). Le pétrole décrochera. En 2020, il ne contribuera plus qu'à la moitié du commerce mondial (contre 92 % en 1978 et 70 % environ en 2000).

Coopération ou tensions accrues

La solution de l'équilibre entre l'offre et la demande énergétiques à moyen et à long terme, très précaire sur le plan mondial et inter-régional, ne peut aboutir à des résultats satisfaisants que dans un climat

(I) Energie 2000-2020, équilibre mondial et tensions régionales, J.R. Frisch, 12e Congrès de la Conférence mondiale de l'énergie - E.D.F.

de coopération de tous les intéressés, producteurs et consommateurs. Le meilleur équilibre entre l'offre et la demande à long terme ne peut être assuré que dans un monde pacifique où la croissance économique s'établit à un niveau qui correspond aux aspirations communes des pays industriels et du Tiers Monde.

Compte tenu des délais très longs qui séparent les investissements et la production subséquente dans le domaine énergétique, compte tenu également de certaines rigidités et inélasticités du côté de l'offre et de la demande, des variations brutales et contrariantes des prix pétroliers notamment, il apparaît que les mécanismes de l'économie de marché (oligopolistique ou classique) ne sont pas de nature à assurer l'équation entre l'offre et la demande dans les conditions optimales. Une politique favorable à l'optimisation devrait être axée davantage sur les mécanismes de l'économie contractuelle, assouplissant au maximum les mouvements erratiques des prix et notamment les chutes et hausses extravagantes, susceptibles de désorienter les consommateurs et les investisseurs. D'un autre côté, la rareté et la hausse de prix de certains combustibles et autres matières premières -notamment ceux du pétrole, inévitables dans le long terme- sont aggravées sérieusement par le gaspillage en fonction de la spirale ascendante de l'armement outrancier, qui raréfie les ressources, appauvrit l'humanité et sape les fondements réels de la sécurité.

Suivant le rapport RIO (Reshaping the International Order), pendant les années soixante-dix, les industries d'armement des Etats-Unis consommaient 14 % de la bauxite, 13 % du cuivre, 11,3 % du plomb, 11 % du zinc, 17 % du nickel, 9,3 % du molybdène, 8,8 % de l'étain, 7,6 % du charbon, 7,5 % du fer et manganèse, 4,8 % du pétrole et autres de la consommation nationale (I). A l'échelle mondiale, les industries de l'armement comptent parmi les gros consommateurs de matières premières rares et très rares, et aggraveront sensiblement les problèmes d'adéquation de l'offre et de la demande de certaines matières.

La croissance de l'économie d'armement désoriente les facteurs de production de leur véritable mission humanitaire, suscite la méfiance et le développement des tendances autarciques, contraires aux règles de la division internationale du travail. Elle contrarie les échanges intra- et inter-régionaux qui devraient se faire en fonction des coûts comparés et de la complémentarité. En dissociant et en compartimentant le tissu de l'économie mondiale et européenne (Est-Ouest), la course incessante à l'armement (Wehrwirtschaft antérieure à la guerre de 1939-1945) épuise les nations et

(I) RIO-Bericht, Wir haben nur eine Zukunft, Leitung: Jan Tinbergen, Westdeutscher Verlag

particulièrement celles qui sont pauvres en ressources naturelles et énergétiques; elle coupe l'Europe en deux et ne contribue en rien au renforcement de l'interdépendance et de la solidarité économique inter-régionales.

Moralement, il existe une contradiction évidente entre les recommandations officielles favorables aux "économies d'énergie" et le gaspillage provoqué par les industries d'armement. Il existe également un désaccord total entre les Accords de Helsinki, favorables à la coopération intra-européenne dans le domaine scientifique et technologique et les mécanismes discriminatoires inhérents à la politique de force et de puissance consacrée par la course à l'armement.

La situation énergétique de l'Europe en 2000 et 2020

Selon certaines prévisions présentées au 12e Congrès de la Conférence mondiale de l'énergie, la consommation énergétique de l'Europe occidentale devrait atteindre 1,7 à 1,9 Gtep en l'an 2000 et 2,1 à 2,4 Gtep en 2020. L'Europe de l'Ouest a des moyens de production très limités; elle dépend de l'extérieur pour la moitié de la couverture de ses besoins. Toutes ses ressources énergétiques, à l'exception des énergies nouvelles, déclinent. Sa production pétrolière et celle du gaz naturel culmineront avant la fin du siècle et redescendront vers l'an 2000. L'Europe occidentale enregistrera un déficit chronique dans ses échanges d'énergie. Certains estiment qu'en 2020, le déficit global atteindra entre 700 et 1000 Mtep. La structure des importations devrait largement évoluer, le pétrole faisant place au charbon et au gaz (35 % respectivement 20 % des importations régionales en 2020). Cette meilleure diversification permettrait de réduire les tonnages de brut importés de 660 Mtep en 1978 à 350-400 Mtep en 2020.

A l'Est de l'Europe, le charbon a mieux résisté à la poussée pétrolière qui a été contenue par un recours massif au gaz naturel.

Grâce à l'abondance des réserves de charbon et de gaz naturel, grâce au soutien de l'hydraulique et du nucléaire, l'Est sera en mesure de limiter l'inévitable expansion de la demande de pétrole en 2000 et notamment en 2020. Normalement, la politique de l'indépendance énergétique et les larges échanges intra-régionaux du CAEM, ne réservent au marché extérieur que des quantités assez limitées. Ces quantités furent augmentées considérablement pendant les années soixante-dix et quatre-vingt. Elles sont susceptibles d'être augmentées substantiellement dans l'hypothèse de la coexistence pacifique et d'une meilleure coopération économique et financière Est-Ouest. Pour l'Europe occidentale, la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la coexistence pacifique sont intimement liées. Le tableau de l'annexe 2 fournit quelques renseignements sur la production énergétique globale et la structure de la consommation énergétique de l'URSS, en comparaison avec celles de certains autres pays gros consommateurs.

Evaluation de la capacité d'exportation de produits énergétiques des pays de l'Est

Vu les circonstances politiques et économiques en vigueur notamment le coût élevé des investissements requis pour assurer le développement des ressources énergétiques dans le long terme, aggravé par les surcharges en matière d'équipement et de technologies de pointe, de crédits et autres- il n'est pas certain que l'URSS trouve un intérêt réel à orienter le développement de sa production énergétique en fonction des besoins spécifiques de l'Europe occidentale, à l'horizon 2000 et au-delà.

De nombreuses études ont été faites dans le but de savoir à quel point l'URSS sera prochainement en mesure de contribuer à la couverture des besoins énergétiques de l'Europe occidentale. Les réponses sont souvent attiguées sinon pessimistes.

Sous l'effet de la crise économique à l'Ouest et des retombées de la politique de confrontation, les échanges Est-Ouest n'ont pas progressé depuis 1980 (1).

Le partage de l'Europe en deux zones d'influence fit qu'en 1953 la part des échanges avec l'Est dans le commerce de l'Europe occidentale atteignait que le quart de ce qu'elle était avant-guerre. La courbe commença à monter dès 1954, avec les premières mesures de libéralisation des notes d'exportation décidées par les pays de l'OCDE. Dès 1960, on assiste à une intensification des échanges. La crise du pétrole en 1973 exerce une influence décisive sur les importations d'Europe occidentale de pétrole soviétique, roumain et charbon polonais. Dès 1980, les problèmes de la balance des paiements contraignent nombre de pays de l'Est à négocier des réajustements de leurs dettes. Depuis 1980, le commerce Est-Ouest est en déclin. En 1984, l'Europe occidentale a exporté pour 30 milliards 913 millions \$ vers l'Est, alors qu'elle importait pour 41,938 milliards \$. En 1985, les ventes de l'URSS vers les pays de l'Europe orientale ont stagné et chuté de quelque 14 % vers l'Europe occidentale. Tandis que la balance commerciale de l'URSS avec l'Europe occidentale a été positive de 1980 à 1984, elle a accusé un solde négatif en 1985 (1).

En ce qui concerne les importations d'énergie de l'Europe occidentale en provenance de l'Est, celles-ci ont atteint en 1984 le montant record de plus de 100 millions de tonnes équivalent-pétrole (11 % des besoins énergétiques de l'Europe des Dix). Le pétrole brut et les produits pétroliers couvraient le tiers des besoins d'importation de pétrole de la

(1) Journal de Genève du 5 décembre 1985, Echanges Est-Ouest, en constant déclin depuis 1980

Communauté européenne en 1984, le gaz naturel soviétique 35 % et le charbon polonais 21 %. En 1985, les exportations énergétiques vers l'Ouest furent en régression.

La chute des cours du pétrole, et par là même les prix du gaz naturel, pourraient avoir des conséquences économiques et financières très mauvaises pour l'URSS, dont quelque 80 % des revenus totaux à l'exportation seraient affectés et dont le manque à gagner au chapitre des produits énergétiques est évalué entre 5 et 7 milliards de dollars pour les seuls échanges avec l'Ouest.

Certains experts occidentaux doutent qu'il soit possible pour l'URSS de maintenir sa production pétrolière de 12 millions de barils/jour (600 millions de tonnes par an). Les besoins de devises fortes exigeront néanmoins à l'avenir que l'URSS continue à exporter des quantités importantes de pétrole: les exportations d'énergie vers les pays non-communistes représentent en effet 80 % des recettes soviétiques en devises fortes, le pétrole et les produits pétroliers intervenant à eux seuls pour 60 %. La Communauté européenne qui est optimiste en ce qui concerne les capacités de fourniture des pays de l'Est en matière de gaz naturel et de charbon, est beaucoup plus réservée pour ce qui est du pétrole.

L'étude de GOPA-CONSEILS

Une étude faite par GOPA-CONSEILS (R.F.A.) en 1982, pour le compte de la Commission de la Communauté européenne, ayant pour objet l'évaluation de l'évolution future des capacités d'exportation de produits énergétiques de l'Est, aboutit, elle aussi, à des conclusions mitigées, plutôt pessimistes. L'étude est basée sur des facteurs technologiques, politiques, administratifs, institutionnels et économiques. Cinq scénarios ont été analysés et notamment celui où l'URSS voudra développer sa production de gaz naturel au maximum, cela afin de substituer chez lui et dans la plupart des pays du CAEM le gaz au pétrole; celui également où l'URSS, soucieuse de garantir son propre approvisionnement à long terme, aurait intérêt à freiner sa production -pétrolière notamment- dans le court et le moyen terme, celui enfin, où les pays occidentaux voudraient imposer à l'URSS des restrictions dans le transfert de certains équipements et technologies de pointe.

La conclusion générale tirée par COPA-CONSEILS est la suivante: il est peu probable que les exportations de produits énergétiques par l'URSS et les pays de l'Europe orientale soient menacées par certaines insuffisances dans le domaine de la technologie ou par des restrictions en provenance des réserves connues et estimées. Il faut considérer plutôt le problème des exportations soviétiques en fonction des prix de vente

des produits déterminés par l'offre et la demande sur le marché mondial.

Dans le secteur énergétique le plus controversé, celui du pétrole brut, ce ne sont, dans les premières décennies, ni les réserves ni la technologie qui entraveront la production, mais essentiellement les investissements qui, eux, dépendent des dispositions financières et des prix. A long terme, la rentabilité financière des investissements pétroliers ne fait pas de doute et l'URSS sera certainement en état d'assurer une part importante des besoins pétroliers de l'Europe occidentale (au-delà des engagements existant actuellement). Par ailleurs, les surplus seront normalement très considérables en ce qui concerne le gaz naturel et le charbon. D'ici à 1990, la situation sera sensiblement différente.

L'expertise de GOPA-CONSEILS date de 1982, c'est-à-dire d'une époque où les prix pétroliers, bien qu'en baisse, dépassaient très largement les prix actuels (avril 1986), en chute libre depuis la fin de 1985.

Du coup, dans l'immédiat, les rapports entre les coûts d'exploitation et les prix de vente du pétrole brut évoluent défavorablement pour les producteurs et mettront toujours davantage en difficulté les producteurs marginaux.

Quelle sera dorénavant l'élasticité de l'offre soviétique en matière de pétrole brut en fonction des prix mondiaux ? Sera-t-elle atypique ? En dehors des Soviétiques, nul ne connaît suffisamment l'évolution probable des coûts marginaux des nouveaux gisements dont la mise en exploitation est prévue par le nouveau plan quinquennal. Selon "Les grandes options du développement économique et social de l'URSS pour 1986-1990 et jusqu'à l'an 2000", le recours accéléré aux technologies de pointe permettra à l'URSS d'améliorer la productivité. "Accroître l'efficacité de l'extraction de pétrole en appliquant des schémas rationnels d'exploitation des gisements, en perfectionnant la technologie du forage, en améliorant l'équipement technique, en implantant largement les méthodes modernes d'accroissement du rendement en pétrole des couches et en implantant des technologies de pointe. Accroître de 1,4-1,8 fois la période de fonctionnement des puits entre les réparations. Porter à au moins 90 % en 1990, l'utilisation du gaz associé au pétrole."

Dans le long terme, le déclin quantitatif du pétrole brut étant absolument certain, la baisse actuelle des prix ne peut être que temporaire. Dans l'immédiat, la baisse en cours ne pourra stimuler l'ardeur des Soviétiques à produire des surplus pétroliers à destination de l'Ouest, hormis le cas où les besoins en devises fortes pourraient en décider autrement. Les "grandes options" précitées mettent l'accent sur le développement

très considérable de la production de gaz naturel et sa substitution progressive au pétrole en URSS et dans les autres pays du CAEM.

La structure du commerce extérieur soviétique sera orientée davantage en fonction d'une diversification plus prononcée des produits à l'exportation, et notamment par le rôle plus important des produits manufacturés, requérant davantage de know-how et de valeur ajoutée. En ce qui concerne les relations extérieures, les "grandes options" autant que le "Programme complexe du progrès scientifique et technique des pays membres du CAEM jusqu'à l'an 2000"⁽¹⁾ insistent sur la nécessité du développement maximum de la coopération et de l'intégration économique au sein de leur association. L'intégration en question devrait améliorer la capacité productive des pays du CAEM dans le domaine des produits manufacturés destinés à l'exportation. Les mesures prémentionnées ne devraient pas empêcher le développement "sur une base mutuellement avantageuse et sur un pied d'égalité des rapports commerciaux, économiques, scientifiques et techniques stables avec les pays capitalistes intéressés, perfectionner les formes de coopération avec ces derniers". Elles devraient notamment "améliorer la structure du commerce avec les pays étrangers, en accroissant, notamment, la vente de machines, d'équipements et d'autres articles à haut degré de transformation"⁽²⁾.

A tout prendre, il semble bien que l'URSS et les pays de l'Europe orientale s'emploieront désormais à diversifier davantage la gamme de leurs produits à l'exportation et à réduire en même temps la part relative des produits énergétiques, éventuellement la part absolue du pétrole brut.

(1) Programme complexe du progrès scientifique et technique des pays membres du CAEM jusqu'à l'an 2000

(2) Les grandes options du développement économique et social de l'URSS pour 1986-1990 et jusqu'à l'an 2000

Réflexions terminales

Le commerce Est-Ouest qui n'atteint que trois à quatre pour cent du commerce mondial, fait apparaître certaines absences de symétrie, notamment en ce qui concerne son importance relative dans les échanges des protagonistes (il atteint environ 25 % du commerce extérieur des pays du CAEM contre 1 à 4 % pour ceux de l'AELE et 2 à 3 % pour la Communauté européenne) et le monolithisme structurel de la balance commerciale de certains pays du CAEM, marquée par la prédominance outrancière des produits énergétiques.

On ne saurait démentir l'académicien Oleg Bogomolow lorsqu'il affirme que les perspectives d'avenir des échanges Est-Ouest dépendent largement de la suppression de ce monolithisme obsédant. Le protectionnisme et les embargos à l'Ouest, la palette insuffisante et souvent inadaptée des produits fabriqués par les pays de l'Est à destination de la clientèle occidentale -et cela nonobstant les efforts certains produits au sein du CAEM pour y remédier- se trouvent à l'origine de cet état de choses. Tant que les prix des carburants et notamment ceux du pétrole brut assuraient à certains pays de l'Est des revenus substantiels, l'acuité des problèmes inhérents au monolithisme prémentionné était supportable. Depuis la chute des prix pétroliers, elle s'est aggravée et devient menaçante.

Les "grandes options du développement économique et social de l'URSS pour 1986-1990 et jusqu'à l'an 2000" et les décisions prises dans le cadre du "Programme complexe du progrès scientifique et technique du CAEM jusqu'à l'an 2000" témoignent de la volonté d'aboutir dans les plus brefs délais à l'intensification accélérée de l'intégration économique des pays socialistes, sans pour autant verser dans l'autarcie intra-régionale.

En s'adressant récemment en direct et par satellite depuis Moscou à Davos aux hommes d'affaires réunis au "Forum économique mondial", N. Ryjkov, président du Conseil des ministres de l'URSS, a confirmé la volonté de son pays de doubler le revenu national d'ici à l'an 2000 et d'augmenter à cet effet la productivité du travail de 4 %. Cet objectif sera atteint par la modernisation accrue de l'appareil de production, l'usage intensif de l'électronique et de la robotique ainsi que par de nouvelles méthodes de gestion. N. Ryjkov n'envisage pas de s'endetter à l'extérieur pour financer la hausse de 20 % de l'investissement prévue jusqu'en 1990. Le premier ministre a invité les entreprises occidentales à participer au financement et à la réalisation des nouveaux projets⁽²⁾. G. Thorn, président du Forum, a souligné que la position soviétique dans le domaine de la coopération internationale ouvre la possibilité d'efforts collectifs pour renforcer la

(1) productivité annuelle

(2) Journal de Genève, 6 février 1986

paix, la sécurité internationale et la détente, la coopération mutuelle avantageuse.

En ce qui concerne le développement des échanges internationaux en fonction des coûts comparés, ces derniers ne sont pas mis en cause par les pays socialistes à économie planifiée.

Rappelons qu'en vertu de la théorie des coûts comparés, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il possède un avantage relatif par rapport à ses partenaires.

Si les principes des coûts comparés ne sont pas mis en cause, il n'en va pas de même pour ce qui est du choix des mécanismes susceptibles de matérialiser le raisonnement théorique; faut-il en l'occurrence avoir recours à l'économie de marché, à l'interventionnisme ou à la planification économique ?

Si l'application des coûts comparés implique la nécessité du "libre échange", il ne faut pas confondre la notion du "libre échange" avec celle du "libéralisme" proprement dit, c'est-à-dire avec les mécanismes de "l'économie de marché", qui règlent l'activité économique par les automatismes en fonction des prix.

Contrairement à l'opinion de certains économistes occidentaux -qui affirment que le développement rationnel des échanges ne peut s'opérer que dans le cadre de "l'économie de marché"-, la mise en application des coûts comparés peut être conçue et matérialisée parfaitement bien par le truchement de l'administration du commerce extérieur des pays socialistes, disposant, grâce au système de la planification, d'une vision complète du phénomène de l'échange ainsi que des indicateurs et des moyens d'exécution requis.

L'éminent économiste britannique R.F. Harrod, dans son excellent ouvrage "International Economics" (1), a mis en évidence les possibilités réelles pour les services de la planification, de maximiser les avantages réels des coûts comparés et de contribuer efficacement au développement des échanges internationaux.

Pour être efficaces, les échanges internationaux orientés par les coûts comparés, ne doivent pas être en butte aux interférences discriminatoires et protectionnistes occasionnées par des mesures douanières et politiques exorbitantes (droits de douane et contingentements prohibitifs, embargos et autres). Ainsi, les droits d'entrée applicables aux machines-outils travaillant les métaux par coupe, importées de l'URSS aux Etats-Unis sont 5 à 6 fois supérieurs aux tarifs applicables aux machines en provenance d'autres pays, ils sont 4 fois plus élevés pour les tracteurs, 6 fois pour

(1) R.F. Harrod, International Economics, Cambridge, University Press

les roulements à billes et 12 fois pour les bateaux de plaisance. Des droits de douane très élevés (plus de 50 %) sont également perçus par les pays de la Communauté européenne sur les machines et équipements soviétiques (1).

Compte tenu de la répartition inégale des principales ressources énergétiques et en vertu de l'application des coûts comparés -nonobstant le développement futur de la gamme des produits manufacturés destinés à l'exportation-, il est certain que les combustibles continueront à occuper une place très importante dans l'inventaire des échanges Est-Ouest. La coopération des pays occidentaux dans la mise en valeur des ressources énergétiques de certains pays de l'Est s'avère opportune et nécessaire; elle est indispensable pour prévenir les pays de la Communauté européenne contre les aléas évidents de leur approvisionnement énergétique.

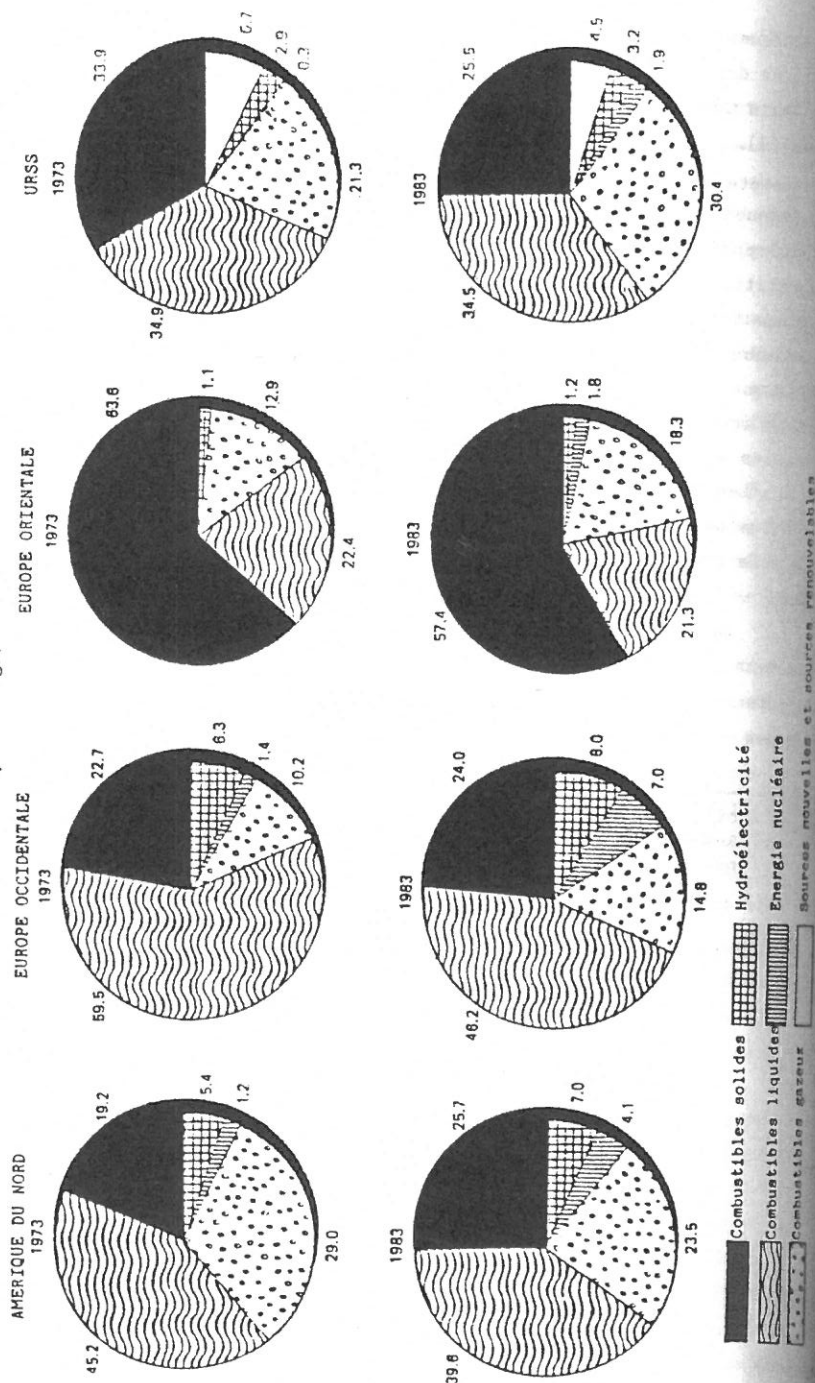
Les efforts de diversification de la Communauté européenne dans le domaine de la consommation énergétique et notamment sa politique favorable à la croissance de la consommation de gaz naturel sont devenus évidents.

Le tableau ci-après illustre les changements structurels intervenus dans les bilans de la consommation énergétique, très favorables au développement du gaz (dont l'URSS possède environ la moitié des réserves mondiales alors que celles de l'Amérique du Nord sont en déclin) (2)

(1) A. Kirilov, Le matériel soviétique sur les marchés occidentaux: Y a-t-il des possibilités d'en élargir les exportations ? (Vnechnaya trgovlia - APN)

(2) voir tableau page 39

Consommation d'énergie primaire par source d'énergie primaire
(pourcentage)



Combustibles solides
Combustibles liquides
Combustibles gazeux
Hydroélectricité
Energie nucléaire
Sources nouvelles et sources renouvelables

Dans le passé, les formes de coopération dans le domaine énergétique ont été très variées; cependant la plupart des contrats révèlent des traits communs: allocations de crédit par les consortiums bancaires, assorties de garanties gouvernementales; les crédits sont destinés à financer la fourniture des équipements nécessaires à la mise en exploitation. Les prêts sont remboursés grâce aux recettes en provenance de la fourniture des produits (I).

En 1968, l'URSS a conclu un contrat avec l'Autriche portant sur la fourniture de gaz naturel en échange de tubes et de crédits (en commun avec des entreprises ouest-allemandes). En 1977, un nouveau contrat avait pour objet la fourniture d'un supplément de gaz et des fournitures de courant électrique, de pétrole et d'uranium. En contrepartie, des firmes autrichiennes s'engageaient à fournir des pompes et autres équipements pour l'exploitation du gaz liquéfié.

Diverses firmes britanniques ont conclu avec l'URSS des contrats portant sur la fourniture de biens d'équipement contre celle de pétrole. Les contrats déterminent les modalités de livraison de la mise en place de plateformes et d'équipements offshore, la fourniture de compresseurs et de turbines pour l'exploitation du gaz et autres.

En 1974, la firme Mannesmann AG a fourni de fortes quantités de tubes en acier en échange de fournitures de gaz naturel. En 1980 un contrat de longue durée a été conclu entre la République Fédérale Allemande et l'URSS. Ce contrat a pour objet la fourniture de gaz naturel par la voie d'un pipeline de 4500 km à construire avec le matériel engagé par l'Allemagne.

En 1975, la France a conclu avec l'URSS un contrat-cadre, destiné à régler les contrats individuels des firmes françaises. Ces contrats prévoient la fourniture d'une installation complexe de traitement du gaz naturel, des compresseurs, une fabrique d'ammoniac, une exploitation offshore, du matériel destiné à l'enrichissement de l'uranium et autres.

Entre l'Italie et l'URSS, toute une gamme de contrats furent conclus ayant pour objet la fourniture de gaz naturel et de pétrole brut; d'autres concernent l'uranium enrichi. Il est prévu que les firmes italiennes fournissent des valves pour les pipelines du gaz, qu'elles construisent un complexe de production de paraffine et autres.

Pour assurer, à long terme, l'approvisionnement en gaz naturel des pays occidentaux, certaines nouvelles formes d'exploitation devraient compléter avantageusement celles déjà en place. En 1985, la Sibirie occidentale a produit 370 milliards de m³ de gaz. Les difficultés de la mise en œuvre de ces projets ont été soulignées dans le rapport de l'IEA, *IEA-CONSEILS, The Energy situation in eastern Europe, october 1982*

en exploitation sont reflétées par le commentaire de Youri Toptchiev, ingénieur en chef de la Direction de la production de gaz dans la région de Tioumen.

Parlant des difficultés qu'il fallait vaincre pour la mise en valeur des gisements de Tioumen, Youri Toptchiev écrit: "Au début, ce pays était pratiquement inhabité, sans sources d'énergie et sans voies de transport. Il n'y avait que des fleuves où la période de la navigation est très courte. En hiver les températures atteignent -60 degrés C. Aujourd'hui, Tioumen est liée par une voie ferrée de 1500 km de long avec Ourengoï et par une puissante ligne de transport d'énergie électrique avec Sourgout. La ville a ses propres centrales électriques. Dans la Toundra, on a vu surgir les villes de Nadym, de Novy Ourengoï et de Nofabrsk, dont chacune a une population de 60.000 habitants. En 1990, l'extraction de gaz en Union Soviétique atteindra 830-850 milliards de m³, dont 70 % seront livrés par Tioumen. Notre tâche consiste à accélérer la mise en valeur du gisement de Iambourg. Celui-ci est le deuxième gisement au monde (après celui d'Ourengoï). C'est grâce à lui uniquement que l'URSS augmentera sa production de gaz dans le quinquennal 1986-1990. Iambourg est situé encore plus au nord, dans la zone de la merzlotà à 70 % de glace, et il sera encore plus difficile d'y vivre et d'y travailler qu'à Ourengoï. On y est en train de construire une citée habitée déjà par des centaines de bâtisseurs et de travailleurs des exploitations gazières, les premiers puits d'extraction sont déjà forés et une centrale électrique consomme le gaz qu'ils fournissent. Il y aura six gazoducs de 1420 mm de diamètre et d'une longueur totale de plus de 20.000 km. Ils achemineront le gaz de Iambourg vers les régions centrales du pays, vers la Transcaucasie et l'Ukraine, et l'un d'eux vers les pays du CAEM" (1).

L'approvisionnement énergétique de l'Europe occidentale -dans le long terme- ne sera pas facile. Dans ce contexte, le développement des contrats de longue durée et l'assouplissement des statuts régissant les joint ventures et les entreprises mixtes seront de rigueur. A. Borissov, chef de département à la direction du commerce avec les pays occidentaux (Ministère du Commerce extérieur de l'URSS), traitant de la coopération dans le cadre des relations économiques entre l'URSS et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (XIe session de la Commission mixte intergouvernementale pour la coopération économique, scientifique et technique), a mis en évidence la volonté de faire progresser les échanges Est-Ouest par le truchement des contrats de coopération à long terme et l'activité transcendante des entreprises mixtes (2).

(1) Les Nouvelles de Moscou, 16 mars 1986, Le gaz de Tioumen: Bilan et Perspectives

(2) URSS-UEBL, XIe session de la Commission mixte, "Commerce Extérieur", Moscou, No 4, 1985

Un autre problème très important relevant du commerce Est-Ouest est celui des balances commerciales et de paiements courants. Dans ce domaine, l'esprit "mercantiliste" (la recherche systématique des excédents d'exportation) est à bannir. Dans le moyen et le long terme, les importations et les exportations de part et d'autre devraient s'équilibrer et ne pas aboutir à des déficits et des emprunts ruineux. La politique des prêts, si importante et urgente soit-elle, ne doit pas faire abstraction du problème de l'équilibre des échanges. Malgré la chute des cours pétroliers et de la principale source de devises soviétiques, A. Aristov, ministre du commerce extérieur pense qu'il n'est pas question pour l'URSS de recourir à des emprunts qui alourdiraient sa dette extérieure encore très gérable. A défaut du maintien d'un volume d'exportation suffisant à destination des pays de l'Ouest, ce seraient les importations de biens occidentaux qui en pâtiraient (1).

Il existe sans doute une interdépendance étroite entre la croissance économique de chacun des protagonistes et celle de leurs échanges. Il est difficile d'affirmer dans quelle mesure le commerce extérieur doit jouer le rôle de locomotive de la croissance intérieure, ou inversement. L'effet multiplicateur du commerce extérieur est sans doute des plus importants; cependant, la dynamique de la croissance de la plupart des nations repose avant tout sur celle de l'évolution des flux, des forces et des structures internes. A cet égard, le déploiement judicieux des éléments multiplicateurs et accélérateurs sur le plan intérieur, ceux de la politique conjoncturelle et de plein-emploi, constituent des facteurs indispensables à la croissance de l'économie nationale et internationale. Quel que soit l'attachement des pays de l'Ouest aux automatismes de l'économie de marché, il apparaît clairement qu'en face des rigidités d'ordre structurel et conjoncturel en présence, seule une programmation plus vaste et plus profonde pourra remédier aux disparités et distorsions très préjudiciables et durables, aggravant les coûts matériels et humains.

Dans cet ordre d'idées, l'expansion du commerce Est-Ouest requiert de toute évidence une concertation appropriée entre les organes de la Communauté européenne et le CAEM. Compte tenu de la compétence croissante de ce dernier dans le domaine de la coordination des plans nationaux, compte tenu de sa mission dans le domaine de l'intégration scientifique et technologique, il est certain que le CAEM pourra exercer une influence considérable sur les échanges avec les tiers. Dès lors, l'institution de certains rapports organiques entre la Communauté européenne et le CAEM pourrait se justifier davantage que dans le passé. Elle devrait aller de pair avec

(1) Le Monde, 5 avril 1986, l'URSS cherche à revenir sur le marché des produits pétroliers

l'amélioration de certains éléments exogènes de nature à influencer profondément l'orientation et le développement des relations Est-Ouest. Il s'agit, en l'occurrence, de la mentalité favorable à la coexistence pacifique et au renforcement de la sécurité par le truchement de la coopération économique. A l'opposé, comme l'a affirmé M. H. Vogel, directeur de l'Institut fédéral des études sur les sciences de l'Est et des études internationales de la R.F.A., "toute politique qui considère la subversion soviétique comme l'élément moteur de n'importe quel conflit régional quelque part dans le monde....débouche sur une stratégie de guerre économique totale qui s'avère inacceptable pour l'Europe occidentale" (I).

Malgré certaines apparences, il est certain que les produits énergétiques continueront à jouer un rôle très important dans le commerce Est-Ouest. Leur importance sera fonction de la croissance économique et du développement de l'ensemble des échanges entre les deux régions. Ce dernier sera déterminé par des facteurs endogènes et exogènes, économiques et politiques, psychologiques et institutionnels. Leur interdépendance et interaction sont durables et déterminantes. Suivant leur orientation l'Europe périlclitera ou survivra. A nous tous de contribuer au succès commun.

(I) Europa-Archiv, Bonn, 10 décembre 1983

Commerce mondial : valeur, par région
(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Exportations															
Pays développés à économie de marché	225,4	252,7	298,5	407,9	544,0	580,3	644,9	730,2	874,6	1 074,4	1 265,2	1 245,2	1 179,3	1 161,9	1 237,5
Amérique du Nord	59,1	62,0	69,8	96,4	131,2	140,0	153,2	162,0	169,1	236,3	283,5	300,1	276,6	270,4	300,2
Europe occidentale	138,4	157,8	188,8	258,6	338,9	365,3	402,9	463,6	559,4	698,6	809,8	750,1	724,7	707,6	726,9
Asie	20,1	24,7	29,4	51,9	56,5	56,9	68,8	82,8	100,5	106,5	133,8	156,1	142,6	150,0	173,8
Pays en développement à économie de marché	54,9	61,2	73,1	108,9	223,8	208,1	251,3	287,0	300,3	415,6	553,4	544,9	480,2	446,6	475,0
OPEP	17,5	23,1	27,3	41,9	126,0	113,4	137,5	151,4	145,8	218,3	307,0	281,2	225,8	179,7	181,1
Pays en développement non producteurs de pétrole	37,4	38,2	45,8	67,0	97,8	94,7	113,9	135,6	154,5	197,3	246,3	263,7	254,4	266,8	293,9
Pays d'Europe à économie planifiée	30,9	33,7	40,0	52,4	65,3	78,1	85,0	98,9	113,0	135,7	156,2	158,0	166,0	174,3	176,3
Europe orientale	18,1	19,9	24,6	31,1	37,9	44,8	47,9	53,8	60,6	71,0	79,7	78,7	79,0	82,9	85,3
Union soviétique	12,8	13,8	15,5	21,3	27,4	33,3	37,2	45,2	52,4	64,7	76,5	79,4	87,0	91,4	91,2
Total partiel	311,2	347,7	411,7	569,2	833,1	866,5	981,3	1 116,1	1 287,9	1 625,7	1 974,8	1 946,2	1 825,5	1 782,7	1 889,0
Pour mémoire															
Région de la CEE	228,4	253,4	298,6	407,3	535,4	583,4	641,1	724,6	861,6	1 070,7	1 249,2	1 208,3	1 167,3	1 132,4	1 203,6
Importations															
Pays développés à économie de marché	241,5	265,7	317,0	436,3	619,2	618,5	708,5	801,2	926,0	1 132,9	1 432,5	1 362,4	1 277,1	1 231,6	1 359,9
Amérique du Nord	58,8	65,1	82,3	102,5	144,0	138,7	170,1	197,8	230,4	276,3	335,8	338,6	307,4	339,7	412,6
Europe occidentale	152,2	168,7	199,3	278,0	385,7	396,7	447,9	506,1	585,6	765,1	924,0	882,1	782,5	748,1	758,9
Asie	20,3	21,3	25,2	40,9	65,5	61,3	68,2	74,9	84,2	117,2	147,1	149,9	138,6	133,2	142,8
Pays en développement à économie de marché	55,0	62,1	70,0	97,1	158,5	183,3	202,0	245,4	286,1	338,5	437,2	491,1	453,4	442,3	442,4
OPEP	9,9	11,5	14,1	20,7	33,4	52,0	63,9	85,8	96,0	98,3	128,4	152,9	156,4	144,9	135,4
Pays en développement non producteurs de pétrole	45,1	5,6	55,9	76,4	125,1	131,3	138,1	159,6	190,1	240,2	308,8	338,2	307,0	297,6	307,0
Pays d'Europe à économie planifiée	30,2	32,7	40,4	53,1	67,5	87,8	92,1	100,9	118,0	133,9	154,0	154,5	152,3	157,1	159,3
Europe orientale	18,4	20,2	24,2	32,2	42,7	50,8	54,0	60,0	67,3	76,1	85,4	81,3	74,6	78,9	78,2
Union soviétique	11,7	12,5	16,2	20,9	24,8	36,9	38,1	40,9	50,7	57,8	68,5	73,2	77,7	80,2	80,1
Total partiel	326,7	360,5	427,5	586,6	845,3	889,5	1 002,6	1 147,6	1 330,2	1 665,2	2 023,7	2 007,9	1 892,8	1 851,2	1 961,6
Pour mémoire															
Région de la CEE	241,2	266,5	322,0	433,6	597,2	623,1	710,2	804,8	934,0	1 175,3	1 393,8	1 314,2	1 242,2	1 234,8	1 330,7

Sources : Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique, octobre 1985, pour les pays à économie planifiée, chiffres du secrétariat de la CEE calculés à partir des publications statistiques nationales.

ENERGIE

	Production		Consommation					
	M Tep	M Tep	%					
			Comb. min. solides	Pétrole brut	Gaz naturel	Elect. prim.		
						hydr.		nucl.
1974	5 774	5 292	32.0	45.4	19.9	2.7		
1983	6 927.5	6 943.2	30.3	40.3	19.1	6.8	3.5	
1984	7 178.9	7 201.6	30.3	39.5	19.6	6.7	3.9	
dont Etats-Unis	1 307.7	1 800.5	24.1	40.2	25.4	5.3	5.0	
Chine	621.1	586.6	79.5	14.6	1.8	4.0	-	
Japon	63.2	362.1	17.7	59.7	9.1	5.5	8.5	
Eur. occid.	702.5	1 206.6	19.8	47.8	15.4	8.4	8.6	
U.R.S.S.	1 573.7	1 322.2	27.0	33.9	33.2	4.0	1.9	

Source : BP Statistical Review

INSTITUT GRAND-DUCAL

Section des sciences morales et politiques

André THILL

La lutte contre la pauvreté

Communication faite le 21 novembre 1988

Avant - propos

La pauvreté constitue, du moins à première vue et aux yeux de beaucoup de nos contemporains, un sujet hors de toute actualité dans notre riche société de consommation caractérisée par d'abondants revenus, par un luxe inouï de la vie privée, par la multiplication du superflu, sinon par le gaspillage des deniers publics et privés. La pauvreté, concède-t-on souvent, se maintient dans les pays sous développés, p.ex. dans les bidonvilles de l'Amérique et de l'Asie, où fleurissent le chômage, l'analphabétisme, le crime, la prostitution et l'exploitation éhontée des faibles.

Et pourtant! D'un côté, même le mieux loti doit avouer que notre prospérité repose sur des assises plus fragiles qu'on ne le pense communément. D'autre part, même dans notre société d'abondance, il existe une pauvreté souvent cachée, de sorte qu'on y trouve un bon nombre d'indigents qui, c'est une honte pour nous tous, échappent à l'attention des instances publiques, comme ils se dérobent au regard superficiel de leurs semblables. Cette pauvreté demeure une plaie réelle et combien douloureuse dans notre société prospère et le problème mérite bien qu'on y réfléchisse sérieusement.

Certes, la pauvreté voire l'indigence ne datent pas de notre époque et nos voisins ne s'en trouvent pas épargnés. Tous ont d'ailleurs, depuis longtemps, élaboré une législation périodiquement adaptée à l'évolution de la situation et destinée à atténuer, sinon à enrayer dans la mesure du possible les effets d'une situation jugée inadmissible. Quelle est l'évolution historique du problème? Comment la situation se présente-t-elle de nos jours? Quelle législation régit la lutte contre la pauvreté dans les autres pays et chez nous? Quel enseignement pouvons-nous en tirer? La loi est-elle à la hauteur des besoins? Quelles sont les perspectives d'avenir? Quelles suggestions pourrions-nous formuler dès à présent?

Voilà le sujet à la fois actuel et vaste qu'aborde ce soir notre confrère André Thill, Président de l'Office des assurances sociales, docteur en droit, diplômé d'études supé-

rieures européennes et de droit comparé, il connaît à fond tant la situation réelle que la législation indigène et étrangère. Fondateur et éditeur de la revue "Questions Sociales", auteur de nombreuses études juridiques consacrées notamment au droit social et au droit du travail, il s'est signalé par une bonne cinquantaine d'articles à l'attention des experts juridiques et il demeure, depuis de longues années, préoccupé par ce problème touchant de près à l'équité sociale et à la dignité humaine sinon aux principes mêmes de notre communauté.

Edmond WAGNER
président de la section

I. Introduction

1. Il est indispensable de s'attarder sur la conception de la pauvreté dans une approche théorique et historique, pour voir ensuite comment le paupérisme a été combattu au fil des temps.
Ce n'est qu'alors qu'on pourra faire le point exact de la question à l'heure actuelle et montrer l'approche moderne du problème en exposant les solutions proposées, ainsi que les caractéristiques de certains systèmes légaux actuels.
2. Le phénomène de la pauvreté a toujours comporté le fait de manquer d'une chose nécessaire, qu'il s'agisse de moyens matériels ou intellectuels. En concevant la pauvreté de la sorte, le concept est compris dans un sens large enveloppant l'Homme en ses besoins matériels et moraux. Le tout est de savoir où commence le seuil du nécessaire.
3. La question se complique encore davantage si l'on considère que sociologiquement parlant, il convient de distinguer entre la pauvreté objective et la pauvreté subjective.
La pauvreté objective est un état de fait consistant dans l'impossibilité pour une personne de se procurer par ses propres capacités le minimum vital déterminé par référence aux besoins d'une société donnée. 1)
La pauvreté subjective ne se contente pas de ce critère objectif, mais y ajoute un élément personnel subjectif, constitué par le sentiment d'être privé d'un bien nécessaire. 2)
Jean-Jacques Rousseau n'a-t-il pas dit que les "seuls biens dont la privation coûte sont ceux auxquels on croit avoir droit".
4. Il est admis de nos jours que la pauvreté dépend de deux données de référence à savoir celle de la variable découlant d'un standard socio-culturel d'une part et celle de la variable du minimum d'existence. Il s'en dégage que la notion de pauvreté est éminemment relative.

5. Si en théorie la pauvreté apparaît comme une notion relative, elle se révèle cependant du point de vue historique être un fait constant, mais variable dans son contenu, sa valeur et son approche. C'est ce qu'il convient de montrer dans les grandes lignes.

II. Aperçu historique

6. Le phénomène social du paupérisme, terme englobant la pauvreté et l'indigence, remonte aux origines des sociétés humaines.
7. Dans l'antiquité primitive l'indigence se retrouvait sous une forme spéciale résultant de l'hiérarchie sociale des classes qui se divisait en hommes libres et esclaves. Comme ces derniers ne disposaient point d'un patrimoine, les esclaves se trouvaient à la merci de leur maître. C'est grâce à l'institution rigoureuse de la famille que l'indigence fut résorbée. En effet, l'esclave se trouvait incorporé dans la famille du maître qui devait veiller à la satisfaction des besoins matériels de l'esclave, contre-partie de son état de servitude personnel qui le privait de liberté et l'abaissait au niveau de bétail humain. Cette privation de liberté est la pire des choses, puisqu'elle se situe sur le plan moral propre à l'homme.
8. Chez les Hébreux, le Deutéronome enjoignit de donner aux pauvres même en dehors des années de remise de dettes. 3)
9. En Grèce on stigmatisait l'homme oisif, exaltant l'hospitalité et la bienfaisance. 4) On fonda des sociétés d'entraide appelées "hétairies". C'étaient des associations de secours mutuel créées entre artisans du même métier qui grâce à des cotisations mensuelles, subvenaient aux besoins de leurs sociétaires dans l'impossibilité de se livrer à une occupation professionnelle utile.
10. A Rome le paupérisme était largement répandu. Dans un but démographique on fit selon Denis d'Halycarnasse, une loi garantissant au citoyen pauvre, père de trois enfants, les

moyens de les élever.

L'exposition des enfants nouveau-nés dénote un état d'indigence particulièrement grave, puisqu'elle prouve la crainte du père (pater familias) de ne pas pouvoir nourrir les enfants. 5) Ce n'est que sous l'Empire que Constantin enleva le droit de propriété au père qui avait exposé un nouveau-né, mais celui-ci garda la puissance paternelle et pouvait selon les dispositions de Dioclétien le réclamer à celui qui l'avait recueilli à condition de lui rembourser les frais de nourriture et d'éducation. 6) Bien des hommes étaient obligés de s'assurer contre le risque de vieillesse au péril de leur vie en s'engageant dans l'armée.

11. La situation des esclaves s'améliora au début de l'Empire à la suite de la loi Petronia par laquelle le maître ne pouvait envoyer l'esclave combattre des animaux féroces lors des Jeux qu'à titre de peine et qu'avec l'autorisation du magistrat.

Un édit de Claude avait décidé que le maître qui avait abandonné un esclave vieux et malade dans une île du Tibre, perdait son droit de propriété sur cet esclave.

Les Empereurs prirent au 2^e siècle d'autres mesures, par exemple en décidant que le maître ne pouvait brutaliser sans cause un esclave. 7) Grâce à la procédure extraordinaire l'esclave obtint la faculté de se plaindre des actes de son maître devant le magistrat. L'esclave avait obtenu une certaine protection légale.

12. La situation des citoyens pauvres et endettés était particulièrement dure, notamment sous l'aspect de l'exécution d'un jugement ou d'un titre équivalent. Le créancier disposait d'une action de la loi aboutissant à la "manus injectio iudicato" lui permettant de s'emparer de la personne du débiteur pour le tuer ou le vendre. Après la loi Poetelia Papiria, l'action tendait à faire travailler le débiteur ou à l'enfermer jusqu'à ce qu'il ait payé. C'était une exécution sur la personne même du débiteur (contrainte par corps). A côté de cette forme d'exécution on trouve

est saisi (missio in possessionem) et vendu au profit des créanciers au plus haut enchérisseur (distractio bonorum). 8) Grâce à l'abandon de ses biens (cessio bonorum), le débiteur évitait la contrainte par corps et l'infamie et ne pouvait plus être tenu à raison de ses dettes anciennes. 9)

La situation du débiteur se trouvant dans l'impossibilité d'exécuter son obligation fut atténuée en ce sens qu'on lui évitait l'exécution rigoureuse en lui accordant un moratoire (mora) ou la faculté de se libérer par une équivalence.

13. La plaie du paupérisme étant toujours actuelle, on instaura la distribution gratuite de grains sous la République 10) en faveur de ceux qui justifiaient de leur état de pauvreté. Du temps de Cicéron la distribution des grains s'étendit à plus du huitième de la population libre. 11) Le nombre des bénéficiaires allait en croissant de sorte que César résolut de fixer le nombre rigoureusement. Le prêteur devait procéder chaque année par tirage au sort entre les pauvres non inscrits pour déterminer ceux qui devaient prendre la place des bénéficiaires décédés. La réglementation aboutit à ce que l'institution des secours alimentaires prenait les traits d'une pension, puisque l'attributaire pouvait céder ou léguer son titre conférant le droit d'obtenir des secours alimentaires. 12) Beaucoup étaient accablés à s'engager dans l'armée romaine afin d'assurer leurs vieux jours au péril des risques de la guerre.
14. L'influence grandissante du christianisme fondé sur la liberté de l'homme et la fraternité, améliora considérablement la condition des "servi" par les facilités apportées à leur affranchissement et la reconnaissance de leur personnalité juridique. Cet état de choses avait deux conséquences dans le domaine qui nous intéresse. D'une part, la désagrégation de l'esclavage entraîna une augmentation considérable du nombre des pauvres. D'autre part le devoir

de constituer des établissements charitables 13), tout en réprimant les abus 14) du vagabondage 15) et de la mendicité 16).

15. Le droit franc rencontra le vagabondage, la mendicité et le paupérisme en obligeant les communautés d'habitants, les fondations pieuses cléricales et les fidèles du roi (leudes) à la charité. 17)
16. Après la chute de l'empire romain et les invasions barbares 18), la société a subi de profondes transformations sociales. La féodalité institue à la place de l'esclavage le servage qui confère au serf une personnalité juridique à vocation patrimoniale et familiale. Grâce à l'essor du défrichement des terres la classe servile comprenait la presque totalité de la population rurale où le phénomène du paupérisme réapparaissait. L'homme n'était pas libre, mais le plus souvent attaché à une seigneurie qu'il ne pouvait quitter à son gré. Il était corvéable 19) et taillable à merci au début. Puis les coutumes vinrent régler cette matière.
17. Bien que la religion chrétienne ne soit pas celle des seuls opprimés, elle ne change pas son enseignement moral basé sur la Bible. La pauvreté reste une vertu et une valeur spirituelle fondée sur l'abnégation et l'humilité. 20) L'aumône constitue pour les riches de ce monde un moyen de rachat des péchés. Le travail est une obligation imposée par Dieu 21) et le bon peuple ne saurait s'y soustraire sous peine de refus d'acceptation de son statut social. En s'opposant à celui-ci l'homme commettrait un acte contraire à la vertu de l'humilité. Etant devenue une religion dominante appelée à réaliser la "societas christiania", il fallait moduler les valeurs de pouvoir doublé de privilèges, et de pauvreté en les adaptant à la réalité changeante. 22)
18. La gestion de la miséricorde engendra sous la haute tutelle des évêques la fondation d'oeuvres pieuses et d'établisse-

ments charitables, qui devaient prendre soin des corps et des âmes en organisant d'abord des diaconies, puis des hôpitaux au Bas-Moyen-Age. Plus tard la classe bourgeoise s'associa à la création d'établissements hospitaliers et d'hospices. 23)

19. Si le phénomène de la pauvreté se trouvait combattu par la constitution de confréries et d'ordres religieux fondés ou réorganisés au XIII^e siècle qui professaient de ne vivre que de la charité 24), remarquons que l'existence de ces ordres ne répondait pas seulement au vœu d'embrasser une vie ascétique, mais a permis à l'Eglise de contenir le mouvement de ceux qui, en opposition aux structures sociales d'alors, se réfugiaient dans une pauvreté volontaire rejetant la domination des classes privilégiées.
20. L'évolution économique, l'augmentation des flux marchands et l'essor des villes aux XI^e et XII^e siècles entraînaient un changement dans l'idée de pauvreté, alors que la richesse s'appréciait surtout en argent. 25)
21. Le régime des terres et plus spécialement la tenure servile consistant en une concession d'une terre par un seigneur à un serf moyennant paiement de redevances (cens), qu'il pouvait fixer arbitrairement n'apporta point de solution valable et durable. En effet, les abus commis par les seigneurs ont abouti à une pauvreté certaine qui a obligé bien des serfs à s'adonner à la mendicité.
22. Mais les affranchissements individuels d'un serf ou d'une famille recommandés par l'Eglise se multipliaient de l'accord de suzerains. N'oublions pas que la royauté donna parfois l'exemple de l'affranchissement des serfs. 26) Il en était de même des affranchissements collectifs des villages contre perception d'une somme parfois importante. 27)
23. La place faite au mendiant au Moyen-Age lui assurait un certain statut qui comportait pour lui un droit de voir respecter sa dignité et un droit d'obtenir un soutien.

Mais parmi les mendiants on distinguait entre d'une part les mendiants "honnêtes", les pauvres par force majeure invalides et dépourvus de toutes ressources et d'autre part les mendiants "malhonnêtes" 28), c'est-à-dire les personnes pauvres mais valides et capables de travailler. Le secours fut d'abord proportionné à l'état de misère du mendiant. Puis on réprimait la mendicité en interdisant sous des peines très sévères, l'oisiveté. 29)

24. Le fonctionnement du système de la charité a fait apparaître dès le XIV^e siècle différentes sortes de pauvres. Il y avait les "pauvres honteux" pour lesquels le fait de mendier constituait une honte (*pauperes verecundosi*) en raison de leur naissance ou de leurs qualités spéciales. Certaines confréries privilégiaient ces pauvres en raison de leur appartenance à une classe sociale élevée. 30) La charité se trouvait en outre répartie de façon inégale suivant qu'il s'agissait d'un "pauvre avec Pierre" (*pauper cum Petro*), c'est-à-dire appartenant au clergé et ayant choisi volontairement cet état et un "pauvre avec Lazare" c'est-à-dire appartenant aux classes civiles dans le besoin. Les premiers étaient appelés à faire partie d'une communauté conventuelle, alors que les seconds tombent sous les assistés par l'Eglise et ses institutions, ou par des donateurs privés. 31) On peut donc constater qu'il y avait des différenciations sensibles dans la pratique d'alors.
25. Une autre distinction entre pauvres fut faite en faveur des vieux soldats infirmes et des gentilshommes par la création d'asiles spéciaux. 32)
26. L'augmentation du nombre des pauvres amena les autorités à fonder des hôpitaux généraux en vue de contenir dans les grandes villes "ce peuple indépendant qui ne connaissait ni loi, ni religion, ni police". 33) Les établissements permettaient de contrôler les pauvres et d'attribuer des travaux aux mendiants dans des ateliers publics.

Un édit de 1662 établit un régime général en France qui fut complété par des ordonnances et des arrêts de parlements. Les traits de cette réglementation peuvent se résumer comme suit:

- 1° Obligation pour les paroisses de subvenir aux besoins de leurs pauvres. 34)
- 2° Obligation d'un domicile pour chaque indigent. 35)
- 3° Etablissement de rôles d'indigents.

L'inscription dans ces rôles donne au pauvre inscrit le droit d'être reçu dans un hospice ou d'être assisté à domicile. 36)

- 4° Prohibition de la mendicité.

La mendicité fut sanctionnée par des peines. 37)

L'aumône publique fut interdite sous peine d'amende. 38)

III. Réglementation de la pauvreté aux temps modernes

27. Les philosophes français du XVIII^e siècle préparaient les esprits à la Révolution. Le "philosophe des lois", Montesquieu, penseur libéral soutenait que tout citoyen a droit à l'aide de l'Etat quand il manque du nécessaire pour vivre. 39) Passons en revue la réglementation des Etats limitrophes.

A - F r a n c e

La Constitution du 3 septembre 1791 prévoyait la création d'un établissement général de secours public "pour soulager les pauvres infirmes et fournir du travail aux pauvres valides qui n'auraient pas pu s'en procurer. 40) La déclaration des droits du 24 juin 1793 stipulait que "les secours publics sont une dette sacrée et que la société doit la subsistance aux citoyens malheureux".

La législation instaura un régime de charité par la loi du 19 mars 1793 que l'on peut résumer en ces points:

- 1° instauration d'une obligation de secours (art. 5),
- 2° interdiction de l'aumône et répression de la mendicité,
- 3° organisation de secours (décret 28 juin 1793, décr. 22 flor. an 2),

- 4° réunion de la dotation des établissements de bienfaisance au domaine de l'Etat (art. 15).

29. La centralisation révolutionnaire des secours entre les mains de l'Etat (décret 19 mars 1793) fut abolie 41) et les ventes des biens des établissements de bienfaisance suspendues. 42) Cette loi a introduit la perception d'un décime par franc en sus du prix d'entrée dans les spectacles.
30. Un décret du 24 vendémiaire an 2 relatif à l'extinction de la mendicité avait expressément prévu un droit au secours pour l'indigent et disposé que le "domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics". 43)
31. Sous l'empire de la Constitution de 1848 on était revenu en partie sur le principe de la charité légale. 44) Cette Constitution fut remplacée en 1852 45) et a réintroduit la législation antérieurement en vigueur.
32. Vers la fin du XIX^e siècle la doctrine du solidarisme de Léon Bourgeois porte ses fruits. La politique d'assistance publique s'oriente sur les principes retenus au Congrès International de l'assistance publique à Paris en 1889, à savoir: l'assistance obligatoire pour les collectivités, l'assistance basée sur le domicile de secours, l'assistance octroyée aux indigents incapables de travailler.
33. La III^e République a pris plusieurs mesures considérables en matière d'assistance:

La loi du 15 juillet 1893 a instauré l'assistance médicale gratuite (A.M.G) 46) en faveur des indigents inscrits sur une liste: Ceux-ci ont droit gratuitement aux soins à domicile et aux soins hospitaliers, ces derniers étant remboursés aux hopitaux. L'hôpital change par là de caractère en se limitant à être un établissement de soins.

La loi du 14 juillet 1905 distingue deux sortes

d'assistance, d'une part le placement en hospice et d'autre part pour ceux qui ne sont pas hébergés dans un hospice, le paiement d'une pension dont le montant dépend du coût de la vie dans la commune. Il convient de citer à cet égard la loi des 27 à 30 juin 1904 relative à l'assistance à l'enfance. 47)

34. La Constitution française de 1946 a prévu dans sa préambule que "tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence". 48)
35. Un décret du 29 novembre 1953 a apporté une réforme technique à l'assistance dénommée depuis aide sociale. La notion d'indigence fut remplacée par celle d'insuffisance de ressources. La procédure et les structures administratives furent rénovées et des systèmes de contrôle et de récupération de prestations abusivement touchées furent mis en place. La modification ultérieure par voie réglementaire 49) aboutit à une dislocation du droit commun de l'aide sociale, notamment en matière de personnes handicapées (L. 30 juin 1975) et du caractère de subsidiarité de l'aide sociale. De nos jours des actions sociales fondées sur des motivations propres et à visées ponctuelles brisent la spécificité de l'aide sociale conçue comme un bloc de droit.

36.-B L' A l l e m a g n e a subi une évolution analogue à la France. On peut dire en gros que l'assistance des pauvres fut assumée jusqu'au début du 14^e siècle en majeure partie par les particuliers aisés, qui furent alors relayés par les monastères et les ordres religieux. L'assistance publique se développa d'abord dans les villes par la création d'hospices, l'édiction de règlements de pauvres (Armenordnungen) et l'interdiction de la mendicité, en vue de maintenir l'ordre public dans les villes.

Sur le plan spirituel le mouvement de l'assistance conçue comme un devoir fut soutenu avec succès par le penseur espagnol Jean Luis Vivés. 50)

37. En 1842 la Prusse adopte le système français du domicile de secours. Une résidence continue de 3 ans donnait droit à l'assistance publique. La loi de 1870 de la Confédération du Nord 51) relative au domicile de secours obligea les communes de secourir les indigents qui y avaient leur domicile. Malgré cette loi les indigents restaient dans une situation discriminatoire notamment par rapport à leurs droits civiques et plus spécialement le droit de vote. 52) Peu à peu ces discriminations disparurent du droit électoral.
38. Un règlement du 13 février 1924 (FPVO) réglant le devoir d'assistance (Fürsorgepflicht) est entré en vigueur le 1^{er} avril 1928. Les dispositions relatives aux conditions et à l'étendue du secours sont contenues dans la loi du 4 décembre 1924. L'exécution des dispositions légales relève de la compétence des pays (Länder). Cette législation se maintient dans ce cadre jusqu'en 1961, Elle peut se résumer schématiquement comme suit:
- 1^o L'Etat et les communes sont tenus d'après les normes légales à accorder l'assistance aux indigents;
 - 2^o Une assistance provisoire doit être accordée dans les cas où le besoin est donné;
 - 3^o L'assistance définitive se détermine en règle générale d'après la résidence habituelle de l'indigent. 53)
39. La compétence en matière d'assistance se trouvait longtemps aux mains de la commune en raison de la proximité avec les problèmes de l'indigence. La PFVO a donné compétence aux associations de prévoyance (Fürsorgeverbände) et associations de prévoyance des pays (Länderfürsorgeverbände). 54)
40. A côté de l'assistance publique on a constaté une assistance privée très étendue en Allemagne. Il existe des conférences St Vincent de Paul depuis 1845, une mission

intérieure (protestante) depuis 1848. Depuis le programme de Görlitz de 1921, les syndicats libres ont adopté une attitude plus favorable vis-à-vis de l'assistance privée (freiwillige Wohltätigkeit). Après la Guerre Mondiale la Croix Rouge étendit son domaine d'activité à l'indigence. Il convient de ne pas oublier les efforts déployés par l'association caritative (Deutscher Caritasverband) et les associations juives (Jüdische Wohltätigkeitsvereine). La FPVO fut assortie de dispositions tendant à compléter les actions dans le domaine public et celles provenant d'une initiative privée en vue d'assurer une collaboration utile tout en respectant l'autonomie de chacun. 55)

41. L'organisation de l'assistance se trouvait aux mains de l'administration communale. Les lois du 19^e siècle prévoyaient des conseils d'indigence (Armenräte), des commissions d'indigents (Armenkommission) et des députations qui géraient les moyens financiers mis à la disposition de l'assistance.

A ces organes se joignirent au courant de la deuxième moitié du 19^e siècle des auxiliaires honoraires qui furent intégrés selon divers systèmes:

- a) dans le système dit d'Elberfeld l'Association locale (Ortsarmenverband) est divisée en plusieurs districts qui sont à leur tour divisés en quartiers. Chaque quartier a son responsable pour indigents (Armenpflege) qui reçoit les demandes, transmet les aides et surveille le comportement des bénéficiaires, tout en conseillant ceux-ci. Les soins à domicile (Hausarmenpflege) sont également prévus. Chaque aidant a 4 à 6 familles à pourvoir. Le conseil d'indigence (Armenrat) se borne à décider des demandes et à émettre des directives.
- b) Le système de Strasbourg va plus loin en ce qu'il soumet à un contrôle tous les aidants. Chaque district se trouve sous le contrôle du conseil d'indigence (Armenrat) qui délègue un de ses membres et qui coiffe le district. Ensemble avec les aidants d'un district il forme

la commission.

Il n'a pas été fait droit à la demande des indigents d'obtenir une représentation dans les conseils.

- 42.-C En B e l g i q u e le régime des indigents a connu une évolution similaire.

A partir de la Révolution française l'assistance fut assumée par les communes et plus spécialement par les hospices communaux et les bureaux de bienfaisance. 56)

43. Une loi du 27 novembre 1891 a trait aux obligations des communes en leur imposant l'organisation de services publics d'assistance des pauvres. Des administrations spéciales sont chargées sur le plan communal du service de la bienfaisance. La caisse communale n'intervient par des subsides qu'en cas d'insuffisance de ressources desdits établissements. 57 Ces établissements sont d'une part les hospices civils qui fournissent les secours dans les hospices et hôpitaux et d'autre part les bureaux de bienfaisance qui fournissent des secours au domicile des indigents. 58)

44. Cette loi organise en outre un service médical gratuit à charge des communes en faveur des indigents se trouvant sur leur territoire. Ce service peut être organisé soit dans l'établissement de bienfaisance, soit dans des hospices appartenant à plusieurs communes, soit par un service médical à domicile. 59)

45. Le domicile de secours se détermine d'après le principe de l'unicité de la famille, c'est-à-dire que les secours accordés à la femme mariée ou aux enfants mineurs sont considérés comme fournis au chef de famille. 60)

La loi s'attache aux situations de fait en prenant en considération la résidence effective et non le domicile tel qu'il est défini par le code civil. La mention sur le registre de la population fait foi jusqu'à preuve du contraire. La déclaration de sortie constitue le point de départ dans l'appréciation du séjour sur le territoire de la commune. 61)

46. Les secours incombent à la commune sur le territoire de laquelle se trouvent les indigents, au moment où l'assistance devient nécessaire. 62)
- Sont remboursables comme frais d'assistance accordée à la famille de l'indigent, les frais de l'assistance accordée, pendant le séjour de l'indigent à l'hôpital, aux parents et alliés dont l'indigent est le soutien et qui habitent avec lui. 63)
- La loi ne fait pas de distinction entre parenté légitime et parenté naturelle. Il n'est pas nécessaire que l'indigent soit légalement tenu d'une obligation alimentaire.
47. Si l'on ne parvient pas à déterminer laquelle de plusieurs communes est le domicile de secours, avis doit être donné aux différentes communes.
48. La loi de 1891 a prévu l'institution d'un fonds commun qui est alimenté au moyen de versements auxquels toutes les communes du ressort contribuent pour moitié d'après leur population et pour l'autre moitié au prorata du produit en principal des impôts dont le rendement sert de base à la répartition du fonds communal. La quote-part de chaque commune est déterminée annuellement par la députation permanente du conseil provincial qui assume la gestion du fonds. 64)
49. Une loi du 2 avril 1965 relative à l'aide sociale est venue changer celle de 1891. Cette loi a institué une "commission secourante", c'est-à-dire la commission d'assistance publique qui reconnaît l'état d'indigence et qui fournit à l'indigent des secours dont elle apprécie la nature et le montant. La compétence territoriale des centres d'aide sociale se définit en principe par rapport à la résidence de fait de l'indigent. C'est donc le territoire de la commune sur lequel la personne à secourir se trouve qui est déterminant. Il existe des exceptions à cette attribution de compétence, p.ex. l'inscription aux registres de la population ou des étrangers. 65)

50. La loi du 8 juillet 1976 a organisé des centres publics d'aide sociale et a réglé l'aide médicale urgente en disposant que le centre public d'aide sociale doit porter secours à toute personne qui se trouve dans la commune qu'il dessert, en dehors de la voie publique ou d'un lieu public. Il doit veiller au transport et à l'admission de la personne dans un établissement de soins approprié. 66)
- En raison de l'urgence, cette intervention de centres publics d'aide sociale est indépendante des ressources de la personne accidentée ou malade.
- La même loi organise un recours contre les décisions individuelles en matière d'aide sociale prise par le conseil du centre d'aide sociale. 67)
51. La charge financière de l'aide sociale incombe au centre public d'aide sociale qui l'a allouée, 68) sauf exception prévue par la loi.
52. Il est de principe qu'un centre public d'aide sociale qui a accordé des secours en dehors de sa compétence légale ne se trouve pas dans les conditions pour en obtenir le remboursement par le domicile de secours ou par l'Etat. 69)
53. La "commission secourante" doit vérifier l'indigence de la personne à secourir, mais elle n'a pas besoin de justifier auprès du domicile de secours l'appréciation qu'elle a faite. 70) Si la commission du domicile de secours n'est pas d'accord, celle-ci peut poursuivre la personne secourue ou ses débiteurs d'aliments en remboursement des montants payés. 71)
54. En vue d'atténuer les charges financières des centres publics d'aide sociale il a été créé:
- 1° un Fonds spécial d'assistance par une loi du 27 juin 1956. 72)
- 2° un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés. 73)
- Ces fonds dépendent des communautés et prennent directement en charge l'aide qu'ils assument.

55. Lorsque des particuliers ou des institutions privées ont secouru un indigent, le centre d'aide sociale saisi, peut décider que l'assistance lui incombe et se constituer "commission secourante" et maintenir la personne en placement à ses frais ou la prendre en charge d'une autre manière. Mais les centres d'aide sociale ne sont pas tenus de dédommager les personnes privées qui, de leur propre gré, ont assisté une personne en détresse.
56. La commission d'assistance publique est en droit de recouvrer ses frais d'assistance lorsqu'elle a agi comme "commission secourante" dans le cadre légal de sa compétence. En vue du recouvrement elle doit donner dans le délai de 45 jours avis soit à la commission d'assistance publique de la commune où la personne secourue a ou est présumée avoir son domicile de secours, soit au ministre qui a l'assistance publique dans ses attributions. 74) Le délai de 45 jours est un délai de rigueur et commence à courir le jour où les secours remboursables ont été accordés au secouru, par exemple le jour de l'hospitalisation. 75)
57. Parallèlement à cette législation sur l'assistance publique, il convient de remarquer que le vagabondage et la mendicité ont été réprimés. C'est ainsi que la loi du 27 novembre 1891 s'est basée sur les principes mis en évidence par M. Le Jeune qui distinguait dans son programme trois parties:
- 1° la répression pour les impénitents de la paresse et les vagabonds;
 - 2° l'indulgence pour les malades;
 - 3° la prévoyance pour les enfants malheureux en les arrachant "aux étreintes du vice qui les enveloppe dans les bras de leurs parents". 76)

Aussi la Belgique a-t-elle connu

- des dépôts de mendicité constituant des établissements de correction et affectés à l'internement des individus

que les juges de paix et les tribunaux correctionnels mettaient à la disposition du gouvernement.

L'internement pouvait aller de deux ans au moins jusqu'à sept ans au plus.

Les individus valides étaient astreints à des travaux prescrits dans l'établissement et recevaient un salaire journalier sur lequel une retenue était opérée pour former une masse de sortie. 77) Les frais d'entretien des internés étaient supportés à concurrence d'un tiers par la commune de leur domicile de secours et le surplus réparti par moitié entre l'Etat et la Province.

- des maisons de refuge qui constituent des établissements de bienfaisance recevant des personnes valides malheureuses, mais non des mendiants de profession, des ivrognes, ceux qui par dérèglement de mœurs vivent en état de vagabondage. 78) Ces personnes ne peuvent être retenues contre leur gré au-delà d'un an.

Le prix de journée est fixé annuellement par le roi.

Si l'internement est demandé par une administration communale, les frais d'entretien sont à la charge de la commune. 79)

- des écoles de bienfaisance réservées aux âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont mis par l'autorité judiciaire à la disposition du gouvernement ou dont l'admission est demandée par l'autorité communale.

Le juge de paix peut ordonner qu'un individu soit mis à la disposition du gouvernement pour être interné jusqu'à sa majorité dans une école de bienfaisance. 80)

Les individus mis à la disposition du gouvernement pourront après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'Etat, être placés en apprentissage pendant six mois sans interruption chez un cultivateur ou un artisan, ou dans un établissement public ou privé d'instruction ou de charité. Les frais d'entretien et d'éducation des individus placés dans une école de bienfaisance de l'Etat sont pour une moitié à charge de l'Etat et, pour l'autre moitié, à la char-

ge de la commune de leur domicile de secours, s'ils ont été mis à la disposition du gouvernement par décision judiciaire, soit de la commune qui a demandé l'admission.

58.-D. Une attention particulière fut réservée au pays de Luxembourg aux phénomènes du vagabondage et de la mendicité. C'est ainsi qu'un placard du 13 février 1726 applicable au Duché de Luxembourg prévoyait des sanctions sévères (bannissement et pendaison)⁸¹⁾, et un autre datant du 12 janvier 1774 disposait que les "mendiants natifs du Pays, qui seront assez forts et en état de gagner leur vie par le travail, ne peuvent plus mendier, à peine d'être appréhendés et colloqués en prison pendant six semaines au pain et à l'eau; et si étant relaxés ils ne font point constater dans le terme d'un mois après leur relaxation qu'ils se sont mis en état de gagner leur vie par service ou autrement, ils seront bannis des terres . . . ". Le même placard a permis aux pauvres nés dans le pays qui étaient incapables de travailler, de solliciter l'aumône au lieu de leur naissance ou de leur résidence à condition de se munir d'une attestation du curé et du maître des pauvres.

59. Le Luxembourg ne fut point un pays riche et il n'y avait pas de séparation nette dans la population entre riches et pauvres, puisque même les bourgeois vivaient modestement dans la première moitié du 19^e siècle. On chiffre à 12,3 % de la population ceux qui avaient besoin de secours. Aussi le problème de la mendicité et du vagabondage préoccupait-il les autorités. Ce n'est que dans la seconde moitié du 19^e siècle avec implantation de l'industrie sidérurgique qu'une certaine richesse s'installa. Une forte immigration dans le sud du pays a posé des problèmes d'habitat graves, mais les tensions sociales sont restées relativement faibles en raison du fait qu'un quart des ouvriers luxembourgeois ont gardé un aréal agricole. ⁸²⁾ Sur cet arrière-fonds socio-économique, les dispositions suivantes ont été prises.

60. L'assistance publique est placée sur le plan communal par un arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 portant règlement organique des bureaux de bienfaisance. ⁸³⁾ La loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours ⁸⁴⁾ réaffirme que ce sont les administrations communales qui sont tenues d'organiser les moyens convenables afin de donner des secours publics aux nécessiteux. ⁸⁵⁾

Le domicile de secours est la commune où l'indigent a habité pendant quatre années consécutives ⁸⁶⁾ nonobstant absence momentanée. Par absence momentanée on entend les absences dont la durée, dans leur ensemble, n'aura pas dépassé le terme de six mois, sauf en cas de maladie. ⁸⁷⁾ La détermination de la résidence est une question de fait et s'apprécie par rapport à l'habitation effective du chef de famille. ⁸⁸⁾

L'étranger admis à résider au Grand-Duché de Luxembourg et ayant fait à l'administration locale une demande de vouloir prendre son domicile dans la commune, acquiert son domicile de secours même dans une commune autre que celle où il a fait sa déclaration, s'il y demeure pendant quatre ans consécutifs. ⁸⁹⁾

61. Tout indigent a droit en cas de nécessité urgente, à des secours provisoires de la part de la commune où il se trouve. ⁹⁰⁾

Lorsque la commune où des secours ont été accordés n'est pas le domicile de secours, le remboursement des frais se fera par la commune de ce domicile ⁹¹⁾ après présentation d'un état de débours. ⁹²⁾ L'indigent secouru provisoirement sera renvoyé dans la commune où il a son domicile de secours, si celle-ci en fait la demande. Le renvoi peut être différé si l'état de l'indigent l'exige. ⁹³⁾ Le remboursement des frais d'assistance peut être poursuivi à charge des personnes qui doivent des aliments aux indigents secourus. ⁹⁴⁾

Des peines correctionnelles sont prévues contre celui qui se sera déchargé sur l'assistance publique, des obligations alimentaires qui lui sont imposées par le code ci-

qu'il était en l'état de le faire, ou qui par suite d'ivrognerie ou de débauche habituelle se trouve dans l'impossibilité de le faire. Il en est de même de l'époux qui sera en défaut de fournir à l'autre l'alimentation et l'habitation auxquelles il est tenu, soit en vertu du code civil, soit en exécution de décisions judiciaires. 95) L'Etat prend à charge le paiement des frais d'entretien et de traitement des indigents dont le domicile de secours n'a pu être découvert 96) et intervient dans certaines proportions dans les frais pour certaines personnes. 97)

62. La loi du 30 juillet 1960 a marqué un pas important en créant un Fonds National de Solidarité qui est un établissement public ayant pour mission de garantir aux personnes âgées ou inaptes au travail et dignes de la solidarité nationale des ressources suffisantes pour les préserver de l'indigence. 98)

63. Les conditions d'attribution sont les suivantes:

- a) être de nationalité luxembourgeoise, condition abolie depuis,
- b) résidence dans le pays,
- c) ne pas se trouver sous le coup d'une déchéance pénale
- d) être âgé de 65 ans qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme. Cette condition a été ramenée à 60 ans s'il s'agit d'une femme,
- e) justifier d'une vie de travail régulier à partir de l'âge de 18 ans, 99)

Peuvent prétendre en outre aux prestations du Fond notamment

1. les personnes devenues inaptes au travail dès avant l'âge fixé ci-dessus, si par ailleurs elles remplissent les autres conditions.

On considère comme inapte au travail celui qui, par suite de maladie ou d'infirmité, n'est pas en état de gagner sa vie, dans les limites prévues par la loi du 30 juillet 1960, moyennant une occupation appropriée à ses forces et à ses aptitudes. 100)

ditions d'âge et de travail régulier ne sont pas remplies. 101)

64. Le Fonds National de Solidarité alloue des pensions qui s'établissent de façon à garantir au bénéficiaire un revenu annuel d'un certain montant compte tenu de ses ressources personnelles.

Le chiffre limite est augmenté de montants également déterminés par la loi

a) pour l'épouse vivant en ménage avec l'ayant droit d'une pension, à condition qu'elle soit âgée de plus de 45 ans ou que le ménage ait à sa charge soit deux enfants, soit un enfant frappé d'infirmité, pour lequel il touche des allocations familiales; 102)

b) pour tout enfant à charge de l'ayant droit pour lequel il touche des allocations familiales;

c) lorsque l'ayant droit est atteint d'une impotence prononcée nécessitant une assistance et des soins constants qui lui imposent des frais spéciaux.

Lorsque plusieurs parents ou alliés, donc chacun aurait individuellement droit aux prestations du Fonds, vivent en communauté domestique la limite est fixée à un montant déterminé pour la première personne étant la plus âgée et à un montant moindre pour chacune des personnes faisant partie de la communauté domestique. Il n'est alloué qu'une pension par ménage. Les pensions sont indexées. 103)

En ce qui concerne les personnes en chômage, leurs pensions ne peuvent dépasser l'indemnité de chômage allouée en dernier lieu. 104)

65. Pour déterminer le revenu global annuel, on prend en considération le revenu intégral du requérant, ainsi que toute sa fortune, de même que le revenu et la fortune des autres personnes vivant en communauté domestique avec lui 105)
- On ne prend pas en compte:

- les allocations familiales, à l'exception de celle payée à l'enfant infirme obtenant une pension de solidarité,
- les secours alloués au titre de l'assistance publique par l'Etat, les communes et les établissements de bienfaisance,
- les revenus professionnels des intéressés jusqu'à concurrence de la moitié du revenu annuel garanti,
- un montant de 100.000 francs sur la fortune mobilière de l'intéressé.

Les créances alimentaires sont prises en compte. 106) Si les débiteurs d'aliments refusent de s'en acquitter ou s'en acquittent insuffisamment, le Fonds peut, en lieu et place du créancier agir en justice pour la fixation, la révision et le recouvrement de la créance alimentaire. 107)

66. Une allocation compensatoire de vie chère a été introduite par la loi du 13 juin 1975 en faveur des bénéficiaires de pensions et de rentes dont le revenu global n'atteint pas le salaire social minimum.

67. Une allocation spéciale pour personnes gravement handicapées a été créée par une loi du 16 avril 1979. Cette allocation vise les personnes dont une ou plusieurs fonctions physiques ou mentales sont diminuées d'une façon telle qu'elles ne peuvent subsister sans l'assistance ou les soins constants d'une tierce personne. L'infirmité acquise après l'âge de 65 ans n'est pas prise en compte. Les conditions d'octroi de cette allocation sont la domiciliation dans le pays et une résidence effective de 10 ans. Si cette condition est remplie dans le chef d'un des parents, l'enfant handicapé peut bénéficier de l'allocation à partir de l'âge de trois ans.

Il convient de noter que le Fonds National de Solidarité peut dispenser de la condition de domicile les personnes gravement handicapées confiées à une institution spécialisée à l'étranger. 108)

L'allocation se trouve suspendue

- pour les trois quarts pendant la durée du séjour que le bénéficiaires font à charge d'une commune ou d'une autre institution publique,

- jusqu'à concurrence du montant des augmentations des rentes d'assurance- accidents ou de la pension de solidarité dues pour assistance d'une tierce personne.

68. Une allocation de chauffage à liquider par le Fonds National de Solidarité a été introduite par la loi du 18 février 1983. Cette allocation est accordée sur demande à toute personne résidant habituellement dans le pays et dont les revenus ne dépassent pas un certain montant. L'allocation ne peut dépasser les dépenses effectives de combustible documentées par factures acquittées.

69. Le vagabondage est généralement défini comme le fait d'errer sans exercer de profession et sans posséder de ressources et sans justifier de domicile certain. Par domicile certain on entend une résidence effective et non un domicile de droit. 109)

Souvent le vagabond exerce la mendicité.

L'acte constitutif de mendicité exige trois conditions:

- qu'il y ait demande par parole ou par geste; 110)
- qu'il ne s'agisse pas d'un fait unique et accidentel; 111
- qu'il y ait eu demande dans un intérêt personnel. 112)

70. Les mesures prévues à l'encontre des vagabonds et mendiants sont les suivantes:

- 1) Ils peuvent être condamnés à rester après l'expiration des peines prononcées d'après les articles 342 - 345 du code pénal, sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. 113)
- 2) Si les vagabonds et mendiants sont condamnés à l'emprisonnement, ils pourront être mis à la disposition du Gouvernement pour le terme que le tribunal fixera, mais qui ne pourra excéder une année, à prendre cours à l'expiration de leur peine. 114)

- 3) Le procureur général et les procureurs d'Etat sont autorisés à ordonner le placement de Luxembourgeois pour vagabondage ou mendicité, et mis à la disposition du Gouvernement, dans la maison de correction ou dans le dépôt de mendicité, pour tout ou partie du temps fixé par le jugement. 115)

Il appartient au Gouvernement de faire reconduire à la frontière les vagabonds et mendiants étrangers. 116)

Les vagabonds et mendiants mis à la disposition du Gouvernement et au sujet desquels il existe de sérieux motifs de les retenir peuvent être détenus dans une maison de correction ou un dépôt de mendicité pour tout ou partie du temps déterminé dans le jugement, sur ordre du procureur d'Etat, à charge d'en faire rapport au Ministre de la Justice. 117)

71. Les dispositions légales prévoyaient que l'individu trouvé en état de vagabondage ou de mendicité est arrêté et traduit dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix statuant comme tribunal de simple police. L'inculpé peut réclamer un délai de trois jours pour préparer sa défense. 118)

La décision du juge de paix n'avait pas le caractère d'un jugement répressif, mais celui d'une disposition administrative. Le juge ne prononçait point de peine en décidant une mesure d'internement. Il édictait une mesure de police ou de sûreté. 119)

72. Mais cette question de l'internement des vagabonds mérite une attention particulière par rapport au paragraphe 4 de l'article 5 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme qui dit que "toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale."

Une violation de cette disposition a été retenue par la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans une affaire 120) mettant en cause la législation belge, similaire à la nôtre. La Cour a constaté que si du point de vue organique le juge de paix est un "tribunal", il accomplit cependant en cette matière une "fonction administrative" sans exercer de "contrôle judiciaire", tel qu'il est prescrit par l'article ci-dessus de la Convention.

Comme la privation de liberté infligée aux vagabonds ressemble à celle prononcée par une juridiction pénale, les mêmes garanties s'imposent, à savoir indépendance par rapport au pouvoir exécutif 121) et garanties d'une procédure judiciaire. Comme la procédure en matière de vagabondage est assez sommaire et que les peines prévues par le code pénal en cas de vagabondage qualifié sont consistantes 122) la Cour Européenne des Droits de l'Homme a estimé qu'une voie de recours répondant aux conditions prévues par l'article 5, paragraphe 4 de la Convention des Droits de l'Homme s'imposait. En conséquence la Cour a constaté une violation de la Convention.

73. Fin 1985 un projet de loi fut déposé à la Chambre des Députés tendant à organiser la lutte contre la pauvreté et portant droit à un revenu minimum garanti. Le Gouvernement avait pour objet prioritaire la lutte contre la pauvreté par le biais d'un revenu minimum garanti pour chaque ménage vivant dans le Grand-Duché, abstraction faite de la cause qui est à la base de l'insuffisance de ressources. 123)
74. Sous l'aspect du droit communautaire européen le revenu minimum garanti est un avantage social 124) et non point une prestation de sécurité sociale 125).
75. Une loi du 26 juillet 1986 concernant la lutte contre la pauvreté a introduit le revenu minimum garanti qui a pour but d'assurer un minimum d'existence à toute personne sans égard à la cause de l'insuffisance de ses ressources.

Les conditions d'ouverture du droit au revenu minimum sont les suivantes:

- 1° il faut être domicilié sur le territoire luxembourgeois;
- 2° il faut y avoir résidé depuis 10 ans au moins;
- 3° il faut être âgé de 30 ans au moins.

La condition d'âge n'est pas requise:

- des personnes inaptes au travail par suite de maladie ou d'infirmités qui ne sont pas en état de gagner leur vie moyennant une occupation appropriée à leurs forces et aptitudes;
- de l'un des parents qui élève un ou plusieurs enfants ou un enfant handicapé pour le (les)quels il touche des allocations familiales.

- 4° Il faut être disponible pour le marché du travail.

Il convient de souligner que le paiement du complément peut être subordonné à la condition que le bénéficiaire se soumette soit à des cours de recyclage, soit à une mise au travail, soit à une insertion professionnelle.

La condition de la disponibilité pour le marché du travail n'est pas requise:

- des personnes âgées de plus de 60 ans;
- de l'un des parents dont les enfants sont en âge de scolarité obligatoire. 126)

76. La prestation allouée est constituée par un complément qui correspond à la différence entre le minimum garanti, tel qu'il est fixé par règlement grand-ducal 127) et la somme des ressources dont les membres de la communauté disposent. 128)

Ce complément est soumis au paiement des cotisations sociales pour l'assurance-maladie. La part patronale incombe au fonds national de solidarité. 129).

77. Les montants prévus du revenu minimum garanti correspondent au nombre-indice 100 du coût de la vie et sont adaptés à l'évolution de ce coût suivant les modalités applica-

cables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.

Ces montants peuvent être augmentés en une ou plusieurs étapes par règlement grand-ducal jusqu'à concurrence de vingt-cinq pour cent. 130)

78. L'allocation du complément est donc subordonnée à un examen des ressources de l'impétrant.

Il est pris en compte le revenu brut intégral et la fortune plus les revenus et la fortune des personnes vivant avec l'impétrant en communauté domestique.

Les prestations familiales et les allocations spéciales pour personnes gravement handicapées ainsi que des secours bénévoles ne sont pas pris en considération. 131)

79. L'octroi du complément peut être subordonné à la condition que le bénéficiaire accepte de se soumettre soit à un cours de recyclage, soit à une mise au travail, soit à une insertion professionnelle. 132)

80. La procédure en obtention du complément est entamée soit à la demande de l'intéressé auprès de l'office social de la commune de son lieu de séjour habituel, soit à l'initiative dudit office, mais de l'accord de l'intéressé. 133)

81. En cas d'urgence les décisions d'octroi du complément sont prises dans les vingt-quatre heures par le président de l'office social. 134)

82. Il a été institué un comité interministériel à l'action sociale avec la mission de diriger l'action sociale et de coordonner l'activité de tous les services concernés, notamment le service d'action sociale créé par la même loi. 135)

83. La charge financière du complément incombe au fonds national de solidarité. 136)

84. Des problèmes d'application de la loi ont amené le Gouvernement à déposer le 29 août 1988 un projet de loi tendant

à modifier la loi du 26 juillet 1986. 137) Les modifications les plus importantes proposées portent sur les conditions d'ouverture du droit, ainsi que les mesures sociales complémentaires, la détermination de la communauté domestique ainsi que la détermination des revenus.

85. La loi du 16 juin 1989 138) a procédé notamment aux modifications suivantes:

Les conditions d'ouverture du droit au revenu minimum garanti se présentent comme suit:

- 1° domiciliation sur le territoire luxembourgeois;
- 2° résidence sur le territoire pendant dix ans au moins au cours des vingt dernières années;
- 3° disponibilité pour le marché de l'emploi et être prêt à accepter tout emploi approprié assigné par l'administration de l'emploi;
- 4° être âgé de trente ans au moins et répondre aux conditions de l'article 11 de la loi.

Cet article prévoit que le service national d'action sociale peut demander aux bénéficiaires du revenu minimum garanti

- la participation à des cours, stages ou autres mesures d'initiation et de formation professionnelle;
- l'affectation temporaire à une tâche déclarée d'utilité publique
- l'affectation temporaire à une occupation auprès de l'Etat, des communes, des établissements publics ou autres organismes et groupements de personnes poursuivant un but non lucratif.

La durée de ces affectations est déterminée en fonction du montant du complément touché divisé par le taux horaire du salaire social minimum auquel pourrait prétendre le bénéficiaire. 139)

Le complément n'est pas dû si le requérant refuse l'une des mesures prévues ci-dessus. Si l'impétrant estime que la mesure qui lui est proposée est incompatible avec sa situation de famille ou qu'elle est incompatible avec son

état physique, il dispose d'un recours dans les mêmes formes et conditions qu'en matière de refus du complément. 140)

86. Ont droit au revenu minimum garanti sans devoir remplir les conditions de disponibilité et d'âge:
- les personnes majeures qui, inaptes au travail par suite de maladie ou d'infirmité, ne sont pas en état de gagner leur vie dans les limites prévues par la loi;
 - la personne qui élève un enfant pour lequel elle touche des allocations familiales, à condition que cet enfant soit âgé de moins de quinze ans ou qu'il s'agisse d'un enfant infirme;
 - la personne majeure qui soigne une personne âgée ou atteinte d'une infirmité grave, nécessitant l'aide constante d'une tierce personne. 141)
87. Ont droit au revenu minimum garanti sans devoir remplir les conditions de disponibilité, d'âge, de préparation professionnelle et d'affectation à des mesures de mise au travail:
- les personnes âgées de 60 ans;
 - la personne qui élève un enfant pour lequel elle touche des allocations familiales et qui n'a pas encore atteint l'âge de la scolarité obligatoire. 142)
88. Les nouvelles dispositions stipulent que sont présumées faire partie d'une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun et dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun. Il en va de même d'un enfant placé temporairement en dehors du domicile des père et mère. Les personnes vivant dans une institution sociale ou médico-sociale sont à considérer soit comme personne seule, soit comme communauté de deux ou plusieurs personnes suivant qu'elles y vivent seules ou ensemble avec leur conjoint ou leurs enfants.
- L'hospitalisation n'est pas considérée comme séjour dans une institution sociale, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas de simple hébergement qui n'est pas pris en charge

par la caisse de maladie.

Celui qui purge une peine privative de liberté supérieure à un mois ou celui qui est interné dans une maison d'éducation, n'est pas considéré comme faisant partie de la communauté domestique.

Sont considérés subsidiairement comme formant seules une communauté domestique:

- les personnes vivant dans le ménage de leurs descendants;
- les personnes malades inaptes au travail et incapables de gagner leur vie qui vivent dans le ménage de leurs ascendants ou de leur frère et soeur.

Le fonds national de solidarité peut considérer comme formant seules une communauté domestique les personnes majeures recueillies dans un ménage pour lequel elles créent des charges sans y apporter une contribution quelconque. 143)

89. En matière de détermination des revenus il est précisé que les revenus provenant d'une activité professionnelle, d'une rente partielle d'accident, ainsi que les aliments prestés par les ascendants ou par les descendants, jusqu'à concurrence d'une part du revenu global garanti au ménage ne sont pas comptés. 144) Voir page 46.

90. La loi a précisé que lorsqu'un bénéficiaire du revenu minimum garanti n'a pas droit à l'allocation spéciale pour personne gravement handicapée, mais est atteint d'une impotence nécessitant l'assistance et les soins constants d'une tierce personne qui lui imposent des frais spéciaux les montants du revenu minimum prévus sont à majorer d'un montant égal à l'allocation spéciale en question pour les personnes majeures. 147)

91. Le tableau synoptique ci-après donne des renseignements intéressants sur l'ampleur du revenu minimum garanti. 148)

Tableau synoptique concernant le revenu minimum garanti

NC = nombre de communautés domestiques bénéficiaires du RMG

NB = nombre de bénéficiaires du RMG

CM = montant du complément moyen par communauté domestique

FNS = banque de données du fonds national de solidarité

CP = banque de données des caisses de pensions

	31.12.1986			31.12.1987			30.6.1988			31.12.1988		
	NC	NB	CM	NC	NB	CM	NC	NB	CM	NC	NB	CM
FNS	1639	2370	17330 FL	1998	3039	18585 FL	2433	3861	17983 FL	2340	3728	18794 FL
CP	1066	1066*	9353 FL	1192	1192*	10069 FL	1271	1271*	9799 FL	1318	1318*	9851
Total	2705	3436	/	3190	4231	/	3704	5132	/	3658	5046	/

(*) A l'heure actuelle, il est impossible de connaître exactement le nombre des bénéficiaires du revenu minimum garanti. En effet la composition des ménages des attributaires pensionnés (fichier CP) est inconnue.

IV. Essai typologique

94. De nos jours beaucoup de gens se trouvent dans une situation de précarité malgré la quasi généralisation de la sécurité sociale. 149) Certaines personnes se trouvent exclues d'une protection dans le cadre de la sécurité sociale en raison du fait qu'elles ne peuvent se prévaloir d'une ouverture de droits.

Cette situation est devenue intolérable en présence d'une société de consommation opulente d'une part et d'une couche de personnes marginalisées d'autre part. 150)

95. Nous avons constaté que la pauvreté est un fait constant de l'histoire et que la conception de la pauvreté est une notion relative à contenu variable en fonction de la population considérée. La loi ne constitue que l'enveloppe formelle qui cerne une réalité sociale à laquelle l'aide et l'action sociale sont appelées à remédier.

96. Il s'agit d'esquisser les normes du droit de l'aide sociale (Sozialhilfe), en entendant par droit l'ensemble des règles auxquelles est soumis la conduite de l'homme sous l'inspiration de l'idée naturelle de justice en un état donné de la conscience collective de l'humanité 151)

L'évolution du droit s'adapte aux faits de société, de sorte qu'il se trouve mêlé à toutes les manifestations de la vie commune, notamment la morale, les moeurs, la vie sociale et économique. 152)

97. C'est le droit positif qui serre la réalité de près et permet par une étude comparative de dégager grâce à une systématisation du donné législatif certaines idées directrices. En procédant à cette investigation on se rappellera constamment que dans le droit de l'aide sociale le fonds primordial de la connaissance est le contact de la réalité quotidienne des personnes en situation de besoin, car "Nihil est in intellectu quod non prius fuerit in sensu".

98. La loi exprime entre autres la culture et la philosophie d'une société. 153) Aussi faut-il essayer de déceler les principes de base en matière d'aide sociale, ce qui sera fait en rapprochant les législations allemande, française et luxembourgeoise.

Par aide sociale on entend les aides allouées par les collectivités publiques aux personnes se trouvant dans le besoin. Nous synthétiserons les divers éléments distinctifs de cette aide sociale dans des formules de nature à en donner une conception systématique générale permettant de dégager une structure commune des différentes législations retenues. Les traits fondamentaux peuvent s'énoncer comme suit:

99. L'aide sociale est une aide publique.

Elle est:

- financée par des moyens fiscaux provenant de collectivités publiques telles l'Etat et les communes 154) et
- gérée par des services administratifs publics. 155)

100. II. L'aide sociale est une aide conditionnée par un besoin.

Il faut un manque de ressources constitutif du besoin.

Le besoin est la cause juridique du droit à l'aide sociale. La question cruciale est de fixer équitablement le besoin qui diffère selon les classes d'âge et leur état physique. Les prestations sociales doivent permettre notamment à l'assisté d'acquérir les biens et les services indispensables à une existence humaine et digne.

Suivant la situation patrimoniale, l'aide peut n'être que partielle vu les plafonds légalement fixés et les participations incombant aux allocataires de prestations.

La mise en oeuvre de pareil régime suppose un examen des ressources du demandeur d'aide sociale.

Les éléments à prendre en considération pour la détermination des ressources sont fixés par la loi. 156)

Compte tenu des ressources l'aide sera fixée par les organes compétents de l'aide sociale à un montant différen-

tiel par rapport au minima garanti. 157)

101. III. L'aide sociale est une aide subsidiaire par référence aux ressources de l'impétrant. 158)

Le législateur vise un état de besoin, par suite d'un manque de ressources. Il convient de garantir légalement un minimum de ressources nécessaires à la garantie de l'existence. La finalité de l'aide sociale se rattache de la sorte à une exigence de droit naturel que l'on voit concrétisée dans des normes constitutionnelles: celles relatives à la garantie de pouvoir mener une vie humaine digne. 159)

Le but est de permettre à l'assisté de vivre à l'avenir indépendamment de cette aide. C'est l'idée qui fonde l'aide à l'initiative personnelle ("Hilfe zur Selbsthilfe"). 160)

Une application directe de cette idée fondamentale constituent la mise au travail et l'insertion professionnelle des allocataires dans la mesure où ces dispositions sont compatibles avec leur état. 161)

102. IV. L'aide sociale est une aide non contributive.

L'allocataire ne contribue point par des cotisations sociales au financement de l'aide sociale.

Nous avons vu que ce sont les collectivités publiques qui assument la couverture financière des prestations par des ressources fiscales.

Ce point différencie les prestations d'aide sociale de celles versées par les régimes d'assurances sociales. 162)

Les pensions et rentes versées par les organismes de sécurité sociale se fondent sur une activité professionnelle exercée par les bénéficiaires et un effort financier personnel en cotisations de leur part. 163) On y retrouve l'idée synallagmatique du contrat d'assurance. Il existe un rapport de droit antérieur entre l'assuré et l'organisme d'assurance sociale, fondé sur l'affiliation au régime d'assurance.

Les assurances sociales assurent des risques sociaux, alors

que l'aide sociale s'occupe d'états de besoin, notion dépassant celle du risque, comme s'appliquant à une population plus vaste (p.ex. des vagabonds, c'est-à-dire des personnes sans profession ni revenus).

Les assurances sociales assurent en ordre principal des revenus de remplacement basés sur les salaires promérités avant l'échéance du risque, alors que l'aide sociale a pour objet de faire face aux besoins de l'indigent privé de ressources en vue de garantir ses besoins élémentaires. Compte tenu de ces différences fondamentales, on peut se demander quelle est la place qu'occupe l'aide sociale dans le cadre général de la sécurité sociale (soziale Sicherung), cette notion étant entendue comme un concept se plaçant dans une perspective d'une protection multiforme. 164)

Les conceptions modernes de la sécurité sociale englobent l'aide sociale, peu importe la conception à laquelle on se rallie;

soit la conception classique tripartite qui distingue entre assurances sociales, prévoyance sociale et assistance sociale;

soit la conception distinguant dans la sécurité sociale des systèmes indemnitaires ou compensatoires et des systèmes alimentaires. 165)

Alors que les premiers sont fondés sur des idées de responsabilité et de causalité, les seconds dont l'aide sociale, sont fondés sur l'idée alimentaire et la fiscalité.

Dans le système indemnitaire (p.ex. en assurance-accidents), on répare un dommage dès que le risque spécifique est réalisé et en principe sans prise en considération d'une faute (responsabilité objective).

Dans le système alimentaire la prestation est due dès qu'il y a situation de besoin, peu importe la cause (maladie, accidents ou autre cause) la finalité de l'aide sociale étant suffisante, savoir permettre à l'assisté

de vivre dignement.

Dans le système indemnitaire, l'indemnité doit compenser le dommage accru, peu importe la situation pécuniaire de la victime, alors que dans le système alimentaire, c'est uniquement la situation de besoin qui crée le droit à l'aide sociale. La question des ressources de l'impétrant est primordiale pour déterminer l'état de besoin de la personne à secourir en application de l'idée de la dégressivité de l'aide sociale suivant l'importance des revenus.

lo3. V. L'aide sociale est une aide prévue par la loi.

L'indigent a un droit subjectif en obtention de l'aide sociale en conformité des dispositions légales. 166)

La création d'un droit à l'assistance sociale constitue un pas important dans le droit alimentaire qui ne se limite plus aux liens de parenté prévus par le code civil, mais a été étendu à la collectivité nationale.

Jadis l'état de besoin a été parfois confondu avec l'état de nécessité exclusif de responsabilité. C'est ainsi qu'un bon juge a relaxé une femme qui avait volé un pain pour se nourrir. 167)

lo4. VI. L'aide sociale est une aide indépendante.

La cause génératrice de l'état de besoin est irrelevante en matière d'aide sociale.

La condition primordiale de l'aide sociale réside en application du principe de la facticité, dans l'état de nécessité et de besoin, peu importe la cause de cette situation, p.ex. la maladie, le chômage de longue durée. 168)

Une fois que l'état de besoin est établi, la cause juridique du droit alimentaire est donnée. Il naît une créance alimentaire ou d'aide sociale soit envers les débiteurs d'aliments énumérés dans le code civil, soit envers la collectivité publique.

lo5. VII. L'aide sociale est une aide révisible.

L'aide sociale doit être adaptée aux besoins de la personne assistée. Aussi la révision d'une décision de refus ou d'allocation est-elle prévue.

Si des éléments nouveaux sont venus modifier la situation, une révision s'impose. Les changements concernent notamment:

- a) une modification de l'état physique, c'est-à-dire une diminution ou une aggravation de l'état de santé;
- b) une augmentation ou une diminution de ses ressources.

L'élément nouveau est donc un fait inexistant au moment de la décision initiale. Une interprétation différente d'un fait donné ne constitue pas un fait nouveau. 169)

La charge de la preuve de l'élément nouveau incombe à celui qui sollicite la révision. 170)

Il convient de noter que les bénéficiaires de l'aide sociale sont tenus de déclarer sans délai à l'organisme compétent les faits de nature à modifier leurs droits. 171)

D'autre part, les organismes compétents sont tenus de vérifier si les conditions d'octroi sont toujours remplies. 172)

La décision administrative a un caractère déclaratif et prend généralement effet au jour de la demande. 173)

Si la demande est formulée par anticipation, l'admission aux secours ne peut se faire que du jour où les conditions d'octroi sont remplies.

lo6. VIII. L'aide sociale est une aide répétable.

L'aide sociale étant une dette de la collectivité financée par des ressources fiscales, elle peut être répétée, si elle a été touchée indûment. 174)

La bonne foi se présume chez le bénéficiaire. 175)

Il convient cependant de remarquer que sans préjudice des poursuites en restitution, celui qui a frauduleusement

perçu ou tenté de percevoir des prestations, commet un délit pénal (escroquerie). Si le bénéficiaire a obtenu l'attribution de l'aide sociale sur base de faits inexistant, simulés ou s'il a omis de signaler des faits importants, il y a lieu d'introduire un recours en restitution. 176)

107. IX. L'aide sociale est une aide récupérable.

L'aide sociale est récupérable 177) et s'analyse comme une avance faite par la collectivité qui la récupère plus tard dans des cas limitativement déterminés par la loi. 178)

Il s'agit des hypothèses suivantes: 179)

a) Retour à meilleure fortune.

Le retour à meilleure fortune est un fait qui améliore la situation patrimoniale de l'allocataire, - p.ex. un mariage, le recouvrement de créances sur un débiteur jusque-là insolvable, - de façon que l'allocataire devient à même de rembourser les prestations touchées sans demeurer dans le besoin. 180)

b) Succession

La récupération s'exerce contre le patrimoine laissé par le decujus, c'est-à-dire sur l'actif de la succession. 181)

c) Legs

Le recours contre le légataire du bénéficiaire de l'aide sociale se limite à la valeur des biens légués au jour de l'ouverture de la succession. 182)

d) Donation

La donation constituant un appauvrissement actuel dans le chef du donateur, elle s'oppose en principe à tout état de besoin. L'acte de donation peut donc intervenir en vue de créer un état de besoin, ce qui ne concorde pas avec l'idée de l'aide sociale fondée sur un état indépendant de la volonté de la personne à secourir. Aussi les législations prévoient-elles une récupération contre le donataire si la donation a eu lieu

postérieurement à la demande ou dans un certain délai précédant la demande ou après un certain âge. 183)

Les recours en recouvrement peuvent être soumis à un seuil de dépenses supportées par l'aide sociale en-deçà duquel il ne saurait être procédé à la récupération. 184)

Les recours sont garantis par une hypothèque légale à inscrire sur les immeubles appartenant au bénéficiaire. 185)

Aucune inscription ne sera prise lorsque la valeur globale des biens de l'allocataire est inférieure à une somme fixée par règlement d'administration publique. 186)

e) Responsabilité d'un tiers.

Si l'état de besoin a été causé par un tiers, l'aide sociale peut recourir dans la limite des prestations accordées à l'assisté contre le tiers responsable. 187)

108. X. L'aide sociale est incessible et insaisissable.

L'aide sociale correspond dans toutes ses formes à un droit alimentaire qui a pour but de garantir l'existence de l'individu. Il n'est donc que logique que les prestations soient incessibles et insaisissables. 188)

109. XI. L'aide sociale est une aide pouvant entraîner pour l'assisté une incapacité.

Le bénéficiaire d'aide sociale apparaît comme non seulement secourable, mais également comme nécessitant une protection spéciale en raison de sa situation précaire dénotant à tort ou à raison une certaine faiblesse. Cette sollicitude spéciale à son égard entraîne dans son chef une incapacité qui se manifeste dans deux hypothèses:

1° en cas de non-utilisation des prestations dans l'intérêt du bénéficiaire.

Dans cette hypothèse une tierce personne faisant fonction de tuteur aux prestations d'aide sociale est désignée par la justice, afin de garantir que l'aide, notamment les prestations pécuniaires, soient affectées à leur but naturel. 189)

Cette protection tutélaire des prestations sociales a donné de bons résultats.

2° en cas de non-paiement des pensions alimentaires. En cas de carence du débiteur d'aliments vis-à-vis du bénéficiaire d'aide sociale, le service d'aide sociale peut faire fixer judiciairement la créance alimentaire et agir en justice pour en obtenir recouvrement 190), soit par représentation légale de l'assisté, soit par subrogation.

110. XII. L'aide sociale est une aide spécialisée.

Cette aide tient compte de la situation des conditions de l'impétrant et de sa famille et même de la communauté domestique, c'est-à-dire des personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun. 191)

Le principe de la spécialisation des formes d'aide sociale permet d'adapter le secours au besoin individuel, mais un éparpillement de l'aide sociale en des ressorts de compétence divers risque d'entraîner des retards dans l'attribution des prestations et une complexité coûteuse et inutile du point de vue administratif. Aussi est-il dans l'intérêt d'une bonne administration de l'aide sociale de prévoir des règles communes d'attribution et d'organisation.

La spécialisation devrait donc se limiter aux catégories des prestations prévues par la loi.

A cet égard on peut distinguer les prestations en espèces (compléments) et les prestations connexes.

La typologie des prestations varie d'un pays à l'autre et est d'une grande complexité, notamment en France et en République Fédérale d'Allemagne. 192)

Il convient de relever que les soins de santé sont acquis aux bénéficiaires d'aide sociale. 193) L'hébergement et le placement en maisons adéquates sont prévus dans les trois législations. 194) Il est intéressant de constater que la loi favorise le maintien à domicile et les soins à domicile, 195) puisque cette façon de faire est d'une

part plus économique que le placement en établissement de retraite ou en hôpital et d'autre part permet à l'assisté de garder ses habitudes de vie.

Des mesures complémentaires destinées à assurer un reclassement professionnel 196) et une réinsertion dans la vie sociale 197) sont prévues dans une multitude de dispositions législatives dont il n'a été fait mention qu'à titre exemplatif.

111. Les propositions émises ci-avant me semblent énoncer en gros les lignes de conduite générales qui sous-tendent la législation d'aide sociale des pays considérés. La structuration de la loi du pauvre est-elle à la hauteur des exigences de notre temps ou convient-il d'y apporter des changements? Comme tout est perfectible en ce monde, la loi l'est aussi. Quelles suggestions peut-on faire? J'ose en émettre quelques unes.

Conclusion.

112. L'introduction d'un revenu minimum garanti 198) constitue une mesure de justice sociale basée sur l'idée de solidarité nationale permettant de prendre en charge les marginalisés de notre société contemporaine, notamment les chômeurs de longue durée, les femmes séparées vivant seules, les jeunes sans droits sociaux, les personnes âgées qui ne parviennent à obtenir une pension des régimes d'assurance sociale soit par suite d'absence d'affiliation régulière, soit par ignorance de leurs droits et enfin les marginaux du Quart Monde.
113. Une information large des classes de bénéficiaires éventuels sur leur droit à l'aide sociale est utile, parfois même indispensable. C'est une mission incombant notamment aux organismes d'assurances sociales, aux communes et aux services d'action sociale.
114. L'affiliation de tous les bénéficiaires du revenu minimum garanti à l'assurance-maladie obligatoire permet de garan-

tir l'égalité de l'accès aux soins de santé 199)

115. L'aide sociale étant une aide spécialisée, elle comporte une certaine sélectivité. Il convient donc de la moduler en tenant compte des bénéficiaires particulièrement handicapés (p. ex. les impotents, les aveugles) et augmenter en conséquence les prestations en leur faveur, y compris les compléments différentiels en matière de prestation en espèces.
116. Les mesures d'accompagnement tendant à une réinsertion dans la vie professionnelle et dans la vie sociale tout court devraient être développées. Cette action tiendrait mieux compte de la situation individuelle de la personne en détresse.
- Pour les personnes âgées et celles qui ne sont plus susceptibles de réintégration, il convient d'étendre l'action sociale dans le domaine d'équipements sociaux collectifs et de l'animation socio-culturelle. Ce n'est qu'à cette condition que "l'exclusion" psychologique pourra être vaincue.
117. La complexité des législations de sécurité sociale et d'aide sociale, la multitude de services sociaux privés et publics compliquent parfois l'allocation immédiate d'une aide régulière et consistante à une personne en détresse.
- L'ampleur des besoins doublée d'une crise économique fait que les objectifs à atteindre ne peuvent plus relever primordialement d'institutions associatives privées. Il faut donc établir au moins une coordination entre toutes les aides proposées.
- Les actions en ordre dispersé ont amené certains à proposer l'instauration d'un organisme unique, mais des intérêts d'ordre politique et privé s'opposent à pareille exigence rationnelle.
118. La sécurité sociale a pour objet dans une conception large de réaliser pour toute personne la satisfaction des

droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité. 200)

Il est temps d'envisager dans notre contexte la réalisation de ce concept, du moins par rapport à des normes minima. Dans cette optique la législation devrait être réorientée dans le sens de l'abolition du compartimentage des attributions sociales en secteurs différents pour mener une politique globale de sécurité sociale, l'aide sociale ne constituant qu'une face de celle-ci.

119. Il me tient à coeur de relever en terminant que cet exposé n'a pas touché les situations de pauvreté du Tiers Monde. La solidarité internationale nous empêche de les oublier.
120. Le problème de la pauvreté est ancien, mais il devient de plus en plus complexe et dense. Le fait est constant au cours de l'histoire, mais le contenu change.
- De nos jours le chômage, une des causes de la pauvreté est considéré comme un des points noirs dans notre société, jadis on le considérait comme un mal nécessaire assurant une main d'oeuvre pour tous les travaux possibles, même les plus exténuants. 201)
- Espérons que grâce à l'étude des comportements humains, le problème de la pauvreté soit correctement saisi tant sur les plans nationaux que le sur le plan mondial. 202)
- pour lui trouver une solution acceptable et conforme à la dignité humaine.

Après l'établissement du texte dactylographié, l'auteur nous prie d'insérer le passage suivant entre les paragraphes 89 et 90.

- 89 a. La détermination des revenus tient donc compte des obligations alimentaires. La prise en charge par une institution sociale est également considérée comme revenu jusqu'à concurrence de 80 % du revenu. L'obligation alimentaire à laquelle un membre de la communauté domestique est tenue envers une personne ne faisant pas partie de la communauté domestique est portée en déduction du revenu. 145)
- 89 b. Les montants du revenu minimum ont été refixés. C'est ainsi que le revenu minimum mensuel garanti pour une personne seule ou pour la première personne de la communauté domestique s'élève à 5.430 francs. 146)

- 1) v.F.Bülow et la notion "des notwendigen Lebensunterhaltes, gemessen an einem gesellschaftlichen Mindestbedarf".
- 2) Leopold v. Wiese: Formale Soziologie
- 3) v.Deutéronome, ch. 15, v. 7 à 11
- 4) v. Hérodote, 2, par. 177; Plutarque: Vie de Solon, par. 42
- 5) v. sur l'usage de l'exposition des enfants: Gérard et Senn: Manuel de Droit romain p. 158
- 6) v. Monier: Cours de Droit romain; p. 127 et 191-192 (1948)
- 7) Edit d'Antonin le Pieux
- 8) Inst. 3,12
- 9) Inst. 4,6 De art. 4o
- 10) Loi de C. Gracchus
- 11) v. Cicéron: De officiis, lib. 2, cap. 16
- 12) Loi 49, livre 31, De legat. du Digeste
- 13) v. Décret de Valentinien et Marcien, Code, livre 1, tit.2, chap. 12, par. 2.
- 14) L. des Empereurs Gratien, Valentinien et Théodose, C. lib. 11, tit. 25; Justinien, Nov. 80, tit. 9, c. 5, "De mendicantibus Validis".
- 15) du lat.: vagari, errer, Fenestella vagabundus, gens errant sans travail, sans moyens connus pour satisfaire aux besoins de la vie et sans existence fixe dans la cité.
- 16) du lat. mendicitas, Cicéron: On entend par mendiants non point les pauvres qui par maladie ou vieillesse, souffrent de besoins nécessaires, mais des personnes valides, qui préfèrent au travail l'oisiveté et l'errance en sollicitant l'aumône. La loi réprima cette habitude.
- 17) v. Capit. de l'An 813, cap. 11, Rec. des cap., lib. 11, cap. 10: "Que chaque commune nourrisse ses pauvres, qu'il ne soit pas permis aux mendiants d'errer dans le pays; que personne ne donne l'aumône au pauvre qui refuse de travailler".
- 18) v. F. Lot: La pénétration mutuelle du monde barbare et du monde romain.
- 19) Corvée ou bians constitue les journées de travail que le seigneur pouvait réclamer au serf sans contrepartie.
- 20) Ecr. S. Mathieu, XIX, 23 - 25; S. Marc, IXX 23-25; S. Luc IXX, 24-27.
- 21) v. La Genèse 3,19.
- 22) v.K. Bosl: Potens und Pauper, 1963.

- 23) v.p. ex. Nicolas Rolin, chancelier de Bourgogne qui fonda en 1443 l'hôtel-Dieu de Beaune.
- 24) Les principaux ordres mendiants furent les carmes, les franciscains, les dominicains, les augustins, les servites, les capucins.
- 25) v. L.K.Little: Religious Poverty and the Profit Economy in Medieval Europe.
- 26) En France Louis le Gros, Louis X, Philippe IV dit le Bel et Philippe V.
- 27) Au Luxembourg le mouvement d'affranchissement de localité commençait avec la charte de Beaumont émanant de l'archevêque de Reims Guillaume, dit aux mains blanches (1182). Les chartes concédées sur le modèle de la loi de Beaumont-en-Argonne conféraient la liberté à tout habitant de la localité au moment de la promulgation de la charte d'affranchissement et il cessait donc d'être cert (v. N. Majerus: Histoire du Droit dans le Grand-Duché de Luxembourg, p. 151-153. t. 1er).
- 28) Cette terminologie est due à Ruffin de Bologne.
- 29) v. ordonnance de Jean II de 1350.
- 30) p.ex. la confrérie florentine des Buonornini; v. R.C. Trexler: "Charity and Defence of Urban Elites in the Italian Communes".
- 31) Cette distinction est faite par Gerhoch v. Reichersberg (XII^e s.).
- 32) p.ex. Asile établi par l'édit de 1606 de Henri IV dans la maison royale de la Charité chrétienne au Faubourg Saint-Marcel à Paris.
- 33) p.ex. sous la régence de Marie de Médicis furent fondées trois grandes maisons hospitalières à Paris aux Faubourgs Saint-Marcel, Saint-Victor et Saint-Germain. Louis XIV fonda l'hôpital général réunissant l'ensemble des établissements parisiens. (v. J. Imbert: Les hôpitaux en France, p. 12-14.
- 34) v. ordonnances de 1545, 1551 et 1560; décl. de 1642, arrêt du parlement 30 déc. 1740.
- 35) v. Règt. conseil 20 avril 1656, art. 2
- 36) v. Règt. conseil 20 avril 1656, art. 6
- 37) v. p.ex. décl. 6 oct. 1669
- 38) v. Edit de 1656, art. 9-19; arrêt Parlement 30 déc. 1740
- 39) v. Montesquieu: "De l'esprit des lois", t. II, p. 131, (éd. Garnier): "Quelques aumônes que l'on fait à un homme nu dans les rues ne remplissant point les obligations de l'Etat qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable et un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé".
- 40) Titre 1^{er}, par. 25)

- 41) L. 7 frimaire an 5, art. 12
- 42) L. 28 germinal an 4.
- 43) L. 24 vendémiaire an 2, art. 1^{er}, titre 5.
- 44) Constitution du 4 novembre 1848.
- 45) Constitution du 14 janvier 1852.
- 46) v. Campagnole: L'assistance médicale gratuite; Monod: L'assistance médicale obligatoire.
- 47) v. Berthélemy: Traité de Droit administratif, p. 990 et ss.
- 48) v. G. Burdeau: Droit constitutionnel et institutions politiques, 9^e éd., p. 356.
- 49) Lachaume: La délimitation des domaines respectifs de la loi et du règlement dans le droit de l'aide sociale, Rev. aide sociale, 1962, 1.
- 50) v. "De subventionne pauperum" (1626)
- 51) Groupement autour de la Prusse des Etats au Nord du Main (1866-1871)
- 52) Le régime censitaire soumit l'exercice du droit de vote à un minimum de fortune. C'est ainsi que la Constitution belge de 1831 applicable également au Luxembourg a confié le droit électoral aux citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne pouvait excéder 100 florins ni être au-dessous de 20 florins d'impôt direct. v. N. Majerus: Histoire du Droit, p. 727; Un adoucissement de la réglementation apporta en Allemagne la loi de l'empire (Reichsgesetz) du 15 mars 1903.
- 53) v. H. Bolzan: Die Reichsverordnung über die Fürsorgepflicht; O. Wölz, Ruppert u. Richter: Die Fürsorgepflicht (Leitfaden zur Durchführung der Verordnung v. 13. Februar 1924).
- 54) v. Sunder: Die Regelung der örtlichen Zuständigkeit nach der Reichsverordnung über die Fürsorgepflicht.
- 55) v. W. Roscher: System der Armenpflege und Armenpolitik; W. Liese: Geschichte der Caritas, 2 Bde.
- 56) v. L. 7 frimaire an V
- 57) v. art. 32, L. 27 nov. 1891, Circulaire minist. 25 janvier 1883.
- 58) v. Pandectes belges vo Hospices, nos 100 et ss.
- 59) v. art. 1^{er} L. 27 nov. 1891.
- 60) v. Henrard et Marcatty: Le domicile de secours
- 61) v. circul. minist. 1^{er} avril 1903
- 62) v. art. 1^{er} L. 27 nov. 1891
- 63) v. art. 2, al. 4 L. 27 nov. 1891.
- 64) v. Chevalier A. de Corswarem: Commentaire de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

- 65) v. L. 9 juillet 1971, art. 2 et 3
- 66) v. L. 8 juillet 1976, art. 58
- 67) v. L. 8 juillet 1976, art. 70
- 68) Cons. d'Etat, arrêt du 12 juin 1964 Aff. C.A.P.Bruxelles
- 69) v. Cons. d'Etat arrêts: 19 janvier 1951, Aff. C.A.P. Ougrée: 24 oct. 1973, Aff. C.A.P. Tirlemont; De Pue: "La prise en charge des secours accordés par les Commissions d'assistance publique".
- 70) Cons. d'Etat, arrêt du 22 mars 1957, Aff. C.A.P. de Ghlin.
- 71) Cons. d'Etat, arrêt du 12 juin 1968, Aff. C.A.P. d'Oetingen
- 72) Cette loi a été modifiée par celle du 3 avril 1965 et par un arrêté royal du 18 novembre 1967 (arrêté r. no 81)
- 73) v. arrêté royal du 10 novembre 1967
- 74) v. art. 4 et 5 L. 2 avril 1965
- 75) Cons. d'Etat. arrêt du 27 nov. 1975 Aff. C.A.P. de Nassogne
- 76) v. Journal des Tribunaux, 26 février 1911
- 77) v.L. 27 nov. 1891, art. 6
- 78) v. L. 27 nov. 1891, art. 16
- 79) v. Revue communale (t. XXVI, p. 71)
- 80) v.L. 27 nov. 1891, art. 24
- 81) Le placard stipulait: "appréhendés la première fois, ils devaient être fouettés, marqués du fer ardent . . . et bannis à perpétuité hors du pays . . . sous la peine de la hart s'ils étaient appréhendés une seconde fois et reconnus avoir été flétris". Les juges pouvaient "exécuter la peine de la hart ou du gibet sans autre formalité . . . vu qu'un banni sous cette peine, rompant son bannissement, porte avec soi sa sentence, laquelle doit être décrétée sans ultérieure procédure".
- 82) v. P. Weber/ Histoire du Grand-Duché de Luxembourg, p.56-58. G. Trausch, Manuel d'histoire luxembourgeois, t. IV, p. 114-117
- 83) v. Pasinomie luxb. 1840-1848, p. 648
- 84) v. Pasinomie luxb. 1895-1899, p. 433 et ss.
- 85) v. L. 28 mai 1897, art. 1^{er}, al. 1^{er}
- 86) v. L. 28 mai 1897, art. 6
- 87) v. L. 28 mai 1897, art. 12
- 88) Cons. d'Etat, 26 avril 1933, Pasicrisie luxbg. t. XIII, p. 133
- 89) v. L. 28 mai 1897, art. 10
- 90) " " art. 15

- 91) v.L. 28 mai 1897, art. 16
- 92) v.L. 28 mai 1897, art.33
- 93) " " art.37-39
- 94) " " art.24
- 95) " " art. 46; Trib. correct. Luxbg. Jugt 19 févr. 1902, Aff. Breden c/M.P, Pascr. luxbg. t. VI, p. 162/63
- 96) v. L. 28 mai 1897, art. 28
- 97) " " art. 27 et 29
- 98) " 30 juillet 1960, art. 1^{er}
- 99) v. L. " art. 2, al. 1^{er}
- 100) " " art. 3, al. 1^{er}
- 101) " " art. 2, al. 2, no 3
- 102) " " 1^{er} mars 1979
- 103) " " art. 3
- 104) " 27 mars 1981, art. 1, No 1^o in fine
- 105) " 30 juillet 1960, art. 5; arrêté gr.-d. du 20 août 1960 portant règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 30 juillet 1960, al. 7-17.
- 106) v. L. 30 juillet 1960, Arr. gr.-d. du 20 août 1960, art. 18-21
- 107) v. L. 30 juillet 1960, art. 7
- 108) v. L. 27 mars 1981, art.9
- 109) v. art. 347 c. pénal; Cass. 30 oct. 1876, Pasnomie belge 1876-1-392; Poitiers 16 juillet 1875. D.P. 1876.2.152.
- 110) Bourges 30 avril 1896, D.P. 1886.2.455
- 111) Dijon 9 juin 1875, D.P. 1875.5.316
- 112) Chambéry, 12 févr. 1885, D.P. 1886.2.22; v. aussi Goedseels: Commentaire du code pénal belge, p. 462 et ss.
- 113) v. art. 346 code pénal
- 114) v. art. 346, al. 2 code pénal
- 115) v. Arr. gr.-d. 19 mai 1880, art. 2
- 116) v. art. 346, al. 3 code pénal
- 117) Arr. Gr.-d. 19 mai 1880 concernant l'exécution des art. 346 et 563, 6^o du code pénal, art. 1^{er}
- 118) v. art. 563, 6^o code pénal, L. 10 janvier 1863, art. 3, concernant la procédure à suivre
- 119) Déc. 9 déc. 1935, Pasicrisie belge 1936-1-79; déc. 18 janv 1941, Pasicr. belge 1941-1-241.
- 120) Arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme du 18 juin 1971, aff. De Wilde, Doms et Versyp c./ Belgique.

- 121) Arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, Aff. Neumeister du 27 juin 1968, Série A, p. 24
- 122) v. art. 342-344 code pénal
- 123) v. Doc. Parl. no 2991, p. 15
- 124) v. Règt no 1612/68 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la communauté.
- 125) v. Règt no 1408/71 relatif à la sécurité sociale des travailleurs migrants excluant l'assistance sociale de son champ d'application matériel.
- 126) v. L. 26 juillet 1986, art. 2
- 127) v. Règt gr.-d. 27 juillet 1987, Mémorial Législation 1987, p. 1164
- 128) v.L. 26 juillet 1986, art. 4, al. 1^{er}
- 129) " " art. 4, al. 3
- 130) " " art. 3, no 6 et 7
- 131) " " art. 6, al. 1-3
- 132) " " art. 11, al. 1^{er}
- 133) " " art. 14, al. 1^{er}
- 134) " " art. 15, al. 1^{er}
- 135) " " art. 27, 28 et 29
- 136) " " art. 18
- 137) v. Doc parl. no 3249, session ord. 1987-1988, p. 3-4
- 138) v. Mémorial A, 1989, p. 809 et ss.
- 139) v.L. 16 juin 1989, art. 11 (2) nos 2-4 nouv.
- 140) v. art. 12 L. 26 juillet 1986 et 16 juin 1989
- 141) v. L. 16 juin 1989, art. 2, no 2 nouv.
- 142) v. L. 16 juin 1989, art. 2, no 3 nouv.
- 143) " " art. 5, nouv.
- 144) " " art. 6 (1) et 3
- 145) " " art. 6, 4^e al.
- 146) " " art. 3 nouv. (1)
- 147) " " art. 3 nouv. (4)
- 148) Des statistiques plus détaillées se trouvent au Doc.Parl. no 3249, session ord. 1987-1988, p. 31-42
- 149) Une étude de l'INSEE (1980) estime à 225.000 personnes le nombre des exclus de la protection sociale
- 150) v. E. Mossé: Les riches et les pauvres
- 151) v. F. Génay: Science et technique en droit privé positif, t. 1^{er}, p. 51

- 152) v.O. Gierke: Deutsches Privatrecht, t. 1^{er} p. 122
- 153) v.W. Arnold: Kultur und Rechtsleben
- 154) France:

Etat (art. 35, L. no 83-663 du 22 juillet 1983)
Communes (art. 93, L. no 83-8 du 7 janvier 1983)
Département (art. 192, code de la famille et de l'aide sociale)

République Fédérale d'Allemagne:

v. "Institution Sozialhilfe" dans le budget social de la R.F.A. Compétence d'attribution (paragr. 96 et ss. Bundessozialhilfegesetz: villes communes) et pouvoir de détermination des collectivités (Träger) responsables par les Länder (pays) ibid. paragr. 96 (1) et (2) BSHG.

Luxembourg:

Etat (L. 30 juillet 1960; L. 26 juillet 1986, art. 44) Communes (L. 28 mai 1897, art. 1^{er}, L. 30 juillet 1960).

155) France:

sur le plan national: "Section permanente du Conseil supérieur de l'aide sociale" (v. art. 199 code de la famille et de l'aide sociale)

sur le plan régional: "Direction régionale des affaires sanitaires et sociales" (D.R.A.S.S.) Décret no 64-783 du 30 juillet 1964; Décret no 77-429 du 22 avril 1977.

sur le plan départemental: "Directions départementales des affaires sanitaires et sociales" (D.D.A.S.S.) sont des services relevant du Ministère des Affaires sociales. Services d'aide et d'action sociales du département. Ces services départementaux sont placés sous l'autorité de chaque Conseil général. (v. Décret no 84-931 du 19 octobre 1984 relatif aux modalités de transfert aux départements des services de l'Etat chargés de la mise en oeuvre des compétences transférées en matière d'action sociale et de santé et Loi no 86-29 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales, notamment art. 28, L. no 75-535 du 30 juin 1975).

J.F. Auby: "Le transfert de services, l'exemple des D.D.A.S.S." dans "Les nouvelles compétences locales" 1986.

Commissions administratives départementales (v. Décrets 10 mai 1982 et 28 juin 1984), notamment la commission de l'Education sociale (C.E.S.) L. 30 juin 1975, art. 6

La commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (C.O.R.O.R.E.P.) art. L 323, II code du travail.

sur le plan communal: "Bureau d'aide sociale" de la commune (v. art. 136 et ss. code de la famille et de l'aide sociale) "Centre communal d'action sociale" (C.C.A.S.)
(v. L no 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé.

Luxembourg:

au niveau communal: "Offices sociaux" (L. 28 mai 1897) sur le domicile de secours; arr. gr.-d. 11 déc. 1846; L. 26 juillet 1986, art. 37).

au niveau national: "Fonds National de Solidarité" (L. 30 juillet 1960)
"Service national d'action sociale" (L. 26 juillet 1986, art. 26 et ss.; Règt. gr.-d. 29 oct. 1986).

- 156) France: art. 141 et ss. du code de la famille et de l'aide sociale.

Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 76 BSHG

Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 6

- 157) v. à titre d'exemple la détermination du revenu minimum garanti au Luxembourg, art. 3 et 4, L. 26. juillet 1986.

- 158) France: art. 141, code de la famille et de l'aide sociale.
Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 2, art. 1^{er} BSHG (Nachrang der Sozialhilfe)
Luxembourg: art. 6, L. 26 juillet 1986 et art. 8 Règt gr.-d. 29 oct. 1986.

- 159) France: Déclaration de 1789. Les droits de l'homme sont des droits protecteurs concernant des exigences sociales et obligeant les gouvernements à agir. Ce sont des créances de l'individu sur la collectivité nationale (en ce sens A. Burdeau: Droit constitutionnel et institutions politiques, p. 169)

République Fédérale d'Allemagne:

art. 1^{er} Constitution (Grundgesetz), paragr. 1, al.2,
1^{ère} phrase B.S.H.G.: "Aufgabe der Sozialhilfe ist es, dem Empfänger der Hilfe die Führung eines Lebens zu ermöglichen, das der Würde des Menschen entspricht".

- 160) v. paragr. 1, al. 2, 2^e phrase BSHG

- 161) France: art. 34 et 185-2, Code de la Famille et de l'aide sociale.

Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 18 et ss. et paragr. 31 et ss. BSHG

Luxembourg: art. 11 et ss. L. 26 juillet 1986.

- 162) v. sauf pour les pensions minima

France: Allocation aux vieux travailleurs salariés (A.V.T.S.), art.L811 et ss. code de la sécurité sociale.

Luxembourg: art. 223 Code des assurances sociales; L. 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie.

- 163) France: art. 241 code de la sécurité sociale

Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 381, 393, 1382 RVO

Luxembourg: art. 241 code des assurances sociales

- 164) v.J.-J. Dupeyroux: Sécurité sociale, p. 14 et ss.

- 165) v. Bley 1986, p. 32 et ss.; Zacher: Einführung in das Sozialrecht, p. 17 et ss.

- 166) France: art. 124, code de la famille et de l'aide sociale.

Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 4, BSHG (Rechtsanspruch auf Sozialhilfe)

Luxembourg: art. 1^{er} L. 26 juillet 1986; Doc. parl. no 2981, p. 11, commentaire des articles.

- 167) Trib. Château-Thierry, 4 mars 1898, S. 1899, 2, 1. Cet épisode est connu sous le nom du bon juge Magnaud et a donné naissance au "phénomène Magnaud".

- 168) v. en ce sens Bley in "Sozialgerichtsbarkeit" 1979, S. 363

- 169) v. Revue de droit sanitaire et social, 1969, 326, obs. Georgel.

- 170) v. Revue de droit sanitaire et social, 1958, 108.

- 171) France: Décret no 61-498 du 15 mai 1961, art. 161 Code de la famille et de l'aide sociale; Décret no 61-495 du 15 mai 1961, art. 134 et art. 125 Code de la famille et de l'aide sociale.

Rép. Féd. d'Allemagne: BSHG paragr. 116, no (1); paragr. 60 SGB

Luxembourg: Loi du 26 juillet 1986, art. 21

- 172) France: art. 125 code de la famille et de l'aide sociale, al. 3

Luxembourg: art. 21 al. 2, L. 26 juillet 1986.

- 173) v. Revue de droit sanitaire et social, 1982, 489.

- 174) France: v. Revue d'aide sociale, 1964, 50

Rép. Féd. d'Allemagne: BSHG, paragr. 5

Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 14; Règt gr.-d. 29 oct. 1986, art. 2.

- 175) France: v. Rauzy et Picquenard, p. 161

- Rép. Féd. d'Allemagne: BSHG paragr. 92 (1)
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 22 (2)
- 176) v. Revue de droit sanitaire et social, 1966, 234, obs. Georgel, même revue 1968, 187; 1969, 326.
- 177) France: art. 147, Code de Famille et de l'Aide sociale, art. 405 Code pénal.
Rép. Féd. d'Allemagne: BSHG paragr. 92 (a)
Luxembourg: L. 30 juillet 1960 sur le Fonds National de Solidarité, art. 29, L. 26 juillet 1986, art. 26
- 178) v. Revue d'aide sociale, 1959, 168, concl. Barbet
- 179) v. France art. 146 code de la famille et de l'aide sociale
Luxembourg: Loi 26 juillet 1986, art. 23
- 180) v. Revue de droit sanitaire et social, 1982, 673.
- 181) v. France: commission centrale d'aide sociale, 19 déc. 1984, Revue française des affaires sociales, 1985, Jurispr. 40,
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 23 (b).
- 182) v. France: art. 146 Code de la Famille et de l'aide sociale, Décret no 61-495 du 15 mai 1961, art. 4.
Rép. Féd. d'Allemagne: v. BSHG paragr. 92 (c)
Luxembourg: v. L. 26 juillet 1986, art. 23 (d)
- 183) France: art. 146 (c) code de la Famille et de l'aide sociale prévoit le recours contre le donataire lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande ou dans les 5 ans qui l'ont précédée.
Luxembourg: art. 27 (c) L. 26 juillet 1986 prévoit la récupération contre le donataire en cas de donation directe ou indirecte postérieurement à la demande, ou dans les dix ans ayant précédé la demande ou après l'âge de 50 ans accomplis jusqu'à concurrence de la valeur des biens au jour de la donation.
- 184) France: art. 146, al. 2 code de la famille et de l'aide sociale, Décret no 61-495 du 15 mai 1961.
Luxembourg: v. règl. gr.-d. 29 oct. 1986, art. 24 et ss.
- 185) France: art. 148 et ss. Code de la famille et de l'aide sociale.
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 24, al. 1^{er}; Règl. gr.-d. 29 octobre. 1986, art. 27 et ss.
- 186) France: art. 148, al. 4 Code de la famille et de l'aide sociale.
Rép. Féd. d'Allemagne: BSHG 89.
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 24, al. 4

- 187) En France ce recours s'analyse par une subrogation de la collectivité dans les droits de l'allocataire (art. 149 code de la Famille et de l'aide sociale). En pratique la collectivité peut attendre le moment du paiement des indemnités par le tiers responsable ou son assureur, pour se retourner alors contre l'allocataire de l'aide sociale (Tribunal Grande Instance de Valence, 25 sept. 1961, Rev. de l'aide sociale. 1962, 97. Dalloz 1962, 282, note de M. Prévault).
Au Luxembourg, le recours s'opère grâce à une action directe, sur base de l'article 23 in fine de la loi du 26 juillet 1986.
- 188) France: art. 44 Code de la Famille et de l'aide sociale.
Rép. Féd. d'Allemagne: BSHG, paragr. 54 SG (1) et (3) in fine
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 25
- 189) France: L. no 66-774 du 18 oct. 1966 relative à la tutelle aux prestations sociale, art. 153, al. 3 et 4 code de la famille et de l'aide sociale; art. L 551 code de la sécurité sociale, art. 60 code de la famille et de l'aide sociale.
Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 48 SGB, I. Buch,
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 20 et art. 292 bis du code des assurances sociales.
- 190) France:
a) art. 144 c.f.a.s. L. no 83-663 du 22 juillet 1983, art. 145 Code de la famille et de l'aide sociale, prévoient une action fondée sur la représentation légale qui suppose que c'est la collectivité qui représente en justice l'impétrant nécessitant qu'elle a secouru.
b) art. 4 du décret no 54-883 du 2 septembre 1954 prévoit que la décision d'admission de la commission est notifiée aux personnes tenues de l'obligation alimentaire en les avisant qu'elles sont tenues conjointement au remboursement de la somme non prise en charge par le service d'aide sociale. Dans cette hypothèse la collectivité agira par la subrogation légale de droit commun prévue à l'article 1251-3 du code civil (en ce sens Angers, 23 oct. 1962, Revue aide soc. 1963, 21).
- Luxembourg
Art. 8, al. 2, L. 26 juillet 1986.
Le Fonds National de solidarité agit en vertu d'une subrogation légale expresse, mais ne peut exercer son droit que jusqu'à concurrence d'un montant correspondant au salaire social minimum et que contre des débiteurs d'aliments disposant d'un revenu imposable dépassant deux fois et demi le salaire social minimum de référence.
Cette faculté de recours est assez rarement appliquée.

- 191) France: art. 185, al. 2 C.F.A.S.
Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 3 et 15 BSHG
Luxembourg: art. 3 et 5, L. 16 juillet 1986
- 192) France:
Aide sociale aux familles: art. 150-156 C.F.A.S.
Aide sociale aux personnes âgées: art. 157-165 C.F.A.S.
Aide sociale aux handicapés, aveugles, grands infirmes, mineurs et incapables, art. 166-178 C.F.A.S.
Aide médical art. 179-181 C.F.A.S.
Mesure en matière de logement, d'hébergement et de réadaptation sociale, art. 184-185 - 3 C.F.A.S.
Rép. Féd. d'Allemagne:
Aide alimentaire (Hilfe zum Selbstunterhalt) 11-24 BSHG
Aide dans certaines circonstances de la vie (Hilfe in besonderen Lebenslagen) paragr. 27-75 BSHG
- 193) France: aide médicale: art. 179 C.F.A.S.
Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 13 et 37 BSHG prévoient la prise en charge des cotisations d'assurance-maladie pour une assurance continue ou volontaire.
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 9 prévoit l'affiliation des bénéficiaires au régime d'assurance maladie obligatoire des ouvriers.
- 194) France: art. 164, al. 1^{er} C.F.A.S.
Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 75 (2) BSHG
Luxembourg: art. 10, L. 26 juillet 1986
- 195) France: Allocation d'aide médicale
Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 70 BSHG
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 10
- 196) France: L. no 75-534 d'orientation en faveur des handicapés, art. 168 notamment al. 3 (2) in fine, art. 167 atelier protégé, travail à domicile) C.F.A.S.
Rép. Féd. d'Allemagne: paragr. 39-43 BSHG, paragr. 11 RehaAnlG
Luxembourg: L. 26 juillet 1986, art. 11 prévoit des cours de recyclage, mise au travail, insertion professionnelle, que l'allocataire doit suivre en l'absence de motif valable, sous peine de se voir refuser l'allocation en espèces (art. 12 même loi)
- 197) France: v. "Activités sportives et handicaps, Cahiers C.T.N. 1985
Rép. féd. d'Allemagne: paragr. 59 et ss. SchwGG (Schwerhindertengesetz) en matière de transports publics.
Luxembourg: v. A. Thill: Protection sociale des invalides et handicapés physiques et mentaux in QUESTIONS SOCIALES nos 17-20, p. 107 et ss.

- 198) v. Loi luxbgeoise du 26 juillet 1986, art. 1^{er}
199) v. Loi luxbgeoise du 26 juillet 1986, art. 9
200) v. Déclaration universelle des Droits de l'Homme, art.
201) Townsend: Dissertation on the poor laws (1786)
202) Lutte contre la misère mondiale ("global poor").
Informations O.I.T. févr. 1988, p. 4.

